BBM613
E
165
.M39
1839
SMRS
v.2

VOYAGE

AUX ÉTATS-UNIS.

IMPRIMERIE DE MADAME PORTHMANN,
Rue du Hasard-Richelieu, 8

VOYAGE
AUX ÉTATS-UNIS,

OU

TABLEAU
DE LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE,

COMPRENANT

Institutions politiques — Gouvernement central et Gouvernements des États — Budgets — Presse — Journaux — Partis — Industrie — Manufactures — Commerce — Propriété — Esclavage — Salaire — Douanes — Voies de communications — Statistique — Usages — Habitudes — Coutumes — Religions — Mœurs — État social — Philosophie — Beaux-Arts — Littérature, etc., etc.

Par MISS MARTINEAU;

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR M. BENJAMIN LAROCHE,

Traducteur des Œuvres de Byron.

Nouvelle publication.

TOME II.

PARIS.

PAGNERRE, ÉDITEUR,

Rue de Seine, 14 bis.

1839

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/voyageauxtatsu02mart

DE LA

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE.

SECONDE PARTIE.

ÉCONOMIE.

CHAPITRE II.

VOIES DE COMMUNICATIONS ET DÉBOUCHÉS.

> La science et l'art accélèrent le travail utile, refont le climat et créent le sol. La nature accorde et exige à la fois.
>
> BARBAULD.

La nature a tant fait pour les États-Unis, dans cet article de leur économie; elle a indiqué si clairement ce qui restait à faire aux mains de l'homme, qu'il n'est pas difficile au voyageur de comprendre pourquoi ce pays nouveau surpasse de si loin tous les autres dans ses débouchés et ses moyens de transport. Les ports des États-Unis sont singulièrement disséminés sur toute l'étendue de leurs limites. Outre les ports de mer, il en est un grand nombre dans l'intérieur, sur les lacs du nord et sur des fleuves profonds qui étendent leurs cours à plusieurs mil-

liers de milles. Aucun coin du pays n'est à une distance trop grande d'un débouché, et partout où les stimulants aux entreprises existent, les moyens de transport ne manquent jamais d'être fournis dans la proportion des besoins.

Même dans le sud, où l'élément des salaires (le travail libre) n'existant pas, il n'y a pas de moyen suffisant pour exécuter même les entreprises les mieux conçues, on a fait plus que ne semblaient le permettre les circonstances (1). Cependant les grandes routes sont encore en fort mauvais état. En voyageant dans les Carolines et la Géorgie, je vis que les conducteurs sont autorisés à se tirer d'affaire, en route, par tous les moyens qu'ils peuvent imaginer, sans que personne les aide ou leur fasse obstacle. Très souvent la diligence s'arrêtait tout à coup au bord d'une mare large et profonde, s'étendant dans toute la largeur du chemin, et le conducteur prenait, sans façon, dans la clôture la plus voisine, tous les matériaux qui lui étaient nécessaires pour combler le trou, ou pour adoucir notre descente. On m'assura qu'il n'était pas probable que la route ou la clôture fût réparée avant d'être totalement détruite.

Le commerce, sur ces routes, est si peu de chose, que l'étranger se voit, en quelque sorte, perdu comme dans un désert. Dans un voyage de plusieurs jours, à l'exception de quelques chariots de campements, nous ne rencontrâmes qu'une seule voiture : c'était une diligence revenant de Charleston. Notre rencontre dans la forêt ressembla à celle de

(1) « Les travaux publics de cet État (la Caroline du sud) produisent un revenu très faible n'excédant pas 15,000 dollars annuels, déduction faite des frais d'exploitation, quoique l'État ait contracté, pour les construire, une dette de 2,000,000 de dollars. Dans plusieurs parties de l'État, on a fait des canaux qui ne paient pas leurs dépenses courantes; et, à l'exception de la route de l'État et du canal de Colombie, c'est à peine si l'on trouverait, dans tout le pays, une entreprise publique qui, mise en adjudication, trouvât un acquéreur. »

(1833, *American annual Register*, page 285.)

deux vaisseaux en pleine mer. Nous demandâmes aux voyageurs venant du sud des nouvelles de Charleston et d'Europe; et ils nous questionnèrent sur l'état des affaires politiques à Washington. Conducteurs et voyageurs se félicitaient bruyamment comme s'ils se fussent rencontrés après un long exil. On nous engagea à renoncer au projet de nous rendre à Charleston par la route de l'est, car elle était littéralement impraticable, et l'on n'y trouvait absolument rien à manger. En conséquence, nous fîmes un détour et prîmes par Camden et Colombie.

L'itinéraire de l'une de nos journées de route est le meilleur moyen de donner une idée juste de la manière de voyager dans ces régions. Le 2 mars 1835, nous quittâmes Richemont, en Virginie, et voyageâmes pendant toute cette journée et celle suivante sans prendre aucun repos. Le 3, à minuit, nous fûmes arrêtés par une rivière qu'on ne pouvait traverser que dans un bac, lequel, malheureusement pour nous, transportait alors, sur la rivière opposée, une voiture et des voyageurs. Il nous fallut donc attendre pendant plus d'une heure, et à la belle étoile, le retour de ce bateau. Quand il fut amarré de notre côté, nous nous y rendîmes à pied, crainte d'accident, et pendant le trajet, nous enfonçâmes dans la boue jusque par dessus la cheville. Arrivés sur l'autre rive, nous débarquâmes avec les mêmes désagréments, et remontâmes dans notre voiture, qui nous conduisit pendant quelques minutes seulement; puis nous descendîmes, pour remonter dans une autre diligence. Pendant plusieurs heures nous avançâmes lentement, mais sans accident, et déjà mes compagnons se félicitaient de notre bonne étoile, lorsque, à la pointe du jour, la voiture s'enfonça dans une profonde ornière, d'où les chevaux ne purent jamais la tirer. Nous étions complètement embourbés; il nous fallut descendre et attendre que notre

équipage fût dégagé. Le conducteur prit sa hache (objet principal de son matériel de route), abattit un jeune arbre dont il fit un levier; le tronc d'un autre arbre servit de point d'appui; les voyageurs donnèrent un coup de main; nous autres dames, nous donnâmes du cor pour attirer du secours (sans résultat du reste); enfin, après de vigoureux efforts, la voiture fut remise sur la chaussée. Cette opération avait duré deux heures.

Avant qu'elle fût achevée, j'avais, à cause du grand froid, continué à marcher seule en avant; après avoir fait deux milles, je m'arrêtai et regardai tout autour de moi. J'étais sur une éminence d'où l'on ne découvrait que la forêt sauvage et sombre s'étendant de tous côtés à perte de vue, et la route rougeâtre qui la coupait en droite ligne jusqu'à ce qu'on la perdît de vue aux deux extrémités, derrière une éminence. Je ne connais rien de comparable à ce tableau, si ce n'est un Salvator-Rosa que j'eus un jour occasion de voir. Bientôt la diligence me rejoignit, et nous fîmes quatorze milles avant de gagner l'endroit où nous devions déjeûner. Arrivés à cet endroit, nous mourions de faim, mais on ne put nous rien donner; il ne restait pas une miette du déjeûner de la maison, qui était achevé depuis longtemps. Nous continuâmes notre route jusqu'à une heure après midi, et nous arrêtâmes devant une maison particulière. On avait encore dîné dans cette maison; mais, j'ai hâte de le dire, nous n'en fîmes pas moins un repas confortable, qui nous fut servi par les soins de la maîtresse du logis, et qu'elle ne nous fit payer qu'un quart de dollar par tête. Le souvenir de cette dame est gravé dans notre mémoire à tous, comme celui d'une hôtesse fort hospitalière.

Nous n'eûmes pas plutôt quitté cette maison, que nous fûmes obligés de descendre et de traverser à

pied un pont trop délabré pour qu'il fût prudent de s'y aventurer en voiture. Plus loin, un demi-mille avant d'arriver à l'endroit où nous devions prendre le thé, la grande soupente cassa, et nous fûmes obligés de nous rendre à l'auberge au milieu d'un nuage de neige. Après avoir quitté cette auberge, à un quart de mille seulement, les traits se rompirent; après cela, aucun autre accident ne nous arriva jusqu'à près de sept heures du matin. Nous approchions de Raleigh, dans la Caroline du nord. Nous vîmes une voiture embourbée et désertée par le conducteur et les chevaux, mais occupée par quelques voyageurs qui attendaient là depuis huit heures de la soirée précédente. Pendant que nous déplorions leur mésaventure, notre diligence s'embourba de nouveau dans une ornière; mais elle fut bientôt dégagée, et nous atteignîmes Raleigh sains et saufs.

Ce qui me dédommageait de tous ces petits désastres de voyage, c'était de voir l'habileté et le sang-froid des conducteurs, ainsi que la patience inépuisable des voyageurs; partout ailleurs, des hommes, pressés par leurs affaires, auraient témoigné de l'humeur de tous ces délais; mais, en Amérique, ces accidents n'altèrent aucunement la jovialité d'un gentleman. En un clin d'œil, tout le monde met pied à terre et donne un coup de main au conducteur; chacun lâche un mot plaisant, et quand tout est fini, les dames peuvent être sûres que la chose leur sera présentée sous ses couleurs les plus amusantes. Le conducteur que nous avions dans ce voyage paraissait être un novice et avoir moins d'assurance que les autres; un monsieur de notre société, qui s'était placé à côté de lui sur le siége, nous affirma qu'il fermait les yeux quand nous approchions d'un trou; et lorsqu'il implorait piteusement l'aide des voyageurs, c'était parce que nous nous dirigions vers une ornière profonde.

Habituellement l'assurance et l'habileté des conducteurs étaient également remarquables. Lorsqu'ils jugeaient la voiture plus remplie qu'il n'était convenable, ils essayaient quelquefois d'effrayer les voyageurs, afin d'en engager quelques uns à différer leur départ, et ils réussirent deux ou trois fois à convaincre ainsi les plus corpulents; mais ceux qui avaient de l'expérience savaient éviter le piége. Souvent, lorsque, par une nuit obscure, la voiture était entrée dans une mare d'eau, le conducteur s'écriait de son siége : que nous étions au beau milieu d'une crique, et que nous ne pouvions faire un pas, en avant et en arrière, sans verser dans l'eau; bien que, la minute d'après, cette assertion fût démentie, elle produisait son effet. Quand la lune se couchait de bonne heure, il y avait toujours quelque chose de dérangé aux lanternes de la voiture; les voyageurs demandaient avec instance qu'on les laissât acheter des torches sur la route et marcher à pied dans les endroits dangereux; le conducteur observait, d'un ton d'insouciance, que, comme nous devions verser avant l'aube, peu importait que cela eût lieu un peu plus tôt ou un peu plus tard; après quoi, les plus corpulents de la troupe s'arrêtaient nécessairement au premier relais, et le conducteur riait dans sa barbe de son succès.

En voyageant dans le sud, un jour, après une route fatigante, nous arrivâmes, à trois heures du matin, devant un hôtel. Le conducteur sonna un air sur un exécrable cor. Personne ne bougea : les esclaves sont les gens du monde les plus lents à se mouvoir, excepté en certaines occasions.

« Quels dormeurs que ces gens-là! » s'écria le conducteur, et il nous écorcha de nouveau les oreilles avec son instrument.

« Je n'ai jamais vu des dormeurs de cette force-là. La musique ne produit aucun effet sur eux; il faudra que j'essaie les armes à feu. »

Le cor se fait entendre de nouveau.

« Nous avons éveillé le watchman, c'est toujours quelque chose. »

Le bruit du cor recommence.

« Je n'ai jamais vu de pareilles gens. Lazare était plus facile à ressusciter. »

La meilleure preuve que je puisse donner de l'habileté avec laquelle les voyageurs sont conduits sur de telles routes, ainsi qu'à bord des bateaux à vapeur, c'est que j'ai fait aux États-Unis plus de dix mille milles, par eau et par terre, sans le moindre accident. Il est vrai que, deux fois, j'ai presque versé, mais jamais complétement.

On a vu comment sont les grandes routes dans le sud; mais il existe d'autres moyens de transport, dans lesquels on fait plus de progrès qu'on ne devait s'y attendre. Je veux parler des chemins de fer qu'on établit maintenant dans diverses directions. Grâce à ces voies de communications rapides, beaucoup de préjugés locaux seront dissipés; l'infériorité de la main-d'œuvre esclave à la main-d'œuvre libre sera promptement démontrée à tout le monde; et quelles que soient les lois qui régissent le travail, de nouveaux colons, abhorrant l'esclavage, viendront se mêler à la population actuelle.

Les seuls chemins de fer terminés dans le sud, lorsque j'y ai voyagé, étaient celui de Charleston à Augusta, deux chemins plus courts dans les États de l'Alabama et du Mississipi, et un autre de cinq milles allant du lac Pontchartrain à la Nouvelle-Orléans. Il doit aussi bientôt y avoir une magnifique ligne de Charleston à Cincinnati; et la ligne de Norfolk, en Virginie, à New-York, est maintenant presque achevée.

Le quart d'heure employé à aller du lac Pontchartrain à la Nouvelle-Orléans a été la partie la plus délicieuse de mes voyages. C'était vers la fin

d'avril; les roseaux en fleur et les arbustes des tropiques faisaient de tout le paysage un vaste et brillant parterre. J'éprouvais une singulière sensation à traverser un jardin sur un chemin de fer. De l'onde limpide s'élevaient partout de verts cyprès; on voyait d'immenses espaces couverts d'iris bleus et blancs, et une quantité innombrable de fleurs inconnues se balançait sur les eaux; çà et là un nègre sortait d'un taillis en fleur et s'avançait entre les roseaux sur un radeau ou dans un canot. D'un côté, c'était la hutte chétive, de l'autre c'était, çà et là, un groupe de vieilles maisons françaises. On eût cru glisser, comme dans un rêve, sur les prairies de la Sicile ou les plaines de Ceylan.

Le marais qui s'étend à droite et à gauche du chemin de fer de Charleston à Augusta n'offre pas un spectacle moins beau; mais ce voyage fut le plus fatigant que j'eusse fait dans le pays. Le mouvement et le bruit étaient insupportables. Je ne sais si ces inconvénients proviennent de ce que le chemin, en beaucoup d'endroits, est construit sur pilotis, ou bien si la faute en est au terrain ou à la construction.

Le bruit et la fatigue sont un inconvénient inhérent à presque tous les chemins de fer en Amérique. On m'a dit que cela provenait de ce que les chemins de fer étaient exploités aussitôt que terminés, tandis qu'on devrait attendre quelques mois pour donner le temps à la construction de s'affermir; je ne puis dire jusqu'à quel point cela est vrai. Les chemins de fer que j'ai vu construire étaient établis non sur de la pierre, mais sur du bois. On a découvert qu'après la gelée le bois adhère d'une manière plus égale que la pierre. La dépense primitive, dans l'État de New-York, est d'environ deux mille dollars par mille.

Les chemins de fer américains ont un grand in-

convénient; le bois étant employé comme combustible, il tombe continuellement une pluie de larges étincelles fort incommode et fatale aux vêtements, à moins qu'on ne ferme toutes les portières, ce qui est impossible dans les temps chauds. De nombreux accidents arrivent par cette cause; et pendant ma dernière tournée sur le chemin de fer de Colombie à Philadelphie, une dame eut son châle entièrement brûlé sur elle; je comptai treize trous dans le mien et mon voile en était criblé. Lors de mon premier voyage sur le chemin de fer de Charleston, les arrangements étaient à peine terminés et le matériel dans un état fort incomplet. Nous quittâmes Colombie le 9 mars, à sept heures du soir, en diligence, espérant rencontrer le train du chemin de fer, le lendemain matin à onze heures, à Brancheville, à soixante milles de Colombie; nous pensions franchir alors rapidement les soixante-deux milles qui séparent cette ville de Charleston et arriver dans cette dernière pour y dîner; mais vers le matin, après le coucher de la lune la voiture s'arrêta contre un obstacle, et il nous fallut attendre le jour pour avancer. Quand l'aube parut, nous vîmes que l'obstacle qui nous avait arrêté si longtemps n'était autre qu'une souche qui s'élevait à peine de deux pouces audessus du niveau du sol; nous déjeûnâmes alors à la hâte à Brandebourg, et arrivâmes de bonne heure à Brancheville; mais nous nous étions pressés mal à propos; le train était en retard, par suite d'un petit accident, et nous l'attendîmes jusqu'à près de deux heures.

Je n'ai jamais vu un ouvrage de l'art s'harmoniser si bien avec l'immensité d'une scène de la nature. Vue de la piazza de l'auberge à Brancheville, la forêt remplit tout l'espace, et est coupée en droite ligne et à perte de vue par le chemin de fer. Le train, semblable à un point noir, s'annonce

au loin par le tourbillon de fumée qu'il exhale; on le suit des yeux avec anxiété, on le voit s'avancer et grandir jusqu'au moment où il s'arrête devant la porte. Je ne sais pas dessiner, mais je n'ai pu m'empêcher de faire un croquis de ce point de vue, le plus vaste que j'aie jamais rencontré. Nous nous occupâmes pendant deux heures à nous promener au soleil, examinant les orangers artificiels placés devant la maison, les dindons, les rouges-gorges, deux fois aussi gros qu'en Angleterre, qui voltigeaient çà et là; et la maison elle-même formée de troncs d'arbres qui semblaient coupés de la veille : tout était aussi nouveau que le chemin de fer. Nous aurions été beaucoup mieux occupés à dîner; mais une seule idée nous dominait, celle d'arriver à Charleston en trois ou quatre heures.

A quatre heures et demie, nous avions parcouru les trente-cinq premiers milles; nous étions enchantés. Le terrain était partout presque entièrement de niveau, la pente n'étant que de deux pieds entre Branchevile et Charleston. Lorsqu'il fallait traverser des étangs, des criques ou des torrents, le chemin de fer s'élevait sur pilotis; alors on avait une vue magnifique. C'était probablement pour jouir du beau spectacle qu'il offre aux regards, que trois messieurs choisirent, quelques jours après notre passage, le chemin de fer comme lieu de leur promenade, imprudence qui faillit leur devenir fatale. Comme ils étaient sur une de ces parties de la route élevées sur pilotis dont nous venons de parler, ils entendirent un grand cri, et en se retournant ils aperçurent avec effroi la machine qui arrivait sur eux avec une rapidité effrayante. Il était impossible de se ranger hors des rails, car chacun des côtés de la voie n'avait pas, en cet endroit, plus de trois pouces de largeur; sans hésiter, nos trois promeneurs se précipitèrent dans le marais, à vingt pieds plus bas, d'où

on les retira dans un état assez piteux, comme on peut le croire.

A quatre heures et demie, il se fit une gerçure à notre chaudière, et là se termina notre prospérité. Deux heures après, on nous consola, affamés que nous étions, en nous annonçant que le dommage était réparé; mais l'accident se renouvela plusieurs fois et toujours au milieu des marais, où il nous fallait tranquillement attendre sur place. Pour se distraire, nos messsieurs essayèrent de la pêche aux grenouilles, mais c'était une triste ressource. Une fois, nous nous arrêtâmes devant une maison à l'apparence confortable et où l'on venait de servir un bon souper; mais on ne nous permit pas de nous y arrêter une minute. Plusieurs voyageurs se précipitèrent dans la maison pour y prendre ce qu'ils pourraient : l'un emporta un poulet tout entier pour sa société; un autre s'empara d'une moitié de dindon; mais nos cavaliers à nous ne furent pas aussi alertes; la table avait été dévalisée trop promptement et au grand effroi de l'hôtesse. Tout ce que nous eûmes pour cinq personnes, ce furent quelques tranches de jambon, des morceaux de pain dur et trois pommes de terre sucrées; le tout pêle-mêle dans un mouchoir. Notre pensée se reporta vers la table de ce souper, une heure après, lorsque nous fûmes de nouveau arrêtés au milieu d'un marais. En ce moment j'étais endormie, car c'était la seconde nuit blanche que nous passions; je fus éveillée par un tintamarre épouvantable; ne sachant où j'étais, je mis la tête à la portière et vis, à la clarté de la lune, des maisons blanches sur la limite du marais et les arbres de la forêt balancés au souffle de la brise. Mais le vacarme que j'entendais n'avait rien de terrestre : je reconnus bientôt que nous étions régalés d'un concert de grenouilles. Cela méritait d'être entendu pour la curiosité du fait : c'étaient

des coassements à n'en plus finir et sur toutes les gammes. Il y avait dans le marais autant de bruits que de feuilles dans la forêt; mais cinq minutes de ce concert suffisent, tandis que cent ans de celui de la forêt ne suffisent pas. Après de fréquents temps d'arrêt, nous arrivâmes à Charleston entre quatre et cinq heures du matin, et comme il était de trop bonne heure pour importuner nos amis, nous entrâmes à l'hôtel des Planteurs où, las et glacés, nous nous mîmes au lit. Nous fûmes fort heureux qu'on fût alors au mois de mars; trois mois plus tard, ces haltes dans les marais, au milieu de la nuit, auraient causé la mort des trois quarts des voyageurs.

Il y a en Virginie un grand nombre de chemins de fer; une ligne se dirige sur New-York, par le Maryland et le Delaware; dans le Kentucky, une ligne s'étend de Louisville à Lexington; mais c'est surtout dans la Pensylvanie, le New-York, le Rhode-Island et le Massachusetts qu'ils abondent. Tous ont admirablement réussi, en sorte qu'on ne saurait douter que ces voies de communication ne s'établissent, dans peu d'années, sur toute la surface des États-Unis, comme embranchement aux grandes voies dont la nature a sillonné ce vaste territoire. Le mal résultant de la surabondance des terres, proportionnellement à la main-d'œuvre, sera diminué en ce sens que l'économie de temps et la facilité des communications perfectionneront l'intelligence de la population des campagnes. Il deviendra aussi plus facile de constater les lieux où la main-d'œuvre est le plus rare et de combler cette lacune. En offrant ainsi à l'intérieur un emploi avantageux aux petits capitaux, on empêchera beaucoup d'individus de s'aventurer dans le désert. Les amis véritables des intérêts économiques et moraux des Américains encourageront, par tous les

moyens possibles, tout ce qui aura pour objet de favoriser les voies de communications, surtout entre le nord et le midi.

Je crois que le chemin de fer le mieux construit des États-Unis est celui qui va de Boston à Lowel, dans le Massachusetts; sa longueur est de vingt-cinq milles. On pourra se faire une idée de son importance et du commerce, auquel il sert de véhicule, quand on saura que, dans l'hiver qui a suivi son ouverture, il a été dépensé plusieurs milliers de dollars pour enlever la neige : la nuit suivante, le chemin en était encore couvert.

De Boston une autre ligne va jusqu'à Providence, dans le Rhode-Island; elle ouvre une communication rapide avec New-York. La distance, qui est de deux cent vingt-sept milles, est franchie en vingt heures sur le chemin de fer. Une ligne excellente s'étend de Boston à Worcester; elle a quarante-cinq milles de longueur et a coûté 883,90 ¼ dollars. Ce chemin traversera l'État tout entier jusqu'au Connecticut, d'où une ligne, actuellement en construction, se prolongera jusqu'à l'Hudson, pour déboucher en face d'Albany. On propose de faire, dans cette dernière, un tunnel sous l'Hudson; d'Albany on communique déjà avec le lac Érié par le canal et le chemin de fer. Il y a maintenant une communication non interrompue depuis l'Atlantique jusqu'à l'extrémité du lac Michigan : pour compléter le cercle, il ne reste plus qu'à prolonger une ligne de ce point jusqu'au Mississipi.

Le grand canal du lac Érié est trop célèbre pour que j'aie besoin d'en parler ici; sa longueur totale est de trois cent soixante-trois milles; sa largeur est de quarante pieds à fleur d'eau, de vingt-huit au fond, sa profondeur est de quatre pieds; on y compte quatre-vingt-quatre écluses; la totalité des élévations et des chutes est de six cent quatre-vingt-

douze pieds ; les frais se sont élevés à 9,500,000 dollars. Quoique ce canal ne soit ouvert que depuis 1825, il ne peut déjà suffire à l'immense commerce établi entre l'Europe et l'ouest par l'intermédiaire des ports de l'Océan. Déjà l'État tout entier est traversé par un chemin de fer qui sera le véhicule d'un commerce beaucoup plus considérable que celui du canal, sans nuire le moins du monde à son exploitation.

J'ai traversé deux fois la vallée du Mohawk, la première fois par le canal, la seconde en diligence ; je préfère de beaucoup ce dernier mode, d'abord parce que de la grand'route les vues sont plus belles ; ensuite parce que le séjour à bord des bateaux du canal est peu confortable. J'ai eu aussi l'occasion de suivre le cours du canal et du nouveau chemin de fer dans toute leur étendue.

Dans la première de ces excursions, rien ne m'amusait comme d'entendre quelques personnes proposer de creuser le lit sablonneux du Mohawk de manière à permettre le passage des bateaux à vapeur : il serait presque aussi facile de creuser une rivière tout exprès et de la remplir d'eau ; en d'autres termes, de faire un autre canal deux fois plus considérable que celui qui existe. L'idée d'un chemin de fer est bien préférable : en hiver, les communications commerciales se continuent en traîneau sur le canal glacé, et ce doit être charmant à voir.

En juin dernier, l'aspect de la vallée était délicieux. Le cœur des Indiens Mohawks dut saigner quand il leur fallut lui dire adieu dans sa beauté et son calme primitifs ; mais aujourd'hui elle est plus belle encore et plus pleine de vie. On y voit des fermes dans tous les degrés d'avancement ; un mouvement de vie les anime ; un cimetière verdoyant, dont on aperçoit les blanches palissades et les pierres tumulaires, est attenant à chacune d'elles ;

quelquefois, dans le verger, un petit espace enclos d'une grille est destiné à cet objet. A un endroit peu profond de la rivière, une longue file de vaches la passaient à gué pour aller se plonger dans les luxuriants pâturages des îles situées au milieu du Mokawk, tandis qu'un peu plus loin le bac transportait lentement ses passagers. Le sol de la vallée est remarquablement fertile; les arbres et la verdure sont d'une grande beauté; les taillis de chênes, qui se projetaient sur l'escarpement de la rive, étaient admirables, ainsi que les collines cultivées ou incultes et les petites cataractes qui venaient en bouillonnant se précipiter dans le fleuve impétueux. De petits groupes de maisons étaient parsemés dans le voisinage des écluses et des ponts du canal; et çà et là s'étendait, au milieu de l'étroite vallée, un village avec sa blanche église en relief. On voyait les bateaux blancs et verts du canal glisser le long de la rive opposée, ou déboucher de derrière un bouquet d'ormeaux et de bouleaux, ou effleurer les eaux d'un gracieux aqueduc, tandis qu'au loin, sur la rive, des promeneurs marchaient en se croisant. De l'autre côté, le chemin de fer longeait la base de la crête; les chaumières des laboureurs irlandais, ayant pour toiture du gazon et pour cheminée un baril d'où s'échappait la fumée, quelque peu confortables qu'elles fussent, offraient néanmoins un aspect pittoresque. Dans les gorges les plus étroites de la vallée, la grande route, le chemin de fer, le canal et le fleuve se rapprochent de très près et semblent joûter à qui s'élancera le premier dans un plus vaste espace. Le paysage, aux petites cataractes, est magnifique, vu de la route, à la lumière d'une matinée d'été. C'est une idée grandiose que d'avoir fait passer le canal et le chemin de fer dans cette gorge; a solidité et la beauté du travail répondent à sa magnificence.

Le canal fut commencé en 1817, et ce fut le 4 novembre 1825 qu'arriva à New-York le premier bateau parti des lacs de l'intérieur. Le revenu de la première année s'est élevé à 566,221 dollars. En 1836, le péage a produit 1,294,649 dollars.

Dans l'Etat de New-York, en 1836, les compagnies des chemins de fer étaient au nombre de cinquante; leur capital variait de 15 à 10,000,000 de dollars.

Quand je traversai, pour la première fois, les Alleghanys, en novembre 1834, je pus jeter un coup d'œil sur le merveilleux chemin de fer de Portage, établi entre les deux canaux qui longent les deux bases opposées des montagnes. La voiture dans laquelle je voyageais suivait le bord d'un ravin profond hérissé de pins; sur l'autre bord s'élevait, comme une muraille colossale, le remblais à la surface duquel passait le chemin de fer dont on voyait la ligne se prolonger à plusieurs milles de distance avec ses stations fréquentes et ses trains en pleine activité. Une des voies de cette route n'était ouverte que depuis peu, et l'exécution du travail était neuve et d'un rare mérite. Plus tard, j'eus le plaisir de la parcourir d'un bout à l'autre.

Ce chemin a une longueur de plus de trente-six milles; dans un endroit, il atteint une élévation de deux mille quatre cent quatre-vingt-onze pieds au dessus du niveau de la mer; il se compose de onze parties de niveau, et de dix pentes et contrepentes. Au sommet et à la base de chaque plan, le chemin est rigoureusement nivelé sur une longueur de trois cents pieds. Le sommet des remblais et la base des tranchées ont une largeur de vingt-cinq pieds, avec de larges fossés de chaque côté.

Le dessèchement exigeait beaucoup de précautions, attendu que la route passe principalement le long de pentes escarpées, d'un sol argileux et sur

d'innombrables cours d'eau. Soixante-huit conduits en maçonnerie et quatre-vingt-cinq égouts passent sous la route. Il y a quatre viaducs pour faire franchir à la route les cours d'eau ; le plus magnifique est sur Conemaugh, à huit milles de Johnstown. Il a une arche semi-circulaire de quatre-vingts pieds de développement; sa plus grande hauteur au dessus de l'eau est de soixante-dix pieds. L'un des monts Alleghanys est traversé par un tunnel qui a cent un pieds de long, vingt de large et dix-neuf de haut; les fondations de ce chemin sont partie en pierres, partie en bois. Chaque station a deux machines à vapeur, afin qu'en cas d'accident on n'éprouve aucun retard. On peut lancer à la fois quatre chars, ayant chacun une charge de sept mille livres, et l'on peut faire de six jusqu'à dix voyages en une heure. Un char de sûreté est attaché au train, en montant comme en descendant; et, bien que ce ne soit pas une garantie complète, il en résulte cependant une augmentation de sécurité; cette petite machine, lorsqu'un poids presse sur elle, sert à enrayer et ralentit beaucoup la rapidité de la course. Les rails de fer et quelques autres portions métalliques de la construction ont été importés d'Angleterre.

Les frais de construction de ce chemin de fer, au taux de l'adjudication, se sont élevés à 1,634,357 dollars, non compris les dépenses d'administration, le traitement des ingénieurs et les allocations supplémentaires aux adjudicataires. Pendant la première année qui suivit l'ouverture des deux voies, cinquante mille tonneaux de marchandises et vingt mille voyageurs ont passé sur ce chemin.

Cinq ans auparavant, cette ligne de passage était un désert absolu. La loi qui l'a autorisée fut votée, par la législature de la Pensylvanie, le 21 mars 1831. Le 12 du mois suivant, les tentes de

la première troupe de travailleurs furent établies au sommet de la montagne du Conemaugh ; cette troupe se composait de deux ingénieurs, d'un conducteur, de douze aides et sapeurs et d'un cuisinier. Il fallut creuser, dans une longueur de trente milles, une voie large de cent vingt pieds, sur un couvert d'arbres énormes. Le travail augmentait tellement en s'avançant, que deux mille hommes furent, pendant quelque temps, employés à ces travaux. Le 26 novembre 1853, le premier char parcourut, dans toute sa longueur, la seule voie qui fût terminée. A cause de la saison, les canaux étaient alors fermés; mais, au mois de mars suivant, le chemin fut ouvert au public. Une année plus tard, l'entreprise fut achevée, et l'œuvre colossale en pleine activité.

Notre société, composée de quatre personnes, y compris un enfant, traversa l'État tout entier, depuis Pittsbourg jusqu'à Philadelphie, par la voie des canaux et des chemins de fer, dans un espace de quatre jours et avec une dépense qui ne s'éleva qu'à quarante deux dollars, sans compter la nourriture. Il y existait une active concurrence entre les lignes des canaux. Nous allâmes par la nouvelle ligne ; les bateaux étaient d'une propreté extraordinaire et la table servie avec luxe. Un omnibus, envoyé par l'administration du canal, nous transporta, à neuf heures du soir, de notre hôtel à Pittsbourg au bateau, et nous partîmes sur-le-champ. Dans le vestiaire des dames, des lits étaient placés chaque soir et enlevés le matin. On nous appelait pour déjeûner de bonne heure, avant que la chaleur ne devînt accablante; mais, quoiqu'on fût alors au milieu de juillet, le paysage, pendant toute la durée de notre voyage, était si magnifique, que je ne pouvais rester sous l'abri de la cabine. Avec une ombrelle et un éventail, la chaleur était supportable sur le pont, excepté de onze heures

à une heure. Il n'y avait qu'un seul inconvénient un peu grave, c'est qu'il ne fallait jamais oublier de se baisser pour passer sous les ponts qu'on rencontrait tous les quarts d'heure. Quand nous étions tous ensemble, c'était peu de chose, car il se trouvait toujours quelqu'un pour avertir les autres; mais une personne seule, lisant ou plongée dans une profonde rêverie, courait un danger réel. Nous apprîmes que deux jeunes demoiselles qui lisaient avaient été tuées de cette manière, et nous prohibâmes les livres sur le tillac.

La vallée du Kiskiminites ressemble à un parc magnifique et fertile. Sur les rives du fleuve on rencontre çà et là des moissons de blé indien, des mines de charbon et de sel, les unes abandonnées, d'autres en pleine exploitation; ailleurs on est enfermé dans un cercle de collines boisées, parées d'un brillant vêtement de lumière et d'ombre.

Après avoir laissé derrière nous le Kiskiminites, nous traversâmes le Conemaugh par un bel aqueduc qui continue son cours à travers un tunnel perçant le cœur de la montagne. Dans cette caverne, la lumière bleue, se réfléchissant derrière nous sur la ligne droite de l'eau, faisait un tableau magnifique. Ces voies, que des mains humaines ont accumulées ici les unes sur les autres, forment une singulière combinaison : au dessous, la rivière, au dessus l'aqueduc, et plus haut encore la route de la montagne serpentant toujours plus escarpée jusqu'au sommet. Sur cette montagne habite un colon; en perçant le tunnel, on rencontra le fond de son puits. Dans la soirée, les rocs, les collines, les bois, le fleuve et une végétation luxuriante nous fournirent une succession de tableaux admirables.

Les écluses sont au nombre de cent quatre-vingt-douze entre Pittsbourg et Philadelphie; leur hauteur moyenne est de huit pieds.

Le matin du second jour, nous fûmes éveillés avant quatre heures, et nous eûmes à peine le temps de nous habiller, de descendre sur la rive et de prendre nos places dans le char avant le départ du train. Pour justifier cet empressement, on nous dit que, les trains ne voyageant pas pendant la nuit, il fallait profiter de toute la lumière du jour. Après avoir déjeûné en route, nous atteignîmes, entre neuf et dix heures, le point culminant du chemin de fer de Portage. Partout nous eûmes des vues superbes ; les montagnes, s'ouvrant et reculant, nous laissaient voir au loin des clairières et des villages, des espaces couverts de fleurs sauvages aux mille couleurs et la plus magnifique végétation.

Nous roulions principalement par la puissance de la vapeur, quelquefois par la force des chevaux, d'autres fois entraînés par un poids à la faveur de l'inclinaison du terrain ; et, à la fin, dans un espace considérable, dont la pente était à peine sensible, nous marchâmes par notre propre poids. Le mouvement fut alors d'une rapidité effrayante, et ne s'arrêta que lorsque nous eûmes atteint le canal au pied des montagnes.

La presse était si grande; on craignait tellement que les deux bateaux, nos rivaux, ne prissent, les premiers, possession de l'écluse suivante, que nous, qui étions du dernier char, nous avions à peine eu le temps de monter à bord, que déjà un attelage de trois chevaux commençait à faire voler la poussière sur le chemin de halage, et à nous tirer avec une telle rapidité, que l'eau venait battre les bords du canal. Notre bateau remporta la palme, et nous entrâmes victorieux dans l'enceinte de la première écluse.

Nous eûmes quelquefois de larges ravins à franchir. Ce jour-là, nous traversâmes la Juniatta sur un bac mis en mouvement par la force de l'eau;

plus tard, nous passâmes la Susquehanna, à un endroit où s'embranchent les deux affluents de la Juniatta, la Susquehanna et deux canaux. Nous effectuâmes cette traversée à l'aide du chemin de halage longeant l'extérieur du grand pont couvert qui traverse la rivière à l'île de Duncan.

Le lendemain matin, nous quittâmes le cours large, limpide, mais peu profond de la Susquehanna, *le fleuve des rochers*, comme l'indique son nom. Je l'avais auparavant parcouru dans toute sa longueur le long de ses rives, et, comme tous ceux à qui cela est advenu, j'aimais sa tranquille beauté.

La dernière partie de ce voyage remarquable fut de Colombie à Philadelphie par le chemin de fer, la distance est de quatre-vingt-un milles, que nous franchîmes en sept heures, attendu qu'il fallut s'arrêter souvent. Ce chemin, ouvert en 1834, comprend trente et un viaducs, soixante-treize conduits en pierre, cinq cents égouts et dix-huit ponts. Il a coûté environ 1,600,000 dollars.

Les Hollandais sont ceux à qui l'on peut s'adresser le plus sûrement pour obtenir des capitaux, lorsqu'il est question de faire un canal. J'ai entendu dire que le mot *canal* était suffisant pour les déterminer.

Les bateaux à vapeur des États-Unis sont renommés et méritent de l'être. Il n'est pas besoin de décrire ici leur dimension et leur beauté; mais leur nombre est étonnant. Il y en avait, dans les derniers temps, trois cents qui naviguaient sur les grands fleuves de l'ouest, et il est probable que ce nombre s'est considérablement accru.

Avec un nombre de bâtiments aussi grand et avec une navigation aussi dangereuse que celle du Mississipi, la fréquence des accidents ne doit pas étonner. Je fus surprise des recommandations que l'on me fit dans le sud de bien choisir parmi les bateaux

à vapeur du Mississipi. Je m'étonnai aussi lorsqu'en montant à bord je m'entendis demander gravement si je m'étais pourvue d'un préservateur; toutes mes connaissances en avaient, et ma surprise cessa quand je vis que nous rencontrions à chaque instant des bateaux arrêtés ou abandonnés par suite de quelque accident. Nous étions à bord du *Henri-Clay*, bateau à vapeur d'une grande réputation; c'était le quatre-vingt-dix-septième voyage qu'il faisait sans accident. Un jour, notre chaloupe fut endommagée, et, une nuit, nous fûmes assaillis d'un orage de grêle qui força les deux pilotes à quitter le gouvernail; mais il n'en résulta aucun mal.

Malgré l'accroissement du nombre des bateaux à vapeur sur le Mississipi, les bateaux plats sont encore beaucoup en usage. Ce sont de grands bateaux, d'une construction grossière, tout juste assez solides pour rester entiers et transporter intacte leur cargaison de farine ou d'autres articles, à la Nouvelle-Orléans. Ils sont munis de deux énormes rames, fixées sur ce qu'ils appellent, je crois, leur pont; on s'en sert quand le courant est trop lent, et lorsqu'on veut changer la direction du bateau. Le fleuve charrie la pesante machine; ses propriétaires accélèrent quelquefois sa marche, tantôt en s'aidant des branches d'arbres qu'ils rencontrent, tantôt en dirigeant leur embarcation dans le courant le plus rapide. On la voit parfois descendre le fleuve au milieu de son cours, parfois longer ses rives. Dans la chaleur du jour, un berceau de feuillage se balance sur le tillac et couvre les mariniers de son ombre. Pendant la nuit, une branche de pin est allumée, et sa flamme avertit les bateaux à vapeur de ne pas trop s'approcher. Le voyage des régions supérieures de l'Ohio à la Nouvelle-Orléans s'effectue ainsi dans un espace de temps qui varie de trois à cinq semaines. Arrivé dans cette ville, on

dispose de la cargaison, le bateau est démonté et les matériaux vendus; les propriétaires retournent ensuite chez eux à bord d'un bateau à vapeur, où ils paient leur passage en main-d'œuvre; à tous les endroits où l'on a établi des dépôts de bois, ce sont eux qui le transportent à bord pour l'approvisionnement du bâtiment. Le *Henri-Clay* avait nombre de ces passagers plus grand que le capitaine ne l'eût voulu; le pont, disait-il, en était surchargé. J'aimais à les voir deux fois par jour, le matin de bonne heure et le soir au coucher du soleil, quitter en foule le bateau dès qu'il avait touché la rive, se former sur deux lignes entre le bateau et la pile de bois, et apporter chacun sa charge. La plupart étaient des Kentuckyens, gens qui ne ressemblent véritablement à personne. J'ai souvent souhaité voyager en bateau plat sur le vaste et délicieux Mississipi, délicieux par ses îles et ses rives accidentées et ses forêts éternelles; mais je n'en ai point eu l'occasion. Si jamais je revois cette région chérie, cette embarcation pittoresque aura disparu comme disparaît maintenant le radeau plus barbare encore, et un trait distinctif de plus dans la physionomie de l'ouest aura été effacé.

Il est probable que, sur les lacs du nord, le nombre des vaisseaux à voile et des schooners prendra un accroissement plus rapide que celui des bateaux à vapeur, car ces lacs sont si orageux, que ces derniers bâtiments n'y offrent pas grande sûreté, et qu'on ne peut jamais compter sur leur ponctualité. Les capitaines déclarent que leur responsabilité est trop grande. Souvent un grain arrive à l'improviste de tous les points de l'horizon, et le bateau à vapeur, qui avait commencé la route tranquillement et par un temps magnifique, est obligé de chercher à la hâte un abri contre une tempête soudaine.

De tous les navires, je n'ai jamais rien vu de si

gracieux que les sloops sur l'Hudson; j'ajouterai pourtant les bateaux-pilotes de New-York. Les sloops de Rivière-Nord sont des navires d'une espèce tout à fait spéciale; ils sont bas et peuvent porter une grande quantité de voiles, tant est calme l'eau sur laquelle ils exécutent leurs voyages. Un sloop de cent cinquante tonneaux porte un mât de quatre-vingt-dix pieds de haut. Pendant tout un été, je m'amusais chaque jour à regarder ces navires amarrés sur l'Hudson, près d'une plage caillouteuse, dans un enfoncement de la rive; parfois ils étaient immobiles, et projetaient leurs formes noirâtres sur un fond de lumière éblouissante; parfois aussi, une prompte manœuvre faisait tourner les voiles au soleil, et la lumière soudaine effrayait l'oiseau pêcheur, qui, abandonnant sa proie, gagnait rapidement les bois du rivage. Je voyais leurs formes gracieuses à la lueur des éclairs, alors que de la piazza de l'hôtel de West-Point je contemplais les progrès d'une effrayante tempête. Une autre fois, par une belle matinée de juillet, à quatre heures, j'étais sur la terrasse de Pine-Orchard-House, au sommet du mont Catskill; de là, j'épiais le lever de l'aurore dans la vallée entière de l'Hudson. D'abord, je distinguai la nuance de la montagne, celles de la forêt et de la prairie; puis le fleuve grisâtre, bien qu'éloigné de douze milles, se montra dans toute la longueur de son cours sinueux, pareil à un long fil noir; ensite le soleil parut comme une étoile d'or au sommet de la montagne, et à l'instant le fleuve sembla peuplé de ces charmants sloops; leurs voiles blanches se dessinèrent aussitôt à ma vue, en même temps que les églises des hameaux et les pignons brillants des fermes de la prairie. Un rayon avait suffi pour animer tout ce tableau.

Aux États-Unis, les produits de toute espèce doivent trouver des débouchés jusque dans un avenir

qu'il n'est pas possible de déterminer. Si demain l'esclavage était aboli, et si, en conséquence, les États où il règne venaient à produire plus de céréales et à élever plus de bestiaux, les demandes de ces articles par les Etats du nord-ouest continueraient à augmenter; le sud ferait donc des progrès immenses et réguliers. Les grandes villes, même aujourd'hui, ne sont encore qu'imparfaitement approvisionnées par les campagnes. Les objets de consommation sont très chers, et la viande de boucherie est de beaucoup inférieure à ce qu'elle sera quand l'accroissement de la main-d'œuvre et des moyens de transport auront amené des améliorations dans les pâturages et dans le soin des bestiaux. A Boston, comme je l'ai vu, il faut faire venir du Vermont la volaille, le beurre et les œufs, et l'on serait fort embarrassé d'y trouver un morceau de viande fraîche. Dans une maison de Boston, habitée par une famille nombreuse qui vit sur un grand pied, et donne fréquemment de grands dîners, je n'ai jamais vu une once de viande, si ce n'est du jambon. La table était couverte de volailles de toute espèce parfaitement accommodées; mais la gent emplumée formait toute la partie substantielle du repas. Le seul morceau de viande tendre et savoureuse que j'aie vu dans le pays est un aloyau de bœuf à Charleston. A la campagne, dans une maison que j'habitais, on ne servit que du veau pendant un mois; dans une ville où je passai dix jours, on ne pouvait se procurer que du bœuf, et, dans tout le sud, le voyageur ne trouve que de la volaille et du porc dissimulés de toutes les manières.

On parle beaucoup, en Angleterre, du bon marché des objets de consommation aux États-Unis; mais on ne fait pas entrer en ligne de compte la difficulté d'égaliser les prix par le moyen des marchés. Dans les endroits où le bœuf et le veau se vendent à

deux pence la livre, et la venaison un penny, le thé se vend vingt schellings la livre et les gants sept schellings la paire. A l'Université de Charlotte-Ville, on fournissait des volailles aux familles des professeurs, à raison d'un dollar la douzaine. Dans les villes du Kentucky, la viande est à quatre pence la livre; dans les parties rurales de la Pensylvanie, à un penny ou deux pence, et le beurre à six pence. Nous nous arrêtâmes vingt-quatre heures à Ebensbourg, au sommet des Alleghanys. Deux d'entre nous reçurent tous les soins possibles; de bons lits, deux dîners chacun, le souper, le déjeûner et un certain nombre de gâteaux à emporter, et tout cela, pour un dollar, qui, à cette époque, valait quatre schellings deux pence monnaie anglaise; la semaine suivante, je payai, à Philadelphie, six dollars pour la façon d'une robe, et j'ai vu toutes les dames d'une petite ville peu éloignée porter des gants tout déchirés ou n'en point porter du tout, parce qu'il n'en était point arrivé par le canal depuis plusieurs semaines.

A Washington, ayant eu besoin de rubans pour mon chapeau de paille, je ne pus trouver, dans toute la ville, que six pièces de rubans à choisir.

Dans toutes les campagnes, je fus frappée du grand nombre de fenêtres sans carreaux; des fermes, florissantes sous tous les autres rapports, avaient des croisées dans un état déplorable; ce qui me fit penser que le métier de vitrier ambulant serait on ne peut plus lucratif. Les personnes qui habitent à proximité d'un canal ou de toute autre voie d'eau font venir de la ville des paniers de verres de toutes les dimensions, et vitrent elles-mêmes leurs croisées; mais comme le verre ne peut se transporter par des routes embourbées ou rocailleuses, ceux qui n'ont pas d'autres moyens de transport sont obli-

gés de laisser leurs fenêtres en l'état où il plaît aux éléments et aux enfants de les mettre.

Il n'y a que deux moyens, outre les cas accidentels, par lesquels les habitants de tels lieux peuvent s'approvisionner des objets qui leur sont nécessaires. Lorsqu'à proximité du colon viennent s'établir d'autres voisins que des grenouilles, quelqu'un ouvre une boutique d'épicerie. Il m'arriva une fois d'aller faire mes emplettes aux environs de la cataracte du Niagara, chez un épicier qui demeure sur la limite de la forêt; je vis, dans sa boutique, de la verrerie et du lard, des lacets, des cotons imprimés, des drogues, des lainages, de la faïence, des bombasines, de la ferblanterie, des livres, des bottes, de la cassonade, etc.

Les colporteurs sont un autre moyen d'approvisionnement; on a vu comment des bibles et d'autres livres sont vendus par des jeunes gens qui adoptent ce moyen de faire promptement de l'argent. Les colporteurs yankees avec leurs horloges de bois sont renommés. Un de ces messieurs s'est dernièrement retiré avec une fortune de 100,000 dollars, qu'il avait amassée en vendant des horloges de bois. Ces hommes sont un grand bienfait pour la société; car, quelle que soit la qualité de leurs horloges, grâce à eux, le peuple des campagnes peut savoir l'heure tout aussi bien que les habitants des villes; et que leur faut-il de plus? on dirait qu'il n'y a pas de soleil aux États-Unis, tant la population y sait peu l'heure qu'il est, même à New-York. J'ai trouvé une grande différence entre les horloges de la partie haute de la ville et celles de la partie basse; entre Canandaigua et Buffala, il n'y avait que la légère variation d'une demi-heure. Dans quelques parties du sud, nous étions, pour l'heure de nos repas, à la merci de la première horloge que le dernier colporteur avait apportée; mais on eût dit que les horloges elles-

mêmes avaient contracté quelque chose de l'esprit yankee; car elles avançaient presque toutes, et c'est à peine si j'en ai vu une seule qui retardât.

J'ai vu un jour, dans le sud, cette incertitude sur l'heure se manifester d'une manière fort curieuse. La femme du gouverneur de l'État n'avait jamais pu s'arranger de manière à savoir l'heure; avec des pendules et des montres chez elle, elle envoyait sans cesse son esclave Vénus (fille paresseuse, ignorante, gauche et laide) demander l'heure dans une maison voisine. Dans la même matinée, Vénus se présenta par trois fois à la porte du salon, une main sous le menton, et demandant :

« Quelle heure est-il?

— » Neuf heures, Vénus. »

Vénus retourna chez elle et dit à sa maîtresse qu'il était une heure. On hâta le dîner; mais bientôt on reconnut, à je ne sais quel symptôme, qu'il ne pouvait être si tard. Vénus se présenta de nouveau, le menton appuyé comme ci-devant :

« Quelle heure est-il?

— » Entre dix et onze heures. »

Vénus alla dire qu'il était huit heures, et ainsi de suite.

La race des colporteurs diminuera d'année en année; il y aura progressivement moins de carrioles proprement remplies de boîtes et de paniers; il y aura moins de jeunes marchands, l'air grave et un peu rude, dans des cabriolets bien garnis; il y aura moins de cavaliers avec leurs valises et leurs boîtes compactes; il y aura moins de piétons; leur besace sur l'épaule, un parapluie dans une main et un livre dans l'autre. Ces mêmes hommes ou leurs fils gagneront en fortune et perdront peut-être quelque chose en intelligence et en manières, en devenant stationnaires ou les habitués de quelques marchés établis.

Le transport des marchandises vers les cités du sud est déjà un sujet d'orgueil pour les résidants, qui se vantent d'occuper les gens à un millier de milles de distance, à les approvisionner, eux et leurs gens, d'objets de consommation. L'activité des grands marchés du nord étonne l'étranger qui voit à quelle distance dans l'intérieur sont transportés les produits de l'Europe et de l'Asie. Mais, dans quelques années, la diffusion du bien-être et du luxe sera aussi grande que l'est maintenant celle de l'industrie. Par une vaste augmentation des moyens de transport, des débouchés s'ouvriront partout où le sol est particulièrement fertile, les mines remarquablement productives, ou la localité spécialement attrayante.

C'est un objet d'une haute importance. Comme il est trop tard pour restreindre le territoire sur lequel les Américains sont disséminés, il est essentiel que, dans l'intérêt de leurs relations réciproques, de leur perfectionnement mutuel et d'une sage coopération dans la mise en œuvre du gouvernement du peuple par le peuple, ils soient mis en contact par tous les moyens qui peuvent annuler le temps et l'espace. L'accroissement certain de la richesse, par ce moyen, est un bien; l'accroissement certain de la population en est un infiniment plus grand encore; l'accroissement certain des lumières et de la civilisation est le plus grand de tous.

SECTION I.

AMÉLIORATIONS INTÉRIEURES.

L'une des questions constitutionnelles les plus importantes qui se soient élevées aux États-Unis est relative aux améliorations intérieures. Les auteurs de la constitution ne l'avaient point prévue. Nulle réu-

nion d'hommes ne pouvait prévoir toutes les grandes questions qui devaient naître des progrès d'un pays jeune; aussi il ne paraît pas qu'aux premiers jours de la république personne se soit posé la question de savoir : si le gouvernement général était compétent à ordonner et diriger les travaux publics dans toute l'étendue des États, et dans quelles limites devait se renfermer cette compétence. Depuis que cette question s'est élevée pour la première fois, plusieurs actes contradictoires ont eu lieu dans le congrès; elle n'est donc point encore résolue.

Pendant les premières années qui suivirent la résolution, c'était bien assez pour le Trésor que de payer les dettes de la guerre et de faire face aux dépenses occasionnées par l'organisation du nouveau système. Aussitôt qu'il y eut un excédant de revenu public, il fut question d'améliorations intérieures. En 1796, M. Madisson fit une proposition tendant à ce que l'on fît étudier le tracé d'une route traversant du nord au sud tous les États atlantiques. Aucune allocation ne fut faite dans ce but; mais on n'avança aucune objection fondée sur l'incompétence du gouvernement à faire des applications de fonds de cette nature. La nécessité de rendre accessible le grand désert de l'ouest fut représentée au congrès en 1802, sous l'administration de M. Jefferson, et l'on promulgua une loi qui allouait des fonds pour ouvrir une route dans le territoire du nord-ouest; ce fut la première allocation votée par le congrès, dans l'intérêt des améliorations intérieures. Cette loi fut suivie de plusieurs autres de la même nature, si bien que la confection des routes et le relevé des côtes marchèrent rapidement et sur une grande échelle. En 1807, M. Gallatin adressa au sénat ce rapport célèbre qui contient un plan systématique pour les améliorations du pays tout entier. En 1812, pendant l'administration de M. Ma-

disson, on autorisa l'étude du tracé de la route principale du Maine à la Géorgie. Les améliorations sanctionnées par le congrès continuèrent avec une activité toujours croissante jusqu'à l'administration de M. Monroe, qui y mit le premier obstacle. M. Monroe mit son véto au bill, autorisant la perception d'un péage pour les réparations de la route de Cumberland. Le motif assigné pour ce véto fut qu'autre chose était d'allouer des fonds pour des travaux publics, et d'assumer une juridiction souveraine sur le sol sur lequel ces travaux étaient exécutés; le président Monroe était d'avis que le congrès n'avait pas compétence pour autoriser la perception d'un péage (1). Toutefois, en adoptant plus tard une autre loi conçue dans les mêmes principes, il semble qu'il ait changé d'opinion ou résolu de céder sur ce point.

Les efforts de M. J.-Q. Adams, en faveur des améliorations intérieures, écartèrent le petit nombre de difficultés qui restaient encore; et sous sa présidence, les travaux publics marchèrent avec une grande activité. Cependant les représentants du sud, au congrès, se montrèrent, en général, opposés à l'exercice de ce pouvoir par le gouvernement général; et, depuis, c'a été une question débattue avec beaucoup de chaleur.

La marche suivie, à cet égard, par le général Jackson n'a pas été très logique. Avant son élection, il avait toujours voté pour les améliorations intérieures, allant même jusqu'à demander que le gouvernement prît des actions dans des entreprises de canalisation par des compagnies, et dans l'établisse-

(1) Le président Jackson pense qu'aucun péage ne doit être perçu sur des voies de communication exécutées aux frais du trésor public. La dépense doit être entière et définitive, et nul citoyen ne doit être obligé de payer pour des travaux exécutés avec l'argent des citoyens. Ceci me semble d'une justesse incontestable. (*Note de l'Auteur.*)

ment de routes renfermées dans les limites d'un État particulier. Dans son message à l'ouverture du premier congrès qui suivit son élévation à la présidence, il proposa de répartir l'excédant du revenu public entre tous les États, pour tenir lieu des encouragements donnés par le gouvernement général aux améliorations intérieures. Il essaya d'établir, entre les intérêts généraux et les intérêts locaux, une distinction trop difficile pour être réglée et mise à exécution par les lumières d'un seul homme. Il est manifestement impossible de tracer d'une manière précise la ligne de démarcation. Le canal Érié profite à l'Union tout entière, bien qu'il soit compris en totalité dans les limites de l'État de New-York, et il serait facile de citer une foule de cas dans lesquels les avantages locaux peuvent devenir généraux, *et vice versa*, de manière à rendre toute délimitation impossible. En tout cas, l'établissement d'une telle distinction ne peut être l'œuvre ni d'un individu, ni d'un cabinet spécial.

En 1829 et 1830, le président se montra favorable à un amendement à la constitution qui aurait autorisé le congrès à appliquer l'excédant du revenu à certains objets spéciaux d'intérêt public; mais depuis, il témoigna une forte répugnance à ce que le gouvernement général exerçât ce pouvoir qu'il considérait comme inconstitutionnel. Il croit qu'il vaudrait mieux réduire subitement le revenu public à la somme des besoins du gouvernement, que de conférer au gouvernement général d'immenses moyens de patronage et des occasions de corruption et de gaspillage.

Ces changements, dans l'opinion du président Jackson, prouvent clairement les difficultés inhérentes à cette question. Toutefois elle est si pressante et si importante, que, nonobstant ses difficultés, il faut qu'elle reçoive une prompte solution.

Voici, selon moi, en quoi consistent les arguments des opposants :

Ceux qui veulent concéder au congrès le pouvoir d'ordonner des améliorations intérieures prétendent, relativement à la constitutionnalité de ce pouvoir : qu'il est conféré par les clauses qui autorisent le congrès à faire confectionner les routes principales, à régler les rapports commerciaux entre les États, à faire la guerre et, conséquemment, à faire construire des routes pour le transport des troupes ; à établir des taxes, à payer les dettes du pays, à pourvoir au bien-être général des États-Unis et à faire toutes les lois nécessaires pour mettre en action ses pouvoirs constitutionnels.

On répond que : faire dériver de ces clauses l'autorisation de dépenser sans limites les fonds publics pour des objets que tout gouvernement pourra proclamer dans l'intérêt général, c'est évidemment leur donner un sens forcé ; que, de cette manière, on pourra se croire autorisé par la constitution à dépenser des sommes illimitées dans un but quelconque ; que c'est un trait caractéristique de la constitution de spécifier les pouvoirs conférés au congrès avec une rigueur tout à fait incompatible avec une attribution de pouvoirs aussi illimités ; que, conséquemment, la permission d'établir des taxes, de payer les dettes du pays et de pourvoir au bien-être des États-Unis est limitée aux objets ainsi désignés ; et qu'enfin les pouvoirs accordés aux gouvernements des États excluent la supposition que le congrès soit autorisé à assumer la juridiction territoriale qu'on lui a permis d'exercer dans les limites des divers États.

Cette opinion paraît si évidemment raisonnable aux observateurs désintéressés, qu'on a lieu de s'étonner que les clauses de la constitution aient pu être, pendant un temps quelconque, si faiblement

défendues. La raison en est que les motifs tirés de la nécessité sont assez forts pour contre-balancer la faiblesse de l'argument constitutionnel. Mais, dans ce cas, il y aurait tout à la fois sincérité et patriotisme à amender la constitution par les moyens qu'elle-même a établis, au lieu de la violenter pour accomplir un objet qui n'était point dans la pensée de ses auteurs.

Les partisans des améliorations intérieures prétendent que des travaux publics, importants dans l'intérêt de l'Union tout entière, et traversant de vastes portions de son territoire, doivent être exécutés; qu'un objet aussi grave ne doit pas être laissé à la merci d'un fait aussi éventuel que l'accord sincère du nombre nécessaire d'États, pour mener à fin de pareils travaux; que l'excédant des fonds provenant de la nation tout entière ne saurait être mieux employé qu'à l'exécution des travaux dont toute la nation doit profiter, et que les intérêts de la majorité ayant jusqu'à présent appuyé le congrès dans l'exercice de ce pouvoir, on doit croire que le vœu de la majorité est que le congrès continue à l'exercer.

On répond qu'il est impolitique de placer un patronage vaste et toujours croissant aux mains du gouvernement général; qu'on ne peut attendre des membres du congrès que des lumières superficielles sur la nécessité ou l'importance des travaux à exécuter dans des États autres que ceux auxquels ils sont respectivement intéressés; que d'interminables jalousies s'éleveraient entre les divers États (1) par

(1) La Caroline du sud était favorable aux améliorations intérieures, jusqu'au moment où elle s'aperçut que les États actifs et prospères du nord y auraient une part beaucoup plus large que les États appauvris par l'esclavage. Depuis cette découverte, la jalousie locale de la Caroline du sud n'a plus connu de limites, et son opposition à l'exercice du pouvoir en question a été des plus opiniâtres. Par l'organe de ses journaux et par les autres voies ouvertes à l'expression de l'opinion pu-

l'impossibilité ou l'inopportunité de répartir d'une manière égale les allocations; que des travaux inutiles seraient proposés dans un esprit de concurrence ou d'intérêt individuel (1), et qu'une corruption proportionnée à l'augmentation de pouvoirs vicierait les fonctions du gouvernement général.

Il y a, des deux côtés, beaucoup de vérités. La première de ces opinions a tant de force, qu'elle a cessé d'être, comme on la supposait, le partage exclusif du parti fédéral. M. Webster est encore regardé comme le chef du parti des améliorations intérieures, et M. Calhoun a été quelque temps le chef de ses adversaires. Les dernières opinions de Jefferson s'élevaient fortement contre le pouvoir revendiqué et exercé par le congrès. Néanmoins une portion nombreuse du parti démocratique est aussi zélée pour les améliorations intérieures qu'Adams et Webster eux-mêmes, les intérêts de la majorité étant évidemment de ce côté.

A un observateur impartial, il semble que le congrès n'a pas le droit constitutionnel d'employer, comme il l'entend, les fonds publics à des améliorations intérieures; que l'usurpation de ce pouvoir, consentie depuis si longtemps, indique l'opportunité et la nécessité d'attribuer au gouvernement général une certaine somme de pouvoirs semblables; que cette attribution doit être faite par un amendement spécial à la constitution et dans les termes fixés par elle; qu'en attendant, il y a danger à forcer le sens

blique, elle a déclaré qu'on la négligeait ou qu'on la négligerait parce qu'elle appartenait au sud. Dans l'activité du nord et la dépression du sud, on voit, comme d'habitude, la faveur et l'oubli du gouvernement général. (*Note de l'Auteur.*)

(1) En remontant le Mississipi, je remarquai un phare perché sur un mamelon dans une situation ridicule. Je demandai la raison de ce phénomène : on me dit qu'un sénateur de l'Etat du Mississipi, désirant faire parade de son zèle pour les améliorations de son Etat, avait obtenu du congrès une allocation pour construire ce phare, qui ne sert absolument à rien. (*Note de l'Auteur.*)

de la constitution dans l'intérêt d'une attribution, quelque désirable que puisse être son exercice.

Dans le cas où la constitution serait amendée dans ce sens, on n'oubliera pas, sans doute, de déterminer les principes par lesquels les intérêts généraux doivent être distingués des intérêts locaux, si toutefois cette distinction peut être fixée par des principes quelconques; on n'oubliera pas la nécessité de constater l'utilité des travaux proposés, de réprimer le gaspillage, l'agiotage et la corruption; en un mot, les pouvoirs du congrès seront, là comme ailleurs, expressément définis et limités. Ces détails difficiles ou inexécutables au milieu de l'exercice contestable d'un grand pouvoir seront sans doute combinés de manière à fonctionner avec précision, quand la volonté de la majorité sera amenée à s'en occuper d'une manière directe.

Il est temps que cette grande question soit résolue. Le congrès continue à allouer des fonds, ici pour une route, là pour un canal, ailleurs pour un port ou un phare : tout cela peut être ou ne pas être nécessaire. En attendant, ceux qui ont la loi de leur côté se récrient contre le gaspillage, l'agiotage et l'empiètement sur les droits du peuple; ceux qui ont la nécessité pour eux arguent de la nécessité, de la volonté du peuple, et de l'excédant toujours croissant du revenu public.

Si la constitution a établi des moyens de concilier, à la satisfaction de tous, la loi, la nécessité et l'impossibilité d'abuser, le plus tôt sera le meilleur. Tel est du moins l'avis d'un étranger.

CHAPITRE III.

MANUFACTURES.

—

> Les trésors bruts perpétuellement exposés sous nos yeux contiennent en eux d'autres principes plus précieux ; ceux-ci, à leur tour, dans leurs combinaisons innombrables, que des siècles de travaux et de recherches n'épuiseront jamais, pourront nous fournir à perpétuité de nouvelles sources de richesses et de bonheur.

Toute la population américaine eut à souffrir, durant la guerre de la révolution, de la privation des commodités de la vie et de quelques uns des objets les plus nécessaires. Le commerce avec l'étranger étant presque entièrement intercepté, il fallut se contenter des approvisionnements restés dans les magasins et des produits du sol. Cette privation fut si grande et si générale, que les premières familles manquèrent de vêtements et des objets de consommation domestique les plus communs.

L'expérience de ces inconvénients suggéra à plusieurs personnes l'idée d'établir des manufactures aux États-Unis ; mais un préjugé presque universel s'élevait contre ce mode d'occupation. Rien d'amusant comme de lire le célèbre rapport d'Hamilton sur les manufactures, présenté en 1790, et de voir avec quel soin minutieux les objections populaires contre les manufactures sont réfutées. La nation pensait que l'Amérique était destinée à être une contrée agricole, que l'agriculture était toute pro-

ductive, et les manufactures point du tout; enfin, que l'agriculture était la plus honorable des deux occupations. Les deux premiers préjugés ont été détruits par une heureuse expérience; le dernier subsiste encore. Il y a un petit nombre d'années, le président déclarait, dans son message, que « la richesse et la force d'un pays sont dans sa population, et que la meilleure partie de cette population, ce sont les cultivateurs du sol. »

On peut laisser ces préjugés s'éteindre d'eux-mêmes. Ils proviennent d'une notion juste, peu clairement définie, à savoir que plus les hommes ont de rapport avec la nature, meilleurs ils sont. Cela est vrai; mais la nature est présente partout où les mains de l'homme travaillent, pourvu que l'ouvrier sache la voir. Ne supposer la présence de la nature que là où nous avons au dessus de nous un ciel bleu, autour de nous du gazon et des arbres, c'est le fait d'un esprit étroit. Les forces sont en action partout où il y a du mécanisme, et l'homme ne fait que les diriger dans un but particulier. En Amérique, on peut dire que sa beauté est présente partout où ses forces sont en action; car les hommes ont établi le siége de leur mécanisme dans quelques uns des lieux les plus beaux du pays. Chaque chose a son bon et son mauvais côté; si les touristes s'indignent de voir défigurer un beau paysage par la construction des fabriques (qui, très souvent, sont plutôt un ornement qu'une difformité), que d'autres comprennent tout l'avantage qu'il y a pour la population ouvrière d'avoir sa demeure et ses travaux établis au milieu de collines riantes, où les eaux bondissent parmi les rocs, plutôt que dans ces tristes faubourgs où eux et leurs travaux ne blesseront pas les regards de l'amateur du pittoresque. J'ai toujours éprouvé du plaisir à voir travailler les artisans dans des lieux

avoisinant les cataractes de la vallée, les chutes de Genesée et sur les bords de quelques unes des rivières qui parcourent en bouillonnant les vallées de la Nouvelle-Angleterre. Je sentais qu'ils avaient sous les yeux une nature aussi belle que le colon de l'ouest. Pourvu que les circonstances intérieures fussent favorables, les circonstances extérieures n'offraient guère de choix à faire. S'ils avaient les yeux de l'esprit pour voir le beau et une ame pour le comprendre, peu importait que ce fût la forêt ou la cataracte qui attirât leurs regards, que ce fût par l'action de la végétation ou de la vapeur que marchât leur travail. Certes, il est déplorable, sous ce rapport, d'être un pauvre artisan au cœur du Manchester anglais ; mais être un artisan qui prospère dans les faubourgs délicieux de Sheffields, c'est, pour l'ami de la nature, un lot aussi favorable que celui du laboureur dans un pays quelconque; et ce lot est le partage des artisans américains.

Quant à la vieille objection élevée contre les manufactures, parce que l'Amérique est destinée à être une contrée agricole, il me semble, comme je l'ai déjà dit, que ce pays est appelée à être tout. Son groupe de républiques se résume en une seule aux yeux du monde, et, sous certains rapports, en réalité; mais ce n'est pas une raison pour les assimiler toutes dans leurs produits et leurs travaux; c'est le contraire qu'il faut faire. Ici, comme partout ailleurs, on fera sagement de suivre les lois de la nature. La nature n'admet point de limites artificielles, de clôtures arbitraires. Le territoire des États-Unis contient des sols et des climats divers, des régions différentes, et la même règle ne peut s'appliquer à toutes. S'il est des localités qui possèdent les éléments de l'industrie manufacturière et où ceux de l'industrie agricole manquent, que

des manufactures s'y élèvent. Là où le sol est peu fertile, mais offre aux usines des emplacements favorables ; là où abonde le matériel animal et minéral et où le végétal peut trouver un facile accès ; là où les bras sont en nombre suffisant et où existe le talent nécessaire pour la construction et l'emploi des machines, là et là seulement doivent s'établir des manufactures ; c'est le cas où se trouvent éminemment la Nouvelle-Angleterre et quelques autres parties des États-Unis. On s'en était aperçu même à l'époque où la culture du coton dans le sud était considérée comme une expérience de peu d'importance et dont on n'attendait pas de grands résultats.

Autrefois la Nouvelle-Angleterre s'occupait principalement du commerce des transports. Après la guerre, cette ressource ayant diminué, on ne voit pas pourquoi sa population ne se serait pas livrée à l'industrie manufacturière ; ses habitants n'avaient, à cet égard, qu'à suivre leur propre tendance. Ils avaient la faculté de se procurer des capitaux étrangers ; leurs relations antérieures leur ayant appris où ils s'étaient accumulés, ils pouvaient, par conséquent, les obtenir aux conditions les plus avantageuses. Leurs pêcheries leur avaient laissé un vaste matériel de peaux, d'huile et d'os d'animaux marins ; ils avaient des écorces, du cuir, du bois, du lin, du chanvre, du fer et de l'argile. Ils possédaient aussi l'aptitude nécessaire, comme on le verra par la liste suivante des objets de fabrication exécutés, en 1790, dans l'intérieur des familles : « Une quantité considérable de gros draps, de soies, flanelles, brocatelles, bonneteries, de laine, coton et fil, de futaines, mousselines, couvre-pieds, courtes-pointes, bouracans, toiles pour chemises, draps, serviettes et linge de table, ainsi que divers mélanges de laines et cotons et de cotons et laines, se fabriquent dans l'intérieur des maisons en quan-

tité suffisante, non seulement pour l'approvisionnement de la famille, mais pour la vente et quelquefois même pour l'exportation. On a calculé que, dans un certain nombre de districts, les deux tiers, les trois quarts et même les quatre cinquièmes du vêtement et du linge des habitants sont fabriqués par eux-mêmes (1). » Si tout cela se faisait sans le secours de la division du travail des grands capitaux et sans autre appareil mécanique que pouvait contenir le parloir d'une ferme, il est évident que ce pays était pleinement préparé, il y a quarante-cinq ans, à l'introduction des manufactures sur une large échelle; et tout semble annoncer qu'on pouvait les laisser grandir d'elles-mêmes.

Le même rapport spécifie dix-sept espèces de fabrication constituant des métiers distincts à la même époque dans les États du nord.

La seule objection plausible à l'établissement des manufactures était la rareté et la cherté de la main-d'œuvre comparées avec celles des vieilles contrées de l'Europe; mais si l'exportation de quelques articles avait lieu, tandis que la main-d'œuvre qui la produisait était éparpillée dans des fermes, que ne devait-on pas espérer de cette même main-d'œuvre lorsqu'elle serait réunie, concentrée et secondée par l'introduction des machines? On devait aussi s'attendre à une immigration considérable d'ouvriers, lorsqu'une perspective séduisante appellerait les pauvres de l'Europe dans un pays jeune et florissant. En outre, le perfectionnement des machines est la conséquence invariable d'une insuffisance dans la main-d'œuvre manufacturière. Ajoutez que le travail des manufactures peut, en grande partie, être exécuté par des femmes; or, il y a, dans la Nouvelle-Angleterre, un grand nombre de femmes sans emploi, parce que les

(1) Rapport d'Hamilton sur les manufactures, 1790.

jeunes gens du pays vont s'établir sur des terres lointaines, après quoi ils épousent des femmes du sud et de l'ouest.

C'est ainsi que la question a pu se présenter et se présenta en effet à plusieurs. Quelle a été la marche des faits?

En 1825, la valeur des objets manufacturés exportés des États-Unis était de 5,729,797 dollars. Un tiers environ se composait de cotonnades dans la vente desquelles les Américains étaient alors capables de soutenir la concurrence des Anglais sur quelques marchés étrangers. La fabrication cotonnière des États-Unis consommait annuellement cent soixante-quinze mille balles de coton; et les cotons imprimés, fabriqués à l'intérieur, se montaient annuellement à quatorze millions d'aunes anglaises. L'importation des cotons dans les pays a été, en 1825, d'une valeur de 12 à 13 millions de dollars, et, en 1826, de 9 à 10 millions. La fabrication des laines n'a jamais été aussi florissante que celle de coton, les funestes effets du tarif s'étant fait plus immédiatement sentir à des articles de fabrication dont les matières premières doivent se tirer principalement de l'étranger.

En 1828, la législature du Massachusets déplorait la dépression croissante de la fabrication des laines et demandait au congrès un accroissement de protection. Cette année-là, l'exportation des cotons s'éleva à plus d'un million de dollars, et, l'année suivante, à plus d'un million et demi. L'importation des cotons fut, en quelque sorte, prohibée par le tarif de 1824; il en résulta presqu'au même instant un immense emploi de capitaux dans l'industrie cotonnière, et, depuis, quelques fluctuations périlleuses ressemblant beaucoup aux agitations des pays vieillis, où la politique per-

nicieuse du passé a accumulé les difficultés sur la génération actuelle.

A Lowell, dans le Massachusetts, il y avait, en 1818, un petit moulin de satinade occupant environ vingt ouvriers; le lieu contenait deux cents habitants. En 1825 se forma la compagnie manufacturière de Merrimack; elle s'en adjoignit d'autres, et en 1832, le capital employé dans cette industrie s'élevait à plus de 6 millions de dollars. Le nombre total des ouvriers employés était de cinq mille, dont trois mille huit cents femmes et jeunes filles. La quantité du coton brut employé était de plus de vingt mille balles; la quantité du coton pur manufacturé était de vingt millions d'aunes anglaises. La fabrication des laines, dans ces établissements, s'élevait, à la même époque, à cent cinquante mille aunes anglaises. Soixante-huit métiers à tapisseries étaient aussi en mouvement. Les salaires des ouvriers employés dans ces opérations s'élevaient à environ 1,200,000 dollars par an. On y occupe environ deux cents artisans d'une habileté supérieure. Le combustible consumé chaque année est de cinq mille tonneaux de charbon de terre, outre le coke et le bois.

Le système protecteur qui avait amené la prospérité de cet établissement engagea de nombreux capitalistes à entrer en partage des bénéfices supposés du tarif, et l'industrie manufacturière fut sur le point d'être ruinée par la protection qu'elle avait demandée. La concurrence et la surabondance des produits qui en fut le résultat devinrent effrayantes. De nombreuses faillites eurent lieu, cinq mille broches restèrent oisives, et des milliers d'ouvriers furent plongés dans un état de pauvreté fort étrange dans un pays comme le leur. Un grand nombre de voix s'élevèrent pour demander l'abolition du tarif; il en résulta une panique parmi

ceux qui avaient retiré leurs capitaux du commerce pour les mettre dans les manufactures. Les produits accumulés de toutes les compagnies manufacturières furent offerts à des prix extrêmement bas sans trouver d'acheteurs : tel était l'état des choses en 1829.

L'histoire de la dissidence entre le nord et le sud au sujet du tarif, et la nature du bill de conciliation, sont déjà connues. Le dommage causé sera réparé, autant que possible, par la réduction annuelle des droits d'importation jusqu'en 1842. Si les demandes des acheteurs nationaux ou étrangers ne s'élèvent pas jusqu'à la limite de l'excédant de fabrication qui a eu lieu, les capitaux et l'industrie qui s'étaient dirigés dans cette voie auront le temps d'en adopter une autre. En attendant, les manufactures des États du nord se sont établies d'une manière permanente, quoiqu'elle n'ait pas été des plus sages... Si on les avait laissées à elles-mêmes, elles eussent fait au pays un bien sans mélange. En l'état actuel des choses, la société a subi les inévitables conséquences d'une politique irrationnelle et injusticiable dans une république. Il est heureux que l'expérience ait produit ces conséquences avec assez de promptitude et d'évidence pour que la répétition du mal soit peu probable, quelque peu comprises que soient encore les lois naturelles qui règlent le commerce.

En 1831, le nombre total des métiers employés aux États-Unis, dans la fabrication des cotons, était de trente-trois mille quatre cent trente-trois, dont vingt et un mille trois cent trente-six dans la Nouvelle-Angleterre, trois mille six cent cinquante-trois dans l'État de New-York, six mille trois cent un dans la Pensylvanie, et le reste dans le Maryland, le Delaware, le New-Jersey et la Virginie.

Après les cotons et les laines, les objets de fabri-

cation les plus importants sont le lin, le chanvre, le tabac, les grains, sucres, savons, chandelles, poudre, monnaie d'or et d'argent, fer, cuivre, bronze, chapeaux, drogues médicales et souliers.

La fabrication des souliers est l'une des plus remarquables des États-Unis par la rapidité et l'étendue de son développement. Nous avons déjà dit que ce commerce, dans l'État de New-York, est plus considérable que le commerce total de la Géorgie. L'étendue de cet objet de fabrication, dans un village de Massachusetts que j'ai eu occasion de voir, prouve la prospérité de cette industrie.

On compte un grand nombre de tanneries considérables à Danvers et dans les faubourgs de Salern pour l'approvisionnement de la cordonnerie de Lyun. La plus vaste tannerie des États-Unis est à Salern; les peaux sont en partie importées; les écorces viennent du Maine. Lorsque je vis ces établissements, ils étaient dans un état de gêne momentanée; il faut deux ou trois ans pour tanner certaines peaux; des capitaux considérables rendus ainsi oisifs peuvent occasionner des fluctuations dangereuses. On avait récemment découvert que l'écorce de chêne pouvait s'obtenir à meilleur marché, et par conséquent la tannerie s'exécuter plus avantageusement sur l'Hudson supérieur que sur la côte du Massachusetts, si bien que les tanneurs et corroyeurs de Salern et de Danvers étaient un peu déchus de leur haute supériorité. Mais rien ne saurait surpasser l'aspect florissant de Lyun.

En 1831, la valeur des bottes et souliers (très peu de bottes et beaucoup de souliers de dames) confectionnés à Lyun s'élevait à près d'un million de dollars par an. Le nombre total confectionné s'élevait à plus d'un million et demi de paires; le nombre des individus occupés à trois mille cinq cents, ce qui comprend à peu près les sept huitièmes

de la population du lieu; il faut ajouter quelques centaines d'autres dans les environs. L'année dernière, la ville prenait un grand accroissement; on s'occupait à y établir une pelouse avec une pièce d'eau au milieu et des arbres. De nouvelles maisons s'élevaient dans toutes les directions, et l'on accueillait avec empressement les nouveaux travailleurs, de quelque part qu'ils vinssent, car on ne pouvait suffire aux ordres envoyés. Outre l'approvisionnement domestique, deux millions de paires de souliers de femme étaient expédiés chaque année aux extrémités les plus reculées des États; après avoir pénétré dans ces régions, il est difficile de dire où s'arrêteront les demandes; car ces pays lointains voient chaque jour augmenter leur population, et leurs besoins réunis suffiront pour faire la fortune d'un État entier.

Il est probable que quelques objets d'industrie peuvent s'ajouter à ceux qui ont la certitude de fleurir aux États-Unis; tels sont les soies et les vins. Si le gouvernement refuse avec fermeté d'intervenir de nouveau par voie de protection, on découvrira facilement et sûrement quelles ressources véritables le pays possède, et quelle direction son industrie en progrès peut prendre d'une manière naturelle et profitable.

SECTION I.

LE TARIF.

Si je voulais rapporter en détail tout ce que j'ai entendu pendant mon voyage sur la question du tarif, il ne me resterait pas de place pour des objets plus intéressants; les réclamations, à cet égard, étaient sans fin. Aujourd'hui tout cela nous importe peu, puisque maintenant tout est terminé. Ce qui importe, ce n'est pas la versatilité d'opinions et l'in-

conséquence dans la conduite des hommes publics, mais le fait même de la transaction et ses résultats. Il serait bien, maintenant, de laisser là les personnes et de s'occuper de la chose.

Sur un point tous les avis étaient unanimes, c'est que le tarif était particulièrement une mesure de représailles. Rendre le mal pour le mal, même quand on décore cet acte du nom de défense personnelle, ne réussit pas mieux en économie qu'en morale. Parce que les Anglais ont la sottise et l'ineptie de prohiber le blé américain, les Américains exclurent les cotons et les laines britanniques. Je suis surpris que des hommes aussi éclairés que les auteurs du système américain n'aient pas vu plus avant dans la condition de leur propre pays, et n'aient pas mieux profité de la malheureuse expérience de l'Europe, au point de s'imaginer qu'ils pouvaient neutraliser les effets de la politique erronée de l'Angleterre, en l'adoptant pour eux-mêmes. Il est étrange qu'ils n'aient pas compris que, si les cotons et les laines de l'Angleterre trouvaient un facile accès dans le pays, ce devait être en échange de quelque chose, quoique ce quelque chose ne fût pas du blé. Il est étrange qu'ils n'aient pas compris que, si, dans les États du nord, les conditions favorables à l'industrie manufacturière étaient réellement assez grandes pour justifier l'établissement des manufactures, on pouvait s'en reposer sur l'activité individuelle du soin de le reconnaître, résultat que ne pouvait qu'accélérer l'insuffisance des ressources de la Nouvelle-Angleterre, sur laquelle on se base pour lui accorder une protection législative. L'intervention n'avait pas même pour excuse le motif allégué dans les contrées vieillies, que, par une complication de fautes antérieures, la marche naturelle des affaires économiques a été détournée de son véritable but. Il s'agissait, en Amérique, d'établir une nouvelle

branche d'industrie. L'aptitude existait; le matériel était prêt; les capitaux s'offraient naturellement d'eux-mêmes si l'objet était bon; dans le cas contraire, ils devaient s'abstenir. On pouvait laisser au peuple le soin de ses intérêts. Les Américains eussent pris moins de cotonnades anglaises et plus des autres articles qu'ils ne pouvaient se procurer chez eux, s'il était vrai qu'on pût faire dans leur pays des cotonnades meilleures et à plus bas prix qu'en Angleterre; et l'on a prouvé que cela était possible. Il est à croire que, lorsque la loi de conciliation cessera d'être en vigueur, la fabrication intérieure de certaines espèces de cotonnade de luxe diminuera; mais que la masse de cette fabrication est hors de l'atteinte des évènements. Le tarif a eu pour effet de stimuler à l'excès une marche naturelle, et d'amener par là un excès de produit, une panique et la ruine d'un grand nombre. On dit que l'Amérique est à même de faire des expériences, que c'est le pays, surtout, qui doit s'instruire par l'expérience, et ainsi de suite : cela est vrai, mais il ne faut pas oublier que ceux qui souffrent de ces expériences ne sont pas toujours ceux à qui la leçon doit profiter. Dans la Nouvelle Angleterre, il est une classe nombreuse de femmes et même de dames très pauvres, qui peuvent à peine vivre en travaillant : j'en ai connu grand nombre d'entre elles qui attribuaient leur pauvreté à la dépréciation des objets de fabrication, ou au non-succès d'entreprises manufacturières dans lesquelles leurs parents ou leurs amis, trompés par les promesses du tarif, avaient embarqué les capitaux qui étaient leur seule ressource.

Il n'est pas nécessaire d'en dire davantage sur l'inopportunité du tarif. La vérité commence à être reconnue assez généralement; et, quoique quelques uns des auteurs responsables du système amé-

ricain continuent à soutenir que, sans son secours, l'industrie manufacturière n'aurait pu s'établir, je crois qu'il est à peu près universellement reconnu qu'aucune industrie naissante ne se verra imposer cette cruelle protection.

Mais il est une question beaucoup plus importante que celle de l'opportunité, c'est la question du principe d'un système protecteur aux États-Unis.

On sait que la résistance la plus vive fut opposée au système américain par le motif de son inconstitutionnalité. Ses défenseurs prétendirent le placer sous la sanction des clauses qui stipulent que « le congrès aura le droit d'établir et de percevoir les taxes, droits, impôts et excises; » et « de régler le commerce avec les nations étrangères. » Relativement à la première de ces clauses, les deux parties semblent plus ou moins dans leur droit. Par le tarif, le congrès s'est proposé « d'établir et de percevoir des droits et impôts, » comme la constitution lui en donne expressément le droit. Cependant il est clair, pour ceux qui regardent la constitution à la lumière du soleil de la révolution, que cette permission n'a été concédée que sous le rapport de la perception du revenu public. Nul des auteurs de la constitution ne pouvait prévoir qu'on proposerait plus tard d'établir des droits pour la protection des intérêts producteurs d'une section de l'Union. Une telle interprétation de la clause est interdite, sinon par la lettre, du moins par l'esprit de cette autre clause qui ordonne que « tous droits, impôts et excises seront uniformes dans toute l'étendue des États-Unis. » L'esprit de cette clause interdit formellement au congrès toute législation partielle.

On peut faire des observations analogues sur cette autre clause qui autorise le congrès « à régler le commerce avec les nations étrangères. » Par la lettre de cette clause, un observateur superficiel

pourrait croire le congrès autorisé à régler le commerce des États-Unis avec la Grande-Bretagne, de manière à effectuer dans leur territoire une distribution arbitraire de la propriété et de l'industrie; mais cette double action n'a jamais pu entrer dans la pensée des auteurs du pacte constitutionnel. Ce qu'ils avaient en vue, c'étaient la conservation et la promotion des droits commerciaux nationaux et non celles des intérêts manufacturiers locaux.

Lorsque, après un laps de temps et un changement de circonstances, on invoque la lettre et l'esprit de la constitution pour sanctionner des modes de conduite opposés, il est un appel que tout homme doit faire pour sa satisfaction et sa conviction individuelles. Il doit en appeler aux principes républicains fondamentaux d'où émanent l'esprit et la lettre de la constitution.

Considéré de ce point de vue, le tarif est condamné sans appel. D'après les véritables principes républicains, le gouvernement général des États ne doit point employer au profit de quelques uns le droit qu'il possède de faire des lois pour tous. Le principe d'égalité politique et sociale absolue est violé, quand le gouvernement général s'occupe d'objets locaux, au point d'effectuer un acte qui doit matériellement affecter la distribution de la propriété privée, au point d'établir une taxe sur la totalité de la nation dans le but avoué de servir l'intérêt d'une partie. Le gouvernement d'une république ne doit pas faire de distinction entre les sujets : il ne doit faire aucune exception de classes non plus que de personnes. Ses fonctions doivent être remplies dans l'intérêt commun, et il ne lui est pas loisible de décider selon son caprice quels institutions ou arrangements seront favorables ou funestes à la nation.

Toutes ces institutions, tous ces arrangements doivent être effectués dans chaque État respectif ou

par le concours des États intéressés, subordonnés, comme de droit, aux permissions et aux prohibitions de la constitution. S'il plaît à un ou plusieurs États d'établir des primes à l'exportation de leurs marchandises fabriquées, qu'ils le fassent. Que cette mesure soit sage ou non, nul, hors des limites de cet État ou de ces États, n'a le droit de se plaindre. C'est avec raison que plusieurs États se sont plaints que la représentation nationale eût été rendue nulle pour la minorité, du moment où le gouvernement fédéral s'appliquait à favoriser des intérêts locaux et particuliers. Quand même le résultat définitif devrait être un jour favorable à l'ensemble du pays, motif opiniâtrément allégué par les défenseurs du tarif, cela ne changerait rien à la question. En principe, il n'est pas plus dans la compétence du congrès de prononcer quelle direction et quelle application de l'industrie et des capitaux seront définitivement le plus utiles, que de décider quelle doctrine religieuse est définitivement la plus orthodoxe.

Si, dès l'origine, l'Amérique avait été, sous tous les rapports, libre, comme doit l'être un pays jeune, de suivre le cours naturel de sa prospérité, n'obéissant qu'aux lois infaillibles qui président à l'économie de la société d'une manière aussi bienfaisante que d'autres lois président aux saisons, on n'aurait jamais entendu parler du système américain. L'anomalie empoisonnée, qui a causé presque toutes les maladies dont la république a été affligée, paraît également constituer ici l'infection primitive. Si, dans les États du sud, la main-d'œuvre avait été libre depuis longtemps, la détérioration de la propriété du sud n'aurait point poussé les planteurs à réclamer à grands cris la protection législative. La possession arbitraire de la main-d'œuvre leur fit souhaiter une distribution arbitraire des capitaux; ils la désirèrent pour le nord aussi ardem-

ment que pour eux-mêmes, dans l'espoir que les producteurs de coton seraient protégés par des droits élevés mis à l'importation des cotons; que la prospérité du nord, qu'ils croyaient uniquement fondée sur son commerce, serait entravée par le même moyen, et qu'il en résulterait, entre le nord et le sud, une sorte d'égalité. Le résultat ne répondit pas à cette attente. La détérioration du sud continua ; les manufactures remplacèrent d'abord, puis ravivèrent le commerce du nord; il arriva alors ce qu'on devait prévoir. Le sud devint furieux contre le nord, non seulement par le motif très raisonnable qu'il était mauvais en principe, mais en alléguant qu'il était la cause de tous les maux du sud (1) et de toute la prospérité du nord, quoique

(1) Le tableau suivant de la condition actuelle des Etats du sud est extrêmement fidèle. Seulement l'auteur se trompe en attribuant au tarif un état de choses qui est le produit nécessaire de ce système de l'esclavage en vertu duquel les enfants de la troisième et de la quatrième génération en sont réduits à soupirer après la prospérité relative de leurs pères.

« Ce tableau de la dépression des Etats du sud reçoit une confirmation douloureuse et frappante de l'aspect et de la condition générale du pays, comparé à son ancienne prospérité. Si les ancêtres de cette génération pouvaient sortir du tombeau et revoir le théâtre de leur utilité première, ils n'hésiteraient pas à déclarer que la main de l'oppression s'est appesantie sur l'héritage de leurs enfants; ils se verraient dans l'impossibilité d'expliquer autrement le changement qui s'est fait de toute part.

» Dans un pays doté de plus d'avantages naturels qu'une Providence bienfaisante n'en a jamais départi à aucun peuple de la terre, ils verraient, du sommet des montagnes de la côte, se dérouler devant eux un vaste tableau de stagnation affligeante et de décadence prématurée, avec un ensemble de produits le plus précieux qui ait jamais récompensé le travail du cultivateur et gonflé les voiles d'un commerce opulent et prospère; ils verraient nos propriétés décroissant en valeur par une progression régulière et fatale, nos champs en friche et nos cités désertes. Avec des habitudes d'industrie et d'économie sans exemple dans l'histoire de nos premiers temps, ils verraient les héritiers des domaines les plus vastes endettés, et un grand nombre ruiné sans ressource. Partout où ils porteraient leurs regards, ils trouveraient la preuve douloureuse que le souffle desséchant d'un impitoyable despotisme a passé sur ce pays, flétrissant les plus précieux dons de la Providence, et laissant à peine debout un seul vestige de notre antique prospérité. Ils chercheraient en vain le spectacle animé d'une industrie prospère, la richesse et l'aisance d'une population florissante, et ces demeures hospitalières, autrefois le siége de l'élégance et le séjour du contentement. » (*Revue du Sud*, nov. 1828, p. 613.)

cette prospérité fût loin d'être sans mélange. Les propriétaires d'esclaves ont toujours été dans l'habitude de rejeter le blâme de la souffrance de ces malheureux sur une cause qui leur fût étrangère. Quiconque lit l'histoire de l'esclavage dans le livre des événements verra que les propriétaires d'esclaves de tous les pays se sont toujours plaints amèrement qu'on les privât de la protection législative et qu'on l'accordât à d'autres. Dans la circonstance actuelle, les planteurs virent tourner contre eux-mêmes les moyens inventés par eux pour raviver leur fortune expirante.

Si les circonstances l'eussent permis, il eût été de la dignité de l'Amérique de suivre ses propres principes républicains, au lieu d'adopter les principes faux et la politique funeste de nations plus vieilles et moins favorisées. Si l'Amérique eût laissé libres la main-d'œuvre, le commerce et les capitaux, dédaignant l'intervention à l'intérieur et les représailles à l'extérieur ; si elle eût témoigné sa foi dans les lois naturelles de l'économie sociale, en leur confiant avec calme les intérêts extérieurs de sa population, elle servirait aujourd'hui, dans la science de la production et du commerce, de leçon et d'exemple au monde civilisé; mais elle n'avait ni les lumières ni la foi nécessaires, et l'on ne devait pas s'attendre qu'elle les eût. Elle avait, et je crains qu'elle n'ait encore pour principe, que, prospère comme elle l'est actuellement, elle n'a pas besoin d'étudier l'économie politique, cette science à l'usage des nations en décadence. Si, dans d'autres cas, elle admet que prévenir vaut mieux que guérir, éviter que réparer, pourquoi pas dans ce cas-ci? Peut-être n'est-il pas trop tard pour elle ; elle peut marcher encore à l'avant-garde des nations dans la science économique comme dans la science politique. Le Vieux-Monde sera longtemps encore à se débarras-

ser de ses institutions vicieuses. Si, à l'époque où les clauses du bill de conciliation cesseront d'être en vigueur, elle a émancipé sa classe servile; si elle recommence alors à marcher dans la voie d'une économie libre et pure; peut-être l'Amérique est-elle destinée à prouver la première, par l'exemple de sa tranquillité et de sa prospérité sans égales, que les principes démocratiques sont les vrais fondements du bien-être économique et politique des nations.

SECTION II.

MAIN-D'OEUVRE MANUFACTURIÈRE.

On parle tant en Europe de la rareté de la main-d'œuvre agricole aux États-Unis, qu'il est étonnant que les manufactures aient réussi comme elles l'ont fait. Beaucoup de gens même croient que le tarif était devenu nécessaire par suite de l'insuffisance de la main-d'œuvre; qu'en offrant une prime à l'industrie manufacturière, on cherchait à détacher la main-d'œuvre d'autres emplois pour la concentrer sur celui-ci : c'est une erreur. On a toute raison de croire que la somme nécessaire de main-d'œuvre se serait présentée si l'on avait laissé les choses suivre leur cours naturel.

Nous avons fait voir que, dès 1790, la fabrication domestique avait pris un grand développement. Depuis cette époque jusqu'à ce jour, elle n'a jamais totalement cessé dans les fermes. Les bras qui confectionnent ces produits viennent dans les fabriques quand la main-d'œuvre est chère, et rentrent dans les fermes quand les demandes se ralentissent.

En Amérique, il n'est pas habituel que les femmes, à l'exception des esclaves, travaillent aux champs. Nous avons dit que les jeunes gens de la Nouvelle-Angleterre émigrent en grand nombre

vers l'ouest, laissant dans la population féminine un excédant dont je n'ai jamais pu savoir au juste l'évaluation précise. Ce qu'on m'a dit à cet égard est si incroyable, que je ne le mentionnerai pas. Il me suffira de dire que de six à neuf États de l'Union contiennent beaucoup plus de femmes que d'hommes. Il y a tout lieu de croire qu'il existait beaucoup plus de misère ignorée avant l'établissement des manufactures; celles-ci fournissent une ressource précieuse à plusieurs milliers de jeunes femmes qui répugnent au service domestique, et à qui les usages du pays interdisent les travaux des champs. Nous avons vu que les femmes entraient pour une large proportion dans la main-d'œuvre des fabriques de Lowell.

Le reste est en grande partie fourni par les émigrants. J'ai vu des ouvriers anglais, irlandais et écossais. J'ai entendu faire peu d'éloges des ouvriers anglais; on déclarait que les Écossais *valaient dix fois mieux qu'eux*. Les Anglais sont avares de leurs peines; ils ont grand soin de n'en pas faire plus qu'il n'a été stipulé; leurs habitudes ne sont pas aussi sobres que celles des Écossais, et ils sont incapables de s'occuper d'autre chose que de leur stricte devoir : c'est ce qu'attestent tous ceux qui les emploient.

La demande de main-d'œuvre est assez impérieuse dans toutes les professions manuelles pour qu'on s'étonne que le travail des prisons soit regardé avec jalousie. Quand on considère combien peu nombreuse est maintenant et continuera sans doute d'être, aux États-Unis, la classe des condamnés, combien le travail est essentiel à leur réformation, combien sont en petit nombre les genres de fabrication auxquels ils peuvent se livrer; si l'on songe qu'il n'est pas sans importance que les établissements pénitentiaires se soutiennent par leurs propres

ressources, on arrive à conclure qu'il est indigne des ouvriers intelligents d'Amérique de prendre ombrage du travail des condamnés, au point d'exiger de quelques candidats politiques l'engagement de proposer l'abolition des travaux dans les prisons. Je pense que les prisons de Sing-Sing et d'Auburn, dans l'État de New-York, fabriquent une plus grande quantité et une plus grande variété de produits qu'aucune autre prison; et cependant, elles n'ont fait, jusqu'à présent, que pourvoir à leurs frais d'entretien. Les condamnés de Sing-Sing taillent et appareillent le granit; les prisonniers d'Auburn font des horloges, des peignes, des souliers, des tapis et des machines : ils sont ébénistes, tisserands et tailleurs. Quand j'y allai, il y avait six cent cinquante prisonniers, parmi lesquels beaucoup d'ouvriers peu habiles, et tous n'étaient pas occupés aux travaux de fabrication. La crainte d'une pareille concurrence est absurde dans l'état actuel de la main-d'œuvre américaine.

J'ai vu des échantillons de chacune de ces espèces de travaux. Quelques jours après mon arrivée dans le pays, on me conduisit à une réunion agricole qui se tenait annuellement à Pittsbourg, dans le Massachusetts. Nous arrivâmes trop tard pour en voir la partie la plus intéressante, la distribution des prix décernés aux agriculteurs les plus habiles et aux meilleurs produits des manufactures domestiques. Je vis des échantillons qui me surprirent par l'excellence de leur qualité : c'étaient du linge de lit et de table, du linge damassé, des couvertures et des tricots. Il y avait le modèle d'un lit pour les malades, présentant une ingénieuse combinaison de facilités pour changer de position. À cette réunion, on comptait presque autant de femmes que d'hommes; toutes étaient bien vêtues; elles arrivaient et partaient dans le chariot de campagne d'usage. Si l'on pouvait faire

voir en Angleterre les maisons des ouvriers de ce beau village, la moitié des ouvriers anglais voudrait passer dans le Nouveau-Monde.

C'est à Paterson, dans le New-Jersey, que je vis la première filature de coton. Elle commença d'abord avec neuf cents broches, qui, plus tard, furent portées à quinze cents, puis à six mille. On continuait à bâtir. Les ouvrières étaient toutes bien mises; leurs cheveux étaient arrangés à la dernière mode venue de New-York, et elles portaient des socques en allant et venant de leur demeure à la filature. Je vis quelques enfants allant nu-pieds, mais portant des parapluies, quoiqu'il ne tombât qu'une pluie légère. Je demandai si, pouvant avoir des parapluies, ils allaient nu-pieds pour avoir les pieds frais, ou par tout autre motif de commodité. Le propriétaire me dit que c'était probablement un calcul d'économie : des bas et des souliers ne protègent que les pieds, tandis que le parapluie met à l'abri tout le reste du costume. J'ai remarqué, aux États-Unis, une grande prédilection pour les parapluies. Un condamné à l'emprisonnement solitaire dans la prison de Philadelphie me fit l'histoire de tous ses vols. Un parapluie avait amené sa capture après son dernier vol : il avait pénétré avec effraction dans une maison de belle apparence, et l'avait traversée en y cherchant vainement un objet de quelque valeur. Au moment où il sortait, voyant qu'il pleuvait, il revint sur ses pas, et prit un parapluie de coton tout neuf. Lorsqu'il rentra dans la ville, le jour commençait à poindre; il eut peur d'être vu avec l'objet de son larcin, et en même temps d'éveiller les soupçons en s'en débarrassant. Il rencontra quelqu'un de sa connaissance qui demeurait plus loin que lui, et insista pour que celui-ci acceptât le prêt de son parapluie : l'individu en question fut pris, et dit de qui il tenait le para-

pluie; le voleur fut, en conséquence, arrêté et mis en prison. Quel est le voleur anglais qui se fût inquiété de la pluie? S'il y eut jamais un vol d'amateur, c'est bien celui-ci.

Je visitai une filature à Waltham, à quelques milles de Boston. Les filatures de Waltham étaient établies avant celles de Lowell; elles sont consacrées au filage et au tissage du coton seulement, et aussi à la construction des machines nécessaires. Lors de ma visite, cinq cents personnes y étaient employées. Les ouvrières gagnent deux et jusqu'à trois dollars par semaine, et les enfants un dollar, outre leur nourriture. La plupart des ouvrières habitent des maisons fournies par la compagnie des propriétaires et qui contiennent chacune de six à huit locataires. Quand deux sœurs viennent à la filature, la coutume est qu'elles amènent leur mère pour tenir leur ménage et quelques unes de leurs compagnes, dans une maison construite avec l'argent qu'elles ont gagné. Elles épargnent sur leur nourriture pour se vêtir, et mettent de côté deux ou trois dollars par semaine. Il en est qui ont ainsi purgé l'hypothèque de la ferme de leur père; d'autres ont fait élever dans un collége l'espoir de la famille; et beaucoup accumulent rapidement des moyens d'aisance. J'ai vu toute une rue de maisons bâties avec les gains des ouvrières; quelques unes avaient des piazzas et des persiennes vertes; toutes étaient jolies et suffisamment spacieuses.

C'est à la population ouvrière des filatures qu'est due la construction de l'église qui s'élève sur la pelouse au milieu du village. Le traitement du ministre, montant, l'année dernière, à huit cents dollars, se prélève au moyen d'une taxe sur les bancs de l'église. La compagnie des propriétaires a donné aux ouvriers le local d'un Athénée qu'ils ont garni d'une bonne bibliothèque, et où chaque hiver se

font des cours, les meilleurs qu'on peut se procurer à prix d'argent. Quelquefois les ouvrières ont des bibliothèques particulières assez précieuses.

Les chefs des diverses filatures tiennent les salaires autant que possible à un taux égal, puis laissent les ouvrières passer librement d'un établissement à un autre. Quand une ouvrière vient trouver le régisseur et lui témoigne l'intention de travailler dans la filature, il l'accueille bien et lui demande combien de temps elle se propose de rester. Ce peut être six mois ou une année, ou cinq ans, ou la vie entière. Elle déclare quelle est sa capacité, et on l'occupe en conséquence. Si elle trouve qu'elle ne peut pas travailler de manière à aller de pair avec la compagne qu'on lui a donnée, ou à satisfaire ceux qui l'emploient, elle retourne auprès du régisseur et s'offre à trier le coton, à balayer les ateliers, ou à entreprendre quelque autre service dont elle se croit capable.

Les ouvrières travaillent, terme moyen, soixante-dix heures par semaine. Le temps du travail varie selon la longueur des jours; mais les salaires restent les mêmes. Toutes sont bien vêtues. Leur santé est bonne, ou plutôt (car c'est trop dire pour les États-Unis), elle n'est pas plus mauvaise qu'ailleurs.

Ces faits parlent d'eux-mêmes. Il n'est donc pas besoin que je dise tout le plaisir qu'on éprouve à faire connaissance avec les classes ouvrières des États-Unis.

A Lynn, la cordonnerie s'exécute presque entièrement dans les maisons particulières, attendu que les gens qui se livrent à ce genre de fabrication sont presque tous en même temps fermiers ou pêcheurs. Un étranger qui n'est pas au courant s'étonne de voir toutes ces petites constructions carrées ressemblant à des maisons d'école en miniature, qui sont comme un appendice à la maison principale. Ce sont les cordonneries. C'est là que le père de

famille et ses fils travaillent, pendant qu'à la maison les femmes s'occupent à border et à garnir les chaussures. On peut compter, dans une promenade d'un demi-mille, jusqu'à trente de ces cordonneries, et plus. Quand un cordonnier de Lynn reçoit un ordre, il le fait savoir. Des ouvriers coupent chez lui le cuir; puis l'ouvrage est distribué à ceux qui en demandent, autant que possible en petite quantité, pour que le travail soit expédié rapidement. Les souliers sont rapportés le vendredi soir, expédiés le samedi et quinze jours ou trois semaines après, ils sont aux pieds des voyageurs dans toutes les parties de l'Union. Toute la famille fait des souliers pendant l'hiver; pendant l'été, le père et ses fils vont aux champs ou à la pêche. J'ai vu une famille dont les dépenses étaient défrayées par le travail d'un petit garçon ou d'une petite fille, pendant que les gains des autres servaient à faire construire une maison. J'ai vu très peu de maisons en mauvais état. A Lynn, les quakers sont nombreux. La ville jouit d'une grande prospérité, grâce à la tempérance et au caractère laborieux des habitants. En 1834, les sommes déposées à la caisse d'épargne de Lynn se sont élevées à 34,000 dollars; la population de la ville était alors de quatre mille ames; depuis cette époque, la population et la prospérité se sont encore beaucoup accrues. Il faut se rappeler aussi que les ouvriers d'Amérique ont plus d'occasions de dépenses que les ouvriers d'Angleterre. Ils construisent des maisons, achètent des terres et font l'éducation de leurs fils et de leurs filles (1).

Il est probable que les plaisirs et les peines sont distribués dans une proportion à peu près égale parmi les professions et les positions diverses; cependant il est difficile d'écarter l'impression produite

(1) Les dépôts effectués, en 1831, à la caisse d'épargne de Lowell se sont élevés à la somme de 114,000 dollars. (*Note de l'Auteur.*)

par les circonstances extérieures, et de ne pas croire qu'il est des positions éminemment désirables. Les ouvriers de ces États du nord me paraissent constituer la classe la plus heureuse que j'aie jamais connue. En Angleterre, je crois que la classe supérieure des ouvriers comprend, en général, ce que la société a de plus sage et de meilleur. Ils ont moins d'intérêts sordides et étroits : ils sont mis en contact suffisant avec les réalités de l'existence, sans être endurcis par l'excès des inquiétudes et des fatigues; et les lumières qu'ils ont l'occasion d'acquérir sont de la nature la plus favorable à la santé de l'ame. Si les vertus publiques et privées existent quelque part, c'est là surtout qu'il faut les chercher. Les ouvriers d'Amérique ont presque tous les mêmes avantages, et quelques autres encore : ils vivent mieux; leurs travaux sont peut-être plus honorés, et ils sont républicains, exerçant les pouvoirs et jouissant des avantages de l'égalité politique la plus complète. Le seul rapport sous lequel leur condition soit inférieure à celle des ouvriers anglais du premier ordre, c'est que les lumières qu'ils ont le moyen d'obtenir ne sont pas d'une qualité égale. Les facilités sont grandes : les écoles, les cours publics, les bibliothèques leur sont ouverts; mais l'instruction qu'ils y puisent n'est pas aussi bonne qu'ils le méritent. Quand ils auront cet avantage, il sera difficile d'imaginer un genre de vie plus favorable que le leur à la vertu et au bonheur.

Ceux qui connaissent l'Angleterre et l'Amérique s'accordent à dire que les ouvriers du Nouveau-Monde travaillent plus que ceux de l'Ancien. Outre l'exercice de leur profession journalière, ils ont beaucoup d'autres occupations dont ils s'acquittent le matin de bonne heure; quand leur journée de travail est finie, ils lisent jusqu'à une heure avancée, ou assistent à des cours; ou bien ils s'occupent

de la construction ou de la réparation de leurs maisons, ou des autres soins que réclame leur propriété. Ils vivent dans un état social où chacun est responsable de sa propre destinée, et où, par conséquent, il existe un stimulant à l'exercice de toutes les facultés.

Quel état de société que celui où l'on voit l'ouvrier d'une petite ville, de Salem par exemple, se bâtir une maison confortable à un étage (ou, comme diraient les Américains, une maison à deux étages), au lieu même où il est né; où un homme qui a commencé par poser des briques critique et parfois corrige la rédaction des avoués; où un pauvre commissionnaire devient, avant l'âge de trente ans, le propriétaire d'un magasin florissant, rembourse le capital avancé par ses amis à raison de 2,000 dollars par mois, et promet d'être un jour l'un des plus opulents citoyens du lieu!

Telle est la position extérieure des ouvriers d'Amérique. Quant à leur bien-être sous de plus importants rapports, bien-être dont les avantages que j'ai énumérés ne constituent qu'une partie, j'aurai occasion d'en parler sous un autre point de vue.

Aux États-Unis, comme partout ailleurs, il s'élève des dissidences entre les ouvriers et les maîtres; mais là les ouvriers ont plus de liberté dans leur action que dans les pays où la main-d'œuvre surabonde; il en résulte que les suspensions de travaux sont de très courte durée. Le seul remède que les maîtres ont en leur pouvoir, leur seule sauvegarde contre les empiètements de leurs ouvriers, est la faculté d'obtenir, pendant quelque temps, les services des étrangers. Ici la difficulté d'arrêter les affaires est très grande; les retards causent un dommage très considérable; mais les salaires sont si élevés, que les ouvriers ont, moins qu'ailleurs, des motifs

de mécontentement. Toutes les suspensions de travail dont j'ai entendu parler étaient relatives à la question des heures, non des salaires.

Comme de raison, les maîtres cherchent les moyens de se défendre; et comme tous ne sont pas sages et expérimentés, il est naturel que quelques uns parlent de prohiber par des lois les associations d'ouvriers. Il n'y a pas de mal à ce qu'ils en parlent; car tout se bornera à des paroles, à moins, cependant, que les coalitions d'ouvriers n'assument des formes ou ne comprennent des principes incompatibles avec l'esprit républicain. La majorité ne donnera pas son consentement à une loi ayant pour but d'empêcher un nombre quelconque d'ouvriers de s'entendre sur le prix qu'ils veulent mettre à leur travail, quoique j'aie entendu plusieurs légistes déclarer un jour à table que de pareilles lois seraient nécessaires. Sur ce que j'objectais que l'intérêt des parties, surtout dans un pays libre et ascendant, réglerait, avec plus de précision, d'équité et de calme qu'aucune loi, toutes les questions suscitées entre la main-d'œuvre et les capitaux, on prétendit que l'intimidation et la violence étaient employées par ceux qui se coalisaient contre ceux qui refusaient de se joindre à eux. J'appris qu'il existe une ample provision de lois contre l'intimidation et la violence, mais qu'il est difficile de les faire exécuter. Cela étant, il serait également difficile de faire exécuter les lois contre les coalitions d'ouvriers en supposant qu'on les obtînt; et ce n'est pas dans les coalitions dont on se plaint, c'est ailleurs qu'est le mal. S'il y a, en effet, intimidation et violence, le remède ne consiste pas à faire des lois nouvelles qu'on n'exécutera pas, tandis qu'il en existe déjà suffisamment, mais à éclairer les ouvriers sur les lois en général, et sur les obligations sociales.

Un jour, en passant dans Broadway, à New-York,

la voiture dans laquelle j'étais s'arrêta quelque temps à cause d'une immense procession qui passait sur le trottoir, et qui avait attiré l'attention de tous les cochers. Ce cortége de gentlemen s'avançait avec un air d'aisance et de bon ton. Par intervalles, s'élevaient des bannières, et en les examinant je pus à peine en croire mes yeux; elles m'apprirent que c'était une procession des artisans de New-York. Certes, jamais on ne vit des artisans aussi élégants : habits fins, chapeaux lustrés et gants jaunes.

Je me réjouis d'avoir vu cela. J'avais eu occasion de voir la prospérité des maîtres, rien ne m'empêchait de prendre plaisir à contempler celle des ouvriers. Rien n'est à craindre pour les intérêts des uns et des autres, tant que les lois naturelles de la demande et du marché les mettront mutuellement à l'abri de tout empiétement sérieux. Pourvu qu'ils respectent les lois, leur dissidence passagère, leur apparente opposition d'intérêt n'amèneront, en définitive, qu'une simple révision des conditions auxquelles ils doivent coopérer à leur bien-être commun.

CHAPITRE IV.

> Il y a un navire en partance pour Tripoli, un autre pour les Indes; j'ai appris au Rialto qu'il y en a un troisième pour le Mexique, un quatrième pour l'Angleterre, sans compter beaucoup d'autres encore.
> SHAKSPEARE, *le Marchand de Venise.*

Pourquoi m'arrêterais-je à signaler l'immense étendue du commerce des États-Unis, objet de l'admiration de l'Europe et du monde? Il suffit, à cet égard, de mettre des chiffres sous les yeux du lecteur, de lui présenter l'état des exportations et des importations publié annuellement; rien ne saurait être plus concluant.

	Dollars.
La valeur des importations, en 1825, a été de	96,340,075
1830	70,876,920
1835	126,521,332
La valeur des exportations de produits domestiques, pour 1825, a été	66,944,745
Idem de produits étrangers	32,590,643
Total	99,535,388
La valeur des exportations de produits domestiques, pour 1830, a été	59,462,029
Idem de produits étrangers	14,387,479
Total	73,849,508
La valeur des exportations de produits domestiques, pour 1835, a été	81,024,162
Idem de produits étrangers	23,312,811
Total	104,336,973

On voit, par ces états, quelle réduction considérable a subie le commerce des États-Unis, par suite du tarif qui a enlevé au commerce une grande quantité

de capitaux pour les reporter sur les manufactures. La balance a été, à peu de chose près, rétablie par la perspective de l'expiration du système protecteur; le commerce et les manufactures ont fait de nouveaux et rapides progrès. Le tonnage étranger du Massachusetts s'est accru de cinquante-trois pour cent dans les cinq dernières années, quoique, grâce à un nouveau mode de construction, les navires contiennent une quantité double avec le même tonnage nominal.

Le commerce du sud-ouest était dans un grand état de prospérité lors de mon passage dans ce pays. Quand j'étais à Mobile, en avril 1835, j'appris que, depuis le commencement de l'année, il était arrivé en cette ville cent quatre-vingt-trois mille balles (1). Un commerçant de mes amis me dit que l'intérêt de l'argent était extrêmement élevé. L'intérêt légal est de huit pour cent; mais il est facile d'en obtenir le double. J'ai connu un riche gentleman de la Nouvelle-Orléans qui, pour s'occuper, fait valoir son argent; chaque année, il réalise d'énormes bénéfices en prêtant à un haut intérêt. Il m'a déclaré qu'il ne perdait jamais et réalisait toujours des gains considérables, tant le commerce est florissant,

(1) Voici quelle a été la valeur des cargaisons arrivées à Mobile :

En 1830, par vaisseaux américains.....	69,700	dollars.
par vaisseaux anglais.....	74,435	
	144,135	
En 1834, par vaisseaux américains.....	314,072	
par vaisseaux anglais.....	74,739	
	388,811	

La valeur des cargaisons parties de Mobile a été :

En 1830, par vaisseaux américains.....	1,517,663
par vaisseaux anglais.....	476,702
	1,994,365
En 1834, par vaisseaux américains.....	4,684,326
par vaisseaux anglais.....	1,585,871
	6,270,197

tant les demandes de capitaux sont nombreuses. Voilà donc un pays où l'on peut se convaincre pleinement de l'absurdité des lois contre l'usure; elles sont éludées aussi souvent qu'on le juge convenable et ne servent qu'à attacher une sorte de honte à un acte qui doit, de toute nécessité avoir lieu : le prêt de l'argent a un intérêt plus élevé que l'intérêt légal. La même chose a lieu dans le Massachusetts où l'intérêt légal est de six pour cent. Là, comme ailleurs, l'intérêt s'élève en proportion des demandes de capitaux.

J'ai connu un homme qui avait perdu soixante-quinze mille dollars dans une spéculation malheureuse, et qui espérait les regagner en totalité dans la campagne suivante. Le prix de toutes choses augmentait. Pour ma part, j'eus à payer douze dollars pour mon passage de Mobile à la Nouvelle-Orléans; et, pour remonter le Mississipi, il me fallut payer vingt-cinq pour cent de plus que si j'eusse fait ce voyage l'année précédente. Il m'en coûta cinquante dollars; ce furent les deux seules exceptions au bon marché remarquable avec lequel on voyage aux États-Unis; et partout ailleurs ces prix ne paraîtraient pas élevés.

Le Cumberland, sur lequel est situé Nashville, capitale du Tennessée, et qui se jette dans l'Ohio, est à peine connu de nous, en Angleterre; cependant c'est sur cette rivière que descend un septième de tout le tabac consommé dans le monde. Je la remontai dans un très petit bateau à vapeur; on en compte douze, six grands et six petits, qui y naviguent continuellement et transportent du coton, du tabac et des passagers. L'un de ces bateaux à vapeur avait transporté, l'année précédente, trois cent soixante balles de coton de la valeur de trois cent soixante mille dollars.

Quand on regarde les ports du nord et qu'on exa-

mine la variété et l'étendue de leur commerce, on est tenté d'ajouter foi à ce que m'ont dit plusieurs négociants américains, que la langue anglaise finira par devenir usuelle sur toute l'étendue du globe.

Salem, dans le Massachusetts, est une ville remarquable. Cette *cité de paix* sera, dans l'avenir, plus connue par son commerce que par sa sorcière tragique. Elle compte quatorze mille habitants, et elle est plus riche, proportionnellement à sa population, qu'aucune ville du monde. Elle fait un commerce de spéculation, mais avec bonheur et sur une vaste échelle. Il arrive souvent qu'un vaisseau part sans cargaison pour un voyage autour du monde; dans ce cas, le capitaine met les aînés de ses enfants en pension, emmène sa femme et ses enfants les plus jeunes, et fait voile pour quelque localité demi-barbare, où il se procure quelque cargaison bizarre, qu'il va ensuite échanger ailleurs avec avantage contre quelque autre; il fait ainsi le tour du monde tout en trafiquant, et rapporte, dans sa patrie, un fret d'une très grande valeur.

Les marchands actifs de Salem espèrent s'approprier une large part de la pêche de la baleine; déjà leurs vaisseaux pénètrent dans les glaces du nord. Dans les ports russes, ils sont accueillis comme des chalands favoris, et les côtes de la Suède et de la Norwége leur sont familières. Ils font presque autant d'affaires avec Brême qu'avec Liverpool. Ils parlent de Fayal et des autres Açores comme si elles n'étaient qu'à deux pas. Les fruits des pays de la Méditerranée sont sur leurs tables. Ils ont des relations nombreuses au Caire; ils ont vu le tombeau de Napoléon à Sainte-Hélène, vous conteront d'étranges histoires de Mozambique et de Madagascar, et vous montreront des ivoires de ces pays-là. Ils parlent de la puissance du roi de Mascate, et les richesses de la côte sud de l'Arabie leur sont con-

nues. Quelqu'un s'avisa, il y a quelques années, d'exporter de la glace aux Grandes-Indes. Un quart de la cargaison fondit en route, le reste se vendit à raison de six francs la livre. Quand la valeur de ce nouvel objet d'importation fut connu, il fut très demandé; les dernières ventes se sont effectuées presque instantanément à raison de dix francs la livre; en sorte que c'est maintenant une bonne spéculation d'envoyer de la glace à quatre mille lieues pour rafraîchir le sorbet en remplacement du salpêtre. Les jeunes demoiselles d'Amérique ont, dans leur cabinet, des coquillages rares de Ceylan, et les murs de leurs salons sont ornés de copies chinoises de gravures anglaises. Il en est deux qui m'ont beaucoup amusée; la scène de Héro s'évanouissant dans l'église, dans *Beaucoup de bruit pour rien;* et un Shakspeare entre la Tragédie et la Comédie. Les figures de la Comédie et de Béatrice, de la main d'un Chinois! Je n'aurais pu découvrir le lieu de leur seconde naissance, si un malheureux raccourci ne m'avait mis sur la voie. Je parlais un jour à un ami de la beauté de tous les nouveaux cordages que je voyais, soyeux et brillants; il me dit qu'ils étaient faits avec du chanvre de Manille, dont les Anglais ne paraissaient pas connaître la valeur, quoiqu'il ait été introduit en Angleterre; il me dit qu'il en avait été le premier importateur. Il y a huit ans, on en importait annuellement six cents balles, maintenant vingt mille. Les négociants doutent que l'Australie soit capable de surmonter le désavantage résultant de l'absence de rivière navigable; ils espèrent beaucoup de la terre de Van-Diemen, ont bonne opinion de Singapore et meilleure encore de la Nouvelle-Zélande. Tout le monde vous citera des anecdotes de Canton et vous donnera de descriptions des îles de la Société et des îles Sandwich. Il leur arrive souvent

de longer, du sud au nord, les côtes occidentales des deux continents; ils rapportent des fourrures des régions reculées de leur sauvage patrie; jettent, en passant, un coup d'œil sur les Andes, doublent le cap Horn, touchent aux ports du Brésil et de la Guyane; aux Antilles, se croient presque dans leur patrie; débarquent un beau matin à Salem et vont tranquillement chez eux comme s'ils n'avaient rien fait de remarquable.

Tel est le commerce de Salem, dont nous n'avons donné qu'un faible aperçu. On peut s'en faire une idée dans son Musée célèbre. On a introduit dans cette institution un monopole d'une nature bien inoffensive. Nul n'est admis membre de la Compagnie des propriétaires du Musée s'il n'a doublé le cap Horn et le cap de Bonne-Espérance. Libre à chacun de visiter l'institution, et de contribuer soit en argent, soit en nature, à augmenter la collection des curiosités qui s'y trouvent; mais le doublement des caps est une condition indispensable pour être admis à l'honneur d'être membre de la Société. Ceci a pour résultat d'établir une intimité plus grande parmi les membres, et de commander le respect à ceux qui ne peuvent pas être admis. La Société, après avoir construit une salle magnifique pour le dépôt des objets de curiosité, a en caisse vingt mille dollars; mais un avantage beaucoup plus important pour elle, c'est qu'il est maintenant passé en habitude de ne pas revenir d'un long voyage sans en rapporter quelque objet nouveau à offrir au Musée. Cela oblige à s'enquérir de ce qu'il contient déjà, et assure à cet établissement un accroissement perpétuel de richesses. Je fus charmée d'y voir quelques curiosités orientales que je n'aurais jamais eu occasion de trouver ailleurs; entre autres, certaines figures étonnantes faites d'un métal mixte inconnu qu'on recueille à Java, et représentant

les anciens soldats hollandais envoyés pour garder les premières colonies. Une personne raisonnablement grave pourrait passer tout un jour à rire devant ces caricatures. Je ne me serais jamais douté qu'il y eût tant de verve plaisante dans la population de Java.

La solidité du commerce des États-Unis a été mise à l'épreuve par le grand incendie de New-York. Toutes les circonstances relatives à cet incendie ont été remarquables; ce qui l'a été le plus, c'est que pas une faillite n'a eu lieu à la suite de ce désastre.

Pendant plusieurs jours avant l'incendie, le froid avait été intense; le thermomètre, à Boston, était à 17 degrés au dessous de zéro. Le dimanche précédent, 13 décembre 1835, j'allai entendre l'ami des marins, le père Taylor, comme on l'appelle, prêcher dans la chapelle des matelots, à Boston. Son éloquence a un caractère tout particulier. Dans sa prière, je remarquai les paroles suivantes : « Donnez-nous de l'eau ! de l'eau! Les ruisseaux refusent de murmurer et les rivières de couler. Ouvrez les fontaines; ouvrez les sources secrètes que votre main connaît, et donnez-nous de l'eau ! de l'eau ! Ne nous laissez point périr par une disette d'eau ou par un déluge de conflagrations; car nous redoutons l'étincelle imprudemment errante. » J'ignorais auparavant la crainte qu'on avait des incendies pendant ces gelées rigoureuses. Cette crainte n'est que trop fondée. Un gentleman était dans l'habitude de prendre un bain chaque jour; on le vit, un matin, revenir de la rivière tout désolé : il avait employé trois heures à briser la glace sans pouvoir obtenir une goutte d'eau. Quelle situation, en cas d'incendie?

L'incendie de New-York éclata à huit heures du soir, le mercredi, 16 décembre. Tout le monde en connaît les principaux détails; on sait que cinquante-

deux à cinquante-quatre acres de terrains couverts de constructions n'ont plus présenté qu'un monceau de ruines; que plusieurs édifices publics ont été détruits, et que la perte totale s'est élevée à une valeur de dix-huit millions de dollars.

Trois mois après, j'ai recueilli sur les lieux un grand nombre de détails de la bouche de témoins oculaires et de quelques unes des victimes de ce désastre. Dans une pension bourgeoise de Broadway, où résidaient quelques uns de mes amis, se trouvaient plusieurs négociants, dont quelques uns avec leurs femmes. Tous dînèrent ce jour-là fort gaîment et parfaitement satisfaits de leur condition et de leur perspective. A huit heures, on entendit crier au feu; on n'y fit aucune attention, le cri au feu étant, à New-York, aussi fréquent que la nuit et le jour. Peu de temps après, on vint chercher un négociant de la compagnie, et une certaine inquiétude se manifesta. Deux ou trois personnes regardèrent par les croisées des étages supérieurs; mais la nuit était si calme, la gelée si intense, que l'atmosphère était beaucoup moins éclairée qu'elle n'aurait dû l'être. On vint appeler un autre de ces messieurs, puis un autre encore. La nouvelle vint qu'il y avait une disette d'eau absolue et point de poudre dans la ville. Tous les messieurs se précipitèrent dehors; les dames, inquiètes, quittèrent les fenêtres pour aller voir l'incendie, puis revinrent de l'incendie aux fenêtres. Il y avait dans la maison un jeune Allemand et sa femme nouvellement arrivés, et qui, ne sachant pas un mot d'anglais, ignoraient ce qui se passait. Tous leurs effets, jusqu'aux vêtements de la dame, étaient restés dans leur magasin, dans Pearl-Street, où étaient également ses livres, ses cahiers de musique, sa garde-robe et tout ce qu'elle possédait. De bonne heure, dans la matinée, on vint réveiller en sursaut ce monsieur; ne sachant ce qu'on lui voulait, il se

rendit dans Pearl-Street, et ce fut à peine si, au milieu de ce spectacle de désolation, il put sauver ses registres. Le matin, sa femme se voyait dénuée de tout, même de vêtements, dans un pays étranger dont la langue lui était totalement inconnue. Mais il y avait autour d'elle des cœurs bienveillants, et je la revis quelques semaines après dans une disposition d'esprit des plus favorables.

A trois heures du matin, la maîtresse de la maison se trouva si fatiguée, qu'elle se retira dans sa chambre, enjoignant à ses domestiques de l'éveiller si le feu prenait à Broad-Street, parce qu'alors il serait temps d'emballer l'argenterie et d'emporter les meubles. Peu de temps après on frappa à la porte : Broad-Street toutefois ne brûlait pas encore ; c'étaient quelques uns des messieurs qui rentraient gelés et enfumés, demandant à grands cris des secours et de l'eau chaude. L'un d'eux, qui n'avait à perdre que trois caisses de linge d'Écosse, dont il parvint à sauver une en sacrifiant toutefois un superbe manteau espagnol, désirait faire voir à sa femme le spectacle de la conflagration. Elle se rendit avec lui sur le théâtre de l'incendie : il était plus de minuit. Ils prirent position dans un square au centre duquel était entassée une immense quantité d'objets de prix. C'était quelque chose d'étrange et de pénible que de voir tant d'objets précieux jetés pêle-mêle : la terre jonchée de cachemires ; les chevaux marchant dans la dentelle jusqu'au ventre ; les soieries françaises déchirées et embarrassées dans les roues des charrettes. Cette dame ramassa des châles et des voiles, et quand son mari lui demanda où elle prétendait les mettre, elle ne put que les rejeter. A peine eut-elle quitté cet endroit, que le feu prit à toutes les maisons du square ; elles s'écroulèrent, et tous ces objets précieux brûlèrent comme dans un immense feu de joie.

Quelque mésintelligence existait entre les négociants et les charretiers; ces derniers croyaient avoir à se plaindre de certains négociants; j'ignore s'ils avaient raison; ils crurent le moment favorable pour se venger : les uns croisèrent les bras en s'appuyant sur leur charrette et refusèrent de faire un pas si on ne leur donnait vingt dollars par chargement; quelques autres même refusèrent de marcher à quelque prix que ce fût. Cela dut causer aux victimes une affliction plus grande que le désastre dont elles souffraient. Un charretier, entre autres, refusait obstinément sa charrette à un Français qui n'avait pas un moment à perdre pour sauver ses marchandises; enfin le Français, tirant de l'argent de sa poche, lui dit froidement : « Combien voulez-vous me vendre votre cheval et votre charrette? » c'était pour le charretier une tentation irrésistible. Il demanda 500 dollars pour sa charrette et sa rosse. Le Français les lui compta à l'instant même et sauva pour 100,000 dollars de marchandises : chacun d'eux avait fait un marché avantageux.

A six heures du matin, quand les explosions nécessaires eurent ralenti le feu, les messieurs de la maison dont j'ai parlé, complètement ruinés, autant du moins qu'ils pouvaient le croire, revinrent au logis. Quelques uns des moins maltraités se consultèrent pour savoir quel maintien on ferait à table; si l'on mettrait ce sujet de conversation sur le tapis, si l'on parlerait ou si l'on garderait le silence. Le repas fut triste : les messieurs avaient l'air préoccupé, les dames étaient inquiètes. Le lendemain on put causer; on fit des descriptions, on raconta des anecdotes; on hasarda des conjectures sur l'étendue probable des pertes. Le troisième jour, tout le monde était presque aussi gai que si rien ne fût arrivé; et cependant quelques uns avaient tout perdu, et d'autres ignoraient l'étendue de leurs pertes.

Le lendemain de l'incendie, la nouvelle s'en répandit dans la partie supérieure de la ville. Quelques uns de mes amis étaient rentrés à onze heures du soir, revenant d'un mille de distance, sans avoir rien vu ni rien entendu de ce déplorable évènement.

Le plus grand nombre des négociants de New-York perdirent ainsi en une nuit leurs maisons, leurs marchandises; plusieurs même jusqu'à leurs livres et leurs papiers, et enfin le bénéfice des assurances. Les Compagnies d'assurance furent plongées presque toutes dans une insolvabilité complète; le seul soulagement proposé ou qu'on pût offrir fut une prolongation d'échéance, sans intérêt, accordée aux débiteurs du gouvernement, pour le paiement des billets donnés en garantie des droits à percevoir sur des marchandises récemment importées; ce faible secours vint même trop tard pour être de beaucoup d'utilité.

Fort heureusement, l'incendie arriva à l'une des époques de l'année les moins occupées; les marchands purent se concerter pour la conservation de leur crédit, et ils le firent avec succès. Leur crédit soutint le choc de la confusion, de l'incertitude et de la panique inséparables d'un aussi grand désastre. La conduite des banquiers et des négociants qui n'avaient pas directement souffert fut admirable; ils mirent de côté leur circonspection ordinaire et accordèrent des secours et des facilités avec une libéralité sans égale : la conséquence en fut qu'aucune maison ne fit faillite. Il semble maintenant que le crédit commercial de New-York est à l'épreuve de tous les chocs, à moins qu'il n'arrive un tremblement de terre comme celui de Lisbonne.

Quelques négociants eurent le plaisir inattendu de se trouver plus riches qu'ils ne l'étaient auparavant. L'un d'eux voyageait en Europe avec sa femme lors-

qu'il reçut la nouvelle que les cent cinquante magasins dans lesquels il avait des marchandises étaient réduits en cendres. Il écrivit que sa femme et lui se rendaient en toute hâte au Havre, pour retourner dans leur patrie, où ils étaient résolus à vivre de la manière la plus économique et la plus laborieuse pour réparer leurs pertes. Ils traversèrent l'Atlantique avec ce projet, et apprirent, en débarquant, qu'ils étaient devenus excessivement riches, la vente de leurs terrains ayant rapporté beaucoup plus que ne valaient auparavant terrains, magasins et marchandises réunis.

Au mois d'avril suivant, je vis les cinquante-deux acres de ruines. Nous traversâmes ce qui autrefois avait été des rues, et gravîmes les débris de la Bourse. Le piédestal de la statue d'Hamilton était encore debout; tout autour, le sol était jonché de fragments de calicots brûlés qu'on s'occupait à déterrer, de pans de murailles, de colonnes brisées : nous marchions sur des monceaux de café. Un petit garçon me présenta une clef de montre à moitié en fusion : les ruines noires d'une église dominaient ce tableau. Ce qu'il y avait de plus singulier, c'était un magasin isolé et intact au milieu de la désolation générale; il appartenait à un Juif, était à l'épreuve du feu et contenait du foin dont pas un brin n'avait été roussi. Ce disgracieux édifice, carré oblong, aussi intact que si la fumée ne l'eût jamais touché, avait, dans sa position oblique, quelque chose de déplaisant, quand on songeait que tant d'autres constructions, également réputées à l'épreuve du feu, avaient disparu, et que celui-là seul était resté debout.

Au mois de juillet suivant, toute cette enceinte était couverte de nouveaux édifices; et maintenant, sans doute, l'œil ne pourrait s'apercevoir qu'un incendie a passé par là.

Si cet événement n'avait prouvé le crédit prodi-

gieux de New-York, le prix énorme auquel furent vendus les terrains, par exemple, ceux dont nous avons parlé, pourrait faire croire à l'existence de beaucoup de spéculations extravagantes; j'espère qu'il n'en est rien : toutefois la hausse des terrains fut extraordinaire.

Une dame avait vendu un domaine dans les environs de New-York pour une somme qu'elle et ses amis jugeaient considérable; quelques semaines après qu'elle eut conclu le marché et peu de temps après la destruction de 18 millions de la richesse de la ville, elle vit qu'elle aurait pu obtenir un prix trois fois plus considérable. Toute la portion méridionale de la ville se convertit rapidement en magasins, et tout semble annoncer que les princes de cette métropole commerciale ne veulent donner à leurs conquêtes d'autres limites que celles du globe.

N'est-ce pas un objet d'instruction, en même temps qu'un objet d'admiration? N'y a-t-il là aucune conséquence à tirer dans l'intérêt des autres nations?

Un membre du Parlement anglais, écrivant à un ami habitant un port d'Amérique, lui demandait de lui indiquer en quoi l'action parlementaire pouvait servir le commerce de l'Angleterre ou des deux pays. L'Américain répondit en recommandant à son ami de demander toujours l'abolition des lois sur les céréales, et de présenter sans cesse les États-Unis aux regards des gouvernants commerciaux de la Grande-Bretagne. « Vous parlez, » lui dit-il, « de vos arrangements commerciaux avec le Portugal, c'est fort bien! Mais qu'est-ce que le Portugal? Il a deux millions de prêtres et de mendiants; dans un siècle, il aura encore ses deux millions de mendiants et de prêtres! Que seront, à cette époque, la richesse et les productions des États-Unis? » Si les États-Unis ont maintenant dix-huit millions d'une population libre

et opulente, qui s'accroît chaque jour dans une progression sans égale, l'intérêt de la Grande-Bretagne n'est pas douteux ; elle doit donner aux États-Unis la préférence dans les combinaisons de sa politique commerciale.

SECTION VI.

CIRCULATION.

La difficulté fondamentale de cette grande question, maintenant l'une des plus saillantes aux États-Unis, est indiquée par ce fait, que, bien que l'exercice de la banque soit essentiel à une nation manufacturière et commerciale, un système parfait de banque reste encore à découvrir.

Si l'on se rappelle que la question de la circulation n'a jamais été bien comprise et mise en pratique chez les peuples de l'ancien monde; qu'en Amérique elle est tombée entre les mains d'une nation jeune et inexpérimentée ; qu'elle se complique de questions politiques, et doit se concilier avec la démocratie, on ne s'attendra pas qu'une étrangère, après un coup d'œil rapide sur le pays, puisse la présenter avec clarté sous son aspect actuel, et avoir une opinion arrêtée sur des difficultés qui embarrassent les têtes les plus sages. L'histoire seule de la banque aux États-Unis remplirait plus d'un volume, et les opinions auxquelles elle a donné lieu une bibliothèque.

On sait que, dès l'origine, une dissidence se manifesta sur la constitutionnalité d'une banque nationale. Washington demanda l'opinion écrite de son cabinet sur cette question ; Hamilton la donna en faveur de la constitutionnalité d'une banque nationale; Edmond Randolph et Jefferson furent d'un avis contraire. Depuis lors, la question a été agitée

de temps à autre; on a agi conformément aux opinions d'Hamilton.

L'objection est fondée sur un motif puissant; elle est contenue dans la clause qui déclare que « tous pouvoirs non délégués aux États-Unis par la constitution et non interdits par elle aux États sont acquis aux États ou au peuple. » Nul pouvoir d'établir des corporations n'est, dans aucun cas, délégué aux États-Unis par la constitution, et une telle faculté ne semble sanctionnée par aucune interprétation sincère des permissions stipulées pour le maniement des affaires générales.

A cela on répond que la loi suprême du pays peut conférer, à une ou plusieurs personnes, une capacité légale ou artificielle (distincte de la capacité naturelle), relativement aux objets confiés à la direction du gouvernement; en d'autres termes, que le gouvernement exerce un pouvoir souverain sur tous les objets qui lui sont confiés, les limitations de la constitution n'ayant trait qu'au nombre de ces objets. C'était sur ce motif que se basait Hamilton; et ce fut, je crois, le raisonnement adopté par ceux qui partagèrent son opinion sur la question principale. Pour moi, je le regarde comme aussi peu satisfaisant que tout autre mode de résoudre la question par la question. Si le pouvoir de faire des corporations peut être réclamé par le gouvernement général, sous le prétexte qu'il est sous-entendu, rien n'empêche dès lors de couvrir le pays de corporations auxquelles serait confié l'exercice de fonctions quelconques exercées par le gouvernement général.

Dans des pays où le gouvernement diffère de celui des États-Unis, il semble qu'il serait plus raisonnable, soit de rendre la circulation à une affaire nationale entièrement dirigée par le gouvernement d'après des principes arrêtés, ou de laisser la banque entièrement libre. Il est probable que, dans aucun

cas, les inconvénients ne seraient aussi grands que ceux qui sont résultés de la fusion des deux systèmes. Mais, aux États-Unis, confier le soin de la circulation au gouvernement général est une mesure rejetée aujourd'hui hors de question. Tôt ou tard on en viendra à la liberté de la banque; mais on n'y est point encore. Les lumières ne sont pas suffisantes, non plus que la liberté de production et de commerce, pour rendre une telle politique prudente. En attendant, plusieurs doctrines sont sur le tapis. Quelques uns ne veulent point de banque du tout, mais seulement des prêts d'argent individuels; d'autres voudraient l'abolition du papier-monnaie, et l'établissement dans chaque État d'une banque de dépôt et de transfert. Ceux-ci demandent la banque privée seulement, avec ou sans papier-monnaie; ceux-là sont pour les banques provinciales, sans banques centrales; d'autres enfin veulent qu'on rétablisse la banque des États-Unis.

Les objections contre toute banque et tout papier-monnaie seront comme non avenues tant que le commerce continuera à être conduit d'après ses principes actuels. S'opposer à une chose utile à cause de l'abus qu'on en fait n'est pas un acte raisonnable; tant que le commerce des États-Unis s'accroîtra chaque jour, et que le seul obstacle à sa prospérité sera le manque de capitaux, il n'y aura pas possibilité de revenir à l'usage des prêts d'argent individuels et des rouleaux.

L'usage des billets pour les petites sommes pourrait être discontinué sans inconvénient; l'épreuve en a été faite avec succès en Virginie, au Maryland et en Pensylvanie. La prohibition pourrait porter peut-être jusqu'aux billets de vingt dollars. Mais cette concession faite, il ne semble pas qu'il y ait raison suffisante pour priver le public de la commodité d'un signe représentatif du numéraire; commodité si

grande que, bien loin d'y renoncer, il est beaucoup plus probable que les Américains trouveront quelques moyens d'assurer, d'une manière pratique, sa conversion. La pensée m'est souvent venue que des débats des États-Unis naîtrait, un jour, la découverte d'un principe vrai (encore inconnu) pour assurer la conversion ou tout autre moyen de limiter la circulation en papier, bienfait d'une haute importance pour le monde commercial tout entier. C'est là un but digne de la perspicacité des Américains; et probablement il sera atteint si nous nous rappelons combien les négociants américains sont pressés par le besoin de capitaux, et combien est importante pour eux la solidité de leur crédit. Le principe réside quelque part; il ne reste plus qu'à le trouver, et nul n'en est plus capable qu'eux.

Dans l'état actuel des affaires, la banque particulière est nécessaire et inévitable; il ne sert donc de rien d'argumenter pour ou contre. Dans toutes les villes commerciales, on éprouve un besoin urgent de capitaux. Il faut qu'il y ait des lieux de rendez-vous pour les petites sommes et les capitaux étrangers, et d'où l'argent puisse sortir pour fournir aux besoins des hommes commerciaux. En d'autres termes, il faut qu'il y ait des magasins d'argent; et faute d'autres, des banques particulières doivent en servir. La somme de bien ou de mal que, dans l'état actuel des choses, elles peuvent faire, dépend principalement de la discrétion ou de l'indiscrétion de leur clientèle qui, selon les règles de la prudence la plus commune, ne doit donner sa confiance qu'à bon escient.

Quant aux banques provinciales, on ne peut pas dire qu'elles soient absolument nécessaires, quoiqu'il y ait beaucoup de force dans les arguments en faveur de leur opportunité. Les transactions dans les affaires commerciales exigent continuellement de

l'argent dans une quantité toujours croissante et dans une mesure différente de celle qu'exigent les affaires des fermiers et des planteurs; ces derniers recueillent promptement le fruit de leurs produits, tandis que le commerce maritime est obligé d'attendre longtemps les siens et a conséquemment besoin d'une somme plus considérable de capitaux. Ces sommes, il faut qu'il les tire principalement de l'étranger où l'argent peut s'obtenir à quatre ou cinq pour cent d'intérêt, pendant qu'aux États-Unis il faut payer de six à douze pour cent, lors même que les capitaux étrangers abondent; il est évident que ces capitaux étrangers arriveront en beaucoup plus grande abondance par le canal du crédit d'une banque provinciale que par l'intermédiaire des banques particulières. Les petites sommes dispersées et comparativement improductives se trouveront plus facilement sous la main dans une banque provinciale que dans un grand nombre de banques particulières. Les États de New-York et de Pensylvanie ont exécuté leurs améliorations, leurs canaux et leurs chemins de fer, et conduit une grande partie de leur commerce à l'aide de capitaux étrangers; c'est à cela qu'il faut attribuer la prospérité sans égale de ces États. La création d'une banque ne doit pas toujours être considérée comme un monopole; c'est quelquefois tout le contraire. Par elle, un certain nombre d'individus, qui sont loin d'être les plus opulents de la communauté, peuvent, en réunissant leurs forces, soutenir la concurrence contre les plus riches. Les corporations peuvent être multipliées en raison des besoins, et, par la concurrence, procurer au public la plus grande somme de services aux moindres frais possibles.

Tels sont les principaux arguments en faveur des banques provinciales. Les objections qu'on leur

oppose s'appliquent en partie aux modes vicieux de leur établissement, et non au principe lui-même. L'exemption spéciale d'obligations auxquelles les individus sont soumis; l'imposition à des tiers de prohibitions qui attestent un monopole; la responsabilité rendue illusoire, ce sont là des maux graves, mais qu'il est possible d'éviter. J'en dirai autant des moyens employés pour l'obtention et le renouvellement des chartes d'incorporation; de ces lois enlevées d'emblée dans la législature, et de beaucoup d'autres abus semblables.

Il est une objection moins facile à réfuter: c'est que, par la création d'un grand pouvoir monétaire, on donne les moyens de contrôler la fortune des individus et d'influencer la presse et l'électorat. Si ces inconvénients sont inévitables, il faut renoncer aux corporations de banque; mais si, au contraire, soit en établissant une publicité suffisante des actes, soit en limitant le privilége à un terme fort court et en mettant à son renouvellement des conditions rigoureuses; si enfin, en établissant, par un moyen quelconque, une responsabilité véritable, il est possible de concilier avec les principes républicains les bienfaits des banques incorporées, il semble qu'il en résulterait un grand avantage pour la société tout entière.

La différence d'opinion qui a fait le plus de bruit dans le monde est celle qui touche à la question d'une banque nationale.

Il paraît que, dès l'abord, on s'était proposé de placer la circulation des États-Unis sous le contrôle du gouvernement général, conformément à l'esprit des clauses de la constitution qui établissent que le congrès aura le pouvoir « de battre monnaie, de régler la valeur de l'argent, ainsi que de la monnaie étrangère, » mais sans donner au congrès aucun pouvoir de contrôler la fortune des individus

comme peuvent le faire certaines opérations de banque. L'état de la circulation coloniale avait été déplorable (1). L'objet qu'on se proposait était de substituer une circulation uniforme et substantielle à la circulation fausse qui avait été en usage, et de mettre les États dans l'impossibilité d'altérer les termes des contrats, en prenant avantage des vices de la circulation. Personne ne voulait prendre les billets continentaux; l'or et l'argent manquaient. On eut recours à une banque nationale; et l'ancienne banque des États-Unis fut instituée en 1791; on s'assura que ces émissions étaient basées sur le capital réel, et ses opérations furent surveillées avec soin.

On crut cette banque nécessaire dans un autre but, celui de surveiller et de contrôler les banques d'État; ce n'était pas la première institution de ce genre aux États-Unis. La banque de l'Amérique du nord avait été établie, en 1781, sous la sanction du congrès continental; mais, ayant bientôt accepté une charte de la législature de Pensylvanie, elle cessa d'être banque nationale et établit le précédent d'une banque d'État. Bientôt le New-York et le Mas-

(1) J'ai devant moi une collection d'échantillons du papier-monnaie colonial et du premier papier continental de l'ouest, ce même papier qui a causé la ruine de ceux qui s'y sont confiés. Les billets coloniaux sont tels, que le premier imprimeur venu pourrait facilement les contrefaire. Par exemple, en voici un, sur papier commun, avec une bordure d'étoiles, et conçu en ces termes :

« Géorgie, 1776.

» Ceci est pour certifier que la somme de SIX PENCE sterling est due, par cette province, au porteur du présent, ladite somme faisant partie des douze mille cinq cent soixante-douze livres dix-neuf schellings sterling votés par le congrès provincial pour annuler et amortir cette somme déjà émise.

» 6 p. »

Derrière les billets émis au commencement de la guerre, sont des emblèmes qui varient avec les sommes, et représentant des arcs, des flèches, des feuilles de chêne, des oranges, etc.

Il serait absurde d'arguer de tels échantillons contre l'usage d'un papier-monnaie. (*Note de l'Auteur.*)

sachusetts eurent également des banques d'État; elles furent dirigées avec prudence, et leurs billets ne tardèrent pas à remplacer le numéraire. Le pouvoir du congrès sur la circulation avait cessé; tout ce qu'on pouvait faire alors, c'était que la banque nationale contrôlât les banques d'État et les forçât, autant que possible, à limiter leurs émissions.

Antérieurement à 1811, des désordres partiels résultèrent de la conduite imprudente des banques de l'intérieur. Le renouvellement du privilége de la banque des États-Unis fut alors refusé. Le gouvernement était obéré par les maux de la guerre; le contrôle de la surveillance de la banque n'existant plus, les banques locales, à l'exception de celle de la Nouvelle-Angleterre, par un acte trop insensé pour qu'il se renouvelle jamais, convinrent de suspendre les paiements en espèces. Toutes émirent l'espèce et la quantité de papier qu'il leur plut, jusqu'à ce que la circulation fût devenue deux fois plus considérable qu'il n'en était besoin, si bien que les billets furent, dans certains États, à cinq, dans d'autres à dix, et dans d'autres à vingt au dessous du pair. Pendant ce temps, les habitants de la Nouvelle-Angleterre ne faisaient usage que de papier conversible, en vertu de la loi qui ordonne que tous droits, impôts et excises seront uniformes dans toute l'étendue des États; ils se virent forcés à payer aux agents du Trésor un dixième de plus que les habitants de New-York, qui faisaient usage de la circulation dépréciée, et un cinquième de plus que les négociants de Baltimore.

Cet état de choses ne pouvait durer. Une banque nationale fut de nouveau établie en 1816, dans le but de contrôler les banques locales. Un privilége lui fut accordé pour vingt ans. Son capital était de 35,000,000 de dollars, dans lequel le gouvernement entra pour un cinquième. Ses billets de-

vaient être reçus en paiement de toutes sommes dues aux États-Unis.

Le but qu'on se proposait fut atteint. Les banques locales, au bout de trois ans, reprirent les paiements en espèces. La marche de la banque des États-Unis, pendant la durée de son privilége, a été, en général, prudente et modérée. Toutefois, de ce qu'il n'a pas été fait abus d'un pouvoir, il ne résulte pas qu'il faille en continuer l'exercice s'il est réellement inconstitutionnel. Le président Jackson pense, et la majorité pense avec lui, qu'il est contraire à l'esprit de la constitution (et assurément sa lettre n'autorise rien de pareil) qu'une institution quelconque ait, pendant une longue suite d'années, le pouvoir illimité d'affecter les affaires des individus des parties les plus reculées du Maine ou du Missouri jusqu'au rivage du golfe du Mexique, d'influencer les élections et la presse, et d'agir fortement soit avec, soit contre l'administration. La majorité pense que, si la banque des Etats-Unis a un grand pouvoir pour le bien, elle a aussi un grand pouvoir pour le mal, et que le gouvernement général ne peut être assuré de fonctionner librement dans la limite de ses attributions, tant que ce grand pouvoir subsistera, qu'il soit son ennemi, ou qu'il soit son allié.

Cela semble être démontré par les accusations dirigées contre la banque par le président Jackson. Qu'elles soient fondées ou non (et la plus grave de toutes ne paraît pas avoir été prouvée), elles indiquent l'existence, aux mains d'une institution centrale, d'un pouvoir qu'aucun établissement fédéral ne doit exercer sans l'autorisation expresse de la constitution.

Quant au mode de procéder du général Jackson contre la banque, ce n'est qu'une affaire d'un intérêt secondaire, à moins qu'on ne trouve qu'il a

excédé l'autorité que sa charge lui confère. Du moins, il ne paraît pas l'avoir fait sous un rapport; sa première déclaration contre le renouvellement du privilége de la banque était franche et digne. La réélection, après avoir fait cet aveu, prouvait suffisamment le désir de la majorité d'abolir la banque. Ce fut, sans doute, en se fondant sur la volonté de la majorité ainsi manifestée, que le gouvernement retira les dépôts d'une manière un tant soit peu arbitraire et exerça son véto quand les deux Chambres eurent voté une loi renouvelant le privilége de la banque des Etats-Unis.

La dernière de ces mesures ne saurait être le sujet d'un blâme ; le président a exercé un pouvoir constitutionnel conformément à ses convictions depuis longtemps manifestées. Le retrait soudain des dépôts ne peut être aussi facilement justifié.

Le président a le pouvoir de destituer ses secrétaires et d'en nommer d'autres dont la nomination doit être sanctionnée par le sénat. La loi enjoint aux secrétaires d'Etat d'exécuter les ordres qui leur seront donnés par le président des Etats-Unis : il n'y a d'exception que pour le secrétaire du Trésor. Pour lui, il n'est fait aucune spécification de ce genre ; évidemment parce qu'il ne serait pas prudent de placer toute la disposition du Trésor entre les mains du président. Toutefois, le président Jackson réussit à obtenir ce pouvoir en exerçant avec adresse sa faculté de destitution. M. Duane fut nommé secrétaire du Trésor, le 29 mai 1833, un poste plus élevé ayant été offert à son prédécesseur. On sait que ce prédécesseur avait exprimé dans le cabinet une opinion contraire aux projets de retirer de la banque les dépôts du Trésor, et que M. Duane était un ennemi déclaré de la banque. Le 3 juin, le président fit part au nouveau secrétaire de l'intention où il était de retirer les dépôts. M. Duane se mon-

tra opposé à cette mesure, comme constituant une violation du contrat qui liait le gouvernement et la banque. Il refusa de signer l'ordre nécessaire. Le 20 septembre, pendant qu'il était encore en fonctions, le retrait projeté des dépôts fut annoncé dans le journal du gouvernement. Le 23, M. Duane fut destitué, et M. Taney, qui avait préalablement promis de signer l'ordre, fut installé à sa place. Le 26, l'ordre officiel pour le retrait des dépôts fut donné. Quand il y aurait eu danger imminent pour les fonds nationaux, ce motif, s'il avait pu en être articulé un pareil, ne pouvait justifier un acte aussi arbitraire que celui-là. Rien de semblable n'a été prouvé ; et l'acte, en lui-même, reste exposé à une censure énergique.

Immédiatement avant l'expiration de son privilége, la banque des Etats-Unis accepta une charte de la législature de Pensylvanie. Reste à savoir quels effets résulteront du fonctionnement de la plus puissante banque d'Etat qui ait jamais existé.

Le problème à résoudre maintenant est de conserver une circulation saine en l'absence d'une institution jugée inconstitutionnelle, mais qui, jusqu'à ce jour, a été le seul moyen d'établir l'ordre et la sécurité dans cette importante branche d'économie. C'est là une lacune qui doit causer beaucoup de maux et d'embarras : elle doit être comblée par un accroissement de lumières et d'expérience dans le peuple, c'est à dire par un amendement à la constitution. En attendant, c'est perdre son temps et ses peines que d'insister sur le retour à une institution purement métallique. La société ne peut pas rétrograder à un état de choses qui permettrait de se passer d'une amélioration aussi grande que l'est incontestablement le papier-monnaie, malgré tous ses abus.

L'ordre singulier, émané du Trésor l'année der-

nière et qui oblige à payer en espèces les terres publiques, ne contribuera pas à faire aimer au peuple une circulation métallique. Si cette mesure a pour but de mettre obstacle à l'achat de vastes quantités de terre ou d'élever virtuellement les prix, ce sont là des choses dont le Trésor n'a pas le droit de se mêler. Si elle n'a pour but que de forcer aux paiements en espèces, autant que l'administration a le pouvoir de le faire, c'est vraiment pitié que des gens qui prétendent intervenir dans la circulation sachent si peu ce qu'ils font. La disette d'argent dans les Etats de l'Est a failli être ruineuse, tandis que des sommes immenses en numéraire se sont accumulées dans l'Ouest où l'on n'en a que faire.

Le mal ainsi produit a été beaucoup aggravé par la manière peu judicieuse dont les dépôts ont été répartis entre les États, conformément à la loi des dépôts, promulguée dans la cession de 1836. Les détails sur l'état extraordinaire où s'est trouvé, l'année dernière, le marché monétaire en Amérique, sont trop connus des deux côtés de l'Atlantique pour qu'il soit besoin d'en parler ici.

Un principe ressort avec éclat de l'histoire des dernières années, c'est qu'il ne faut laisser à aucun président ou secrétaire l'occasion d'intervenir, *sous sa responsabilité*, dans la circulation du pays: en d'autres termes, que l'impôt doit être réduit en tant que l'équité et la convenance le permettent, de manière à ramener les recettes au niveau des besoins du gouvernement. Si le gouvernement général doit intervenir d'une manière ou d'une autre dans la circulation, cette attribution doit être affectée à une fonction constitutionnelle distincte. Laisser le Trésor regorger et abandonner son trop-plein à la discrétion d'un fonctionnaire public révocable par un autre est une politique aussi absurde que dange-

reuse. Le moyen le plus sûr consiste non à multiplier les contrôles sur les fonctionnaires, mais à réduire le trop-plein du Trésor à la moindre somme possible. C'est la dernière opinion exprimée sur cette matière par le président Jackson; il me semble qu'elle mérite attention.

SECTION VII.

RECETTES ET DÉPENSES.

Il y a moins à dire sur ce chapitre aux États-Unis que dans tout autre pays. Quand on sait que les États-Unis sont embarrassés de l'excédant considérable provenant de la vente des terres publiques, on n'a pas besoin d'en savoir davantage. L'étranger entend articuler dans le sénat de nombreuses plaintes sur l'accroissement des dépenses publiques, et voit d'honorables membres de la Chambre des représentants froncer le sourcil comme si la nation allait être plongée dans un gouffre de dettes. Mais ce dont on se plaint et ce qu'on redoute, ce n'est pas l'étendue des dépenses, c'est l'augmentation du patronage exécutif.

Les douanes sont la ressource principale des recettes du gouvernement général. Les droits sont en cours de réduction d'année en année. La ressource qui vient immédiatement après résulte de vente des terres publiques : on peut la considérer comme inépuisable, tant est vaste le territoire encore inoccupé, tant le nombre des colons augmente avec rapidité.

Cet heureux pays est exempt du fléau d'un système d'excise, et c'est ce qui en fait le lieu de résidence le plus désirable pour les fabricants qui apprécient la liberté pratique dans la direction de leurs affaires privées, et la loyauté parmi leurs ouvriers.

Le brasseur et le verrier ne voient pas le percepteur plus fréquemment que les autres citoyens. L'administration des postes en Amérique est établie dans l'intérêt du peuple et non dans un but fiscal; et il suffit qu'elle paie ses propres dépenses. Les patentes, la monnaie, les phares rapportent aussi quelques faibles sommes. Mais tout cela est peu de chose comparé aux produits des deux sources principales, les douanes et les terres publiques (1).

Les dépenses du gouvernement général ont pour objet les traitements, les pensions (trois ou quatre cents livres sterling), les gouvernements territoriaux, la monnaie, les travaux topographiques, les améliorations, le recensement et autres services publics, ainsi que l'armée et la marine.

La somme la plus forte de la liste civile se compose des allocations aux membres du congrès, qui reçoivent huit dollars par jour, pendant toute la durée de la session, sans compter leurs frais de voyage. Le traitement du président est de 25,000 dollars : le vice-président en reçoit 5,000; chacun des secrétaires d'État et le directeur général des postes, 6,000; le procureur général, 4,000.

Les sept juges de la Cour suprême sont rétribués avec la même modération que les autres membres du gouvernement fédéral. Le président de la Cour a 5,000 dollars ; les six juges adjoints, 4,500 chacun.

Le nombre des officiers de l'armée des États-Unis était, en 1835, de 674; celui des sous-officiers et soldats s'élevait à 7,547. Total de l'armée des États-Unis, 8,221.

Dans la marine, il y avait, en 1835, 37 capitaines et 40 lieutenans. La marine se composait de 12 vaisseaux de ligne, 14 frégates de première classe, 3 de

(1) Voir l'appendice B.

seconde classe, 15 sloops de guerre, 8 schooners.

Les recettes et les dépenses de la plupart des États sont si faibles, que leur état financier annuel ressemble au livre de dépenses d'une famille. La principale source de revenus est l'impôt foncier, dont la proportion varie dans chaque État. D'autres sommes sont produites par les patentes, les amendes et les péages. Dans la Caroline du sud, on a mis un impôt sur les gens de couleur libres!

Le traitement le plus élevé payé au gouvernement d'un État est de 4,000 dollars (New-York et Pensylvanie); le plus bas est de 400 dollars (Rhode-Island). Les autres dépenses, en dehors de celles du gouvernement, ont pour objet la dépense de l'État (en Pensylvanie environ 40 livres sterling); l'éducation, 2,000 livres sterling; en Pensylvanie, la même somme; les prisons, les pensions et les améliorations locales (1).

Telle est la situation financière d'un peuple où le petit nombre est individuellement ou très riche ou très pauvre, où tous travaillent et se gouvernent eux-mêmes en choisissant parmi eux les hommes chargés de la direction des affaires communes. Ils jouissent de tous les avantages que peuvent donner la nature ou les circonstances, et n'ont à combattre que contre leur propre inexpérience. Aussi longtemps que les dépenses de l'État seront aux dépenses de l'éducation, dans la proportion de 40 livres à 2,000 livres, et même à 80,000 livres sterling (montant de l'impôt actuel des écoles dans le Massachusetts), on a tout à espérer et rien à craindre. La raison des chiffres est incontsetable, quelque insignifiants qu'ils doivent paraître aux yeux de ceux qui n'aiment ni la statistique ni ses enseignements positifs. Ceux que nous venons de

(1) Voir l'appendice C.

citer révèlent une condition et un avenir en présence desquels toute crainte pour la paix et la vertu des États doit s'évanouir. Des hommes qui se gouvernent eux-mêmes et mutuellement, avec des moyens aussi modérés et dans un but aussi irréprochable, ne sont pas gens à tomber dans le désordre, pas plus qu'à se soumettre au despotisme.

CHAPITRE V.

MORALE DE L'ÉCONOMIE.

—

> Et cependant vous ne pouvez avoir un sentiment positif de vos forces, si ce n'est dans ce qui vous a réussi et dans ce que vous avez fait. Entre une aptitude vague et incertaine, et une exécution fixe, indubitable, quelle différence! Nous sentons confusément en nous une capacité indistincte que nos œuvres seules peuvent rendre patente et visible. Nos œuvres sont le miroir où l'intelligence voit, pour la première fois, se réfléchir ses traits naturels. De là la folie de cet impossible précepte : « Connais-toi toi-même, » jusqu'à ce qu'il ait été transformé en celui-ci, partiellement possible : « Connais ce que tu peux faire. »
>
> (*Sartor Resartus*, p. 168, édition de Boston.)

La gloire de ce monde passe. Une gloire mondaine succède à une autre, semblable à une suite de nuages qui passent devant la lune et deviennent de moins en moins distincts à mesure qu'ils s'éloignent dans le firmament, sous ces gloires passagères que fait briller le sourire d'une génération ; sombres vapeurs qui ne portent point en elles de lumière, combien ont traversé l'espace de l'histoire et se sont évanouies ! Il était glorieux autrefois d'avoir puissance de vie et de mort sur une puissance patriarcale ; qu'est-ce que cela maintenant comparé à la puissance de vie et de mort que chaque homme a sur sa propre intelligence ! Autrefois il était glorieux d'être craint ; combien il l'est plus maintenant d'être aimé! Autrefois il était glorieux de déposer le fardeau de la vie pour échapper à des maux personnels ; combien il l'est plus maintenant d'accepter ces maux comme un bienfait et de ne donner sa vie que pour la vérité, pour Dieu et non pas pour soi ! Les rois et les guerriers furent

jadis les héros du genre humain; aujourd'hui nous trouvons ses héros dans ses martyrs, dans ses poètes, dans ses artisans, hommes qui n'ont point été inhumés sous les pyramides ou dans les cathédrales, et dont personne, jusqu'à ce jour, ne connaît la sépulture. Le Seigneur leur montra la terre promise, puis les enterra sur ses confins. Tout homme individuel peut être considéré sous deux aspects : d'abord, comme être isolé doué de facultés inhérentes et d'une volonté toute-puissante, créateur, roi, impénétrable mystère; puis, comme être lié à tous les autres êtres par d'innombrables affinités, n'ayant que des facultés acquises et une volonté dirigée vers le ciel, créature, sujet, intermédiaire transparent à travers lequel doit éternellement se révéler l'action des principes. Ces deux aspects sont vrais et par conséquent se concilient. C'est sous le premier que vivait presque exclusivement le vieux monde; c'est sous le second qu'apparaîtront de plus en plus les hommes à mesure qu'ils viendront habiter les nouveaux cieux et la terre nouvelle. La gloire qui s'attachait autrefois à la puissance et à la volonté, n'ayant de sources qu'elles-mêmes, s'efface peu à peu, et il devient de plus en plus évident que ce qu'il y a de plus glorieux pour un homme, c'est de devenir un organe intermédiaire aussi pur que possible des révélations qui doivent se faire par lui, d'effacer toutes les taches, de corriger toutes les imperfections qui pourraient obscurcir ou altérer la lumière qui est dans son essence. Il y avait autrefois de la gloire à enfreindre ou à éluder les lois de l'organisation physique et morale de l'homme, à empiéter ainsi sur les droits d'autrui; maintenant on commence à comprendre qu'il y a une gloire plus haute à reconnaître et à suivre les lois de notre existence extérieure et intérieure, et à respecter, au lieu de chercher à les

usurper, les autres attributs privilégiés émanés de la Providence.

En d'autres termes, il était glorieux de ne rien faire et honteux de travailler, à moins que ce ne fût avec un seul organe, le cerveau. Cependant il est dans la nature physique de tout homme de travailler avec ses membres, et dans sa nature morale d'apprendre ; or, la science ne peut s'obtenir que par un seul moyen : en mettant en contact le monde idéal et le monde réel, et en les contrôlant l'un par l'autre à l'aide de notre intelligence et de nos actions, et non à l'aide de l'intelligence et de mains étrangères. Il n'y a pas d'autres moyens d'arriver à la connaissance actuelle de quoi que ce soit, pas même à la connaissance de soi-même. Ce moyen, auquel chacun de nous est plus ou moins forcé de recourir, est celui-là même que les hommes ont obstinément refusé de connaître. Ceux qui ont pu traverser la vie avec la moindre somme de travail possible ont été réputés les plus heureux ; ceux à qui a été imposée la plus large part de travail ont été plaints comme les plus misérables. Si l'expérience des uns et des autres avait pu être mise en regard d'une manière visible et palpable, cette fausse évaluation eût été depuis longtemps bannie pour jamais des calculs humains. Les princes et les nobles, qui n'ont point connu les travaux de la guerre ou du conseil, tombent dans la satiété. Si les femmes exclues du monde des réalités, condamnées par l'usage à endurer le supplice insupportable de la pensée inoccupée et le dépérissement des facultés sans emploi, pouvaient, en descendant au tombeau, dire la vérité tout entière, on verrait que leur vie n'a été qu'un long vide de misère racheté seulement par la somme d'action qui leur a été permise, afin qu'elles pussent vivre. Si l'artisan mourant de faim, si le nègre esclave pouvaient, en arrivant enfin au

repos de la tombe, voir une image complète de leur vie, ils se plaindraient beaucoup moins d'avoir eu trop de travail que d'avoir eu trop peu de liberté, trop peu de lumières, et d'avoir été trop fréquemment blessés dans leurs affections pour leurs enfants, leurs frères et leur famille. Ils se plaindraient que leur travail eût été d'une nature trop exclusive et trop matérielle, et qu'on leur en eût interdit la partie intellectuelle. Leur partage n'est pas le même. L'artisan travaille trop d'une manière et trop peu d'une autre; l'esclave souffre trop par punition et plus encore par privation; mais il est rare qu'il travaille trop, même corporellement. Il connaît les maux du travail, le dégoût, la lassitude, mais il connaît aussi les maux de l'oisiveté, le vide, le découragement. Il n'a ni le privilége qu'a la brute de diriger vigoureusement son instinct vers un objet immédiat oublié aussitôt qu'obtenu, ni le privilége de l'homme de travailler par nécessité morale à l'aide de certains efforts, en vue de certains résultats qui doivent donner une satisfaction croissante et durable. Ce n'est pas le travail qui est le fléau de l'esclave : il est rare qu'il ait le bonheur de connaître en quoi il consiste.

Si l'homme le plus heureux qui ait jamais vécu sur la terre (à l'exception de l'homme de douleur dont nul n'essaiera d'apprécier la paix ineffable) pouvait nous apprendre en quoi a consisté sa félicité pendant son rapide passage dans la vie, on verrait qu'elle a résidé en lui-même plus qu'elle n'est résultée de ses relations avec autrui. L'invention de l'imprimerie même, cette immense lumière descendue des hauteurs de l'intelligence pour en éclairer les zones inférieures, n'a pas donné à son auteur autant de joies, s'il a pu calculer les résultats de sa découverte, qu'il en a puisé dans la conscience de son œuvre, dans l'accomplissement

de son entreprise. Le génie partage avec la vertu le privilége de se suffire et de porter en soi sa récompense, rémunération invisible à ceux qui ne sont initiés ni dans les secrets du génie, ni dans les secrets de la vertu.

L'humanité discute, chaque jour, sur la grande question de la gloire et du bonheur ; une insensible amélioration dans les mœurs des nations en est la conséquence; et quelle que soit la lenteur des hommes à déchiffrer les caractères symboliques des vieux maîtres, et à lier un symbole avec un autre, de manière à en faire jaillir une vérité, et de cette vérité une prophétie, toujours est-il vrai que c'est chez les nations nouvelles ou renouvelées que nous devons chercher la somme réelle des lumières ainsi acquises.

Le chef sauvage qui n'a jamais entendu dire « que celui qui veut être le premier parmi vous soit votre serviteur » est tout glorieux d'être à cheval, avec son wampum et son panache, pendant que sa femme le suit à pied, courbée sous le poids de sa tente, de ses provisions et de ses enfants. L'homme sage le regarde moins avec envie qu'avec pitié. Dans la société primitive, l'honneur est attaché au droit du plus fort, et la force physique placée au dessus de la force morale. Le travail corporel, dédaigné alors qu'il est séparé du travail de la tête, devient le partage obligé du faible; de là la honte attachée au travail, et l'honneur attaché à la faculté de vivre avec plus ou moins de luxe dans l'oisiveté. Le conquérant barbare fait travailler ses captifs pour lui. Ses descendants, qui n'ont pas de prisonniers de guerre dont ils puissent faire des esclaves, enlèvent des captifs à une nation sans défense, inférieurs, même à eux, en civilisation. La classe asservie s'élève par des degrés presque imperceptibles, à mesure que commence à poindre le

jour de la raison. Les classes par qui s'exécute le travail manuel de la société deviennent l'objet d'une certaine sollicitude de la part de ceux qui se sont réservé le travail intellectuel, ou l'absence de toute occupation ; alors on fait des lois pour eux ; classe vulgaire ou inférieure à qui, par pure bonté, on donne des lois, comme de la soupe, en les déclarant *excellentes pour les pauvres ;* alors ils commencent à comprendre la législation qui les régit et on leur accorde une certaine considération en paroles, qui serait regardée comme une insulte par ceux qui croient beaucoup faire en daignant l'accorder.

C'est la période critique d'où doit sortir une nouvelle organisation sociale. Quand on en est venu à ce point, de nouvelles espérances fleurissent sous les pas des amis de la vérité. Un grand nombre de travailleurs manuels touchent maintenant à la limite des domaines du travail intellectuel ; et comme les empiètements de ceux qui ne travaillent pas sont devenus graves et funestes aux droits des autres, beaucoup de penseurs et de savants franchissent la ligne de démarcation, deviennent travailleurs manuels, et presque toujours ils ont à s'en applaudir. Les deux classes célèbrent l'union de la pensée et du travail manuel. A cet hyménée, les populations accourent en foule, et une nouvelle ère sociale a commencé. La gloire passagère du loisir et la honte attachée au travail se dissipent comme le brouillard des montagnes, et le travail apparaît aux hommes dans toute sa splendeur sublime.

Si, dans une ère semblable, une nation nouvelle commence sa carrière, que faudra-t-il attendre d'elle ?

Si son organisation sociale dépend d'elle, si elle dispose d'une force morale applicable à des circonstances modifiables, la nation nouvelle imitera probablement l'exemple des nations vieillies et n'osera

pas, peut-être même ne songera pas à avouer que ce qui, jusqu'alors, avait été une honte, excepté pour un petit nombre d'esprits prophétiques, est devenu maintenant une incontestable gloire. Ce serait trop attendre d'une réunion de dix ou quinze millions d'individus des deux sexes, tant que retentiront dans l'ancien monde les mots de rêveurs, de révolutionnaires et d'utopistes. Malheureusement il n'est pas au pouvoir d'une nation de se réunir tout entière en conseil et de convenir de ce que sera sa condition morale. Les individus qui la composent pourront s'accorder pour l'accomplissement de ce qui est réputé honorable, et pour l'exclusion de quelques unes des infamies légales du vieux monde; mais il n'est pas en leur pouvoir de dispenser à volonté la lumière pure de la gloire morale, pas plus que de donner à un paysage les teintes de l'arc-en-ciel, parce qu'ils possèdent un prisme. Les conditions morales, comme les institutions, naissent des circonstances antérieures, et la conviction ne peut se communiquer là où l'évidence n'est pas d'une nature communicable. Tout l'avantage qu'aura une nation jeune sur une nation vieillie, c'est que ses membres seront individuellement plus accessibles à la conviction, parce qu'ils seront plus accessibles à l'évidence, moins surchargés de formes et d'institutions antiques et de priviléges exclusifs; il en résultera probablement que quelques membres de la société nouvelle continueront, comme par le passé, à attacher au travail une idée d'humiliation; mais, somme toute, le travail sera plus honoré qu'il ne l'a jamais été auparavant.

L'Amérique est, à cet égard, dans une position singulière; elle est presque également divisée entre deux régions distinctes; l'une touche à l'ancienne barbarie relativement au travail, et l'autre brille éclairée des lumières modernes. Partout où existe

une classe servile, le travail est considéré comme humiliant, à moins qu'il ne porte un autre nom et n'ait un caractère exclusif. Dans les Etats libres, le travail est plus véritablement et plus sincèrement honoré que dans aucune autre partie du monde civilisé. Ce qu'il y a de plus extraordinaire et de plus affligeant dans cet état de choses, c'est que, tandis que le sud ridiculise et méprise dans le nord ce qui lui fait le plus d'honneur, le nord, à son tour, supporte ce mépris avec une contrainte mal dissimulée. Il est vrai que c'est par nécessité que là tout le monde travaille; mais quelle qu'en soit la cause, c'est un fait honorable et dont il faut se réjouir; il serait à désirer qu'en tout temps et en dépit de tous les sarcasmes, le nord avouât, sans hésiter, que, chez lui, tout homme gagne son pain par le travail simultané de son cerveau et de ses mains.

Quelle est, en réalité, l'existence des uns et des autres?

Dans le nord, les enfants vont tous à l'école, et tous y travaillent plus ou moins. A mesure qu'ils grandissent, ils sont répartis dans un nombre infini d'emplois. Tous les jeunes gens, sans exception, travaillent beaucoup; mieux vaudrait pour eux se noyer que de rester oisifs. Qu'ils prennent l'état d'avocat ou toute autre profession libérale; qu'ils soient négociants, manufacturiers, fermiers ou citoyens, ils ont tous à se suffire à eux-mêmes. Il faut qu'un grand nombre d'entre eux, en apprenant leur profession future, gagnent les moyens de continuer à l'apprendre. Il y a beaucoup de travail manuel dans les colléges de l'intérieur. Beaucoup d'étudiants donnent des leçons pendant les vacances. Plus d'un membre éminent du congrès a, dans son enfance, mené boire les chevaux de son père, ou dans sa jeunesse conduit la charrue dans les champs paternels. On trouverait à peine, dans

la Nouvelle-Angleterre, un homme qui ne sût pas monter à cheval, conduire une voiture et soigner lui-même son cheval ; pas d'ecclésiastique, d'avocat ou de médecin qui, s'il était privé de sa profession, ne pût gagner la vie par le travail de ses mains. Ensuite, il n'est pas de fermier ou de citoyen qui ne soit plus ou moins instruit et penseur. Non seulement tous sont capables de se livrer avec connaissance de cause à l'exercice de leurs droits politiques, mais tous ont, en quelque sorte, idéalisé leur vie; tous ont une connaissance suffisante des relations extérieures de leur patrie; la plupart même, j'en ai la conviction, ont été plus loin, et connaissent les relations extérieures de leur être. Presque tous sont entrés en communication intellectuelle avec quelque esprit supérieur, moraliste, homme d'état ou poète, et, à sa suite, chacun d'eux a franchi le cercle du foyer de l'État et de la patrie pour s'élancer dans le monde idéal. Dans la conversation de ceux qui ont le moins de loisirs à consacrer à la lecture, il est facile de reconnaître l'influence de quelques uns de ces passages éclatants, diamants et perles tombés des lèvres du génie pour jeter leur éclat dans les cœurs de l'humanité tout entière. Quelques uns de ces passages semblent avoir donné un moule à la pensée, un but à l'existence et être devenus le mobile et l'ame de la vie entière de l'homme qui travaille et qui pense. Ces paroles divines sont des semences tombées dans le cœur de ces hommes occupés, pour y faire germer une moisson de grandes pensées et de belles actions.

Les membres de la société réputés les moins heureux sont les jeunes gens qui héritent d'une fortune acquise. Un jour viendra, quand la société aura un peu vieilli, où l'on comprendra que la richesse n'exclut pas le travail; mais à présent, dans les Etats du nord, il n'y a pas de position plus triste

que celle des jeunes gens qui ont une grande fortune. On préfère, pour représentants politiques, les hommes qui, en se frayant un chemin dans la société, ont fait preuve de talent et d'énergie : il n'existe pas de classe de savants ou de gens de lettres à laquelle ces jeunes gens puissent s'incorporer. Tout le monde est occupé autour d'eux, et ils sont réduits à la nécessité de rester seuls, position la plus redoutée aux États-Unis. Leur unique ressource est de dépenser leur argent aussi rapidement que possible, et de vivre de la vie de tout le monde. Je ne cite pas cela comme une chose raisonnable et sage, mais seulement comme un fait incontestable.

Quant aux femmes des États du nord, la plupart ont le bienfait du travail, mais non pas dans la proportion et avec la variété nécessaires au bonheur de la vie. Toutes les femmes mariées, excepté celles des gens riches, ont beaucoup à faire dans leur ménage, par suite de l'instabilité du service domestique dont nous aurons occasion de reparler. Les femmes non mariées sont fort souvent obligées de travailler pour vivre. En général, le travail peut être considéré comme la règle et le loisir comme l'exception (1).

(1) Pour prouver que la classe ouvrière de ce pays ne manque pas de penseurs, nous allons donner une lettre écrite par la femme d'un artisan :

« Monsieur, pour m'empêcher de devenir une abolitionniste déclarée, il n'a rien moins fallu que le sentiment de mon incompétence à me former une opinion juste sur une question aussi importante, et qui embrasse des conséquences aussi éloignées de mes observations personnelles que l'émancipation immédiate ou graduelle des esclaves. Pénétrée des préceptes divins, qui veulent que nous aimions notre prochain comme nous-mêmes, et que nous ne fassions pas aux autres ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fît ; instruite et avertie en même temps par le sentiment de l'humanité, je ne puis hésiter à voir, dans le système de l'esclavage, une infâme violation des prescriptions de Dieu et une cruelle usurpation des droits de nos semblables. Sous ce point de vue, j'ai peine à comprendre comment on peut y persister sans fouler aux pieds les inspirations de la raison et de la conscience, et, ce qui est plus important encore, l'autorité formelle des Écritures et les arguments des hommes sages et éclairés. L'observateur le plus superficiel ne peut s'empêcher d'apercevoir, dans l'intérêt et l'agitation universelle soulevée sur cette matière, un prélude à quelque importante révolu-

Quelle est la situation des États à esclaves relativement au travail?

Il y a deux classes : celle qui sert et celle qui commande; un gouffre les sépare. La classe servile n'a pas même le bienfait du travail exécuté de bon cœur. Nulles vérités solennelles ne viennent, parmi ces créatures, encourager leurs ames, stimuler leur intelligence et fortifier leurs bras. Leur malheureuse existence se passe entre une complète prostration de la volonté et un conflit de la volonté contre la force extérieure.

L'autre classe est dans une position aussi défavorable que la classe la moins heureuse dans l'Ancien-Monde. Les moyens d'éducation pour les enfants sont si chétifs, que la jeunesse entre dans la vie sous des auspices peu avantageux (1). Dans un pays à esclaves, le principe, fondamental et vicieux, que le travail est humiliant laisse dans l'esprit de l'enfant une impression fatale. Je ne pouvais, sans un brisement de cœur, entendre de petits enfants articuler involontairement des pensées avec lesquelles nulle vraie religion, nulle vraie philosophie ne sauraient exister. « Vous imaginez-vous que je travaillerai? » « — Ici, vous ne devez pas toucher la pelle. » « — Vous ne devez pas faire vous-même ceci ou cela : cela fâchera les nègres; les dames ne font pas ici ces choses-là. » « — Pauvre créature! elle est obligée d'enseigner : si elle était venue ici, elle aurait peut-être épousé un homme riche. » « — Maman a maintenant

tion. Si tout se borne à cette *guerre de paroles*, je serai heureuse d'être désappointée. Pleine de ces sentiments, monsieur, vous n'aurez pas de peine à croire que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt et de profit l'ouvrage bienveillant, éclairé et intelligent de votre frère. »

(*Note de l'Auteur.*)

(1) Voir, dans l'appendice C, l'admirable esquisse, tracée par une habitante de Charleston, de l'intérieur de la famille d'un planteur; elle contient tout ce qu'on peut dire sous le rapport de l'éducation, et des maux attachés à l'état actuel de la société dans le sud.

(*Note de l'Auteur.*)

tant par an, en sorte que nous n'avons besoin de rien faire à la maison. C'est si commode ! » Lorsqu'en pension, des enfants qualifient de *comme il faut* tout ce qui leur plaît; lorsque, à l'exception des esclaves, elles plaignent tous ceux qui sont obligés de travailler, et parlent de se marier de bonne heure à un homme riche, il n'y a plus rien à espérer d'elles. Elles ont beau monter à cheval, pincer de la harpe, chanter de l'italien et enseigner à leurs esclaves ce qu'elles appellent leur religion, elles n'en sont pas moins plongées dans un état irréparable de dégradation.

Pauvres créatures! pourrait-on dire d'elles à leur tour; avec toute leur répugnance pour le travail, elles se doutent peu de ce qui les attend. Si elles se marient comme elles le désirent, elles vont mener une vie pénible, douloureuse et sans honneur. Ce travail qu'elles fuient, elles en évitent le nom, mais elles en subissent les plus fatigantes réalités. Le sort de leurs époux n'est pas digne d'envie, quoiqu'ils montent un cheval blanc (le plus haut degré de félicité aux yeux de l'esclave), quoiqu'ils reposent pendant les chaleurs et partagent leur temps entre les soins de l'hospitalité, la surveillance de leurs domaines et la tâche honorable et laborieuse des affaires publiques. Mais les femmes des planteurs sont, de leur propre aveu et de celui de leurs maris, aussi esclaves que leurs nègres. Si elles ne veulent pas qu'autour d'elles tout aille à la débandade, elles doivent avoir l'œil à tout, de la cave jusqu'au grenier : le travail des esclaves est toujours mal fait. Quoiqu'ils soient toujours sur vos talons, auprès de votre lit avant que vous vous leviez, debout derrière votre chaise, penchés sur le canapé, offrant officieusement de tout faire, ils ne manquent jamais de gâter ce qu'ils font; on ne peut obtenir d'eux que la plus petite somme de service possible. La dame de la

maison porte avec elle son énorme trousseau de clefs, car il faut renfermer tous les objets de consommation; il faut sans cesse qu'elle donne des ordres et qu'elle s'occupe des moindres détails. Elle est toujours à surveiller et à essayer de mettre les choses en ordre sans le moindre espoir d'y réussir. Des fatigues et des soucis pareils peuvent-ils être compensés par une suite nombreuse, par le plaisir de passer pour riche? La couturière de village ou la femme de l'artisan qui balaie elle-même sa chambre et prépare le dîner de son mari ne sont-elles pas plus heureuses que la femme du planteur avec les vingt esclaves qui la servent? Les fils de cette dernière émigrent parce que le travail leur répugne et qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter un domaine; et ses filles n'ont d'autre perspective que de se marier comme elle pour tourner aussi dans le même cercle de fatigues et de dégoûts!

Quelques unes de ces dames sont au nombre des intelligences les plus fortes et des femmes les plus remarquables que j'aie jamais connues. Il y a de nombreuses exceptions sans nul doute, mais il n'en est pas moins vrai que la vigueur intellectuelle est proportionnée parfois à leur responsabilité. Des femmes qui ont à gouverner une société barbare, quelque petite qu'elle soit, obligées d'établir et de faire exécuter des lois, de pourvoir à tous les besoins physiques et de régler toutes les habitudes d'un certain nombre d'individus qui ne peuvent, sous aucun rapport, prendre soin d'eux-mêmes, ces femmes doivent avoir une intelligence fortement constituée si elles s'acquittent de ce devoir. Celles qui reculent devant son accomplissement sont peut-être les femmes les plus faibles que j'aie vues : égoïstement timides, humblement dépendantes, dolentes de corps et sans aucune portée dans l'esprit. Ces deux extrê-

mes se trouvent en opposition frappante dans les États à esclaves.

Il est, dans les États à esclaves, un petit nombre d'infortunés, trop restreint pour constituer une classe, qui attestent fortement par leur exemple tout ce qu'il y a de funeste dans le principe moral qui attache au travail une idée humiliante : je veux parler des blancs qui se livrent aux travaux corporels, et qui sont l'objet du mépris des esclaves. Là où il existe une classe servile dont la couleur est devenue un stigmate humiliant par suite de sa servitude, ce résultat est inévitable. Ceux qui ont la couleur sans la servitude sont méprisés parmi les blancs, et ceux qui ont la servitude sans la couleur sont méprisés parmi les noirs. Ces hommes sont, de la part des esclaves des Carolines, l'objet d'un mépris plus grand que celui qu'on témoigne à Saint-Domingue pour les ouvriers blancs. Les esclaves profitent de la seule occasion qu'ils aient de faire ce qu'ils voient faire à leurs supérieurs, de mépriser leurs semblables. Nul motif ne serait assez puissant pour engager des hommes honnêtes et indépendants à rester constamment en présence de cette double manifestation de mépris et de haine. On doit, dès lors, se figurer aisément de quelle espèce est la moralité de ces ouvriers blancs.

Quand je dis aucun motif ne serait suffisant, je veux parler des motifs mondains. Il en est d'autres : ce sont ceux qui amenaient les martyrs d'autrefois en présence des bêtes sauvages dans l'amphithéâtre, qui guidaient Howard dans l'obscurité des cachots et donnaient à Guyon de Marseille la force de s'offrir en holocauste à la peste. Ce sont des motifs de ce genre qui engagent des familles à venir vivre au milieu des mépris et des périls, où tout est perdu pour elles, tout hormis le seul objet qui les amène. Ces amis de l'opprimé fugitif peuvent être méprisa-

bles aux yeux de tous ceux qui les entourent, mais un jour révélera ce qu'ils sont aux regards du grand Être dont les pensées ne sont pas comme nos pensées. Pour eux il suffit que leur but soit atteint; ils sont supérieurs aux louanges et n'en ont pas besoin, et ils ont prouvé qu'ils pouvaient se passer de sympathie. Il suffit de les laisser à la paix de leur cœur.

SECTION I.

MORALE DE L'ESCLAVAGE.

Nous n'écrivons pas ce titre dans un esprit de sarcasme, et, toutefois, il semble qu'il y ait moquerie à comparer l'esclavage avec le principe et la règle qui sont la pierre de touche de toutes les institutions américaines. Le principe que tous les hommes sont nés libres et égaux; que les gouvernants tiennent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés et la règle de justice réciproque. Nous n'en dirons pas davantage sur cette opposition entre les principes et la pratique. Mais l'institution de l'esclavage existe, et il nous reste à revoir quelle est la moralité de la société soumise à son empire.

Quelles vertus sociales sont possibles dans une société dont l'injustice est le caractère principal, dans une société divisée en deux classes, celle qui sert et celle qui commande?

Celle qui se présente d'abord est l'humanité. Nulle part, peut-être, elle ne se manifeste d'une manière plus touchante qu'ici. Il faut se rappeler qu'aux yeux des propriétaires d'esclaves, ce genre de propriété est une chose toute simple : leurs pères la leur ont transmise; eux-mêmes n'ont jamais connu la race de couleur que comme des êtres inférieurs nés pour travailler au profit des blancs et leur servir de jouets. Incapables, imprévoyants, n'ayant pas de mobile plus élevé que la jouissance et la vanité, con-

damnés par leur nature à une entière dépendance, les affections bienveillantes de ces propriétaires d'esclaves se manifestent sous la forme de l'humanité, dont le spectacle est aussi beau à voir que peut l'être celui de l'humanité substituée à la justice. J'ai vu d'innombrables manifestations tout humaines aussi bien que des actes contraires. La sollicitude des maîtres et de leurs enfants, non seulement pour le bien-être, mais encore pour l'agrément de leurs esclaves, était pour moi un piquant sujet d'admiration. Les bons maîtres n'épargnent ni l'argent ni les peines pour satisfaire les désirs et souvent les caprices de leurs nègres ; ils font ainsi parfois de grands sacrifices et mettent beaucoup de modération dans l'exercice du pouvoir que leur confèrent la loi et la coutume.

A l'époque où le choléra ravageait la Caroline du sud, un riche planteur refusa de quitter l'Etat, comme faisaient la plupart de ses voisins : la seule précaution qu'il prit fut d'aller coucher à quelque distance de sa plantation, alors ravagée par le fléau. Il passait toute la journée au milieu de ses esclaves, les soignant lui-même, les mettant au bain, leur faisant prendre les remèdes nécessaires et relevant leur moral par sa présence et sa sollicitude. Il les sauva presque tous. Nul ne supposera qu'en se dévouant ainsi à ses esclaves, il agit comme propriétaire et non comme ami de l'humanité. Les considérations d'intérêt sordide avaient disparu devant les terreurs du fléau ; une force bien supérieure à celle de l'intérêt était nécessaire à cet homme pour le soutenir dans une telle épreuve, et cette force n'était autre que celle de la philantropie.

Je citerai un autre exemple : un jeune homme qui, comme cela est ordinaire dans le sud, mettait son orgueil à avoir le plus grand nombre de nègres possible, épousa une jeune personne qui, aussitôt

après son mariage, manifesta, à l'égard de ses esclaves, un caractère impérieux et cruel. Son mari lui fit des remontrances avec douceur, elle ne se corrigea pas ; il lui déclara qu'il ne souffrirait pas que des êtres dont le bonheur lui était confié fussent opprimés, et que, si elle l'y forçait, il la priverait du pouvoir dont elle abusait; elle ne se corrigea pas encore. Un jour, il vint lui dire qu'il avait vendu tous ses esclaves domestiques, dans leur propre intérêt; il ajouta qu'il lui donnerait tout l'argent nécessaire pour se procurer les services de domestiques libres quand on pourrait les obtenir, et que, dans le cas contraire, il supporterait lui-même sans se plaindre et l'aiderait à supporter l'inconvénient d'être obligé de se servir soi-même : il tint parole. Il est rare qu'on puisse se procurer des domestiques libres; ce gentleman si fier aide lui-même sa femme dans ses travaux, et, ce qu'il y a de mieux, sa femme se soumet gaîment à l'ignominie de n'avoir pas d'esclaves.

Rien ne m'a plus frappée que la patience des Américains du sud à l'égard de leurs esclaves, car on ne saurait beaucoup les louer de cette vertu à l'égard des abolitionnistes et du tarif ou de toute autre cause politique. Connaissant leur irritabilité sur une foule de points, je ne pouvais assez m'étonner de leur patiente résignation au milieu des sujets perpétuels d'humeur auxquels ils sont exposés chez eux (1). Cette vertu portée à un si haut degré ne peut s'obtenir que par une

(1) Un dimanche, je me rendis dans une plantation voisine avec une dame chez laquelle je devais dîner ce jour-là. Son mari n'était pas avec nous, obligé de se rendre dans une autre direction. On avait ordonné la voiture pour huit heures du soir ; elle vint à six ; le conducteur, qui était un esclave, dit que son maître l'avait envoyé, et nous priait de venir sur-le-champ. Nous partîmes, et trouvâmes notre hôte fort étonné de nous voir revenir de si bonne heure. Le message était une invention de l'esclave, qui voulait rentrer ses chevaux, pour avoir sa soirée du dimanche. Son maître et sa maîtresse ne firent qu'en rire, et il n'en fut plus question. (*Note de l'Auteur.*)

longue habitude : les Américains du nord, les Français ou les Anglais, quand ils deviennent propriétaires d'esclaves, sont les maitres les plus durs, quelle qu'ait pu être auparavant la douceur de leur caractère; ils ne peuvent, comme le planteur indigène, attendre une demi-heure le second service d'un repas, ou voir toute chose faite de la manière la plus pitoyable, leurs appartements sales, leur propriété gaspillée, leurs projets dérangés, leurs enfants rebutés, eux-mêmes trompés par toute sorte d'artifices; ils ne peuvent, comme le propriétaire indigène, endurer tout cela de sang-froid.

Cette humanité, cette indulgence, cette patience m'étaient souvent alléguées pour justifier le système de l'esclavage ou aggraver les torts des esclaves intraitables; ce sophisme est si grossier, que, nulle part, si ce n'est sur les lieux, il n'a besoin d'être réfuté. J'étais lasse d'entendre parler de l'ingratitude des esclaves, et fatiguée d'expliquer que l'indulgence et les meilleurs traitements ne sont point une compensation à la perte des plus nobles droits de la nature. Que sont des danses, des cadeaux, des paroles de bonté, des regards bienveillants; qu'est-ce que cela en échange de l'existence politique, sociale et domestique, en échange du corps et de l'ame? N'est-il pas vrai que la vie est plus que la nourriture, et le corps plus que le vêtement?

Ces motifs fallacieux ont été allégués par des personnes réputées éclairées et pieuses, à propos d'un fait que je vais rapporter : Une dame opulente avait, en se mariant, amené, dans la plantation de son mari, plusieurs esclaves, entre autres une jeune fille, ayant deux ans de moins qu'elle, qui avait été élevée par ses soins et remplissait auprès d'elle les fonctions de femme de chambre. Les petits esclaves sont accoutumés à jouer librement avec les enfants de la famille; coutume qu'on louait en ma présence, mais

que je n'approuvais pas, attendu le mal qui peut résulter, pour les enfants blancs, de ces relations familières avec une race dégradée; en pensant surtout à l'époque où les uns devront entrer dans la classe servile, les autres dans celle qui commande. Mistriss témoignait pour cette esclave une indulgence peu ordinaire, lui accordant le temps et les facilités nécessaires pour son instruction religieuse et intellectuelle; en un mot, lui donnant mille témoignages de bonté. Un soir, pendant que cette fille la déshabillait, la dame exprima ses affections pour elle, et dit, entre autres choses : « Quand je mourrai, vous serez libre; » parole dangereuse à dire à une esclave n'ayant que deux ans de moins qu'elle. Quelque temps après, la dame fut prise d'une maladie étrange, mystérieuse, contre laquelle l'art était impuissant. Une de ses amies, qui soupçonnait quelque chose, se chargea exclusivement de la soigner, au moment où elle semblait prête à expirer. Elle se rétablit, et, aussitôt qu'elle fut assez bien pour faire prévaloir sa volonté, elle exigea que nulle autre que son esclave favorite ne la servît. Elle retomba aussi bas qu'auparavant; elle alterna ainsi pendant quelque temps, selon qu'elle était confiée aux soins de son esclave ou à ceux de son amie. A la fin, elle interdit l'entrée de sa chambre à tout autre qu'aux médecins, prit les médicaments des mains de l'esclave et les mit à part; on les analysa et on reconnut que chacun d'eux contenait de l'arsénic. La dame se rétablit insensiblement; mais je vis avec effroi des traces de souffrance restées sur tous ses traits. Le crime de cette fille fut prouvé avec évidence; on ne connaît pas d'exemple d'une intention homicide plus cruelle, plus froidement exécutée. Si jamais esclave mérita la potence (ce qui doit être une question même pour les esprits les plus hardis), c'était assurément cette fille. Que fit-on?

La dame avait le cœur bon, elle ne put supporter l'idée de faire pendre cette esclave, cela était assez naturel ; mais ne voulant pas non plus la garder dans sa maison, afin qu'elle ne pût pas en empoisonner d'autres, et craignant que le remords fût éveillé dans son cœur par la clémence de la personne à qui elle avait voulu ôter la vie, la dame la vendit.

On voulut me faire admirer la conduite de cette dame; on me demanda s'il n'y avait pas quelque chose d'inexplicable dans l'ingratitude de cette esclave et dans son hypocrisie, car elle avait coutume de faire la leçon à sa maîtresse et aux amis de sa maîtresse sur leur peu de ferveur religieuse qui allait jusqu'à passer en société la soirée du samedi, au lieu de se recueillir pour la solennité du dimanche. L'hypocrisie de cette fille, son ingratitude pour les bontés dont la comblait sa maîtresse, tout cela n'était-il pas inconcevable? Non, cette fille ne voyait dans la religion que des pratiques, et sa perversité, toute grande qu'elle fût, ne pouvait s'appeler ingratitude; car, après tout, elle était plus lésée que favorisée. Tous les bons traitements qui lui étaient prodigués ne pouvaient la dédommager, et sa maîtresse restait encore de beaucoup sa débitrice (1).

La pureté des mœurs des blancs du midi n'est pas très grande; toutefois on peut citer des exemples de fidélité conjugale, de la part de plusieurs propriétaires; et si le nombre de ces derniers n'est pas grand, il faut les regarder comme éminemment purs pour avoir résisté à la contagion du vice au milieu duquel ils vivent. Tout homme qui réside sur sa plantation peut avoir son harem; la coutume

(1) Nous en sommes fâché pour miss Martineau, dont la droiture de cœur et le bon sens sont rarement en défaut; mais personne ne saurait admettre cette singulière explication du plus lâche et du plus abominable des crimes, surtout avec les circonstances qu'elle nous fait connaître. (*Note de l'Éditeur français.*)

et son intérêt pécuniaire l'y engagent (1). Aussi, nous le répétons, ceux qui conservent intact l'honneur de leur foyer peuvent être considérés comme d'une pureté incorruptible.

Hélas! ici se termine mon catalogue des vertus que peuvent pratiquer les propriétaires d'esclaves à l'égard de leurs travailleurs. L'injustice inhérente au système éteint toutes les autres et fait naître toute une moisson de moralité fausse à l'égard du reste de la société.

L'oppression personnelle du nègre est le vice le plus grave qui frappe un étranger dans le pays. Il n'en saurait être autrement quand des créatures humaines sont soumises sans restrictions à la volonté d'autres créatures humaines qui ne reconnaissent d'autre contrôle extérieur que la loi qui défend de tuer et de mutiler, loi dont l'application est difficile dans les cas individuels. Un bel esclave se promenait à Colombie, Caroline du sud, dans un état complet d'incapacité physique par les causes suivantes : son maître l'aimait et il jouissait de la rare distinction de n'être jamais fouetté. Un jour, l'enfant de son maître, que l'on croyait, en ce moment, confié à sa garde, tomba et se fit mal. Le maître se mit en colère, ordonna que son esclave fût à l'instant fouetté et ne voulut pas entendre un seul mot de justification. Quand le châtiment eut été infligé, l'esclave se rendit dans la basse-cour, prit une hache et un billot et se coupa l'avant-bras droit. Il alla ensuite trouver son maître, et lui montrant son moignon saignant, il lui dit : « Vous m'avez humilié, c'est pourquoi je me suis rendu inutile. Maintenant vous prendrez soin de moi tant que je vivrai. » On

(1) La loi déclare que les enfants des esclaves doivent suivre la destinée de leur mère : de là l'habitude des planteurs de vendre et de léguer par testament leurs propres enfants. (*Note de l'Auteur.*)

reconnut ensuite que l'enfant avait été confié à un autre esclave.

On sait qu'il y a, dans les États du nord, des maisons où l'on donne asile aux esclaves fugitifs et où ils restent cachés jusqu'à ce qu'on ait cessé de les chercher. J'ai été initiée aux secrets de quelques unes de ces maisons et je citerai deux exemples qui montreront combien est horrible la tyrannie que le système de l'esclavage autorise l'homme à infliger à son semblable. Un nègre était parvenu à se réfugier dans l'un de ces asiles, et on l'y avait caché avec tant d'habileté, que toutes les recherches des constables et celles de son maître, qui s'était mis personnellement à sa poursuite, avaient été inutiles. Ses hôtes lui conseillèrent fortement de ne point commettre d'imprudence, car on avait la certitude que son maître n'avait pas renoncé à l'espoir de le recouvrer ; mais, dès qu'il fut seul, il ne put résister au désir de quitter sa cachette, et se mit à la fenêtre, où le premier objet que ses yeux rencontrèrent fut le regard de son maître qui était alors dans la rue. Le malheureux fut obligé de reprendre sa chaîne.

Une jeune négresse, également fugitive, fut cachée de la même manière ; déjà elle croyait qu'on avait abandonné toutes les poursuites, lorsqu'elle fut alarmée en entendant les constables entrer dans la maison, sous la conduite de son maître. Elle se hâta de monter dans sa chambre, au troisième étage, et plaça un meuble contre la porte. Les constables forcèrent cet obstacle, et la malheureuse s'élança par la fenêtre. Son maître l'examina étendue sur le pavé, déclara que, désormais, elle ne serait plus bonne à grand'chose et reprit le chemin du sud. La pauvre créature, le corps brisé, les membres fracturés, fut emportée et soignée affectueusement ; elle est maintenant à Boston, infirme et mutilée, et vit des charités de quelques dames.

La connaissance du fait que je vais rapporter est

parvenue dans les États du nord, ce qui est rare pour des faits semblables, parce qu'une famille du New-Hampshire s'y trouve intéressée. Il a excité, partout où il a été connu, une horreur méritée; et il faut espérer qu'il amenera la révélation d'autres actes de la même nature, puisqu'il n'est que trop certain que le nombre en est grand.

Un habitant du New-Hampshire se rendit dans la Louisiane, il y a longues années, et y prit une plantation. Il suivit la marche ordinaire, empruntant des sommes considérables pour commencer, payant un intérêt élevé et amortissant sa dette d'année en année, au fur et à mesure de la vente de ses récoltes. Il se conforma encore à une autre coutume du pays en prenant pour femme une quarteronne. Ce n'était qu'une maîtresse aux yeux de la loi, puisqu'il ne saurait y avoir de mariage légal entre des blancs et des personnes de couleur à un degré quelconque; mais, selon la nature et la raison, c'était bien sa femme légitime. C'était une personne vertueuse, aimable et bien élevée, et ils vécurent heureux ensemble pendant vingt ans. Elle n'avait que la teinte la plus légère de la race de couleur. Sachant que, d'après la loi, les enfants des esclaves doivent suivre la destinée de leur mère, elle avertit son époux qu'elle n'était pas libre, l'une de ses aïeules ayant été esclave, et l'acte légal d'affranchissement n'ayant jamais été accompli. Le mari promit de s'occuper de cette affaire, mais n'y pensa plus. Au bout de vingt ans, l'un des époux mourut et l'autre ne tarda pas à le suivre, laissant je ne sais si c'est deux ou trois filles, je n'ai pas pu m'en assurer d'une manière positive, mais j'ai raison de croire qu'elles étaient trois de l'âge de quinze, dix-sept et dix-huit ans; toutes trois étaient d'une grande beauté sans la moindre teinte mulâtre. Le frère du défunt croyait, avec tout le monde, que son frère était mort riche; il vint de New-Hampshire,

fut enchanté de ses nièces, promit de les emmener avec lui dans son pays ; et comme, selon toutes les apparences, elles étaient parfaitement blanches, de les introduire dans la société où, par leur éducation, elles étaient dignes d'être admises. Cependant on reconnut que leur père était mort insolvable, et bien que le déficit fût peu considérable, il fallut procéder à un inventaire dans l'intérêt des créanciers. Cet inventaire fut fait par le frère en sa qualité d'exécuteur testamentaire. Quelques uns des créanciers vinrent le voir et se plaignirent qu'il ne leur eût pas délivré un état complet de l'actif du défunt ; il prétendit le contraire. Mais non ; le nombre des esclaves n'était pas énoncé d'une manière exacte : il avait omis les filles du défunt ! L'exécuteur, frappé de consternation, demanda qu'on lui laissât le temps de réfléchir. Il alla voir individuellement les créanciers et fit un appel à leur humanité ; mais ceux-ci répondirent que ces jeunes personnes étaient un *article de première qualité* et que leur intention n'était pas d'en faire l'abandon. Quoiqu'il eût six enfants et qu'il ne fût pas riche, il offrit tout ce qu'il avait pour le rachat de ses nièces, alléguant que c'était plus qu'on n'en retirerait en les vendant pour les travaux des champs ou pour le service domestique ; mais son offre fut rejetée avec mépris. On lui dit qu'il existait d'autres fonctions pour lesquelles ces jeunes personnes étaient propres, ce qui leur donnait une valeur bien plus considérable. Le malheureux oncle était au désespoir ; il fut tenté de tuer ses nièces pour les arracher à leur affreux destin ; cependant il leur fit connaître brusquement et sans préparation le sort qui les attendait. Jamais il n'avait vu le spectacle d'une pareille douleur, jamais il n'avait entendu les voix de telles angoisses. Ces jeunes infortunées ne mangèrent plus, ne dormirent plus, ne se quit-

tèrent plus jusqu'au moment où elles furent conduites au marché aux esclaves de la Nouvelle-Orléans. Là elles furent vendues séparément, à des prix élevés, pour servir à la destination la plus infâme! et nul ne sait ce qu'elles sont devenues; elles sont perdues dans ce monde, mais elles reparaîtront, au jour du grand jugement, devant la pure lumière de Dieu!

Les habitants du sud prétendent qu'il y a moins de vices dans leurs villes que dans celles du nord; cela n'a jamais pu être constaté d'une manière positive; ce qui se passe dans les maisons à esclaves est ou peut être tenu secret, tandis que la licence qui existe dans le nord peut être signalée; mais ces comparaisons pèchent par leur base. Qu'on regarde la licence positive du sud et qu'on déclare si, dans un pareil état social, la pureté et la paix du foyer peuvent avoir la moindre sécurité. Les liaisons avec les quarteronnes sont, à la Nouvelle-Orléans, une habitude presque universelle, comme me l'ont assuré sur les lieux des dames qui doivent en savoir quelque chose. L'histoire de ces liaisons est affligeante : il faut la faire connaître tant qu'on vantera la moralité des habitants de la Nouvelle-Orléans, à cause du calme et de la décence qu'on remarque dans les rues et au théâtre.

Les quarteronnes de la Nouvelle-Orléans sont élevées par leurs mères, pour être ce qu'elles ont été elles-mêmes, les maîtresses des blancs. Quelques uns des jeunes quarterons sont envoyés en France; plusieurs sont placés dans des plantations éloignées de l'État; les autres sont vendus au marché aux esclaves. Ils épousent des femmes d'une couleur plus foncée que la leur; les quarteronnes les dédaignent : « ils sont si dégoûtants! » Les filles sont élevées avec le plus grand soin, du moins extérieurement, et il serait difficile de trouver des femmes plus belles

et plus accomplies. Il n'est pas de jeune homme qui n'en adopte une et ne l'établisse dans l'une de ces jolies maisons qu'on peut voir aux remparts. Ces liaisons durent quelquefois toute la vie, habituellement plusieurs années. Dans ce dernier cas, lorsque l'époque arrive où le blanc épouse une femme blanche, la terrible nouvelle parvient à sa compagne quarteronne, soit par une lettre dans laquelle il lui abandonne en toute propriété la maison et le mobilier, soit par les journaux qui annoncent son mariage. Il est rare qu'une quarteronne forme une seconde liaison; plusieurs se suicident, un plus grand nombre meurt de chagrin. Quelques hommes continuent leur liaison après le mariage. Toutes les quarteronnes croient que leur compagnon fera une exception à la règle de désertion; toutes les dames blanches croient le contraire.

Quelle sécurité peut-il y avoir, pour la pureté et la paix domestiques, là où tout homme a deux engagements, dont l'un doit demeurer secret; où tout homme a deux familles, dont chacune doit ignorer l'existence de l'autre; où les relations conjugales commencent dans la duplicité; où le cœur de l'époux renferme perpétuellement un secret pénible? Si c'est là le système qu'on nous représente comme plus pur que l'état ordinaire de la moralité, que doit donc être ce dernier?

Il n'est pas nécessaire d'expliquer la situation des femmes esclaves sur les plantations où l'on se propose d'en élever le plus grand nombre possible pour les marchés du sud, ni de faire voir la licence effrénée que cette pratique doit amener. Elle doit être grande cette licence, pour que la femme d'un planteur m'ait déclaré, dans l'amertume de son cœur, qu'elle n'était que la première esclave du harem. M. Madisson m'avoua que le déréglement de mœurs des plantations virginiennes ne s'arrêtait tout juste

qu'aux limites de la destruction, et qu'il était reçu en coutume qu'une esclave doit devenir mère à quinze ans.

Un planteur du sud, justement respecté, observait, en s'entretenant avec un ami, qu'on ne savait pas hors du pays les motifs véritables des lois nouvelles qui rendent l'émancipation si difficile. Il prétendait que les rapports des blancs avec les femmes esclaves produisaient une race mulâtre dont le nombre pourrait devenir dangereux si l'on permettait aux pères de suivre la pente de leur affection et d'affranchir leurs enfants. La faculté de les émanciper leur était donc interdite, tandis qu'ils conservaient celle de les vendre. Il est des personnes qui ont la faiblesse de compter, pour la destruction de l'esclavage, sur l'affection paternelle, alors que le mélange des races aura pris un développement suffisant; c'est ce que j'ai entendu dire à un ecclésiastique du sud. Et cependant ces mêmes planteurs, qui vendent leurs enfants pour remplir leur bourse, qui les procréent dans le but avoué d'en faire de l'argent, ces hommes n'ont pas honte d'adresser le reproche d'*amalgamation* aux abolitionnistes du nord, dont nul, comme l'évidence le prouve, n'a conçu même l'idée du mélange des races. C'est du sud, où ce mélange est perpétuellement encouragé, qu'est venue cette accusation hypocrite et mensongère.

On sait que les plus sauvages violences dont il soit fait mention dans le monde ont maintenant lieu dans l'ouest et le sud des États-Unis ; ce n'est que là qu'on entend parler d'hommes brûlés vifs, de cœurs arrachés et fixés à la pointe d'un couteau, et d'autres actions infernales, résultat de la plus effroyable cruauté dont le cœur humain soit capable (1).

(1) Dans les treize mois de ma résidence aux États-Unis, j'ai appris la mort de quatre hommes brûlés vifs par exécution sommaire.
(*Note de l'Auteur.*)

L'existence et la fréquence de ces actes sont incontestables. La cause immédiate de ces attentats n'est pas douteuse pour moi ; elle provient de la licence des mœurs : le nègre est exaspéré en se voyant privé de sa femme par son maître qui en prend possession ; il poignarde ce dernier, ou, s'il échoue dans sa vengeance, il devient, à son tour, un objet de haine, et un destin cruel l'attend : le bûcher s'allume pour lui. L'assujettissement du nègre au travail forcé et au fouet amène des catastrophes terribles ; mais j'ai la persuasion que la licence des maîtres est la cause première de l'état déplorable où se trouve la société au sud et au sud-ouest, situation telle que les éléments de cette société doivent nécessairement se dissoudre, si l'homme ne cesse pas bientôt d'être la propriété de l'homme. Ce ne sera pas par l'insurrection des nègres, mais par l'action naturelle du vice que cette dissolution aura lieu ; mais la marche de la démoralisation sera arrêtée, j'en ai l'assurance, avant d'être arrivée à ce point ; aucune insurrection sérieuse n'est à craindre, car les nègres sont trop dégradés pour agir avec ensemble, pour soutenir seulement le regard terrible des blancs. Comme toutes les classes d'individus profondément lésés, ils sont parfois impitoyables et cruels, malgré la bonté de leur nature ; mais comme classe, ils sont sans courage ; la voix d'un blanc, fût-ce même celle d'une femme, si le ton en était impérieux, suffirait pour faire prendre la fuite à tout un régiment révolté. Le poison est l'arme qui leur convient le mieux, puis le poignard dans les moments d'exaspération ; jamais ils ne tiendront la campagne, à moins qu'ils ne soient commandés par des noirs libres : tout désespéré que soit l'état de la société, le remède viendra probablement sans effusion de sang.

Peut-être on dira qu'il y a de l'injustice à citer des

exemples de vice comme des indications de l'état de la société; je ne suis pas de cet avis : il faut les citer aussi longtemps que ces exemples seront assez communs pour frapper les regards d'un simple voyageur, pour ne rien dire de leur incompatibilité avec un accomplissement décent et régulier des relations sociales. Voyons, toutefois, cet état de choses sous son côté le plus favorable : prenons les paroles et les actes de quelques uns des membres de la société les plus pieux, les plus éclairés, les plus humains. Ce point de vue de la société m'a causé, s'il est possible, plus d'affliction encore que le point de vue orageux et saillant que j'ai présenté : l'endurcissement de l'ame parmi les meilleurs, l'émoussement du sens moral parmi les plus consciencieux m'ont plus affectée que les coups de poignard, les empoisonnements et les bûchers; il suffira de quelques exemples qui n'ont pas besoin de commentaires :

Deux dames, qui font l'ornement de la haute société du midi, m'exprimaient tout le chagrin que leur causait l'esclavage et m'ouvraient librement leur cœur sur la douleur qu'elles en éprouvaient, sur la malédiction qui en résultait pour elles; elles me pressèrent un jour de leur dire ce que je ferais si j'étais à leur place; je leur répondis que j'abandonnerais tout, partirais avec mes esclaves, les établirais et habiterais avec eux quelque territoire libre; j'ajoutai, entre autres, que je n'oserais pas rester dans leur pays, dans mon propre intérêt et par des considérations morales. « Quoi! lors même que vous n'auriez pas d'esclaves? — Oui. — Pourquoi? — Je ne pourrais prendre sur moi de vivre en des lieux où j'aurais sans cesse sous les yeux l'exercice d'un pouvoir aussi monstrueux. » Elles ne répondirent rien dans le moment même; mais, quelques jours plus tard, elles trouvèrent l'occasion de

me dire que mes paroles les avaient frappées au cœur : la considération que j'avais mentionnée ne s'était jamais présentée à elles.

Mme Lalaurie, la même qui fut maltraitée à Orléans par la populace, à cause de son infernale cruauté envers ses esclaves, cruauté portée au point de faire croire à une aliénation mentale, bien que son aliénation n'eût pu prendre une pareille direction partout ailleurs que dans un pays à esclaves, cette dame, dis-je, m'a été représentée comme extrêmement aimable avec les blancs.

Une question qui m'a souvent été adressée par des dames pleines d'amabilité est celle-ci : « Ne trouvez-vous pas les esclaves, en général, très heureux? » Il ne paraissait pas qu'on leur eût jamais fait ou qu'elles se fussent adressé à elles-mêmes la question par laquelle je répondais : « A leur place, seriez-vous heureuses? »

Par une matinée étouffante, j'étais assise avec une amie qui me donnait les détails les plus circonstanciés sur les esclaves de son mari; elle me disait comment elle les nourrissait et les vêtait, les agréments qu'elle leur procurait, leurs capacités respectives, et ainsi de suite. Pendant que nous causions, une des esclaves du service intérieur passa devant nous; j'observai qu'elle paraissait supérieure à toutes les autres; mon amie en convint : « C'est la femme de A, dis-je. — On l'appelle sa femme, répondit-elle, mais ils n'ont jamais été mariés. Il y a cinq ans, elle et A vinrent trouver mon mari et lui demandèrent l'autorisation de se marier; mais il ne voulut pas y consentir, parce qu'il était encore incertain s'il vendrait A, et il répugne à séparer le mari de la femme. — Combien d'enfants ont-ils? — Quatre. — Et ils ne sont pas encore mariés? — Non, mon mari ne le leur a pas encore permis;

je suis sûre qu'il ne la vendra pas elle, mais il pourra bien vendre A. »

Une autre de mes amies me conta le fait suivant : B était le meilleur esclave qu'eût son mari; il devint amoureux de C, jolie esclave d'une plantation voisine, qu'on acheta pour en faire sa femme. C avait un caractère jaloux et violent, et s'imaginait sans cesse que B avait des attentions pour d'autres esclaves; son maître l'avertit de réprimer sa jalousie, sans quoi il se déferait d'elle. Un jour que le maître dînait dehors, B vint à lui tout tremblant lui raconter que, dans un accès de jalousie, C avait voulu le frapper d'une hache dont le coup avait failli l'atteindre; le maître étant de retour dit à C qu'on ne pouvait plus supporter chez lui son caractère, et qu'elle devait partir; il lui donna le choix d'être vendue à un marchand et emmenée à la Nouvelle-Orléans, ou d'être employée aux travaux des champs dans une plantation éloignée. Elle préféra être vendue au marchand qui, au lieu de l'emmener à la Nouvelle-Orléans, comme il en était convenu, la céda à un propriétaire du voisinage. C surveilla son époux, déclarant qu'elle tuerait l'esclave que B prendrait pour femme. « C'est ainsi, continua celle qui me donnait ces détails, que le pauvre B fut obligé de rester veuf quelque temps; heureusement pour lui que C est morte l'été dernier. — Est-il possible, dis-je, que vous appareilliez et sépariez ces gens comme des brutes? » La dame me regarda d'un air surpris et me demanda comment il était possible de faire autrement.

Un jour, à dîner, pendant que deux esclaves se tenaient derrière nos chaises, la dame me racontait une histoire plaisante dans laquelle un de ses anciens esclaves jouait un rôle. Elle parut tout à coup se rappeler que des esclaves l'écoutaient, et elle reprit:

« D était un excellent garçon (c'est le terme par lequel on désigne les esclaves mâles de tout âge); nous le respections beaucoup, comme un excellent garçon qu'il était; nous le respections presque autant que s'il eût été blanc; mais, etc. »

Une dame du sud, renommée pour son esprit et ses talents, racontait, comme une chose très ordinaire, le fait suivant dans une société dont faisaient partie quelques uns de mes amis : elle avait eu en sa possession une très jolie mulâtresse à laquelle elle était fort attachée. Un jeune homme vint loger chez elle et devint amoureux de cette fille. « Elle vint à moi, dit la dame, et me demanda ma protection que je lui accordai. » Le jeune homme partit; mais, au bout de quelques semaines, il revint, disant qu'il était tellement épris de cette fille qu'il ne pouvait vivre sans elle. J'eus pitié de lui, ajouta la dame, en terminant, et lui vendis celle qu'il aimait pour 1,500 dollars.

J'ai souvent entendu prêcher dans le sud un homme d'une grande liberté de principes et d'un esprit des plus bienveillants. Son dernier sermon improvisé avait pour texte : « Déposez entre ses mains tous vos soucis, car sa sollicitude est étendue sur vous. » Le prédicateur nous dit, entre autres choses, que la sollicitude de Dieu s'étendait sur tous, sur les plus humbles comme sur les plus puissants. « Elle s'étend sur cette personne de couleur, » ajouta-t-il, en montrant la galerie où les gens de couleur étaient assis; « elle s'étend sur cette personne de couleur autant que sur le plus sage et le meilleur de vous autres blancs. » C'était l'insulte la plus caractérisée que j'eusse entendu adresser à un être humain, et ce fut avec peine que je m'abstins de quitter l'église. Toutefois, aucun de ceux à qui j'en parlai plus tard ne parut comprendre ce qu'il pouvait y avoir là de mal. Et comment donc, disaient-ils,

est-ce que la sollicitude de Dieu ne s'étend pas sur les gens de couleur?

Dans une société où les membres les plus éminents parlent et agissent ainsi, la plaie existante n'est pas même aperçue. Ils ne cessent de vanter leurs bonnes intentions envers les esclaves, protestent contre les accusations des étrangers, et ils sont aussi sincères, en se croyant injustement accusés par ceux qui les visitent, que le sont ces derniers dans l'horreur qu'ils professent pour l'immoralité de l'esclavage. Cet aveuglement, qui fait fermer les yeux sur l'impureté et l'injustice de l'esclavage, qui fait parler et agir, comme on vient de le voir, des dames et des ecclésiastiques d'un caractère irréprochable, est la plus grande preuve du relâchement universel des idées morales. Ce qui prouve encore, avec évidence, cet aveuglement, c'est le grand nombre de personnes qui m'ont parlé de l'état des Irlandais comme étant pire que celui de l'esclavage américain. Comme on le pense bien, je n'ai jamais essayé de faire l'éloge de la condition de l'Irlande, mais j'étais surprise, je l'avoue, de ne voir établir aucune différence entre deux choses d'une nature si distincte; entre l'oppression politique et l'esclavage personnel; entre exaspérer un peuple par des insultes politiques, et le posséder comme un troupeau de brutes pour en tirer un profit sordide. Ignorer en quoi l'on est coupable, c'est le pire de tous les symptômes, là où l'on a les moyens d'être éclairé.

Je parlerai plus tard de l'état de la religion dans le pays; il me suffira ici de dire que si, avec la loi de liberté et l'évangile de paix et de pureté qu'ils possèdent, les habitants du sud ignorent l'état déplorable du moral de la société, cet aveuglement prouve que ce qu'il y a de plus élevé et de plus pur peut se confondre avec ce qu'il y a de plus bas et de plus vil, lorsqu'une fois on a fait la fatale tentative de

les faire coexister. Leur coexistence une fois admise, on peut faire un pas de plus, et dans le sud ce pas a été fait; il consiste à faire servir ce qu'il y a de plus élevé et de plus pur, à sanctionner ce qu'il y a de plus vil et de plus bas. Nous aurons occasion d'en reparler.

La dégradation des femmes est une conséquence si évidente des maux que nous venons de révéler, qu'il est inutile de nous étendre beaucoup sur ce pénible sujet. En parlant de cette dégradation des femmes, je ne prétends pas jeter le moindre doute sur leur pureté. Il existe même des raisons concluantes pour que leurs mœurs soient extrêmement chastes. Leur nombre étant de beaucoup inférieur à celui de l'autre sexe, il en résulte d'abord que toutes se marient jeunes, et, en outre, il y a constamment là une classe de leur propre sexe toute prête à servir les passions les plus effrénées, de manière à leur épargner jusqu'au péril de la tentation. Leur dégradation résulte, non de leur propre conduite, mais de celle de tout ce qui les entoure. Là où la généralité des hommes est dépositaire de secrets que leurs femmes doivent être les dernières à connaître, là où les intérêts les plus actifs et les plus importants de la vie ne peuvent être envisagés sous le même point de vue par les deux sexes, c'en est fait de toute confiance et de toute sympathie réelles; la femme n'est plus que l'ornement de la maison de son mari, la directrice de ses affaires domestiques, au lieu d'être l'amie de tous ses instants. Je parle non seulement de ce que je suppose devoir être, mais de ce que j'ai vu. J'ai vu, avec douleur, les maris du sud traiter leurs femmes avec cette politesse affectueuse, cette galanterie si insuffisante pour un cœur aimant; j'ai vu avec quelle horreur on envisageait pour une femme la nécessité de travailler, d'exercer les facultés que le Créateur lui a

données; j'ai vu l'empressement qu'on mettait à lui assurer, sans qu'elle l'achetât, le loisir et le repos, insulte la plus grave qu'on puisse faire à une femme intelligente et consciencieuse. J'ai entendu le ton de courtisanerie adopté avec les femmes, si différent, par la matière et le style, de celui qu'un homme adresserait à un autre homme. J'ai entendu vanter le respect chevaleresque dont les femmes sont l'objet dans ce paradis féminin, et j'ai aperçu quelque chose de ces angoisses de l'orgueil humilié, de ce conflit de sentiments amers, avec lesquels ces assertions étaient écoutées par celles qui comprenaient tout le vide de ce système. Cependant les hommes paraissent complètement ignorer que les femmes ne sont pas traitées, parmi eux, comme elles devraient l'être, et ils resteront dans cet aveuglement aussi longtemps que leurs relations licencieuses avec ce que le sexe a de plus vil les rendront incapables d'apprécier ce qu'il y a de plus élevé. Le jour où leur société prendra rang, en raison des considérations morales plus que des considérations physiques; le jour où ils se leveront pour demander à sympathiser avec les objets réels de l'existence; le jour où ils commenceront à s'enquérir de la nature ainsi que du but de la vie humaine et à la respecter en conséquence, ce jour-là ils rougiront de honte de l'abus qu'ils ont fait du droit du plus fort, et de ces mêmes arrangements, de cette même organisation dont ils sont aujourd'hui si fiers.

Une dame, élevée ailleurs, ayant appris à faire usage de ses facultés et à les appliquer aux objets qui lui conviennent, une dame qui a plus de lumières et de sagesse que, peut-être, aucun des hommes de sa connaissance, me parlait du dégoût qu'elle éprouve à entendre les discours qu'on lui adresse, dans la persuasion qu'ils lui conviennent; et comment, de retour chez elle, elle se console de

cette insulte dans la muette sympathie des livres. Le père de jeunes demoiselles pleines d'espérance, qu'il prévoit devoir être un jour écrasées par ce déplorable système, me disait, d'un ton de voix que je n'oublierai jamais, que, dans son pays, les femmes ne sont propres à rien. Il y a des raisons pour espérer que ses enfants feront exception. Un homme qui déclarait prendre un vif intérêt à cette question s'étonnait que, dans les États du nord, les femmes s'occupassent d'objets utiles; il me dit que cette même force de circonstances, qui, dans le pays qu'il habite, rend les hommes indépendants, ajoutait à la dépendance des femmes et ne ferait que l'accroître. « Ici, » ajoutait-il, « la société marche vers l'orientalisme. Il n'y a que deux moyens par lesquels la femme puisse exercer ses facultés dans toute leur étendue : ce sont le génie et le malheur; eux seuls peuvent lui faire rompre ses étreintes conventionnelles. Le premier est trop rare pour faire la base d'un raisonnement : puisse le ciel écarter l'autre! » Oh! puisse le ciel le hâter! s'écrieraient bien des cœurs, si ce soût là, en effet, les conditions auxquelles la femme peut accomplir la destination de son être. Il y en a beaucoup, j'en ai l'assurance, qui ne pâliraient pas en voyant leur maison en flammes, en entendant venir l'ouragan, en sentant la terre trembler sous leurs pas, si c'étaient là les messagers qui dussent ouvrir leur prison, et donner l'univers entier pour carrière à leurs ames. Filles du ciel, Dieu leur a donné l'univers comme à l'homme, et l'homme les a emprisonnées dans un coin du monde d'où il craint qu'elles ne s'échappent, tandis que lui, il fait ce qu'il ne voudrait pas qui allât aux oreilles de la femme; il met le génie hors de question, et ne fait pas entrer le malheur dans ses prévisions. Mais il n'a pas calculé toutes les forces de la nature; autrement il se garderait de voir dans les nègres ou les

femmes une propriété, ou de compter sur l'absence du génie et du malheur.

Il lui a été donné un signe précurseur remarquable : Une femme dont les énergiques efforts, pour adoucir les maux des malheureux soumis à l'esclavage, ne pouvaient satisfaire sa conscience et ses sympathies humaines, a secoué de ses pieds la poussière imprégnée de sang qui les couvrait; elle s'est retirée en des lieux où l'homme s'appartient, non seulement pour vivre, mais encore pour dévouer son existence tout entière au renversement du système qu'elle abhorre d'autant plus qu'elle l'a mieux connu. Soit que nous l'appelions génie ou malheur, soit que nous lui donnions son nom honoré d'Angéline Grimke, il est certain qu'elle a rappelé à la vie et à l'énergie beaucoup de femmes que n'avaient visitées ni le génie ni le malheur, mais qui portent des cœurs vertueux et forts. On verra, avant qu'il soit longtemps, que cette femme a matériellement retardé *la marche vers l'orientalisme*.

Comme cela doit être, les enfants sont peut-être ceux qui souffrent le plus misérablement du système de l'esclavage. Qu'attendre de petits garçons qu'on instruit à considérer le courage physique comme le plus noble attribut de l'homme; l'orgueil de localité et de caste comme son plus bel ornement; l'esclavage d'une partie de la société comme essentiel à la liberté; du reste la justice comme moins importante que la générosité, et l'humiliation aux yeux des hommes comme le plus intolérable des maux? Qu'attendre de petites filles qui se vantent d'avoir fait fouetter un nègre pour avoir été impertinent avec elles, et qui s'étonnent de la conduite *inconvenante* d'un maître qui mutile son esclave? Ces leçons ne sont pas toujours enseignées d'une manière expresse; quelquefois même on enseigne tout le contraire; mais c'est ce que les enfants, dans un pays

à esclaves, apprennent nécessairement de tout ce qui les entoure; comme dans une pension, les demoiselles les plus laides apprennent à considérer la beauté personnelle comme le plus important de tous les attributs, bien qu'on leur affirme, chaque jour, qu'il ne faut s'attacher qu'aux charmes de l'esprit.

Les enfants, dans les pays à esclaves, apprennent pis que cela. Il est presque impossible de les empêcher d'avoir avec les esclaves d'étroites relations; et c'est une tentative qui est faite rarement. En général, les esclaves sont aussi grossiers que doit le faire présumer l'absence de toute pudeur domestique; ils ne songent même pas à avoir, avec les enfants, la moindre réserve : les conséquences sont inévitables. Les tourments infligés aux mères par cette seule cause sont tels, que, si l'institution de l'esclavage dépendait de leur volonté, je crois qu'elles en accompliraient la destruction avec une énergie et une sagesse qui tiendraient plus de l'inspiration que de l'*orientalisme*. Parmi les forces incalculables de la nature, il faut compter la douleur des mères pleurant sur la corruption de leurs enfants.

Un des résultats absolument inévitable de l'esclavage est le mépris des droits de l'homme, l'impossibilité même de les comprendre. Probablement les gens comme il faut du sud, qui déclarent que la présence de l'esclavage exalte l'amour de la liberté, que la liberté ne peut être véritablement comprise que là où une classe spéciale peut s'approprier tous les priviléges sociaux, que, pour nous servir de l'expression de l'un d'eux, « ils connaissent trop l'esclavage pour consentir à être esclaves eux-mêmes, » probablement ces hommes sont sincères dans leur déclaration; et, s'ils le sont, il en résulte qu'ils ne savent pas ce que c'est que la liberté. Qu'ils choisissent entre ces deux alternatives, de ne pas savoir

ce que c'est que la liberté et d'être sincères, ou de savoir ce que c'est que la liberté et de ne pas être sincères. Je suis portée à croire que la première de ces deux suppositions est la vraie.

J'ai toujours remarqué, dans la conversation des habitants du sud, que l'idée qu'ils se faisaient des droits de l'homme se bornait, pour l'esclave, à une nourriture suffisante en retour de son travail. C'était là la définition qu'on me faisait des droits de l'homme; et c'était en partant de ce point de vue qu'on discutait la question de l'esclavage. Quand j'essayais de définir ces droits par la règle fondamentale, je trouvais que cette règle logique et simple avait singulièrement fléchi entre les mains de ceux qui font profession de la reconnaître et de l'appliquer. Voici l'application qu'un ecclésiastique en faisait du haut de la chaire, et les plus religieux d'entre les propriétaires d'esclaves n'hésitent pas à la répéter : « Traitez vos esclaves comme vous voudriez qu'on vous traitât si vous étiez esclaves vous-mêmes. » Je crois fermement que des centaines de milliers d'individus ne voient pas que ce n'est pas là une loyale application de la règle, tant la coutume les aveugle et les empêche de voir dans le nègre un homme et un frère.

Un autre motif pour croire que les gens comme il faut du sud ne savent pas ce que c'est que la liberté, c'est que la plupart d'entre eux semblent ignorer l'état de coercition dans lequel ils vivent eux-mêmes; cet état résulte non seulement de la crainte incessante dont j'ai déjà parlé et qui les poursuit partout, non seulement de ce que leur bien-être de tous les instants dépend de la volonté modérée ou hostile de ceux qu'ils ont lésés, mais encore aussi de leur propre législation. Les lois contre la presse sont aussi arbitraires que dans les États les plus des-

potiques de l'Europe (1), comme on peut le voir par le petit nombre et l'insignifiance des journaux du sud. Je n'ai jamais vu de journaux aussi vides et aussi nuls que ceux de la Nouvelle-Orléans. Chose étrange! au moment même où le sujet de l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises devait nécessairement offrir un haut intérêt dans les Etats du sud, j'ai rencontré des planteurs qui ne savaient pas qu'une indemnité avait été payée, par la nation anglaise, aux propriétaires des Indes occidentales. La misérable nullité des journaux du sud et l'habitude où l'on est d'en exclure les sujets sur lesquels les habitants ont le plus besoin d'être éclairés expliquent, jusqu'à un certain point, leur aveuglement sur leurs propres affaires comparées à celles du reste du monde, et leurs protestations de liberté qui proviennent probablement de ce qu'ils n'en connaissent pas de supérieure. Ils voient qu'ils sont plus libres que les esclaves; mais ils ne savent pas généralement ce que c'est que la liberté, là où tous sont libres. En 1834, le nombre des journaux était, dans l'état de New-York, de 267; dans la Louisiane, 31; dans le Massachusetts, 108; dans la Caroline du sud, 19; dans la Pensylvanie, 220; dans la Géorgie, 29.

Que doit-on penser de la liberté d'hommes soumis à la loi suivante? « Quiconque tentera d'enseigner à une personne de couleur libre ou à un esclave à épeler, lire ou écrire sera, s'il est convaincu de ce fait, condamné à une amende qui ne pourra

(1) Les journaux ne parlent jamais d'un fait, quelque remarquable qu'il soit, dans lequel une personne de couleur, libre ou esclave, a joué un rôle, par la crainte des lois qui prononcent la mort ou l'emprisonnement à vie contre ceux qui écrivent, impriment, publient ou distribuent quoi que ce soit tendant à exciter le mécontentement ou l'insubordination, etc., ou qui condamnent à de fortes amendes quiconque emploiera un langage capable de « troubler la sécurité des maîtres avec leurs esclaves, ou de diminuer le respect qui est commandé aux gens de couleur, libres, à l'égard des blancs. » (*Note de l'Auteur.*)

être moindre de cent cinquante dollars, ni excéder cinq cents dollars (1). »

Que penser de la liberté d'hommes qui ne peuvent émanciper leurs propres esclaves que du consentement de la législature, et encore à des conditions rigoureuses qui rendent la chose presque impossible? Nous avons déjà dit qu'en Virginie, dans l'intervalle d'une suspension temporaire des lois contre l'émancipation, dix mille esclaves avaient été affranchis en neuf ans; et que, l'institution paraissant en péril, les restrictions primitives avaient été de nouveau imposées aux maîtres. On répond à cela que ce sont les maîtres eux-mêmes qui ont aboli et rétabli ces lois; c'est vrai, et par là il paraît qu'ils ont jugé nécessaire de se priver mutuellement d'une faculté dont un grand nombre avait fait spontanément usage dès qu'il l'avait pu. Nous ne saurions voir là un haut degré de liberté ou d'amour de la liberté. Les lois qui interdisent l'émancipation font sentir dans le sud leur cruelle et gênante oppression; j'ai entendu exprimer contre elles des plaintes amères. C'est invariablement sur elles que s'appuient les individus pour s'excuser de continuer à avoir des esclaves: or ces individus sont sincères dans leurs plaintes, ou ils ne le sont pas: s'ils ne le sont pas, il faut qu'ils soient placés dans une position bien déplorablement fausse pour être forcés à une telle hypocrisie; s'ils sont sincères, ils possèdent le moyen républicain de faire rapporter des lois tyranniques. Et pourquoi n'en usent-ils pas? Si ces lois sont oppressives, pourquoi n'en-

(1) *Code de l'Alabama*. Dans la même section, on lit : « Nul châtiment cruel ou inusité ne sera infligé dans l'étendue de ce territoire : tout propriétaire d'esclaves, qui l'aura autorisé ou permis, sera, s'il est convaincu du fait, condamné à payer une amende selon la nature du délit et à la discrétion de la cour, laquelle, toutefois, ne pourra excéder deux cents dollars. »

Deux cents dollars pour avoir torturé un esclave, et cinq cents pour lui avoir enseigné à lire. *(Note de l'Auteur.)*

tend-on aucune voix les dénoncer dans les législatures? Lorsque des hommes, tout en se plaignant, se soumettent, involontairement si l'on veut, à des lois qui lient la conscience, on ne peut avoir une haute idée de leur amour de la liberté, et celle qu'ils possèdent ne doit pas être très grande.

Que doit-on penser de la liberté de citoyens qui sont exposés à perdre leur caste, lorsqu'ils se conforment aux prescriptions de leur conscience, dans un cas où la perversité des lois met l'intérêt du côté de la conscience et l'opinion publique contre elle? Je vais m'expliquer. Dans une ville du sud, je vis un homme qui paraissait réunir toutes les conditions nécessaires pour commander le respect; il était très riche, avait été gouverneur de l'État et était l'un des bienfaiteurs les plus éminents de la ville. Il était *généralement* estimé, mais cependant sa réputation n'était pas *complètement* bonne, ainsi qu'on me l'apprit avec beaucoup d'empressement. Je cherchai à connaître la cause de cette restriction, prévoyant bien qu'elle était d'une nature publique. Pendant que ce gentleman était gouverneur, il y eut une insurrection d'esclaves, les siens furent accusés d'en avoir fait partie : il ne le crut pas et refusa de les faire pendre; ce que l'on attribua à sa répugnance à sacrifier sa propriété. Cet homme se trouvait placé dans une position qui ne peut se rencontrer que là où l'homme est réputé propriété; il était dans l'alternative ou de faire pendre ses esclaves, les croyant innocents, et alors il conservait sa réputation, ou de perdre sa réputation en leur sauvant la vie. Nul autre que lui ne peut savoir les motifs véritables qui l'ont guidé dans cette circonstance; mais toutefois sa conduite réclame l'interprétation la plus favorable. Cela convenu, que penser de la liberté d'un républicain placé dans une pareille position?

Sans nous arrêter aux périls physiques et moraux

qui menacent ceux qui vivent dans une société où on est indulgent pour la turbulence, périls qui privent un homme de sa liberté d'action et de parole à un point qui serait regardé comme intolérable, si cette contrainte n'était ornée du faux nom de l'honneur, il suffit de jeter les yeux sur le traitement des abolitionnistes dans le sud, soit de la part des législateurs, soit de celle des individus, pour voir qu'il n'existe là aucune intelligence véritable de la liberté.

Sur un rapport vague, ou même sur un simple soupçon, des personnes voyageant dans le sud ont été arrêtées, emprisonnées, quelquefois même fouettées ou soumises à d'autres tortures, sous prétexte qu'elles voulaient exciter une insurrection parmi les esclaves. Plus d'un innocent a été pendu, et le terrorisme a été organisé de manière à priver tous ceux qui professent ouvertement certaines opinions, de leur droit constitutionnel, de traverser le territoire tout entier. Après la publication de l'ouvrage du docteur Channing sur l'esclavage, des gentlemen de la Caroline du sud, dans un admirable esprit de libéralité, déclarèrent que, si le docteur Channing entrait dans l'État avec une garde de vingt mille hommes, il n'en sortirait pas vivant. J'ai vu les lithographies envoyées dans des lettres aux abolitionnistes, représentant l'individu à qui la lettre était adressée, pendu à une potence. J'ai vu des affiches, émanées des comités de vigilance, qui offraient des récompenses énormes à qui rapporterait la tête ou les oreilles des abolitionnistes éminents.

Si l'on prétend que ces actes ne doivent être attribués qu'à la fureur ignorante de certains individus, je demanderai : D'où venaient les comités de vigilance qui siégeaient, l'année dernière, dans le sud et dans l'ouest, prêts à mettre la main sur toute personne imprudente qui, professant des opinions con-

traires à l'esclavage, se hasardait dans leur voisinage? Comment se fait-il que de hauts fonctionnaires aient siégé dans ces comités? comment se fait-il que quelques gouverneurs des États du sud se soient formellement adressés aux gouverneurs des États du nord, leur demandant la dispersion des sociétés contre l'esclavage, la répression de toute discussion, et le châtiment des propagateurs d'opinions abolitionnistes? comment se fait-il que, l'année dernière, le gouverneur de la Caroline du sud ait recommandé l'exécution sommaire, sans forme de procès, de toute personne saisie dans les limites de l'État, avouant des opinions opposées à l'esclavage; et que cet acte, ainsi que d'autres aussi indignes du gouverneur, aient été approuvés par un comité spécial de la législature?

Tout cela provient de l'ignorance des premiers principes de la liberté, et non, sans doute, d'un hypocrite oubli de ces principes; car des hommes fiers, qui se vantent de leur amour pour la liberté et de leur aptitude spéciale à en jouir, ne voudraient pas se donner volontairement le ridicule horrible dont ils se couvrent par ces actes indignes. Tout ce fracas est si impuissant, et s'il n'est pas sincère, il est si inutile, que la seule supposition à faire c'est qu'ils ont perdu de vue les principes fondamentaux de leur constitution fédérale, ceux de leur constitution particulière, et qu'ils s'imaginent que leur liberté consiste à écraser toute opposition à leur volonté. Le seul délit reproché aux abolitionnistes est celui d'avoir exprimé des opinions importunes; ils n'ont violé aucune loi des États, sinon celles qui ont été récemment promulguées pour anéantir la liberté de la parole et de la presse, lois qui, dans aucun cas, ne sauraient être obligatoires hors des limites des États pour lesquels elles ont été faites.

La constitution de la Virginie, amendée en 1830,

établit que la législature ne votera « aucune loi mettant des entraves à la liberté de la parole ou de la presse. » Les Carolines du nord et du sud et la Géorgie décrètent que la liberté de la presse sera conservée inviolable, attendu que la presse est le principal rempart de la liberté. La constitution de la Louisiane déclare que « la libre communication des pensées et des opinions est l'un des droits précieux de l'homme, et que tout citoyen peut librement parler, écrire et imprimer sur un sujet quelconque en répondant des abus de cette liberté. » La déclaration des droits du Mississipi dit formellement « qu'aucune loi ne sera établie pour limiter ou restreindre la liberté de la parole et de la presse. » Les constitutions de tous les États à esclaves contiennent des déclarations et des clauses semblables. Combien les descendants de ceux qui les ont faites ont dégénéré dans l'intelligence et la pratique de la liberté, violant tout à la fois et l'esprit et la lettre de leur constitution générale! Ils n'en sont pas encore complètement convaincus; mais un jour, dans des temps plus calmes, ils le reconnaîtront, ils jetteront avec étonnement les yeux sur l'époque funeste et terrible où nulle voix ne s'élevait même dans les législatures pour plaider la cause des droits de l'homme; alors que, dans l'intérêt d'une institution condamnée, ils oubliaient ce qu'avaient fait leurs pères, enchaînaient leur presse, se liaient les mains à eux-mêmes, privaient leurs concitoyens du droit de voyager librement, et leur enlevaient la liberté et la vie, sans qu'ils fussent coupables d'autre crime que d'avoir avoué et propagé leurs opinions.

En attendant, il conviendrait peut-être de ne plus se vanter de sa supériorité dans la connaissance et l'amour de la liberté.

Ici je termine de grand cœur mon attristant chapitre sur la morale de l'esclavage.

SECTION II.

MORALE DES MANUFACTURES.

Un effet remarquable des institutions démocratiques, c'est que, sous leur empire, le travail conduit à tout. Dans un pays où toutes les carrières sont ouvertes à chacun, où, théoriquement parlant, le mérite peut arriver à tout, l'homme a le plus fort stimulant pour exercer ses facultés et essayer ce qu'il peut faire; j'ai trouvé les chefs d'exploitation, qui occupent des ouvriers de diverses nations, pénétrés de cette vérité. Ailleurs, aucun artisan ne peut s'élever au delà d'un certain point d'habileté et d'une certaine somme de salaire; en Amérique, un artisan peut arriver à être gouverneur de l'État, membre du congrès et même président. Loin que cette possibilité lui tourne la tête et le rende impropre à son métier (ainsi que le supposent ceux qui considèrent ces occasions comme ressemblant aux chances d'une loterie), elle l attache à son travail et à son maître, lui donne des habitudes et l'engage à cultiver son intelligence.

Le seul excès apparent auquel elle le conduit est une ardeur inconsidérée à entreprendre ; c'est quelquefois un mal pour l'individu, mais non pour la société. Un homme qui se hâte de s'illustrer ou de s'enrichir par des inventions nouvelles peut nuire à sa fortune et à son crédit; mais il est habituellement utile à la société, en faisant connaître une idée nouvelle qu'un autre après lui exploitera avec plus de succès. Quelques uns des perfectionnements les plus importants dans les manufactures des États-Unis ont été faits par des hommes qui, plus tard, sont devenus insolvables. L'activité entreprenante, quand elle est accompagnée de précipitation, suppose ordinairement beaucoup de pré-

somption, ce qui semble indiquer qu'on pense plus à soi qu'à l'objet dont on s'occupe; il arrive naturellement que l'inventeur primitif et trop présomptueux échoue au milieu de son entreprise; un penseur modeste et plus patient la reprend en sous-œuvre et complète l'invention dont il tire le profit.

Les manufactures offrent un emploi sûr et utile à une grande somme d'énergie qui, sans elles, se dépenserait autrement, et prendrait une direction fausse : la moralité était faible dans plusieurs pays avant l'introduction des manufactures; aujourd'hui la population y est éminemment rangée; le plus grand vice est encore l'ivrognerie, mais il est moins fréquent qu'autrefois, et les autres défauts ont presque entièrement disparu. Un fabricant rangé peut faire plus pour la morale de la société qui l'entoure que le clergé lui-même. L'essai qu'on a tenté de renvoyer des fabriques les ouvriers qui se livrent ouvertement à un vice quelconque a complètement réussi; tous ont intérêt à être à l'abri du contact d'individus vicieux, dont la société leur répugne ou peut leur offrir du danger. Si un fabricant a la fermeté de renvoyer les ouvriers ouvertement vicieux, quelque besoin qu'il puisse avoir de leurs services, il peut compter sur la cessation du mal et sur l'épuration de la société qui l'environne.

La moralité des ouvrières employées dans les fabriques ne peut manquer d'être bonne, si l'on considère à quelles classes elles appartiennent. Beaucoup de jeunes filles entrent dans les fabriques parce qu'elles ont trop de fierté pour le service domestique; celles qui ont cette fierté-là ne sauraient s'abaisser à une immoralité grave; elles n'ont pas besoin de surveillance, et l'on peut se reposer sur elles du soin d'éviter la contagion du mauvais exemple. Aux yeux d'un étranger, leur fierté semble prendre une direction erronée; peut-être, leur répu-

gnance pour le service domestique les prive-t-elle de la salutaire influence du foyer de famille et de plusieurs autres avantages, mais c'est leur affaire; c'est à elles à choisir la direction qui leur convient. Quoi qu'il en soit, les raisons qui président à ce choix indiquent un esprit supérieur aux périls les plus grossiers de leur position.

Dans la filature de Waltham, je vis une affiche qui portait que celles des ouvrières qui fréquenteraient l'École de danse seraient renvoyées : cet ordre avait été donné par la Compagnie au régisseur; j'en demandai les motifs à ce dernier, il me répondit : « L'hiver dernier, l'École de danse nous a donné quelques embarras; elle ne peut se tenir que le soir, attendu que les jeunes filles sont toute la journée à la filature; elles sont fort jeunes pour la plupart, elles oublient l'heure, le plaisir les emporte, et elles dansent jusqu'à deux ou trois heures du matin; le lendemain, elles sont incapables de travailler, ou, si elles travaillent, c'est aux dépens de leur santé. Nous avons donc interdit l'École de danse; mais, comme dédommagement, je leur ai promis, aussitôt l'achèvement de la nouvelle salle de l'hôtel, de leur donner un bal tous les quinze jours; le bal commencera et se terminera de bonne heure; nous danserons tous ensemble : ma femme et moi nous donnerons l'exemple. »

Il est un usage dans tous les établissements manufacturiers qui me paraît inutile et fort mal entendu : en Angleterre, les meilleurs amis des pauvres regardent comme un surcroît de maux, pour ces derniers, l'interdiction complète de la solitude. Il est impossible qu'un être humain passe sa vie aussi bien qu'il le pourrait, lorsqu'il n'est jamais seul, lorsqu'il n'est pas fréquemment seul : c'est là une vérité importante que l'on ne détruira pas. Le silence, la liberté et le recueillement de la solitude

sont absolument essentiels à la santé de l'ame; et rien ne saurait remplacer ce repos ou plutôt ce changement d'activité. Dans la demeure assignée aux pauvres anglais, les parents et les enfants sont entassés dans une seule pièce, par suite du manque d'espace et de mobilier.

Dans toutes les familles sagement organisées et au dessus de l'indigence, les parents regardent comme une mesure essentielle de s'arranger de manière que chaque membre de la famille ait, à une certaine heure du jour, une pièce où il puisse entrer, fermer la porte et rester seul; quand la chose est possible, les chambres à coucher servent à cette destination. En Amérique, où l'espace est moins restreint, où les maisons sont vastes, où les ouvrières des manufactures font construire des églises et des bibliothèques, et font élever leurs frères dans des professions libérales, ces mêmes ouvrières n'ont pas d'appartements séparés; elles couchent quelquefois six ou huit dans une même chambre et même trois dans un lit; c'est ce que je ne saurais approuver. Cet usage est trop contraire au besoin de solitude, besoin indispensable à toute ame pure et qui se fait plus ou moins sentir.

Il est temps que ces habitudes d'agglomération cessent : chaque jour, on construit de nouvelles maisons; chaque jour, augmente le nombre des parents qui amènent leurs enfants aux manufactures. Si la Compagnie ou les parents, qui président à des établissements séparés, prennent l'habitude de diviser les dortoirs en petites pièces dont chacune ne contiendra qu'un seul occupant, le surcroît de dépenses pour les cloisons et les fenêtres devra être une considération peu importante, comparée aux améliorations qui résulteraient de cet arrangement pour l'intelligence, la moralité et les mœurs. Si ce changement n'est pas bientôt effectué, on verra, à mesure

qu'elle se multipliera, la population ouvrière américaine, malgré tous les avantages que donnent l'éducation et l'aisance pécuniaire, éprouver un dommage irréparable en se soumettant à un inconvénient considéré dans l'ancien monde comme le plus grave auquel expose la pauvreté. La pensée silencieuse de l'homme est sa meilleure sauvegarde et son plus noble privilége; la jeunesse innocente et laborieuse d'un pays nouveau ne doit pas, par suite d'un arrangement vicieux, être privée des bienfaits de cette sauvegarde et de la pleine jouissance de ce privilége.

SECTION III.

MORALE DU COMMERCE.

On dit, aux États-Unis, que le commerce, l'agriculture et la marine sont l'objet de la sollicitude spéciale du parti fédéral, comme le serait l'armée, s'il y en avait une, de la part du parti démocratique : cela est vrai. Une plus grande nécessité de coopération, et conséquemment le sacrifice partiel d'indépendance imposé par les occupations commerciales, sont plus agréables à la portion aristocratique de la société qu'à la portion démocratique. Toutefois, pendant que le commerce s'est développé et s'est accru, le fédéralisme a diminué, surtout aux lieux où le négoce est conduit avec le plus d'activité, dans le Massachusetts. Peut-être la démocratie trouve-t-elle que des hommes réunis pour des objets qui nécessitent des concessions et une subordination mutuelle gagnent plus par la concentration de la volonté populaire qu'ils ne perdent en indépendance individuelle. Quoi qu'il en soit, aux États-Unis l'esprit commercial fait, somme toute, honneur au peuple.

J'aurai, plus tard, l'occasion de parler de l'importance attachée à la richesse, cette tendance qui

vicie la société américaine comme toutes les autres. Ici, je me propose de parler seulement de l'esprit qui préside à un moyen d'acquérir la richesse.

L'activité de l'esprit commercial en Amérique est représenté à l'étranger, et trop souvent dans le pays même, comme n'indiquant qu'un sordide amour du gain, qu'un empressement effréné à s'enrichir, qu'un désir égoïste d'agrandissement. Ce point de vue me semble étroit et funeste. Je crois que beaucoup de désirs, un grand nombre d'énergies diverses, plus ou moins nobles, plus ou moins vulgaires, trouvent, dans le commerce, un but à leur activité. J'ai étudié avec soin les qualités intellectuelles et morales d'un grand nombre de négociants et autres personnes employées dans le commerce; j'ai trouvé que chez eux l'amour de l'argent était une influence plus superficielle et plus intermittente que beaucoup d'autres.

L'esprit d'entreprise est très remarquable chez les négociants américains. Entrant dans la vie avec le monde entier ouvert devant eux et n'ayant qu'une tête et deux mains pour le conquérir, il s'élève en eux un désir passionné de surmonter les obstacles : ce sont, comme j'ai eu occasion de le dire, les hommes qui ont l'imagination la plus active; l'univers leur apparaît sous les couleurs les plus favorables, et ne croyant pas aux impossibilités, ils brûlent d'en faire la conquête.

Puis, vient le désir de se distinguer, désir moins noble que l'esprit d'entreprise, mais plus élevé que la passion du gain. La distinction recherchée n'est pas toujours celle qui accompagne exclusivement la richesse; c'est aussi celle qui s'attache à des relations étendues dans le monde, à un large courant d'affaires, à l'hospitalité sur une vaste échelle.

Ensuite vient l'amour de l'art. Tout faible, précoce, ignorant peut-être que soit à présent ce goût

des arts, il existe néanmoins; et, dans beaucoup de maisons, on en trouve des preuves qui ne sont pas sans mérite. Pour cultiver les arts, il n'est pas toujours nécessaire de réaliser ses conceptions dans des tableaux, des statues, des opéras, des édifices. L'amour du beau peut se manifester et se satisfaire par des moyens plus simples que ceux que les grands artistes de l'ancien monde ont sanctifiés. Quiconque assisterait à l'entrevue de tel négociant américain avec son subrécargue, après un voyage de long cours, entendrait les questions et les réponses, verrait la joie avec laquelle de nouvelles curiosités sont examinées, de nouvelles théories du beau et de la civilisation sont exprimées avec une sorte de spontanéité; quiconque verrait cela et douterait encore de l'existence de l'amour de l'art, parmi les Américains, regarderait le désir du gain comme le principal mobile de ce négociant. Eh bien, il serait dans une grande erreur; et puisse le ciel préserver la société du malheur d'être jugée par un pareil observateur!

Un but une fois adopté, l'activité humaine le poursuit avec ardeur. Ce sera quelquefois l'argent, ou, peut-être, des liards de la reine Anne, des marteaux de portes, de vieux livres (estimés pour leur édition et non pour leur contenu), des anneaux favoris, des autographes ou tous autres objets extérieurs dont la rareté constitue toute la valeur. Plusieurs négociants, que leur activité avait considérablement enrichis, m'ont dit que, bien qu'ils n'osassent pas l'avouer tout haut parce que personne ne le croirait, la vérité était qu'il leur serait parfaitement indifférent de perdre leur fortune; ils savaient assez que le bonheur consistait moins à posséder des dollars qu'à en acquérir : je crois en avoir assez bien connu quelques uns pour pouvoir affirmer que la perte de leur fortune serait plutôt pour eux un bien qu'un mal dans l'espoir de se livrer de nouveau

à cette existence active que l'habitude et le succès leur avaient rendue agréable. On peut penser que je ne donne pas ces hommes comme constituant la classe la plus élevée et la plus heureuse, et que je suis loin de les comparer au petit nombre de ceux dont les travaux sont d'une nature infaillible et perpétuellement satisfaisante, avec ceux dont la récompense est continue sans que la mesure en soit jamais comblée. Je veux seulement dire que la recherche, quelque avide qu'elle soit en apparence de la richesse, n'indique pas nécessairement l'amour de la richesse pour elle-même.

Quels sont les faits, quels sont les signes auxquels on peut reconnaître le caractère des négociants américains? Après une vie activement employée à s'enrichir, comment dépensent-ils leur argent; quel est le cas qu'ils en font?

Leur bienfaisance est connue du monde entier : non seulement cette bienfaisance qui fonde et dote des institutions charitables, qui vient au secours des infortunes accidentelles, mais celle qui établit des écoles d'un ordre élevé et ouvre une carrière aux plus dignes d'entre ceux qui y sont admis; la bienveillance qui s'occupe de la condition des marins sur l'Océan et de leur avenir dans leur patrie; la bienveillance qui s'occupe à grands frais de perfectionner la civilisation de la société tout entière. En examinant les institutions les plus libérales des États du nord, on verra quelle large part la classe des négociants a prise à leur établissement.

En outre, s'ils cherchent avec ardeur à gagner de l'argent, ce n'est pas afin de l'accumuler. Quelques uns, beaucoup même, affectent une ostentation déplorable; mais il m'a semblé que cette ostentation venait après coup et qu'elle conduisait à la nécessité de gagner encore. Ne sachant comment employer les premiers bénéfices de leurs travaux, ils éclipsent leurs voisins et trouvent là un nouveau sti-

mulant pour augmenter ou réparer leur fortune. Cela n'est pas bien, sans doute, mais cela n'est pas de l'avarice. Les exemples d'accumulation sont très rares. Pour les Américains, l'avare est une sorte de personnage idéal qu'on représente coiffé d'un grand bonnet, vêtu d'une robe longue, assis dans une chambre voûtée et entouré de coffres-forts; il serait difficile, ou plutôt impossible, de trouver, de rencontrer parmi eux un avare véritable, en chair et en os. Ce que je racontais d'un avare que j'avais connu dans mon enfance ne manquait jamais d'exciter l'étonnement et même l'incrédulité de ceux qui m'écoutaient. La meilleure preuve qu'on puisse donner que l'activité des plus riches négociants d'Amérique n'a pas l'argent seul pour but, c'est que, sur deux millions d'habitants et plus que contient la Nouvelle-Angleterre, il n'y a pas cinq cents individus, peut-être même pas quatre cents, qu'on puisse appeler riches, c'est à dire possédant 100,000 dollars et au dessus. Une communauté où la recherche sordide de la richesse serait générale offrirait un résultat bien différent de celui-ci.

Aux États-Unis, les banqueroutes sont remarquablement fréquentes et honteuses; honteuses dans leur nature, quoiqu'elles ne le soient pas suffisamment aux yeux de la société. Dans une ville commerciale, un ecclésiastique m'a déclaré que, depuis sa résidence, il avait vu faire faillite à presque tous les chefs de famille de sa congrégation. A Philadelphie, six à huit cents personnes invoquent annuellement le bénéfice de la loi d'insolvabilité; un plus grand nombre prend des arrangements avec ses créanciers, et ces arrangements ne sont connus que des parties. En voyant une belle maison, dont le propriétaire avait fait faillite quatre ans auparavant, et qui se trouvait alors posséder une fortune de 100,000 dollars, je demandai si ces cas étaient fréquents, et j'eus la

douleur d'apprendre qu'ils l'étaient. Quelques personnes insolvables acquittent leurs anciennes dettes lorsqu'elles se relèvent; mais le plus grand nombre ne les paie jamais. Ce relâchement de moralité est favorisé par la situation de la société; elle a besoin du concours de tous ses membres et il lui faut utiliser les ressources de tous, des hommes honorables d'abord, puis ensuite de ceux qui le sont peu ou point; mais rien n'est plus honteux pour la société américaine que l'indifférence avec laquelle on permet à des spéculateurs de jouer l'argent des autres, lesquels, après avoir ruiné ceux qui s'étaient fiés à eux, marchent partout tête levée, comme si, pendant toute leur vie, ils eussent complètement rempli leurs devoirs. Quelles que puissent être les causes ou l'excuse de l'esprit de spéculation, quoi qu'on puisse alléguer en faveur des méprises financières et des tentations offertes aux jeunes gens pour faire fortune, par le moyen des terres publiques, il reste une chose évidente pour tout le monde, c'est que l'homme qui, ayant failli et ayant, plus tard, les moyens de payer la totalité de ses dettes, ne les paie pas, ne peut être regardé comme honnête homme et ne peut être considéré à l'égal des honnêtes gens, quels que soient ses talents ou sa fortune ultérieure. Que penserait-on d'une société qui accueillerait un voleur évadé, non corrigé, parce qu'un héritage opulent l'aurait mis à même d'avoir équipage? et cependant quelle différence y a-t-il dans les deux cas? C'est un devoir, plus rarement qu'on ne le suppose en général, de signaler et d'éviter le coupable. Sans doute, il faut accueillir et aider ceux qui ont été malheureux dans leurs opérations; mais, lorsqu'il s'agit d'un vice qui se propage chaque jour, qui est jugé avec une légèreté toujours croissante, la réprobation de la partie honnête de la société doit être ferme et positive. Quiconque ne voudrait pas fraver avec

des voleurs évadés doit éviter les banqueroutiers enrichis qui ne songent pas à payer leurs anciennes dettes.

Le plus grand reproche qu'on puisse adresser aux négociants des États-Unis est relatif à la question de l'abolition de l'esclavage. Cette accusation ne doit pas pourtant s'appliquer d'une manière générale; on pourrait citer de plus, avec honneur, des exemples d'une mâle franchise d'opinion en faveur de la cause de la liberté et d'un dévouement généreux à son triomphe. Il est des négociants qui ont renoncé à leur commerce avec le sud dès qu'ils ont reconnu que leurs bénéfices provenaient des sueurs de l'esclave; et l'on en compte beaucoup qui ont prodigué leur fortune et risqué leur réputation pour défendre la cause de l'abolition ainsi que de la liberté de la parole et de la presse; mais il n'en est pas moins vrai que c'est sur les négociants des États du nord que pèse spécialement le reproche de persécutions dirigées contre les abolitionnistes et d'atteintes portées aux libertés fondamentales du peuple.

On ne saurait remarquer avec indifférence que le mouvement abolitionniste a pris naissance dans l'acte sordide d'un négociant. Pendant que Garison était à Baltimore, s'occupant à étudier le plan de colonisation, il arriva dans ce port un navire appartenant à un négociant de New-Buryport, Massachusetts; ce navire venait à Baltimore, afin de se fréter pour la Nouvelle-Orléans; quelques difficultés s'élevant sur la nature de la cargaison qu'il devait prendre en chargement, le capitaine écrivit au négociant qu'on lui offrait une cargaison d'esclaves et reçut l'ordre de conduire ces esclaves à la Nouvelle-Orléans. Garison exhala, dans une brochure, son indignation contre cet acte commis par un citoyen du Massachusetts, où, chaque dimanche, dans les prières publiques, on remercie Dieu d'habiter un État dont le sol n'est jamais foulé par le pied d'un esclave. Garison fut condamné à

l'amende et à la prison ; après sa mise en liberté, il fut reçu avec enthousiasme à New-York, où il tint des conférences sur la question de l'abolition ; depuis lors, cette cause a gagné des forces, et, maintenant, elle est invincible.

L'esprit de ce négociant de New-Buryport n'a inspiré qu'un trop grand nombre de ses confrères : c'étaient, en grande partie, des négociants qui composaient l'assemblée publique dans la salle du Faneuil ; dans toutes les émeutes, ils ont joué le principal rôle. Ils ont fait taire le clergé, ont fait planer l'intimidation sur les colléges, donné le mot d'ordre aux journaux et manifesté un esprit de mépris et de violence au moins égal à celui des propriétaires d'esclaves, à l'égard de ceux qui, agissant d'après leurs convictions intimes, leur ont paru nuisibles à leurs intérêts pécuniaires. A Cincinnati, ce furent principalement des négociants qui se réunirent pour détruire le droit de discussion ; ils adoptèrent une résolution où la violence était positivement recommandée pour atteindre ce but. Ce furent encore des négociants qui allèrent en députation trouver l'éditeur du journal abolitionniste de cette ville, afin de lui interdire, par voie d'intimidation, l'usage de son droit constitutionnel, et qui, par cet acte, assumèrent sur leur tête la responsabilité des violences qui suivirent. Cela était si évident, que leurs voisins de la rive opposée du fleuve, les propriétaires d'esclaves eux-mêmes, leur reprochèrent le sentiment sordide qui les avait portés à vouloir étouffer les libertés de la république dans l'intérêt de leurs gains pécuniaires.

Un jour viendra où leurs yeux seront débarrassés de la poudre d'or qui les aveugle. En attendant, tant qu'ils continueront à agir contre les droits les plus précieux de la société ; tant que, dans cette terrible question de l'humanité opprimée, ils pourront être considérés, avec justice, comme plus coupables

que les planteurs du sud eux-mêmes, plus coupables qu'aucune classe, à l'exception du clergé, qu'ils cessent de vanter leur libéralité et leur bienfaisance; la générosité perd la moitié de sa valeur quand elle n'est pas accompagnée de la justice. Ceux-là ne sauraient être réputés les bienfaiteurs de la société dans un sens, qui sont infidèles à leurs devoirs de citoyens dans un autre. Jusqu'à ce que ces hommes sortent de leur aveuglement et voient leur conduite comme elle est envisagée par les autres, l'estime du monde doit être dévolue à ceux qui, aux avantages de l'activité, de la libéralité et du goût, ajoutent le mérite plus noble d'une fidélité intrépide et d'un dévouement généreux à la cause des droits de l'homme.

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE.

TROISIÈME PARTIE.

CIVILISATION.

> Ce pays, qui a donné au monde l'exemple de la liberté physique, lui doit aussi celui de l'émancipation morale; car, jusqu'à ce jour, elle n'existe encore pour nous que de nom. L'inquisition de l'opinion publique étouffe, dans la pratique, la liberté proclamée par les lois en théorie.
>
> JEFFERSON.

Le degré de civilisation d'un peuple correspond à l'exaltation de l'idée qui domine chez lui. L'idée prédominante des sauvages est la nécessité de pourvoir aux besoins physiques les plus grossiers : les premiers pas de la civilisation ont donc pour but le perfectionnement des satisfactions corporeiles; lorsque, par la combinaison du travail et des autres exercices de l'intelligence, les besoins du corps sont satisfaits avec régularité et commodité, l'amour du plaisir, l'amour du loisir succèdent; puis vient le désir de la richesse; puis, enfin, la déférence pour l'opinion : nul peuple n'a encore été plus loin. Il s'est trouvé probablement, dans toutes les nations, des individus qui ont poursuivi une idée plus haute que celle-là; des coutumes isolées, des législations partielles ont, dans toutes les sociétés, manifesté une tendance vers quelque chose de plus élevé que la moralité dominante. La majesté d'idées plus sublimes

est, d'ailleurs, tellement irrésistible, qu'un involontaire hommage leur a été offert de tout temps par les chefs de la société.

Quoique, jusqu'à présent, les actes ne répondent pas aux paroles, la proclamation de siècle en siècle de ce je ne sais quoi d'élevé, qu'on n'a pas pu encore atteindre, peut être considérée comme la prophétie distincte de ce qui doit avoir lieu ultérieurement. On y trouve une perception quoique obscure, un regard quoique faible vers quelque chose dont l'obtention ne peut manquer d'arriver avec le temps ; mais l'époque n'est pas encore venue. Dans les parties les plus éclairées de l'ancien monde, la transition du gouvernement de la majorité par la minorité ne fait que commencer dans l'intérêt de cette dernière, au gouvernement de la majorité, dans l'intérêt avoué de cette majorité elle-même. La vérité et la justice, sous l'empire desquelles chaque homme respecterait tous les autres hommes, où tous s'oublieraient dans l'intérêt d'autrui et considéreraient comme la destinée la plus glorieuse, non d'être servis, mais de servir les autres, sont encore de vains mots. La civilisation de l'ancien monde correspond encore à l'idée vulgaire que l'homme vit dans et pour l'extérieur, dans et pour ce qui l'entoure, plutôt que pour ce qui est en lui. Quoi que puissent dire et faire un petit nombre d'individus, on suppose encore que la généralité des hommes vit pour la richesse, l'aisance et la dignité extérieure, et pour la réputation à son point le plus élevé. Le degré de civilisation répond à cette idée : à peine existe-t-il une institution ou une coutume qui suppose un but plus haut. Les moyens d'éducation, récemment appliqués, sont louables, en ce qu'ils attestent un progrès positif; néanmoins ils sont assez étroits, assez chétifs pour montrer combien c'est un effort inaccoutumé que de considérer l'homme lui-même comme plus noble

que l'unité sociale. Les parents, les tuteurs, les maîtres, les hommes d'État croient encore avoir tout dit quand ils ont souhaité que leurs pupilles deviennent, un jour, des membres *utiles et respectables de la société*. Le plus grand nombre des tuteurs s'effraieraient à l'idée que leurs pupilles pussent devenir autre chose; et cependant il est clair, comme le jour, qu'il faut que chacun ait la possibilité de devenir ce que le créateur a voulu qu'il fût, aussi longtemps qu'il sera constant que les hommes les plus généreux, qui ont été la gloire de la terre, ont été considérés, dans leur temps, comme l'opposé de *membres utiles et respectables de la société*. Les plus divins d'entre eux ont été réputés *dangereux et pestilentiels* par leurs contemporains. Quiconque a étudié les voies de la Providence ne s'affligera pas de cet état de choses; il n'attendra pas qu'aucun arrangement social puisse être effectué, en vertu duquel les convictions et les sympathies du vulgaire pourraient tout d'un coup s'élever au niveau de celles des êtres privilégiés; il ne souhaitera pas de voir changer les lois grandes et bonnes, en vertu desquelles les privilégiés de sa race *sont rendus parfaits par la souffrance :* les yeux du monde ne s'ouvrent que graduellement au grand jour de la raison; il se bornera à remarquer l'état inférieur d'une civilisation qui présuppose des buts extérieurs et spéciaux, et s'appuie, avec tant de confiance, sur les moyens mécaniques de les atteindre, qu'elle voit avec déplaisir la poursuite d'objets singuliers par des méthodes inusitées. L'observateur jugera avec raison que c'est là un état inférieur de civilisation, quoiqu'il puisse entendre chaque jour des plaintes ou des félicitations sur le haut point où est parvenue la civilisation, alors que l'instruction marche à pas de géant, qu'on voyage avec une vitesse de cinquante milles à l'heure, et que des cuisiniers éminents dans leur art reçoivent

un traitement annuel de 1,200 livres sterling. Tant que la vérité et la justice resteront de vains mots; tant qu'on ne pourra vivre pour elles au détriment de sa fortune, sans passer pour des membres nuisibles et méprisables de la société, nul ne peut raisonnablement parler de la haute civilisation du pays qu'il habite.

L'Ancien-Monde considère avec intérêt le Nouveau-Monde pour voir à quel degré de civilisation il est arrivé sous l'empire de circonstances nouvelles : l'intérêt qu'il y prend peut être vague et, en partie, involontaire; mais il n'en est pas moins vif. La majorité, qui ne comprend d'autres objets de désir général que la richesse, le loisir et l'honneur, regarde pour observer seûlement sous quelle forme ces objets sont poursuivis. Le petit nombre de ceux qui rejettent le blâme de l'avilissement politique et social qui les entoure sur des restrictions extérieures seulement attendent de l'Amérique une ère parfaite de vertu et de bonheur, parce que les Américains vivent sous l'empire de la liberté extérieure. Où est la vérité? chacun la voit dans son opinion.

Les républiques de l'Amérique du nord sont nouvelles, mais les idées de leurs populations sont vieilles. Quand ces républiques étaient des colonies, elles contenaient un peuple vieux, vivant sous de vieilles institutions dans un pays nouveau : maintenant c'est un peuple mixte, enfant comme nation, incessamment nourri des intelligences de l'Ancien-Monde, vivant dans un pays neuf, sous des institutions formées d'une combinaison nouvelle avec de vieux éléments. C'est là une situation si singulière, que l'Ancien-Monde doit se préparer à attendre quelque temps avant de voir ce qui en sortira. L'Ancien-Monde doit patienter; les Américains n'ont pas encore et n'auront pas de longtemps un caractère national; peu importe qu'ils croient en avoir un, ou, du moins, cela n'importe

que comme étant une indication du but vers lequel ils tendent. Leur vénération pour Washington les a conduits à croire qu'il fut le type de leur nation ; leurs sentiments patriotiques s'identifient tellement avec lui qu'ils en concluent que la nation grandit à son image. Si un Américain était chargé par ses compatriotes de peindre ce qu'ils appellent leur caractère national, le portrait aurait une ressemblance parfaite avec Washington ; mais il y aurait erreur. Il existait des influences antérieures à Washington, et il est des circonstances qui lui ont survécu, qui font que d'autres images sont gravées plus profondément encore dans le cœur des Américains que celle de Washington lui-même. Son caractère constitue parmi eux une idée grande et prédominante ; mais il en est d'autres qui prennent le pas sur elle parce qu'elles sont plus générales encore. La richesse et l'opinion étaient pratiquement adorées avant que Washington ouvrît les yeux à la lumière de ce soleil qui devait éclairer ses actes, et le culte de l'opinion est aujourd'hui la religion établie aux États-Unis. Si l'idée prédominante de la société ne naissait pas de circonstances sur lesquelles les changements des événements extérieurs n'exercent qu'une influence immédiate extrêmement faible, il est clair que, dans ce cas, cette idée prendrait sa source dans le caractère des bienfaiteurs qui ont accompli la révolution, et serait conforme aux paroles solennelles par lesquelles ils ont exprimé leur déclaration unanime. S'il n'y avait pas eu des influences antérieures, les principes de vérité et la règle de justice, d'après lesquels la déclaration fut rédigée, et la lutte révolutionnaire entreprise et conduite, auraient dû amener la civilisation tout entière de la nation américaine ; alors on aurait obtenu la plus grande liberté sociale aussi bien que politique ; la poursuite des richesses aurait été restreinte sans

difficulté ; la crainte de l'opinion et de la violence aurait été bannie, et de nobles facilités auraient été offertes aux progrès de l'homme extérieur comme aussi aux jouissances de l'homme intérieur ; mais il n'en a pas été ainsi, et l'on a eu un mélange de vieilles et de nouvelles influences, d'où est sortie une nouvelle espèce de civilisation.

La considération que l'Ancien-Monde accorde à la richesse est restée dans le Nouveau, quoique, je le crois et je l'espère, avec une force moins grande. Quoique tout le monde, en Amérique, et presque tout le monde en Angleterre, travaille pour arriver à la richesse, il me semble néanmoins qu'en Amérique ce but est moins qu'en Angleterre l'unique objet de la pensée et de toutes les sollicitudes. En Amérique, il est évidemment subordonné à une autre idée qui est encore une idole, mais d'un ordre supérieur à la première : le culte de l'opinion a certainement le pas sur celui de la richesse.

Dans un pays où la volonté de la majorité décide dans toutes les affaires politiques, on doit céder à la tentation d'appartenir à la majorité, à moins que cette tendance ne soit combattue par de puissants intérêts, ou par la probabilité d'un prochain triomphe de la minorité. Dans ce cas, il faut à la minorité une volonté forte pour être minorité ; une volonté forte est redoutée par les faibles, qui ont assez peu de foi pour croire qu'elle met en péril l'égalité politique, fondement principal de leurs institutions. Cet effroi amène la persécution, ou, du moins, l'opprobre : l'opprobre devient un danger réel ; comme tous les dangers, il est plus redouté qu'il ne mérite de l'être, et plus il est redouté, plus il dure. C'est ainsi que, par un manque de foi dans l'infaillible opération du principe de vérité et de règle de justice, les principes ne sont plus que de vains mots dans les États du Nouveau-Monde comme dans les royaumes de l'Ancien-Monde ; et la

jeune nation qu'on espérait voir commencer une nouvelle et plus noble vie sociale met en pratique, dans sa civilisation, une idée peu supérieure à celles qui ont régné chez des nations moins bien partagées qu'elle en liberté politique.

CHAPITRE I.

IDÉE DE L'HONNEUR.

—

> Le talent et le mérite sont les seuls motifs permanents de distinction. Le Tout-Puissant leur a conféré d'éternelles lettres de noblesse, et ce sont eux qui font les noms brillants et immortels auxquels nos enfants peuvent aspirer comme les autres. Ce sera notre faute si, dans notre patrie, la société n'est pas, comme le gouvernement, organisée sur une base nouvelle.
>
> Miss SEDGWICK.

Sans doute il vaut mieux vivre pour l'honneur que pour la richesse : mais jusqu'à quel point doit exister cette préférence? cela dépend de l'idée qu'on se fait de l'honneur. Là où la vérité et la justice sont quelque chose de plus que de vains mots, l'idée d'honneur exclut toute crainte, hormis celle de mal faire. Là où l'honneur prend sa source dans l'opinion viagère des hommes, attache à la dépendance une crainte toujours présente, et que nous consultons perpétuellement pour agir ou nous abstenir, nous paralyse sans cesse; dans ce cas on subit une servitude aussi pénible que dans la poursuite de la richesse. Si la richesse s'envole, ainsi fait la popularité. Si de riches cargaisons redoutent sur l'Océan les écueils et les tempêtes, si les moissons peuvent être détruites par les éléments, la réputation aussi a des périls à craindre dans les différences d'opinions, dans la diversité des vues et des caractères. Si donc nous devons ajouter foi à tout ce que les moralistes ont écrit, ce que les sages ont affirmé sur la vanité et la misère à dépendre des applaudissements humains, nous devons conclure qu'il n'y a

de liberté véritable ni pour les sociétés, ni pour les individus qui vivent dans la crainte de l'opinion.

Cette déférence pour l'opinion se manifeste sous diverses formes dans différentes parties du pays, et sous des combinaisons sociales dissemblables. Dans le sud, où le travail lui-même est un capital et ne peut, par conséquent, commander le respect convenable, il y a beaucoup de vanité de représentation, beaucoup de dépenses inutiles dans la crainte de l'imputation de pauvreté, qui suivrait la moindre économie; la vie qu'on y mène est turbulente et cavalière, par la crainte de l'imputation de lâcheté, qui suivrait le pardon des injures. La crainte du blâme est une véritable panique sous l'empire de laquelle les hommes renoncent à la liberté d'action et de parole. Dans le nord, la société a pu, grâce surtout à l'influence religieuse héritée des ancêtres, surmonter, jusqu'à un certain point, cette crainte vulgaire, en tant qu'elle se manifeste dans la turbulence du caractère; mais là s'est arrêté le progrès. Un gentleman de la Nouvelle-Angleterre, se plaignant de l'insolence des représentants du sud au congrès envers les représentants du nord, en se prévalant de ce que les hommes du nord ne sont pas duellistes, disait un jour, devant moi, que, s'il était au congrès, il annoncerait son intention de se battre. Je ne crois pas qu'il se fût montré en arrière de la société à laquelle il appartenait, au point d'adopter une pratique coupable qu'elle avait déracinée d'au milieu d'elle, et de l'adopter par suite de cette même crainte d'imputation qu'il méprisait dans le sud; mais l'impulsion sous l'empire de laquelle il parlait démontrait que, lorsqu'on laisse la crainte de l'opinion s'établir sous une forme quelconque, elle est apte à prendre les formes les plus fâcheuses.

Quand j'étais à Philadelphie, un incident déplorable arriva à une famille de ma connaissance. Un

fils unique, âgé de dix-neuf ans, fut insulté par un de ses compagnons d'étude; son père et son oncle se consultèrent sur ce qu'il y avait à faire et envoyèrent le jeune homme combattre la personne qui l'avait insulté. La mère, quand on lui apprit ce duel, demanda au ciel que, si l'un d'eux devait succomber, ce fût son fils; sans doute elle sentait, dans son cœur vertueux, que mieux vaudrait mourir qu'assassiner un homme par une lâche crainte de l'opinion. Le premier agresseur perdit un doigt; et l'affaire s'est ainsi terminée; mais elle n'en est pas restée et elle n'en restera pas là; car ce jeune homme a reçu, des guides de sa jeunesse, une leçon de bas égoïsme, de lâcheté morale; il est à craindre qu'elle n'exerce à jamais sur lui une funeste influence, et la société dans laquelle il vit a vu sacrifier à de faux principes deux de ses membres les plus respectables.

Voici ce que me disait un habitant des États du sud, où le duel est très répandu : « Un homme peut en tuer un autre et n'en pas valoir moins pour cela. Il peut être vil dans ses transactions pécuniaires, mais il ne lui est pas permis de voler. Il peut jouer, mais il ne peut tenir une maison de jeu. » Les duellistes du sud prétendent que les bonnes manières ne peuvent exister que là où la vengeance est le châtiment des mauvaises. La crainte du blâme et de la vengeance est, pour le moins, aussi méprisable que les mauvaises manières et, incontestablement, plus vile que la crainte de l'opinion qui prévaut dans le nord.

Dans le nord, il ne saurait y avoir que peu de vanité de représentation par la difficulté de se procurer des domestiques, ce qui n'empêche pas l'ostentation de la richesse d'être grande dans les villes commerciales. C'est là que l'aristocratie se forme et se rassemble; or, comme nous l'avons déjà dit, l'aristocratie c'est le parti de la crainte, tandis que la démocratie est le parti de l'espérance. La crainte de

l'opinion prend une foule de formes : il y a la crainte de la vulgarité, la crainte de la responsabilité et, surtout, la crainte de se singulariser. Il y a quelque chose de plus déplaisant, au premier aspect, dans la réserve de l'Américain du nord que dans la turbulence de la race cavalière du sud. Ce n'est que lorsque les exceptions individuelles sortent de la masse, lorsqu'elles mettent au jour la franchise et la générosité domestiques de toute la population, ce n'est qu'alors que l'étranger s'accoutume peu à peu à cette absence de toute confiance sociale, à cette réserve qui porte un cachet d'égoïsme si prononcé.

Les Américains du nord sont, par l'éducation et l'habitude, tellement accoutumés à la réserve dont je parle, qu'ils ignorent son étendue et sa singularité. Ils sont blessés des remarques que font les étrangers à propos de cette singulière manie, et du ridicule que déversent sur elle ceux de leurs compatriotes qui ont voyagé hors de leur pays. Mais la singularité est en eux. Ils peuvent parcourir le monde entier; nulle part, ils ne trouveront une société qui consente à se soumettre à la contrainte d'une réserve permanente, et à déférer sans cesse aux opinions d'autrui. Ils ne ne trouveront que chez eux une société où il n'est pas jusqu'aux petits enfants qui ne prennent garde de commettre des méprises et ne parlent de l'effet des actions sur l'opinion des autres; où les jeunes gens déterminent en silence quelles opinions ils exprimeront en public et celles qu'ils n'avoueront que dans l'intimité du foyer; où presque toutes les femmes écrivent des lettres pitoyables, parce qu'il est convenu qu'on ne doit pas confier ses secrets au papier; et où les personnes d'un âge mûr semblent manquer presque universellement de cette foi aux principes, qui fait qu'on les exprime en tout temps et dans toutes les circonstances.

« Mistriss B, » disait un enfant de onze ans à une

de mes amies, « à quelle église allez-vous? — A celle de M***. — O mistriss B, vous êtes donc unitaire? — Non. — Pourquoi donc allez-vous dans cette église? — Parce que j'en aime le service. — Mais mistriss B, songez à l'exemple, l'exemple, mistriss B! »

Après avoir passé quelque temps dans le pays, je fis observer, à une personne qui connaissait parfaitement la société au milieu de laquelle elle vivait, que, depuis mon débarquement, je n'avais pas encore vu une lettre passable écrite par une dame, quoique la conversation de plusieurs, parmi celles qui m'avaient écrit, me parût supérieure. Toutes les lettres étaient insignifiantes, réservées dans leurs expressions, limitées à des lieux communs et surchargées de flatteries. L'art épistolaire, répondent-elles, n'existe pas en Amérique; nous n'avons pas de lettres bien écrites. La force de l'opinion publique est telle, et les périls de la publicité sont si grands, que les hommes n'écrivent pas ce qu'ils pensent, dans la crainte que leurs lettres ne tombent en de mauvaises mains. Ceci réagit sur les femmes et rend leur style artificiel. Ce n'est pas qu'il n'y ait des lettres bien écrites en Amérique; parmi mes amis et correspondants dans ce pays, il y a des femmes et des hommes dont le style pour la franchise, la grace et la beauté, ne saurait être surpassé; mais je ne connais point de milieu entre cette excellence et l'insignifiance complète qui caractérise tout le reste.

Quand l'étranger est un peu revenu de la première impression pénible que lui cause toute cette réserve, il demande naturellement ce qui peut la rendre nécessaire. A cette question je n'ai jamais entendu faire une réponse satisfaisante. La force de l'opinion publique ne saurait faire à un individu, homme ou femme, un mal comparable à l'inconvénient de vivre dans une réserve perpétuelle. Quiconque, homme ou femme, ne peut endurer le blâme ferait mieux

de défricher un espace dans la forêt et d'aller y vivre comme dans le seul lieu où il puisse être à l'abri des attaques de l'opinion. Quand on a peur des observations et des commentaires, il faut s'isoler entièrement de la société; car l'intérêt que des êtres humains prennent les uns aux autres est si profond et si universel, que les observations et les commentaires sont inévitables; partout il y a des yeux pour voir, des cœurs et des esprits pour désirer et conjecturer. Naturellement, un honnête homme ne redoute pas cette investigation; s'il n'est pas sûr de ses opinions sur une matière quelconque, il le dira et cherchera à s'éclairer; s'il en est sûr, il les exprimera dans l'occasion et sera prêt à en avouer les motifs. Sans doute il n'est pas agréable de voir nos opinions traitées de fausses et de dangereuses, mais c'est un mal très faible, comparé à la servitude de la dissimulation et aux tourments de la crainte. Cette servitude, ce tourment sont pires que tous les maux que pourrait infliger la force de l'opinion publique, lors même qu'elle devrait nous fermer la carrière politique, nous interdire tout succès dans notre profession et nous priver des avantages sociaux les plus précieux. Il est des membres de la société américaine qui ont trouvé la persécution, l'excommunication et la violence plus supportables que la dissimulation de leur conviction.

Peu de personnes le mettent en doute, quand la question leur est présentée d'une manière claire e distincte. Ils en conviennent à l'église, le dimanche, et dans la conversation du foyer; et si, dans le monde, ils n'agissent pas d'après cette conviction, c'est grâce à la force de l'habitude et de l'éducation; ils portent leurs chaînes depuis si longtemps qu'ils en sentent moins le poids. Je doute qu'ils puissent même concevoir un état de société où nul homme ne craigne son voisin, où la responsabilité des opi-

nions n'entraîne aucun inconvénient, où les hommes, convaincus que la conséquence ne saurait se prévoir et que le juste ne doit pas la redouter, s'y exposent sans crainte et ne se tourmentent pas à calculer ce qui est incalculable. Quand le temps viendra, pour les Américains, de découvrir tout cela, d'apercevoir quelle misérable contrainte ils se sont imposée par cet asservissement à l'opinion, ils comprendront comment il se fait que, bien qu'extérieurement, mieux partagés qu'aucun peuple de la terre, ils n'ont pas été pour cela plus heureux que le reste du monde. Je doute que, dans les classes inquiètes de l'Ancien-Monde, il y ait autant de pénible sollicitude, d'anxiété nerveuse que cette seule cause en produit parmi les habitants des villes des États du nord de l'Amérique. Si j'avais à choisir, j'aimerais mieux endurer le malaise involontaire de l'Ancien-Monde que l'anxiété gratuite du Nouveau, si ce n'est que sa souffrance volontaire peut être écartée en un moment. Il est des exemples, en petit nombre, mais frappants, d'individus à l'âme forte, qui ont découvert et mettent en pratique la vraie philosophie du laisser-aller, qui ont ouvertement pris position dans les principes, et qui, préparés à toutes les conséquences, se résignent humblement et avec joie à toutes les inflictions possibles de l'opinion. Quoique peut-être cela n'entre pas dans leurs calculs, il est probable qu'ils trouvent dans l'opinion plus de jouissances et moins d'inconvénients que ceux qui la courtisent le plus assidument.

Si cette habitude de réserve n'était pas un mal trop sérieux, il y aurait quelque chose d'amusant à observer sa mise en pratique. A l'époque où l'ouvrage du docteur Channing, sur l'esclavage, venait de paraître, la conversation s'établit entre une dame de Boston et moi. Elle commença en me disant :

« Avez-vous lu l'ouvrage du docteur Channing?

— » Oui. Et vous?

— » Oh! non. Ne le trouvez-vous pas bien inopportun?

— » Non; je le regarde, au contraire, comme très opportun.

— » Mais n'est-ce pas un mal que d'augmenter, en ce moment, l'effervescence publique?

— » Cela dépend de la nature de l'effervescence; mais ce livre me semble avoir un effet calmant, comme l'a, en général, l'exposition des principes vrais.

— » Mais le docteur Channing n'est pas un homme pratique, ce n'est qu'un savant dans la retraite; il n'a aucun intérêt réel dans la question.

— » Aucun intérêt matériel; cette circonstance, de même que sa retraite, le met à même de voir plus clair que d'autres, dans une question où les principes éclairent les hommes, et où la pratique semble n'avoir pour effet que de les aveugler.

— » Eh bien! je lirai certainement ce livre, puisque vous en faites tant de cas.

— » Ne le lisez pas, je vous prie, si c'est là votre unique motif. »

Bientôt après parut une réponse à l'ouvrage du docteur Channing; c'était un pamphlet qui sentait d'une lieue la crainte, les dollars et conséquemment l'insulte. Un gentleman de Boston, qui avait montré, dans des occasions importantes, un grand courage moral, ne fit aucune mention de cette réponse pendant les premiers jours de sa publication. Enfin, entendant une autre personne en parler comme elle le méritait, il dit : « Maintenant qu'on dit ouvertement son avis sur cette réponse, je n'ai aucune objection à faire connaître ce que j'en pense. J'ai gardé le silence jusqu'aujourd'hui; mais, hier, j'ai entendu quelqu'un en parler comme vous en parlez vous-même, et je n'hésite plus à déclarer que je

regarde ce pamphlet comme une production infame. »

On me dira que ce sont là des exemples spéciaux, soit; mais ils n'en attestent pas moins l'état habituel de la société par la direction donnée à la réserve. Ailleurs, il est possible que l'on craigne aussi quelquefois; mais on ne songerait pas à s'abstenir de lire un bon livre ou à garder le silence au sujet d'un mauvais pamphlet, jusqu'à ce qu'on se sentît appuyé par l'opinion d'autrui.

Quand je parlerai de l'esprit des rotations sociales, on verra combien la vie domestique des Américains contraste fortement avec cet état de choses : ce que je déplore en ce moment, c'est un égoïsme individuel trop généralement répandu.

Le voyageur doit aller dans l'ouest, s'il veut voir régner universellement la liberté et la franchise des manières. Les gens de l'ouest ont un laisser-aller confortable, également éloigné de l'arrogance du sud et de la timidité du nord; ils joignent à cela l'hospitalité qui distingue le pays tout entier, en sorte que c'est, au total, une population séduisante. Leur assurance vient probablement de leur énergie remarquable, attestée par les conquêtes sur la nature, dont leur présence, même dans l'ouest, est un suffisant témoignage. Ce sont les gens les plus francs que j'aie vus en Amérique; aussi, au milieu d'eux, on se trouve délicieusement soulagé de ce sentiment de douleur et d'indignation que la réserve mondaine ne manque jamais d'inspirer. Si l'étranger s'entend flatter dans l'ouest, il peut conclure avec assurance que celui qui lui parle vient de la Nouvelle-Angleterre. « Nous sommes portés à croire, » me disait un habitant de l'ouest, « que, quelles que soient les qualités d'une autre personne, nous valons autant qu'elle. » En conséquence, les relations ont eu lieu sans la moindre attention au mérite des qualités

respectives. Grâce à ce charmant laisser-aller, leurs pensées libres se traduisent en actes conformes, et le monde y gagne beaucoup. Comme on doit s'y attendre, il y a, par ci par là, des exemples d'extrême présomption, mais, je n'hésite pas à le déclarer, répandus comme le sont, dans la société actuelle, la fausse modestie et la lâcheté morale, ce degré d'assurance, qu'on nomme communément présomption, gagne chaque jour dans mon estime; un sentiment exagéré de soi me semble une méprise moins nuisible et moins désagréable que l'idolâtrie de l'opinion; c'est une erreur qui sera rectifiée tôt ou tard, et il arrive souvent que ce n'en est pas une. L'événement décide la question d'exagération en dernier ressort, et, tant que l'événement n'aura pas prononcé, il est fort agréable d'accorder aux gens tout le mérite qu'ils se croient. Cela est plus agréable que de voir les gens restreindre leurs propres facultés par un sentiment de prudence et de réserve qui indique une égale défiance des autres et d'eux-mêmes. Si John Milton vivait aujourd'hui et qu'il avouât son espoir de produire une œuvre que le monde *ne laisserait pas mourir*, quel concert de réprobation s'éleverait contre lui! comme on l'accuserait de présomption! tandis que l'événement ayant rendu cette déclaration véritable, elle est citée maintenant comme un exemple de la noble assurance du génie.

Les gens de l'ouest ont droit de montrer de l'assurance, car ils ont prouvé ce qu'ils peuvent accomplir; ils viennent de loin avec des qualités qui ont assez de force pour les guider dans une région nouvelle; ils domptent cette région, ils la façonnent à leurs vues, et si, souvent, ils oublient que le monde est en progrès, s'ils se regardent comme relativement aussi grands dans la société actuelle qu'ils l'étaient naguère dans le désert; il faut se rappeler, pour leur justification, qu'ils ont constaté leur

puissance dans la conquête des circonstances.

S'il ne nous est pas encore donné de voir, hormis dans les exemples individuels, l'exquise union de l'intrépidité avec la modestie, de l'assurance avec la douceur ; s'il faut choisir entre le désir d'être grand à ses propres yeux, et la crainte d'être petit aux yeux d'autrui, les amis des Américains souhaiteront pour eux que leur erreur soit de celles qui s'allient à trop plutôt qu'à pas assez de liberté.

Quant à l'importance attachée à l'opinion des étrangers sur l'Amérique, je l'ai trouvée moins frappante que je ne m'y attendais. Dans le sud, on est très sensible à l'opinion du monde sur l'esclavage ; dans la Nouvelle-Angleterre, la vénération pour l'Angleterre est plus grande qu'aucun peuple, selon moi, ne doit en éprouver pour un autre. L'amour de la mère-patrie, l'orgueil filial qui s'attache à la mémoire des pères sont des sentiments naturels et honorables, et l'on comprend qu'on témoigne un degré très élevé de déférence pour ceux qui habitent actuellement le sol de cette mère-patrie et les lieux où ont vécu, pensé et parlé ces sages. Mais, tant que la supériorité ou l'infériorité d'une nation civilisée, à l'égard des autres, ne pourra être constatée avec précision, cette excessive vénération avec laquelle l'Angleterre est regardée par les Américains semble impliquer une absence d'estime pour eux-mêmes. Toutefois, c'est là un sentiment infiniment plus noble et plus salutaire que celui qui a été manifesté par quelques Anglais à l'égard de quelques Américains, ce mépris qui a été retorqué par quelques Américains. Mais, dans chaque nation, les contempteurs, assez bruyants pour produire un certain effet, sont en trop petit nombre pour que nous nous arrêtions à en parler davantage. Tout Anglais qui, ayant vu et connu les Américains sur leur propre sol, ne les honore pas comme nation et ne les aime

pas comme amis personnels, cet Anglais est un triste échantillon du peuple dont il porte le nom : et tout Américain qui, ayant vu et connu les Anglais sur leur propre sol, ne respecte pas sa patrie en proportion exacte de sa prédilection, pour ce qu'il y a de mieux dans les Anglais, celui-là n'est pas digne d'être Américain.

Pendant ma traversée, les Américains à bord me prévinrent que, partout, je serais importunée de cette question : « Comment trouvez-vous l'Amérique? » Arrivés à quelques milles de New-York, un bateau à vapeur vint à notre rencontre, amenant des amis de quelques uns d'entre les passagers. Nous montâmes à bord de ce bateau à vapeur pour nous rendre à la ville : c'était bien le plus étroit, le plus sale et le plus incommode de tous les navires. Une pluie battante nous obligea de nous réfugier dans la cabine où il y avait à peine l'espace nécessaire pour se tenir debout, et nous n'étions éclairés que par une seule lampe en fort mauvais état. « Eh bien, miss M..., » dit un des passagers américains, « comment trouvez-vous l'Amérique?» C'était la première fois qu'on m'adressait la question qui devait m'être si souvent renouvelée. Toutefois, je ne pense pas que la plupart de mes interrogateurs attachassent à ma réponse plus d'importance que ceux qui m'adressèrent, pour la première fois, cette question dans la sale cabine, ou que mon petit ami Charles, qui ne tarda pas à adopter la même formule, et me disait, de temps à autre, avec beaucoup de gravité : « Comment trouvez-vous ce pays-ci? » J'appris bientôt à n'y voir qu'une manière de commencer la conversation, comme en Angleterre nos observations météorologiques. Bien que les Américains aient de l'Angleterre une trop haute idée et ne s'estiment pas assez eux-mêmes comme nation, je pense qu'ils attachent beaucoup moins d'importance à l'opinion

des étrangers sur leur patrie, que ne pourrait le faire croire aux Anglais la conduite des voyageurs américains en Angleterre. C'est sur le sol anglais que prend naissance cette anxiété. Dans leur patrie, la généralité des Américains semble comprendre ce qui est vrai des nations encore plus que des individus, à savoir que, tout agréable qu'il puisse être d'être jugé favorablement par ses voisins, cependant, quand on est vertueux et heureux en soi, le reste n'importe pas beaucoup. J'ai rencontré quelques individus qui, les uns dans l'intention de me plaire, d'autres sous l'influence de préjugés locaux, me parlaient, avec une ridicule affectation de candeur, de ce qu'ils appelaient la justesse des attaques grossières dirigées contre l'Amérique par la presse anglaise; mais j'ai eu le plaisir d'en rencontrer un plus grand nombre qui déclinaient la juridiction d'observateurs que leurs préjugés, ou quelque chose de pire, rendaient incompétents à juger une nation. L'irritabilité de leur vanité a été beaucoup exagérée, en partie, pour servir des intérêts d'auteurs de la plus vile espèce, et, en partie, par suite de la conduite ridicule de quelques Américains en Angleterre, qui ne représentent pas plus la nation à laquelle ils appartiennent qu'un jeune Anglais qui, lorsque j'étais à New-York, remonta l'Hudson par une pluie battante, attesta que West-Point ne valait pas Richmont, descendit la rivière la nuit et déclara, à son retour, que les Américains faisaient grand bruit de paysages qui n'avaient rien que de très ordinaire.

Ce sera un bien pour les Américains, spécialement ceux de l'est et du sud, quand ils auront sur l'honneur des idées aussi élevées que celles qui ont inspiré leurs révolutionnaires ancêtres. Quand ils auront de la démocratie l'idée qu'en avaient leurs hommes d'État de 1801, ils modéreront leur hom-

mage à l'opinion et ajouteront à leurs vertus le culte de l'humanité : alors seulement ils seront à la hauteur de leurs institutions; alors ils jouiront de cette liberté et de cette paix intérieures dont la liberté et la paix extérieures ne sont que des moyens exceptionnels. Dans ce progrès, ils seront toujours secondés par l'accroissement des relations entre l'Angleterre et l'Amérique; car, quelque fascinés que puissent être les Américains par le spectacle du luxe, de la liberté dans la conversation et de la haute culture intellectuelle de certaines portions de la société anglaise, ils ne peuvent qu'être choqués de l'aristocratique insolence qui est le vice de l'ensemble. L'esprit de dénigrement, cet esprit puéril et barbare, est à peine connu en Amérique; on n'a pas même d'idée de l'insolence anglaise de classe à classe, d'individu à individu, si ce n'est dans le traitement infame des gens de couleur. Rien, dans la civilisation américaine, ne m'a frappée plus agréablement que l'invariable respect pour l'homme dans sa qualité d'homme, et rien, non plus, depuis mon retour en Angleterre, ne m'a plus affligée que le contraste que j'y ai vu sous ce rapport. L'Anglais qui n'est point allé en Amérique ne saurait se faire une idée de l'atmosphère d'insolence dans laquelle il vit, de la contagion de mépris qui infecte, dans sa patrie, toutes les relations sociales; il ne saurait comprendre jusqu'à quel point tout ce qu'il peut dire de plus vrai et de meilleur, sur le traitement des gens de couleur en Amérique, est neutralisé sur les lieux par ce seul fait, que le mépris concentré là bas sur les noirs est, ici, disséminé sur la société tout entière.

SECTION I.

ESPRIT DE CASTE.

Ce mot, ou, du moins, le sens qui s'y rattache, ne passera pas plus de mode dans une république que chez les Indous. L'idée pourra varier dans son application spéciale; mais, partout où il y aura société, il y aura hiérarchie, et hiérarchie tenace. Comme cela est naturel et inévitable, cela, par conséquent, est bien. Reste la question de savoir quels doivent être les titres à la supériorité.

Comme il n'y a point, en Amérique, de hiérarchie féodale, excepté dans les États à esclaves, où vivent deux classes bien tranchées sans aucun autre intermédiaire, il semble absurde que ce qui reste en Europe de distinction féodale soit imité en Amérique. Partout où existe, aux Etats-Unis, une apparence d'aristocratie conventionnelle, elle doit prendre sa source dans la richesse, car elle ne peut s'appuyer sur la naissance. Une aristocratie d'argent est vulgaire par tous pays, et surtout dans une république. C'est la seule espèce de vulgarité que j'aie vue aux États-Unis.

J'imagine que les Anglais qui se sont plaints le plus de la vulgarité des manières américaines ont agi ainsi par deux causes : d'abord, en prenant pour base de leur jugement leurs idées conventionnelles, ce qui est une vulgarité de leur part; et ensuite parce que leurs relations avec les Américains ont été limitées à ceux qui se considèrent comme l'aristocratie des États-Unis, aux opulents et fastueux citoyens des ports atlantiques. Les voyageurs anglais sont reçus de la manière la plus hospitalière par cette classe de la société; on les présente dans le beau monde de Boston, de New-York ou de Philadelphie, et ils apprennent à voir le pays des mêmes

yeux que leurs hôtes. Il n'y a pas de mal là dedans; c'est très naturel, mais ce n'est pas pour un étranger le moyen de bien connaître le pays et sa population. Le voyageur qui cherchera soigneusement à voir par lui-même, non avec des yeux d'Européen et d'aristocrate, mais avec des yeux d'homme, trouvera la véritable aristocratie du pays non seulement dans les salles de bal et dans les bureaux de banque, mais aussi dans les bateaux pêcheurs, dans les magasins, dans l'enceinte des colléges et à la charrue. Jusqu'à ce qu'il ait vu tout cela et qu'il ait étudié les manières naturelles de l'aristocratie naturelle, l'Anglais, qui appliquerait à plus d'une classe la qualification de *vulgaire*, ne serait pas plus dans son droit qu'un Américain qui qualifierait de *vulgaires* tous les Anglais, après avoir vu seulement la classe des aldermans de Londres.

J'eus l'occasion de voir le grand nombre d'erreurs qui naissent de cette cause ; on me parlait beaucoup de Boston, ville la plus aristocratique, la plus vaine et la plus vulgaire si l'on en juge par sa première société, mais qui possède heureusement d'autres mérites. Ce n'est pas que je la regarde, avec ses habitants, comme la plus religieuse, la plus éclairée et la plus vertueuse ville du monde, il en est d'autres aux États-Unis que je lui préfère sous ces rapports; mais, Londres excepté, je ne connais pas de ville qui réunisse un plus grand nombre de personnes de mérite et intéressantes à connaître; seulement il arrive que ces personnes appartiennent, pour la plupart, à l'aristocratie naturelle, très peu à l'aristocratie conventionnelle : leur influence est presque nulle ; aussi la société ne paraît pas leur devoir grand'chose. Ces personnes-là ont leur mérite à part; mais il est tellement éparpillé, et pour ainsi dire concentré dans ceux qui le possèdent, qu'il n'est d'aucun profit pour le corps social. Quoique

Boston contienne un assez grand nombre d'hommes et de femmes dont l'exemple suffit pour mettre sa société à l'abri de l'accusation d'immoralité et de mauvaise foi dans les manifestations religieuses, c'est cependant un foyer d'hypocrisie. Malgré son intelligence supérieure, le grand nombre de ses institutions de bienfaisance et son hospitalité libérale, on y trouve, à un très haut degré, l'union extraordinaire et pernicieuse du déréglement des mœurs et de l'infidélité, avec tous les dehors de la piété la plus stricte et de la convenance la plus sévère. Ce déréglement et cette infidélité se retrouvent, je le crains, dans toutes les autres villes de l'autre côté de l'Atlantique; mais nulle part, sans doute, elle n'existe d'une manière aussi absolue avec une piété aussi ostensible. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner la question religieuse, mais, en ce qui concerne l'hypocrisie, je crois qu'elle prend sa principale source dans l'esprit de caste. Les habitants de la Nouvelle-Angleterre ont, il est vrai, renoncé au duel; mais les sentiments que mettait au jour la pratique du duel sont entretenus avec soin par les membres de l'aristocratie conventionnelle; cela ressort non seulement d'une évidente hypocrisie, mais aussi de l'aveu de ceux qui ont la franchise de ne vouloir passer ni pour républicains ni pour chrétiens. Quelques uns appellent ouvertement de leurs vœux une monarchie; d'autres insinuent constamment les avantages de cette forme de gouvernement et ne cachent point leurs dégoûts pour la république. Remarquez, en outre, que ces hommes raisonnent toujours dans la supposition que, s'il y avait une monarchie, ils en composeraient la partie aristocratique; et pourtant, ils verraient bientôt combien leur erreur est grande à cet égard, si un évènement aussi impossible arrivait jamais. Cette classe, ou plutôt cette coterie, car elle est très peu nombreuse,

n'exerce aucune influence, quoiqu'un de ses membres se soit hasardé un jour à exprimer ses vœux pour la monarchie dans un discours anniversaire du 4 juillet, discours qu'il a depuis fait imprimer; il y a, du moins, dans son intrépidité, quelque chose de respectable : le reproche d'hypocrisie ne saurait l'atteindre.

Les enfants réfléchissent si fidèlement cet esprit de caste, qu'en dépit du masque de l'hypocrisie son existence ne saurait être douteuse. Les hommes faits peuvent déguiser leurs vœux aristocratiques sous leurs lamentations relatives à l'état déplorable de la littérature et de la science, supposant que la richesse et le loisir sont les conditions essentielles de la littérature, que la science et la dignité sociale sont inséparables, et commettant la légère bévue de croire que l'aristocratie naturelle de l'Angleterre, ses philosophes et ses poètes se rattachent, par l'identité et l'origine, à son aristocratie conventionnelle. Les dames peuvent cacher aux autres et même à leurs propres yeux leur égoïste orgueil de caste, sous la prétention à une supériorité de délicatesse et de raffinement; mais de pareils déguisements ne vont point à la taille des enfants; ils répètent au dehors ce qu'on leur a appris à la maison. Une jeune personne me disait un jour que, dans sa pension, elle appartenait à une *catégorie* délicieuse : autrefois il n'en existait pas, jusqu'au moment où y arrivèrent plusieurs filles d'épiciers enrichis; les pensionnaires du bon ton avisèrent au moyen de parer à cet inconvénient et se formèrent en catégories. Elle me dit que la fille d'un buraliste de loterie étant venue dans la pension, aucune catégorie ne voulut la recevoir, avec quelle dureté on la traita et combien il était difficile de lui venir en aide, à cause de son extrême timidité. Celle qui me donnait ces détails ajouta qu'elle et sa catégorie, composée d'une soixan-

taine de jeunes personnes, ne se visitaient qu'entre elles; combien il serait délicieux de n'avoir pas parmi elles de filles d'épiciers, mais que c'était impossible.

Voilà l'éducation que l'on donne sous une république. Ce qui doit consoler, c'est l'assurance énoncée dans la dernière partie des renseignements qu'on vient de lire. Les exclusifs trouvent l'exécution de leurs vœux *impossible*; ils n'obtiendront pas une monarchie, et ils ne pourront ni compléter ni clore leurs *catégories*; à plus forte raison, des fonctions républicaines ne seront-elles jamais confiées à des hommes accoutumés, dès leur enfance, à distinguer entre les professions, à regarder un épicier comme au dessous d'un banquier. Le principal effet de l'esprit aristocratique dans une démocratie est de rendre ceux qui en sont imbus exclusifs dans un double sens, car ils sont plus encore exclus qu'ils n'excluent les autres : le seul dommage qui en résulte pour la république, c'est qu'elle a dans son sein un petit nombre d'individus agissant en vertu des principes anti-républicains, et devenus par là ses enfants pervers, au lieu d'être pour elle des amis et des serviteurs sages et utiles.

A Philadelphie, où j'allais beaucoup en société, quelques unes des personnes de ma connaissance demeuraient dans Chesnut-Street, d'autres dans Arch-Street. Au bout de quelques semaines de résidence dans cette ville, je reconnus, à ma grande surprise, que quelques unes des dames que j'admirais le plus, non seulement n'avaient jamais vu d'autres dames d'une grande beauté que j'admirais tout autant qu'elles, mais qu'encore elles refusaient absolument de les voir. Je demandai plusieurs fois l'explication de ce mystère; quelqu'un me dit qu'un étranger ne pouvait rien comprendre aux usages de leur société. Je sentais que c'était vrai, mais cela ne

pouvait me satisfaire. Un autre me dit que cette mutuelle ignorance provenait de ce que les dames d'Arch-Street devaient leur fortune à leurs pères, tandis que les dames de Chesnut-Street devaient la leur à leurs grands-pères ; un autre qui plaisantait beaucoup sur un nouveau mode de révérence nouvellement adopté déclara que cela provenait de ce que les dames d'Arch-Street se levaient deux fois seulement sur la pointe des pieds avant de saluer, tandis que les dames de Chesnut-Street se levaient trois fois. Dans tout cela, une chose seule me parut certaine : c'est combien il était fâcheux que ces dames se privassent du plaisir de s'admirer mutuellement pour des raisons aussi futiles; car, en vérité, il n'en existait pas d'autres.

Il ne faut pas croire que le seul fait de vivre dans une république suffise pour déraciner cette espèce d'amour-propre qui prend la forme de l'orgueil de famille. C'est un point d'arrêt dans le passage de l'égoïsme à la bienfaisance ; il est donc naturel et utile en son temps et en son lieu, de même qu'un enfant regarde son père comme l'homme le plus sage qu'il y ait dans le monde, de même que chacun des membres d'une famille regarde ses parents comme ce qu'il y a de plus grand, de meilleur et de plus heureux, jusqu'à l'époque où il acquiert une connaissance intime d'autres individus : ce sentiment exclusif existe partout où il y a des familles. Un homme public et éminent nous dit un jour que, dans un voyage qu'il avait fait dans une partie reculée de son État, un singulier exemple de l'orgueil de famille l'avait beaucoup amusé : deux frères, simples fermiers, s'étaient réclamés de sa parenté, ce qui, en effet, était vrai ; ils se présentèrent à lui en qualité de cousins ; l'un d'eux amena son fils, hideux petit magot qui avait des cheveux roux; son père lui passa la main sur les cheveux avec complaisance et déclara que c'était le

vivant portrait de son oncle Richard ; la ressemblance était frappante : c'était son oncle Richard trait pour trait; c'étaient les mêmes cheveux; l'oncle Richard resta quelque temps muet, et ce fut à peine si, à la fin, il put articuler quelques mots ; sur quoi le père ajouta, avec un sourire de satisfaction : « Croiriez-vous que ce petit drôle a six ans, et qu'il ne peut encore articuler un seul mot. »

Personne ne blâmera l'orgueil de famille contenu dans de sages limites; en supposant qu'il reste dans son état actuel, il est inoffensif dans le cercle étroit où son action est renfermée; mais dans une ville soumise au mouvement de la société, ce même orgueil peut se transformer en esprit de caste ou s'exalter de manière à compromettre la pureté de la fraternité républicaine. L'alternative est grave pour l'état de la république et d'une haute importance pour l'individu.

L'étendue et l'influence de l'aristocratie conventionnelle aux États-Unis indiquent l'état de la république, en ce sens qu'elles donnent une mesure de l'esprit anti-républicain qui y existe. Du reste, une pareille aristocratie doit rester trop insignifiante pour devenir jamais dangereuse ; elle ne peut choisir ses membres, en restreindre le nombre ou préserver de souillure sa qualité, car il faut qu'elle se perpétue non par transmission héréditaire, mais en se recrutant au dessous d'elle. Les épiciers s'enrichissent, les artisans deviennent gouverneurs de l'État ; et heureusement qu'il n'y a ni loi, ni raison, ni désir pour qu'il en soit autrement. Ce petit nuage voltigera au dessus de la république comme la vapeur perpétuelle qui plane au dessus du Niagara, produite par la force et la régularité du mouvement d'en bas. Quelques uns pourront s'affliger que le ciel ne soit jamais complètement serein ; mais le petit nuage ne fera peur à personne : l'aristocratie

conventionnelle de l'Amérique n'inondera pas plus la république que la vapeur blanche ne submergera la cataracte dont elle émane ; l'une de ces craintes serait aussi raisonnable que l'autre.

SECTION II.

PROPRIÉTÉS.

Il est une vérité que j'ai trouvée unanimement admise aux États-Unis : c'est qu'une fortune privée trop considérable est incompatible avec l'esprit du républicanisme. La richesse est un pouvoir; et nul individu ne doit posséder une somme de pouvoir trop considérable.

Des vérités reconnues ne soulèvent aucune plainte. Je n'ai jamais rencontré personne qui blâmât l'opinion publique de sa répugnance pour la grande fortune : au contraire, tous ceux avec qui je me suis entretenue sur cette matière m'ont paru être de l'avis de tout le monde. Au milieu de cette convoitise universelle du gain, que combattent inutilement les prédicateurs dans la chaire et les moralistes dans leurs livres, il ne semble pas qu'il y ait aucune intention d'aller au delà de ce que l'opinion publique approuve. L'amour des richesses est absorbé par la déférence à l'opinion. C'est plutôt un esprit de concurrence et d'ostentation qu'un désir d'accumuler. Nous avons déjà dit que dans les six États de la Nouvelle-Angleterre, sur une population de plus de deux millions d'habitants, c'est à peine si l'on trouverait quatre ou cinq cents fortunes de 100,000 dollars et au dessus.

Le sentiment populaire s'élève avec tant de force contre la transmission des grandes fortunes et la préférence accordée à un enfant au détriment des

autres, que nul n'essaie de le faire. Les rares tentatives faites par des personnes à prédilections féodales, pour perpétuer cette vicieuse coutume, ont heureusement échoué. On a beaucoup ri de l'expédient de l'un de ces testateurs, qui avait stipulé la réversion périodique des produits d'un domaine considérable, oubliant que les produits réversibles étaient vendables comme toute autre chose, et que, sous l'empire d'une démocratie, il n'est pas plus possible de régler les affaires privées que les affaires publiques des générations futures. Le plus grand propriétaire actuel d'Albany, dont tout le monde connaît la richesse héréditaire, se propose de partager sa fortune entre ses enfants, qui sont, je crois, au nombre de treize. Sans doute son exemple détruira la coutume de favoriser un seul enfant pour la conservation d'une grande fortune.

Ce progrès lent vers le nivellement de la propriété est une amélioration à l'état des choses dans l'Ancien-Monde, où l'accumulation de la richesse par masse, le dénuement qui en résulte pour une portion considérable de la société et les lignes de démarcation qui s'établissent ainsi de classe à classe et d'homme à homme, constituent un système trop absurde et trop barbare pour durer. Le progrès lent des Américains vers l'égalité dans la répartition des richesses est encore plus important en ce qu'il indique par quelle voie la société doit être un jour affranchie de ce qu'elle a d'absurde et de barbare sous le point de vue de sa propriété. Cette voie n'est encore aperçue que par un petit nombre; mais le grand nombre qui imite autant qu'il peut les errements du vieux monde, et nourrit avec soin ses prédilections féodales, ne pourra pas longtemps résister à la conviction que doit nécessairement amener en lui la force des principes républicains, à savoir que le seul moyen d'assurer une liberté sociale parfaite, assise

sur des principes démocratiques, c'est la communauté des biens.

En Amérique on n'a pas une moins grande horreur que partout ailleurs du despotisme qui voudrait égaliser arbitrairement la propriété. Un pareil despotisme paraîtra toujours un fantôme de l'imagination. Le progrès vers le nivellement que demande maintenant l'opinion publique est d'accord avec la justice; on veut que nul n'empiète sur la génération présente en vue de s'enrichir; que nul ne diminue la portion de ses enfants puînés pour enrichir l'aîné; que nul n'empiète sur la génération présente en vue d'enrichir une génération à venir. Tout cela est admis et requis; mais, en vertu de la même règle et par suite du même principe, nul n'aura la permission d'enlever à l'homme laborieux la richesse acquise par son travail pour la donner à l'oisif; d'enlever au fort pour donner au faible; d'enlever au sage pour donner à l'insensé. Une telle atteinte à la propriété ne peut jamais avoir lieu ni être sérieusement appréhendée dans une république où tous, sauf les ivrognes et les esclaves, sont propriétaires, et où la déclaration d'indépendance revendique pour chacune de ces classes, avec la vie et la liberté, le droit de chercher le bonheur à sa guise. Il n'y aura pas d'atteinte à la propriété aux États-Unis.

Ce que je crois inévitable, c'est un accord général sur un principe de propriété plus rationnel que celui sous lequel les populations s'agitent frémissantes; sous lequel la sagesse et la paix de la société sont bien inférieures à ce que les autres circonstances permettent d'espérer et de prévoir.

Les Américains moralistes sont mécontents. « Notre civilisation actuelle, dit le docteur Channing, est caractérisée et souillée par une dévorante avidité de richesse; et une cause qui plaide en faveur du droit

contre la fortune doit éveiller une violente opposition, surtout dans les villes où cette divinité est adorée.... » « La passion du gain sape de toutes parts tout sentiment pur et généreux, et de toutes parts suscite des ennemis acharnés contre toute réforme qui menacerait de détourner de son cours le fleuve de la richesse. Il me semble, parfois, qu'une grande révolution sociale serait nécessaire pour briser notre civilisation mercenaire actuelle, afin que le christianisme, maintenant repoussé par presque tous les gens du monde, pût se mettre de nouveau en contact avec l'ame, et reconstruire la société d'après ses principes purs et désintéressés (1). » Voilà une prophétie. Les hommes pour qui la vérité et la justice ne sont pas de *vains mots* sont les prophètes de l'avenir.

Les hommes instruits de l'Amérique ne sont pas moins mécontents que les moralistes : ils se plaignent du caractère superficiel de l'instruction; de la dépression ou de la non-existence de la littérature. Quelques uns espèrent que les choses iront mieux, plus tard, quand la nation aura vieilli. Le plus grand nombre pense que le mal provient de ce que les hommes ont à s'occuper des travaux de leur profession; enfin il en est qui croient que l'Amérique aurait une littérature si elle avait une aristocratie héréditaire, seul moyen, prétend-on, de laisser aux individus le loisir et la liberté d'esprit nécessaires aux travaux littéraires. On a démontré que c'était une erreur. La nature et l'économie sociale ne s'accordent pas au point de conférer habituellement le génie à ceux qui ont la richesse héréditaire. La capacité s'est manifestée parmi les hommes occupés et pauvres beaucoup plus fréquemment que parmi les riches qui ont du loisir, de manière à dé-

(1) Lettre de Channing à Birney. 1837.

concerter la présomption humaine qui voudrait prescrire par quelles bouches les oracles du ciel doivent parler. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la foule des génies, des philosophes, des savants et même sur la classe bien inférieure des hommes instruits, pour voir combien peu de bienfaiteurs du genre humain sont sortis des *classiques ombrages*, des *studieux loisirs*, des *retraites savantes*, etc.; et combien est plus grand le nombre de ceux qui ont exhalé leurs axiomes, leurs chants, leurs prophéties, leurs hymnes du sein même de la foule laborieuse! Quoi de plus proverbial que la pauvreté des poëtes, le besoin de philosophie qu'ont eu les philosophes; les embarras pécuniaires des inventeurs, le dénuement des savants? L'histoire de la société démontre qu'il ne faut pas plus chercher les plus hautes intelligences dans le loisir opulent que la plus haute piété dans les cloîtres. Le vent divin du génie souffle où il lui plaît. On pourra tenir des sacs ouverts pendant des siècles, sans le recueillir, pendant qu'il rafraîchira le front de quelque soldat mutilé, courbé à Alger sous le poids de ses chaînes, ou quelque paysan obscur conduisant sa charrue.

C'est évidemment se tromper que de croire que la propriété héréditaire, l'occasion, le loisir et autres conditions semblables créeront une littérature ou feront naître des savants : c'est une erreur aussi grande que celle de ce journaliste américain qui prédisait à sa patrie des sculpteurs immortels, parce qu'il était arrivé à New-York une statue de Canova, en même temps qu'on avait découvert des carrières de marbre. Il est vrai que la statue est dans la carrière, mais elle gît ensevelie bien plus abstruse encore dans les impénétrables profondeurs de quelque intelligence humaine : mettre en contact cette intelligence et la carrière, voilà le problème que la sagesse

humaine ne peut résoudre dans une succession de loisirs héréditaires et les retraites savantes. C'est là de ces combinaisons que le Créateur n'a pas confiées aux mains de la créature.

Toutefois il est juste de reconnaître que si l'occasion et le loisir ne sont pas tout, que si même ces conditions ne sont rien en l'absence d'un travail utile, réunies elles sont quelque chose. Il y a bientôt un demi-siècle (1) qu'on a essayé, pour la première fois, de préconiser le loisir comme le privilége de tout être humain. Cette prétention peut s'accommoder avec d'autres intérêts que ceux de la philosophie, de la littérature et de la science. Un peu de loisir est nécessaire à la santé de l'ame de tous les hommes. Sans loisir ne peuvent fleurir la production intellectuelle, la paix de l'ame. On peut se le procurer sans le système actuel, ou il est l'apanage exclusif de quelques uns. Avec la communauté des biens il serait assuré à tous, car alors la somme nécessaire de travail serait bien inférieure à celle du temps disponible. Ainsi on pourrait voir quelle serait l'influence du loisir sur la littérature.

Les hommes appartenant aux professions libérales sont aussi compris au nombre des mécontents; les premiers d'entre eux se plaignent que ces professions soient inférieures à ce qu'elles sont en Europe; la raison qu'ils en donnent est qu'on exige une instruction moins grande, et que tous ceux qui veulent faire leur chemin dans l'Église, la science ou le barreau, doivent se faire hommes de parti. Les travaux des professions libérales ne sont pas suffisamment rétribués aux États-Unis, comparativement à ces mêmes professions à l'étranger et aux autres travaux en Amérique. Pour se maintenir sur un pied respectable, un travail pénible est nécessaire, excepté

(1) *L'Investigateur* de Godwin.

à ceux qui ont gravi les hauteurs de leur profession, et il leur a fallu commencer par là. Un de ces derniers en qui, certes, on ne pourrait supporter le droit de se plaindre me disait un jour qu'il s'était trompé dans le plan de vie qu'il s'était tracé, et que, s'il avait à recommencer sa carrière, il arrangerait sa vie d'une manière bien différente. Il avait raisonnablement choisi sa profession et avait été satisfait des résultats qu'il avait obtenus; mais son existence avait été un long tissu de fatigues et de soucis pour acquérir une fortune dont la moitié aurait pu lui suffire. « Si je pouvais rajeunir de vingt ans, me disait-il, je rechercherais avec moins d'ardeur les richesses et les honneurs, mais je ferais une part plus grande au loisir et aux récréations. » Quoique cet homme ne fasse cas de l'argent que pour le donner, que la générosité soit le trait distinctif de son caractère, il échangerait volontiers les moyens de satisfaire ses propensions libérales contre une somme plus grande de plaisirs et de repos intellectuel. Le système actuel de concurrence mercenaire ne lui convient pas.

Je connais un homme appartenant à une profession libérale qui a trouvé ce repos intellectuel en se retirant du système de concurrence et en se dévouant à une cause pour laquelle, lorsqu'il y est entré, il n'y avait que bien peu de concurrence. Il avait, depuis quelque temps, acquis une aisance suffisante pour lui et sa famille. Un ami, étant venu le visiter dans son domaine, lui demanda quels étaient les placements les plus favorables dans le pays. « Je suis de toutes les personnes, répondit-il, la moins propre à vous donner les renseignements que vous me demandez : je ne connais ici aucun moyen de placement. Nous sommes satisfaits de ce que nous avons, et peut-être serions-nous moins heureux si nous étions plus riches : je ne m'occupe donc

point à me tenir au courant des placements avantageux. » Il a très utilement employé son temps et son énergie au service de la cause de l'abolition. Il s'est montré peut-être, aux États-Unis, le plus éminent défenseur de la liberté de la parole et de la presse. Il enseigne, non seulement à ses enfants, mais au pays tout entier, comment on s'occupe de vivre, au lieu de ne s'occuper que des moyens de vivre.

Le commerce est mécontent : si l'argent, si le succès, indépendamment du but, pouvaient donner le bonheur, qui serait plus heureux que les négociants d'Amérique? Comparés aux négociants en général, ils sont heureux ; mais comparés à ce que les hommes devraient être, ils sont enchaînés, dévorés de soucis, accablés de fatigues comme le dernier esclave. J'ai eu plus d'une fois l'occasion de juger de la condition intellectuelle de cette classe ; et toute supérieure qu'elle soit à plusieurs classes nombreuses de l'Ancien-Monde, sa vie est encore pleine de tracas et d'inquiétudes. A New-York, quelques amis, voulant me prouver combien les dames américaines menaient une existence digne d'envie, me disaient comment les riches négociants louent de jolies maisons dans la partie supérieure de la ville et les meublent magnifiquement; comment ces messieurs se lèvent de grand matin, prennent leur déjeûner à la hâte, courent à leur comptoir à deux ou trois milles de là, passent les longs jours de l'été à s'agiter au milieu de la chaleur, de la poussière, du bruit et du trafic de Pearl-Street, et reviennent, le soir, épuisés, ne pouvant qu'à peine manger et parler; pendant que leurs femmes, pour lesquelles ils se sont donné tout ce mouvement à la poursuite des richesses, ont passé toute la journée à arroser leurs fleurs, à lire un roman anglais, à visiter leurs connaissances, et à s'amuser chez la marchande de modes, donnant peut-être 100 dollars pour le chapeau le plus récemment arrivé

de Paris. Ce tableau fit sur moi une impression différente de celle sur laquelle on comptait. Il me parut que, si les dames préfèrent la société de leurs maris à celle des visiteurs du matin et des marchandes de modes, elles sont tout aussi à plaindre que leurs maris, et que cette manière d'user la vie ne peut être regardée comme nécessaire ou honorable. Si elles préfèrent porter des chapeaux au prix d'un dollar et avoir quelques jouissances dans la vie domestique, leur destinée est déplorable; si elles préfèrent des chapeaux de 100 dollars aux jouissances de la vie domestique, leur sort est bien plus déplorable encore. Dans tous les cas, leur existence et celle de leurs maris ne sauraient manquer d'être inquiètes et malheureuses.

A New-York, j'assistai à un bal dont la magnificence égalait tout ce que j'avais vu de plus beau jusqu'alors. Quelques jours après, la dame qui avait donné le bal me demanda si je ne désapprouvais pas l'étalage et le luxe de leurs sociétés; je répondis que je désapprouvais tout ce qui n'était qu'étalage, mais que j'aimais le luxe et l'approuvais fort, tant que les plaisirs de quelques uns n'empiétaient pas sur les droits des autres.

« Mais, » dit-elle, « il faut que nos maris paient tout cela, ils travaillent comme des forçats.

— Je suppose qu'ils le veuillent bien. Peut-être ferais-je un choix différent; mais s'ils préfèrent beaucoup de travail et beaucoup d'argent plutôt que de consacrer à leur famille un travail modéré et moins productif, je ne vois pas pourquoi je les blâmerais.

— Oh! mais nous dépensons tous au delà de nos revenus.

— Dans ce cas, vos plaisirs empiètent sur les droits des autres, et je n'ai plus rien à dire. »

S'il en est ainsi, comment cette classe ne serait-elle pas inquiète et mécontente.

Les classes ouvrière et agricole sont-elles satisfai-

tes? non, elles non plus, bien qu'elles soient, extérieurement, mieux partagées qu'aucune autre classe que la société. Elles aussi comprennent que la vie a été donnée dans un tout autre but que celui de pourvoir aux moyens extérieurs de vivre. Elles doivent savoir que si, à force de persévérance, elles peuvent obtenir une certaine portion de temps pour des occupations qui n'ont pas le gain pour objet, il n'en est pas moins vrai qu'il doit y avoir quelque chose de vicieux dans le système qui force les hommes à consacrer la presque totalité des heures de leur journée à se procurer ce qui, avec une combinaison différente du travail, pourrait s'obtenir en trois fois moins de temps; que leur pensée se soit ou ne se soit pas expressément portée vers ce sujet, presque tous les membres de la société savent que le soin de pourvoir à leurs besoins extérieurs absorbe la presque totalité de leur attention; et ils consentiraient volontiers à consacrer une courte portion de chaque jour à travailler pour la communauté, à condition d'être affranchis de toute inquiétude à venir sur leurs besoins physiques. Ceux qui connaissent le mieux tout ce que le travail a de salutaire, ceux qui savent que la vie intérieure est nourrie par l'activité de la vie extérieure, comprennent néanmoins de quelle importance il est pour leurs progrès que cette activité varie dans ses objets et soit séparée, autant que possible, de toute idée de nécessité physique et de possession égoïste. Dans l'état actuel des choses, on a raison de dire au pauvre que son premier devoir est de pourvoir à ses besoins. Cette recommandation est juste aujourd'hui, parce que, s'il en était autrement, il lui faudrait empiéter sur les droits d'autrui; mais ce serait une triste leçon, comparée à celle qui sera enseignée à l'époque où l'amélioration de tous par chacun sera l'idée prédominante de la civilisation. Quand

on réfléchit que l'abolition du système de concurrence et de gain laisserait disponible une somme considérable de temps, de pensées et d'énergie aujourd'hui dépensée à user le corps, à stimuler et gaspiller partiellement l'intelligence, nul être pensant ne peut être satisfait du système actuel.

En Angleterre, le mécontentement général doit subsister longtemps avant qu'il puisse être rien fait d'efficace pour y remédier. Les Anglais sont enchaînés par des institutions qui ont jeté les droits de la propriété individuelle dans un dédale inextricable. Quoique les esprits clairvoyants aperçoivent que la propriété est le grand moteur du crime et de la misère, qu'elle est un obstacle aux lumières, corrompt la paix, éteint la foi et la charité; quoiqu'ils aperçoivent que les institutions destinées à régler les affaires extérieures suivent toutes le même cours étant d'abord nécessaires, puis utiles, puis inutiles, pernicieuses et finalement insupportables; que la propriété suit les mêmes gradations que l'esclavage, autrefois nécessaire, maintenant intolérable; que la monarchie, autrefois nécessaire, est maintenant inutile, sinon pernicieuse; quoique tout cela soit évident pour beaucoup d'esprits clairvoyants en Angleterre, tout ce qu'ils peuvent faire, c'est d'attendre que le reste de la société le voie également. Ils se résignent à attendre, car il n'y a de changements désirables que ceux qui procèdent de l'intelligence mûrie et de la volonté éclairée de la société. Il en est ainsi pour l'Angleterre; en Amérique, sa marche sera plus rapide. Là les principes démocratiques de l'organisation sociale, ayant déjà produit une égalisation de la propriété telle que jamais on ne l'avait vue, sont favorables à des changements qui sont, en effet, nécessaires à la mise en pratique pleine et entière des principes adoptés. Quand le peuple se fatiguera de son asservissement

universel aux anxiétés matérielles, quand il aura suffisamment médité et discuté ce fait, que les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des délits naissent directement de la propriété; que le plus grand nombre des fautes humaines sont relatives à la possession égoïste; que les maladies les plus dangereuses sont causées par l'excès ou l'insuffisance du travail, et par l'anxiété de l'esprit, il sera préparé à se demander s'il n'existe aucun moyen d'éloigner cet effroyable cauchemar, et si les difficultés de son éloignement peuvent être comparables aux maux qu'il inflige. En Angleterre, le peuple a non seulement à rectifier les principes erronés d'une politique barbare, mais à triompher de l'accumulation d'abus qu'ils ont fait naître, œuvre qui peut demander des siècles. En Amérique, la volonté une fois mûrie, le peuple n'aura guère qu'à revenir sur ses pas dans la route que son imitation de l'Ancien-Monde lui a fait perdre. Chez lui, l'accumulation des abus est trop peu de chose pour opposer un sérieux obstacle à la volonté de tout un peuple.

On objecte qu'en Amérique la majorité de la société aurait horreur d'un grand changement comme celui dont je parle; on ajoute que, bien que soumis à la servitude des anxiétés matérielles, le peuple n'en sent pas le poids, ou en a pris son parti. Fort bien : tant qu'il en sera ainsi, les Américains n'auront aucun changement à redouter, car tous ces changements doivent être l'ouvrage de leur volonté. Ils n'ont à craindre l'envahissement d'aucun pouvoir sur la terre. On permettra cependant à leurs amis d'entrevoir à l'avance la condition meilleure qui les attend. Quand nous regardons la chrysalide, nous aimons à nous reporter, par la pensée, vers le jour où elle sera un brillant papillon. Si nous pouvions en parler à la chrysalide, il est probable qu'elle s'effraierait à cette idée et représenterait l'extrême dan-

ger qu'il y aurait pour elle à se trouver en l'air à une grande hauteur. Notre intention n'est point de forcer ou de hâter l'évènement; en attendant, la chrysalide finit par devenir papillon sans aucune objection de sa part.

La principale crainte avouée ou secrète de ceux qui ne veulent même pas entendre parler de l'abolition de la propriété individuelle, c'est d'être obligés de renoncer à leurs occupations et à leurs goûts. Mais nulle privation semblable ne peut avoir lieu que lorsqu'ils seront arrivés à avoir d'autres goûts que celui de l'argent, et à poursuivre leurs occupations favorites dans d'autres vues que celle du gain. « Oh! que deviendrai-je sans mes feuilles de mûrier? » pourrait s'écrier la chrysalide; « comment ferai-je pour passer mon temps, si je ne puis plus ramper le long des tiges? » A l'époque où elle cesse de ramper, elle se trouve une paire d'ailes qu'elle déploie et qui lui rendent désormais méprisable l'action de ramper; et puis, elle se sent venir le goût du nectar, préférable aux feuilles de mûrier, quelle que soit leur saveur. Les hommes peuvent bannir toute inquiétude sur la satisfaction de leurs goûts dans l'organisation nouvelle, car ce sera le changement des goûts qui amènera celui des circonstances, l'incompatibilité entre les uns et les autres diminuant à chaque transition.

Quant aux détails du futur système d'économie, il sera temps d'y songer quand l'idée, dont la flamme brûle silencieuse dans un petit nombre d'intelligences, aura été communiquée, se sera propagée et aura produit une lumière suffisante pour qu'on puisse travailler à sa clarté. Quand le peuple se montre intelligent, quand il adopte un grand principe, il se trouve toujours des mains fortes et habiles pour le lui préparer.

SECTION III.

RELATIONS SOCIALES.

Les manières des Américains (en Amérique) sont les meilleures que j'aie jamais vues. C'est au foyer domestique qu'elles ressortent avec le plus d'avantage pour les dames, et, pour les messieurs, c'est en voyageant; si j'en excepte la santé, qui n'est pas aussi bonne qu'on le désirerait, je ne connais point de paradis comparable à l'intérieur de quelques unes des maisons où j'ai eu l'honneur et le bonheur de passer une partie des deux années de mon absence. L'hospitalité du pays est célèbre, mais je veux parler ici de quelque chose de plus que ce qui frappe habituellement les regards de l'étranger, de cette vie de famille que les voyageurs ont rarement le loisir ou l'occasion d'observer. Si l'on me demande quel est le charme particulier auquel je fais allusion, j'hésite à répondre tant ils sont nombreux; mais je crois que c'est moins l'abondance extérieure, ou la liberté réciproque, ou la simplicité de manières, ou l'enjouement constant qui caractérise la population, que sa douceur de caractère qui se reflète comme la lumière du soleil sur le pays entier. On a dit que c'était la meilleure nature de peuple qui fût au monde, et je crois que cela est vrai. L'effet de l'exemple général est ici fort remarquable; j'ai rencontré, comme de raison, des tempéraments irritables, des caractères emportés et irascibles, des gens disposés au despotisme et d'autres à la contradiction; mais c'était une chose charmante que de voir comme ces individus étaient tenus en respect, étaient dominés par l'exemple général de bienveillance et d'obligeance, de manière à ne pas assombrir l'atmosphère domestique par leur mauvaise humeur. Je me suis souvent demandé l'effet que

devaient produire, sur les Américains, ceux de nos ouvrages où sont peints des caractères étranges et maladifs ; ces ouvrages ne les représentent pas, à beaucoup près, avec l'énergie et la vérité qu'on pourrait utilement leur donner ; mais, tels qu'ils sont, j'ai cherché souvent l'effet qu'ils devaient faire sur les Américains ; ils peuvent en avoir une faible idée dans la diversité d'humeurs qui existe parmi eux comme partout ailleurs, ainsi que dans l'humeur capricieuse des enfants; mais ces difformités de caractère dans les grandes personnes doivent leur paraître de monstrueuses caricatures.

Nécessairement, quelque influence générale doit adoucir ou restreindre le caractère de toute une nation de cette même race saxonne qui n'est pas partout aussi aimable. J'imagine que la pratique de l'indulgence, essentielle dans une république, est la cause de cette particularité agréable. Dans une république, nul, en théorie, ne doit dominer son voisin ; dans l'intérêt même de ses droits, il ne peut longtemps la mettre en pratique. Si l'indépendance morale de quelques uns, d'un grand nombre même, succombe sous cette pression égale et universelle, il en résulte, comme compensation, que les accès de tyrannie domestique sont par cela même restreints, et que le respect pour les droits réciproques, que les citoyens sont obligés de manifester extérieurement, ils l'observent également, dans l'intimité du foyer, à l'égard des êtres faibles et inoffensifs qui les entourent.

On aura peut-être quelque peine à concilier ce caractère universel de douceur avec la multiplicité des duels aux États-Unis, avec cette susceptibilité meurtrière qui ne se borne pas seulement aux habitants encore à moitié barbares du territoire. Quand on sait qu'à la Nouvelle-Orléans il y a eu, en 1834, plus de duels que de jours dans l'année,

qu'entre autres quinze ont eu lieu un dimanche matin; qu'en 1835, dans cette ville, il s'est livré cent deux duels du 1er janvier à la fin d'avril, sans parler des coups de fusil et de pistolet échangés dans une querelle; quand on se rappelle le duel entre Clay et Randolph, la mort d'Hamilton dans un duel, et un grand nombre de faits du même genre, on s'étonnera qu'une nation chez laquelle de telles choses arrivent soit renommée pour la bienveillance de son caractère. Mais la Nouvelle-Orléans est une localité à part : l'esprit de caste et la crainte du blâme règnent en maîtres dans ce séjour de licence effrénée; les duels y ont lieu presque tous entre jeunes gens, et pour des causes frivoles. Sur ces cent deux duels que nous avons mentionnés, tous, à l'exception d'un seul, ont été de cette nature, et même sur les lieux la fréquence des duels excite un sentiment de dégoût et de honte. Une cour d'honneur fut instituée pour restreindre cette fatale manie; mais, malheureusement, elle n'obtint aucun résultat efficace; son influence dégénéra au point qu'elle se borna bientôt à déterminer les armes des combattants, en sorte qu'elle finit par sanctionner le duel au lieu de le réprimer. Les duels les plus fréquents et dont l'issue est le plus fatale sont les duels à l'épée des créoles français.

Les cas extrêmes qui manifestent avec le plus d'évidence la folie et la perversité de cette pratique, la crainte lâche et vile sur laquelle elle se fonde, commencent à produire leur effet. Les jeunes gens qui vont dans l'ouest établir des sociétés nouvelles prennent quelquefois leur responsabilité à cœur et sont résolus à profiter de l'occasion favorable qui s'offre à eux pour substituer le vrai au faux courage, le courage moral au courage physique. La malheureuse et déplorable affaire survenue à Philadelphie, où l'on vit un jeune homme doux et inoffensif, fils

unique d'une veuve, forcé à se battre malgré ses énergiques remontrances, obligé de subir le feu de son adversaire, et percé d'une balle au cœur, ne sera pas oubliée de longtemps et ne saurait manquer de produire son effet. L'un des individus les plus compromis dans cette affaire fut rayé des contrôles de la marine américaine (il y a été rétabli depuis), et aucun de ceux qui avaient pris une part plus ou moins directe à cette affaire n'a conservé, aux yeux de l'opinion publique, la considération dont il avait joui auparavant. La mort d'Hamilton a également ouvert les yeux sur les conséquences du duel : dans le temps, l'opinion générale était qu'il n'avait pu éviter de se battre; cette assertion a été démentie depuis; sa correspondance avec son meurtrier, antérieurement au duel, est remarquable. On m'avait dit, en arrivant dans le pays, qu'Hamilton était le plus *grand homme* des États-Unis; j'étais curieuse de savoir ce qu'un homme plus grand que Washington pouvait dire pour s'excuser d'exposer sa vie d'une manière aussi condamnable; je lus avec douleur sa correspondance avec le colonel Burr : la crainte y respire à chaque ligne, une crainte compliquée, honteuse; il est évident qu'il tremblait entre deux craintes : celle de perdre la vie et celle de ne pouvoir défendre son honneur contre les attaques d'un misérable; entre ces deux craintes, il succomba. Je parlais de cette correspondance à un duelliste : « Oh! » dit-il, « Hamilton s'est battu en vrai capucin. » Ainsi, le plus *grand homme* n'a pas même pu obtenir cette exécrable approbation à laquelle il avait sacrifié une vie qui pouvait être utile à son pays. Cela est juste : quand le mépris servira d'asservissement salutaire à un faux point d'honneur, cette vanité cruelle disparaîtra devant la raison et la dignité de l'homme mieux comprise.

Certains cas extrêmes qui surviennent sur les confins encore à demi barbares du pays viennent parfois corroborer des leçons comme celles que j'ai citées. Un passager, à bord du *Henri-Clay* sur lequel je remontais le Mississipi, offrait dans sa personne un exemple complet des résultats qu'entraîne une fausse idée de l'honneur; il appartenait à une des premières familles du Kentucky, avait fait un mariage avantageux et s'était établi à Natchez sur le Mississipi. Sa femme fut calomniée par un habitant de Natchez; ayant refusé de se rétracter, le calomniateur fut tué d'une balle par le mari, qui s'enfuit au Texas. Sa femme rassembla les débris de leur fortune, suivit son mari, fit naufrage auprès de la Nouvelle-Orléans et perdit tout. Des personnes charitables vinrent à son aide, lui donnèrent les moyens de se rendre à sa destination, où bientôt elle mourut du choléra. Son mari alla dans le Missouri et s'établit dans une partie éloignée du territoire, où il se livra à la profession du barreau, mais toujours tourmenté de l'idée que les parents de l'homme qu'il avait tué étaient à sa recherche. Un jour, il rencontra un homme le visage caché dans son manteau, qui l'attaqua, le perça de deux balles dans les côtes et lui porta un coup de poignard. La victime retint l'arme meurtière et empêcha que la blessure ne fût mortelle; en cet état, on vint à son secours et son ennemi prit la fuite. Le blessé se rétablit lentement; mais l'état de son bras droit l'obligea à ajourner ses projets de vengeance. Il découvrit que son ennemi avait fui au Texas; il l'y suivit et le rencontra un soir, à cheval, armé d'un fusil à deux coups. Ils se reconnurent à l'instant; le fusil à deux coups fut mis en joue; mais, avant qu'il fît feu, son propriétaire, désarçonné, tomba mort comme le frère qu'il avait voulu venger. Le meurtrier avait pris la fuite, et

remontait de nouveau le fleuve quand je le vis, ne doutant pas qu'il ne fût encore poursuivi par quelques parents des deux frères qu'il avait immolés. Quelques uns des messieurs qui étaient à bord pensaient que, s'il se constituait prisonnier à Natchez, il en serait quitte pour une punition légère, ou que même il jouirait d'une entière impunité, et pourrait rentrer dans la société civilisée; mais il craignait la potence et se proposait d'aller rejoindre, s'il le pouvait, quelque compagnie de fourreurs dans le nord-ouest; et, dans le cas où il n'y réussirait pas, de se faire le chef d'une tribu d'Indiens nomades.

Cette histoire peut être utile à ceux, s'il en est, sur qui la catastrophe d'Hamilton ne produirait pas une impression suffisante. Les deux cas inégaux en gravité ne manquent toutefois pas d'analogie.

Tous ces évènements tragiques sont évidemment le résultat d'une fausse idée de l'honneur et non d'un vice de caractère; c'est ce que prouve l'amabilité des Américains en toutes les occasions, où le point d'honneur n'est pas mis en jeu. Dans les échecs et les mécomptes, les délais, les difficultés et autres sujets d'humeur, ils ont un grand empire sur eux-mêmes. Dans toutes les occasions dont j'ai été témoin, depuis l'incendie de New-York et les désappointements législatifs, jusqu'aux embourbements sur la grande route, ils m'ont paru doués d'une admirable impassibilité. Cela allait même quelquefois si loin, que j'avais peine à me l'expliquer.

En voyageant en Virginie, un jour où étant pressés nous désirions ne pas perdre une minute, notre voiture s'arrêta devant une maison isolée où nous devions déjeûner. Nous dîmes à la maîtresse de la maison que nous mourions de faim, et nous la priâmes de vouloir bien nous donner ce qu'elle avait de prêt. Cette femme était le type de la lenteur: elle nous fit attendre si longtemps, que déjà nous

délibérions si nous ne partirions pas sans manger. Enfin la table fut servie, et nous fîmes déjeûner le conducteur avec nous, pour économiser le temps. Je n'ai jamais rien vu de plus plaisant que ce déjeûner. L'hôtesse se tenait debout avec la gravité de Rhadamante, agitant un bouquet de plumes de paon pour écarter les mouches. Nous tenions notre sérieux le mieux que nous pouvions dans la crainte d'un rire inextinguible dont il ne nous aurait pas été possible de nous remettre. Tout sur la table était aigre; on eût dit que c'était un fait exprès. Quelle que fût la lutte établie entre notre appétit et notre dégoût, celui-ci l'emporta. Quant à l'affamé conducteur, il goûta tour à tour le pain, le café, le beurre, les œufs, le jambon, le beefsteak, quoique rien ne fût mangeable. Nous ne touchâmes à rien; le prix était aussi exorbitant que les délais; néanmoins notre payeur ne fit aucune observation sur la manière dont nous avions été traités. Quand nous nous fûmes remis en route, je lui demandai pourquoi il s'était montré si indulgent et presque satisfait.

« C'est une route nouvellement ouverte, » répondit-il; » les gens ne savent pas encore comment vit le monde; peut-être n'ont-ils pas l'idée d'une nourriture meilleure que celle qu'ils nous ont présentée.

— Mais ne pensez-vous pas que ce serait un service à leur rendre que de leur faire des observations!

— Ils ont fait ce qu'ils ont pu et j'aurais été fâché de leur causer la moindre peine.

— Ainsi, vous aimez mieux qu'ils continuent à manger de mauvais aliments et à en faire manger aux autres, que de les affliger en leur apprenant à mieux faire. Pensez-vous que tous les voyageurs qui passeront par ici auront autant d'égards que vous pour la susceptibilité de l'hôtesse?

— Oui, je le crois. Vous voyez que le conducteur n'a pas fait la moindre observation. »

Toutefois, quelque temps après, ayant été plus maltraités encore à Woodstock, où nous passâmes la nuit, notre payeur fit ses remontrances, avec beaucoup de douceur il est vrai, et ses observations furent parfaitement reçues par le maître de la maison.

A cette indulgence s'allie l'obligeance la plus généreuse et la plus cordiale. Lorsqu'un cultivateur est incendié, ses voisins se réunissent et s'arrangent pour l'établir dans une maison meilleure que celle qu'il a perdue; ils remplissent ses granges avec leurs propres récoltes. Ce dont ils font le plus de cas c'est le temps, et cependant il n'y a rien qu'ils prodiguent avec plus d'empressement pour le service d'autrui. Leur générosité pécuniaire est connue; en considérant la richesse qui règne dans le pays, nous ne nous y arrêterons pas spécialement. La dépense de temps, de pensées et de soins est une bien meilleure preuve d'un caractère obligeant. Les manifestations de cette disposition sont si incessantes et si multipliées, qu'on chercherait vainement à en donner une idée. S'il était possible de faire ressortir cette grande vertu des États-Unis comme il l'est de mettre en relief les défauts des habitants, on concilierait aux Américains plus de cœurs qu'on ne leur en a aliéné au sujet de leurs propres fautes ou par les mauvais offices des étrangers.

Selon moi, les Américains ne savent pas assez généralement combien ils se font de tort dans l'esprit des étrangers par une mauvaise habitude qui prend sa source dans cette même disposition affectueuse. C'est, parmi leurs mauvaises habitudes, celle qui domine les autres; mais, pour la guérir, il suffirait de la leur faire connaître; je regrette vivement que la censure dirigée contre le tabac et ses

effets n'ait pas eu pour objet le défaut tout autrement sérieux de la flatterie. Il est facile de voir que l'habitude de la flatterie est un résultat presque inévitable de la combinaison d'une fausse idée de l'honneur avec la bonté du caractère. Elle est si universellement répandue, qu'on a droit de l'appeler un résultat nécessaire. On la rencontre partout. Un homme qui avait été écolier dépravé, mauvais père, mauvais époux, propriétaire d'esclaves plein de cruauté, dont la réputation de brutalité était aussi étendue que le territoire lui-même, fut loué dans les journaux après sa mort. Tout livre nouveau est élevé aux nues, tout orateur flatte le peuple; le peuple, à son tour, flatte les orateurs. Les prêtres louent leurs ouailles, et les ouailles sont dans l'admiration devant l'excellence de leurs prêtres. Les maîtres d'école admirent leurs écoliers, et les écoliers exaltent leurs maîtres. Quant aux convives, surtout si ce sont des étrangers, l'hospitalité devrait pourvoir à ce qu'il y eût dans chaque pièce un coin bien sombre où ils pussent se réfugier quand on fait leur panégyrique en face. Même dans les familles où, assurément, la flatterie ne saurait rehausser l'affection, il y a, dans l'élévation des mérites respectifs, une absence de cette modestie, de cette simplicité, de cette vertueuse sincérité qu'inspire une affection fidèle portée à son plus haut degré.

Sans parler de ce qu'il y a de puéril et de vulgaire dans cette habitude, je pense que si les Américains savaient tout ce qu'elle prouve d'égoïsme, combien elle démontre le manque de bienveillance, ils exerceraient sur leur langue le même empire que sur leur caractère et épargneraient à leurs interlocuteurs des louanges pénibles. Pour justifier ce défaut, on me disait que cette admiration était réelle, ces éloges sincères. C'est possible : mais pourquoi les exprimerait-on plutôt que toute autre

pensée vraie dont l'expression ferait de la peine? Qu'on se livre tant qu'on voudra à son admiration ; mais pourquoi détruire toute sympathie avec la personne admirée, en parlant sur un sujet à propos duquel la sympathie doit cesser? N'est-il pas évident que, si l'éloge n'est pas pénible à la personne louée, il doit lui être funeste? Si elle est modeste, c'est une torture; dans le cas contraire, c'est du poison. Dans une troisième hypothèse, il est possible que l'éloge soit indifférent; mais, quand on est indifférent pour l'éloge, on n'est pas loin de mépriser celui qui le donne. Quand la pudeur de l'amitié est violée, que la modestie d'une appréciation mutuelle est nulle, c'en est fait également de la sainteté de l'amitié, et il est à craindre qu'une passion égoïste et personnelle étouffe l'affection innocente et désintéressée. C'est assez; seulement je demande, à toute personne de bonne foi, si l'amitié dont il fait le plus de cas n'est pas celle qui est le moins défigurée par la louange, celle dans laquelle lui et son ami sont amenés le plus rarement à penser à l'opinion qu'ils ont l'un de l'autre. Je demande aux amis d'un homme comme le docteur Channing, par exemple, si l'affection vive qu'ils lui portent n'est pas accompagnée de la délicieuse certitude que, tout en sympathisant avec toute émotion pure et vraie, il s'abstiendra d'en troubler le cours en y introduisant des allusions de personnalité. La louange peut aplanir pour quelques esprits vulgaires les difficultés de relations nouvelles et superficielles ; on me le dit du moins; mais la communion intime et l'amitié permanente exigent une pureté et un calme avec lesquels l'échange d'admiration est absolument incompatible.

Tout ce qu'il me reste à dire relativement à l'esprit des relations sociales, c'est que la franchise qui préside aux communications de la vie privée dans

l'intimité du foyer n'est pas moins indispensable que la circonspection et la réserve partout ailleurs. Rien de plus délicieux que la familiarité et la confiance avec lesquelles j'ai été toujours traitée, et que j'ai vu témoigner aux autres à très peu d'exceptions près. Partout où j'ai été, tout était librement discuté; religion, philosophie, littérature et même le caractère public et particulier, national et individuel. La langue étant celle de ma patrie, il m'arrivait fréquemment d'oublier que je voyageais jusqu'au moment où entrait un visiteur qui, me demandant comment je trouvais l'Amérique, me rappelait à l'instant ma qualité d'étrangère. Maintenant encore, de retour dans mon pays, sachant que l'Amérique est à mille lieues de moi, j'éprouve quelque difficulté à considérer mes amis personnels comme éléments de la société dont la condition est l'objet de mes méditations. Ils sont trop véritablement pour moi des frères et des sœurs pour être à mes yeux des sujets d'analyse, et je sens, à chaque instant, le besoin de les avoir auprès de moi pour controverser mes jugements ou les corroborer. Eux et moi nous savons tout ce qu'il y a de bonheur dans leur foyer, et combien nous y avons été heureux! et c'est là tout ce que, dans mon affection pour eux, je puis dire de leur vie domestique sans faire violence à leurs sentiments et aux miens.

Si je ne me trompe, la société du Nouveau-Monde, grâce au stimulant de la question d'abolition, commence à comprendre ce que son excessive déférence pour l'opinion lui fait perdre en liberté pratique. Les exemples de ceux qui peuvent et savent revendiquer et maintenir leur liberté dans ces temps d'épreuves redoutables sont vénérables et beaux aux yeux des jeunes gens. Ceux qui, dans les villes, ont vieilli dans la pratique de la défiance ignorent l'étendue de leurs privations; mais les li-

bres habitants de la campagne et la jeunesse des villes ont des yeux pour la justice et un cœur pour la vérité, au milieu des brouillards et des subtilités dans lesquels ont été enveloppées récemment la vérité et la liberté. Les jeunes hommes de Boston surtout sont debout, et il est important qu'ils le soient; Boston est regardée, dans toute l'Union, comme la cité supérieure qu'elle croit être; et, nulle part, l'entrée dans la vie n'est plus périlleuse à la loyauté et à la moralité des jeunes aspirants au service public. Le Massachusetts est le quartier général du fédéralisme; même là, le fédéralisme recule devant la démocratie; cet État possède encore une majorité fédérale. Un habitant de Massachusetts a peu de chances de succès dans la vie publique s'il ne commence par être fédéraliste; et il n'a aucune chance de s'élever au delà d'un certain degré, si, ce degré atteint, il ne fait un retour vers la démocratie. L'épreuve est trop forte pour l'indépendance morale des ambitieux; aussi les yeux du monde sont-ils fixés sur les jeunes hommes de Boston. Tous les regards les observent; on veut voir si ceux qui brûlent maintenant d'ardeur pour une liberté complète *respecteront plus tard les rêves de leur jeunesse*, ou si, arrivés au milieu de la vie, ils tomberont dans la lâcheté, l'apathie et l'intolérance.

Qu'ils essaient seulement, et ils verront combien sont grands le bien-être et la paix qui accompagnent le complet exercice des droits, dût-il leur fermer pour un temps la carrière de la politique et peut-être de la fortune. Qu'ils regardent les traits du petit nombre de ceux qui, au milieu de Boston, vivent aussi librement que s'ils étaient au centre des prairies, ils verront sur ces visages une brillante sérénité que ne pourrait donner le seul sentiment de la sécurité. La poursuite de la sécurité contre le dommage extérieur est ce qu'il y a de plus inutile

dans ce monde. La seule sécurité obtenable porte habituellement un autre nom, c'est le repos dans la vérité absolue. Là où il y a une tempérance de caractère qui défie la médisance, une foi dans les hommes qui désarme le soupçon, une intrépidité qui en impose à la méchanceté, et un esprit d'amour qui gagne la confiance, là est la sécurité, elle n'est que là. Si une ou plusieurs de ces conditions manquent, la sécurité fait place au danger dans la même proportion, et la prudence ne pourra jamais être que d'une utilité passagère. La prudence règne aujourd'hui en souveraine sur la population âgée de Boston et sur une portion trop grande de la jeunesse ; l'indépendance anime le reste. Il faut savoir laquelle des deux aura succombé quand la jeunesse actuelle de la ville sera devenue ses législateurs, ses magistrats et ses représentants sociaux.

Je vais citer un extrait qui indiquera la nature des pensées et des sentiments de quelques personnes sur les lieux :

« La liberté de pensée et d'opinion est opiniâtrément maintenue : dans cette orgueilleuse contrée, cette affection est devenue, en quelque sorte, un lieu commun : nos discours et nos journaux religieux ou politiques en sont remplis. Mais, après tout, est-ce là, parmi nous, le signe caractéristique d'une communauté quelconque? En est-il une seule qu'un juge compétent puisse montrer du doigt en disant : « *Là* l'opinion est libre? Au contraire, n'est-ce pas un fait douloureux et déplorable que, dans aucun pays de la terre, elle n'est plus enchaînée qu'ici ; que ce que nous appelons ici l'opinion publique a élevé un despotisme comme il n'en existe nulle part? L'opinion publique! c'est un tyran assis dans l'ombre, entouré de mystérieuses et vagues terreurs, tenant ses pouvoirs on ne sait de qui ; monarque asiatique, inabordable, injuste, indé-

trônable, peut-être illégitime, mais irrésistible dans son pouvoir pour asservir la pensée, réprimer l'action, faire taire la conviction, et placer perpétuellement les cœurs timides sous le joug indigne d'une lâche crainte, la crainte d'une opinion menteuse, de jugements bruyants qui, répandus pour un jour par le souffle populaire, contrôlent, par la bouche d'une impudente folie, les paroles et les actions du sage. De cette influence et de cette loi, de cet asservissement à l'opinion, il résulte que nulle communauté n'est libre, bien que, sans nul doute, des individus le soient; mais votre communauté, basée sur les principes que vous professez, est tenue de l'être (1). »

Voilà ce que j'avais à dire sur l'esprit des relations sociales : quant aux modes dans lesquels cet esprit se manifeste, leur agrément ou leur déplaisance est une affaire de goût; nulle nation ne doit avoir la prétention de juger les manières d'une autre, par une raison bien simple : c'est qu'il n'y a pas de règle commune de jugement; et, si un individu essaie de les juger, la sentence n'équivaut qu'à une déclaration de son goût particulier. Si, d'ailleurs, j'avais à exprimer ma pensée personnelle, je n'hésiterais point à dire que je préfère les manières américaines à celles de tout autre peuple.

Ce qui frappe le plus désagréablement un étranger, c'est la froideur et un air d'indifférence dans les auberges et les boutiques; l'habitude de fumer et conséquemment de cracher; le son de voix, surtout parmi les dames de la Nouvelle-Angleterre, et, au premier abord seulement, le ton de la conversation. Le grand charme de la société américaine consiste dans la déférence exquise et la bonté affectueuse qu'on se témoigne mutuellement.

(1) State thoughts on the state of the *Times*. Boston, 1835, p. 27.

Quant à l'habitude de fumer et ses désagréables conséquences, je n'en dirai rien, sinon qu'elle est trop invétérée pour que tout ce qu'on pourrait dire dans un livre la corrigeât le moins du monde. Si le parquet des hôtels, le tillac des bateaux à vapeur et les tapis du Capitole ne dégoûtent pas les Américains au point d'amener à cet égard une réforme; si les avertissements des médecins ne peuvent rien, que reste-t-il à dire? j'abandonne ce dégoûtant sujet.

Il manque aux Américains un plaisir inconnu dans le timbre doux, sonore, argenté d'une voix de femme : un jour viendra sans doute où elles sauront parler autrement que sur le ton plaintif ou le ton aigu. Quand la santé des Américaines sera meilleure, leur voix s'adoucira; en attendant, elles ignorent combien leur manière de parler nuit à leur beauté remarquable et presque générale parmi elles.

Chez les hommes, on ne peut s'empêcher de remarquer combien leur conversation paraît d'abord lourde et monotone; ils causent d'un ton de voix uniforme, lentement et très longuement, en sorte que l'étranger ne s'étonne pas que les Américains trouvent la conversation anglaise précipitée, rude et saccadée. J'ai trouvé l'opinion assez généralement établie qu'en Angleterre la conversation est étudiée comme un art; un grand nombre de mes amis m'affirmaient la chose au point que je doutais presque si j'étais bien ou mal informée. S'il existe une pareille étude, je puis assurer que je n'en ai point trouvé d'application. Je n'ai jamais rencontré autant d'exemples particuliers de conversation artificielle que pendant les deux années que j'ai passées en Amérique; la conversation des hommes publics éminents était généralement plus instructive qu'agréable, jusqu'au moment où ils oubliaient leur rôle d'hommes publics, et parlaient

d'autres choses que des affaires de l'État. L'un ne pouvait dissimuler l'intention d'exercer sur vous une influence particulière, intention contre laquelle l'interlocuteur ne manque jamais de se mettre en garde; un autre cherchait à vous empêcher de voir qu'il parlait sur un sujet tout préparé et comme s'il eût fait une lecture, amenant, comme accidentellement, les contrastes et les comparaisons par lesquels il voulait frapper votre imagination ; quelques uns, afin, je crois, de se cacher à eux-mêmes comme aux autres que la logique n'était pas leur fort, couraient après les analogies et ne parlaient presque que par métaphore; c'était une mauvaise tactique, car quelques unes de ces métaphores étaient si belles et paraissaient si justes, qu'au lieu de passer inaperçues elles fixaient l'attention et donnaient le temps de découvrir qu'elles n'étaient pas exactes. Les exemples les plus remarquables de ce genre se sont présentés à moi dans le sud, où j'ai eu le plaisir d'entendre de tout beaucoup plus que de logique.

C'est ici le lieu de parler de la conversation du docteur Channing : je le ferai parce qu'il y a eu à ce sujet beaucoup de malentendus et, conséquemment, des rapports erronés. Je n'ai jamais vu personne dont la conversation fût moins agréable au premier abord, et finît ensuite par concilier davantage à un excellent causeur l'affection de ses auditeurs.

Malheureusement, ceux qui le jugent d'une manière générale ne l'ont vu qu'une ou deux fois, après lesquelles ils le connaissaient beaucoup moins que lorsqu'ils étaient à mille lieues de lui. Cette circonstance me servira d'excuse pour ce que j'ai à dire d'un homme que je révère et que j'estime trop pour qu'il me soit possible de le louer publiquement plus que ne le comporte le témoignage que l'on doit à de tels hommes. Le docteur Channing a, j'en conviens,

l'habitude malheureuse de subordonner son esprit à l'intelligence qu'il suppose à la personne avec laquelle il converse, ou aux connaissances qu'il lui croit sur un sujet à l'égard duquel il désire obtenir des renseignements. L'application n'étant pas naturelle ne saurait être admise; il en résulterait autrement que ce que l'on obtiendrait ainsi donnerait de très fausses idées sur l'esprit d'un homme qui se livre à ces lieux communs que commande la médiocrité de ceux qui écoutent. En faisant l'application de ceci au docteur Channing, on comprendra que que quand ses paroles partent de l'ame elles deviennent des actes; on n'en oublie plus ni un son ni une syllabe. La raison en est que les choses invisibles sont pour lui des réalités, et les choses matérielles des ombres. Après des communications continues et franches avec lui, on s'étonne, comme d'une chose inexplicable, qu'il puisse exister dans le monde d'autres objets sérieux de recherche que la vérité, la justice et la charité.

J'ai déjà parlé de la conversation de M. Madisson comme étant pleine de grace, remarquable surtout par sa vivacité, sa rapidité et sa variété dans un homme de quatre-vingt-quatre ans, affligé de plusieurs infirmités : c'était un type magnifique du gentleman accompli de l'époque révolutionnaire.

Il est des personnes qu'il me semble à moi-même étrange de nommer à propos d'une pareille matière, alors qu'il est en elles des choses que je prise beaucoup plus que leur éloquence; mais je ne puis m'empêcher d'en faire mention sous ce point de vue. Je veux parler du docteur et de mistriss Follen, de Boston. Le docteur Follen est Allemand : il s'est fait connaître en Allemagne par son patriotisme; il a rendu son nom aussi importun aux princes que cher aux peuples. Il réside en Amérique depuis treize ans, voilà sept ans qu'il est citoyen du Massachu-

setts. Il possède parfaitement la langue depuis quelques années ; mais, comme il la fait servir aux besoins d'un esprit mûr et richement orné, il n'en fait pas le même usage que ceux dont c'est la langue maternelle : c'est, pour lui, un instrument d'une puissance extraordinaire. Le docteur Follen est, d'ailleurs, un homme profondément instruit, que, sous ce rapport, je n'ai pas la prétention de juger. La grande masse de ses connaissances est vivifiée par un esprit qui semble avoir traversé toutes les épreuves humaines; s'appropriant tout ce qu'il y a de vrai et de pur, et dédaignant tout le reste ; à un religieux amour de la liberté, à un sentiment infaillible du vrai principe de la liberté dans tous les cas qui se présentent, il joint une intrépidité qui excite la rage là où sa douceur n'est pas connue, et une douceur qui désarme ceux qui craignent son intrépidité. Aucune acquisition plus précieuse dans leur condition présente n'a pu être faite par les États-Unis. Je le considère comme l'homme le plus remarquable et le plus éminent que j'aie vu dans le pays. Le docteur Follen a embrassé la cause de l'abolition de l'esclavage; il s'est déclaré partisan de la liberté de la pensée, de l'action et de la parole, de manière à se faire craindre (ou plutôt ses opinions, car nul ne peut le craindre personnellement) de quelques uns des habitants de son État, qui ont sur l'honneur une idée erronée ; mais, à mesure qu'il sera mieux connu des plus sincères de ses concitoyens, il sera regardé par tous avec l'orgueil et l'affectueuse admiration qu'il inspire à ceux qui ont l'honneur et le bonheur d'être ses amis. Il a épousé une dame de Boston, femme de génie, douée d'affections larges et tendres qui constituent son élément naturel, ce qu'il y a d'admirable dans leur intérieur ; celle dont ils ont été les hôtes ne saurait ni l'oublier ni le décrire.

Le mode de conversation en Amérique m'a paru monotone, mais, au fond, riche et original. Dans

les premiers temps, j'éprouvais quelque difficulté à rester attentive, pendant toute la durée de la réponse, aux questions qu'il m'arrivait de faire. La personne interrogée semblait se croire obligée en conscience à une réponse pleine et détaillée; elle se plaçait donc, aussi près que possible, du déluge dans le passé, du millénium dans l'avenir, que le sujet le permettait, ayant soin, dans l'intervalle, de ne rien omettre d'important. Naturellement, il se trouvait çà et là des gens pour me dire précisément ce que je savais et omettre ce que je voulais savoir, mais cela n'arrivait pas souvent; en général, j'obtenais dans la conversation des renseignements si complets, si impartiaux, si exacts; la lucidité et l'originalité de leur transmission étaient si amusantes, qu'au bout de six mois j'étais grande admiratrice de la conversation américaine. Un jour, un monsieur exprima devant moi sa surprise de ce que je faisais si peu de questions, ajoutant que, s'il était en Angleterre, il ne cesserait de questionner tout le long du jour. Je lui répondis que je n'éprouverais pas le besoin de demander des renseignements aussi longtemps, qu'on m'en donnerait plus en un jour que ma tête ne pouvait en contenir. Je n'ajoutai point que je n'étais pas douée d'une puissance d'attention suffisante pour les informations que j'avais moi-même demandées; je ne crois pas que j'aie jamais éprouvé une pareille difficulté.

Les Américains eux-mêmes paraissent ne pas ignorer cette tendance aux longueurs et cette monotonie de détails dont Charles Lamb se plaint en parlant des Écossais. On raconte, des voyageurs américains, des histoires qui surpassent tout ce que j'ai vu en ce genre : tel est, par exemple, ce voyageur américain de retour d'Europe, à qui on demandait comment il avait trouvé Rome; à quoi il répondit : que Rome était une fort belle ville, mais

que les édifices publics avaient un peu besoin de réparations. Telle est encore la remarque faite par une dame sur un sermon qu'elle avait entendu. Un prédicateur, parlant de l'aveuglement des hommes sur l'avenir, avait dit : « Combien peu d'hommes, lorsqu'ils font construire une maison, songent à faire l'escalier assez large pour qu'un cercueil y puisse passer! » La dame en question, en sortant de l'église, observa très sérieusement que les prêtres traitaient dans leurs sermons de singuliers sujets. « Sans doute, ajouta-t-elle, c'est une grande commodité qu'un escalier large; mais les prédicateurs pourraient bien prendre pour texte de leurs sermons autre chose que des escaliers étroits. » Un sénateur éminent me disait un jour que deux choses lui déplaisaient souverainement : c'était un gentleman se levant dans le sénat et parlant toujours comme s'il ne devait jamais s'asseoir, et un gentleman s'asseyant dans son cabinet et parlant toujours comme s'il ne devait jamais se lever.

Néanmoins on trouve parfois des expressions singulièrement épigrammatiques dans la bouche de gens qui n'ont jamais entendu parler de cet *art de la conversation* dont ils supposent que les Anglais font une étude. Un ecclésiastique, qui n'est autre que le docteur Channing, aperçut un jour, au moment où il acquittait un péage, une planche qui ressemblait beaucoup à une pierre tumulaire et contenant une annonce de genièvre, rhum, tabac, etc. « Je suis charmé, » dit-il à la fille qui recevait le péage, « je suis charmé de voir que vous ayez enterré ces choses-là. — Si nous les avions enterrées, » dit la fille, « vous n'auriez pas manqué de conduire le deuil. » Des jeunes gens, qui voyageaient à cheval dans les montagnes Blanches, se sentant fort altérés, s'arrêtèrent devant une maison sur la route et demandèrent du lait. Ils vidèrent tous les vases qu'on leur présenta

et en demandèrent encore. La maîtresse de la maison apporta enfin une énorme jatte de lait qu'elle plaça sur la table en disant : « On dirait, messieurs, que vous n'êtes pas encore sevrés. »

Je citerai, en outre, la réponse faite par un Virginien à une sotte question que lui adressait une dame : « Qui a fait le pont Naturel? — Dieu le sait, madame. »

J'ai rencontré fréquemment des versions nouvelles de vieilles fables; en voici une qui, je le crois, en vaut bien une autre : Noé avertit ses voisins de ce qui allait arriver et leur dit pourquoi il construisait son arche, mais personne ne faisait attention à ses paroles. Quand les gens placés sur les hauts lieux eurent de l'eau jusqu'au menton, une vieille connaissance de Noé lui demanda avec instance de le recevoir dans l'arche. Noé ne lui répondit que par des refus réitérés. « Eh bien, » dit l'homme, quand il vit que ses instances étaient inutiles, « allez vous promener vous et votre arche, je ne pense pas que nous ayons une grande averse. »

Rien ne présente un contraste plus singulier que l'enjouement et la simplicité de la conversation domestique aux États-Unis, comparée au grand pédantisme dont on trouve parfois des exemples. Un monsieur m'assura gravement que j'étais tout à fait dans l'erreur, parce que je n'étais pas du même avis que lui sur je ne sais quel point. Tout le monde se mit à rire; mais lui, sans se déconcerter, nous apprit qu'il avait cru, dans un temps, à la possibilité de se tromper comme tout le monde, mais que l'expérience l'avait convaincu qu'il ne se trompait jamais; en conséquence, il avait mis de côté toute crainte d'erreur. Je lui dis que je craignais que le lieu qu'il habitait ne fût bien monotone, attendu qu'il y avait là un oracle pour régler toutes choses. Il répondit que, malheureusement, les autres n'étaient pas aussi convaincus

que lui de son infaillibilité. Ce n'était pas une plaisanterie, je parle d'un homme grave et positif. Un autre monsieur me dit un jour très sérieusement que, depuis peu, le temps était excessivement *mucilagineux*. Un autre, me montrant un monsieur à bord d'un bateau à vapeur, me dit que c'était un *bas bleu* (1) de la première force. Une dame m'ayant questionné un jour sur ce que j'avais ressenti à Niagara, voici quelle fut sa dernière question : « N'avez-vous pas éprouvé le désir de vous jeter dans la cataracte et de vous réunir à la terre votre mère? — Non. »

J'ai rarement rencontré des exemples de ce pédantisme dans la classe agricole et ouvrière, surtout parmi les jeunes gens. La pire et la plus nombreuse classe de pédants se compose de dames d'un moyen âge. Une couturière en robes, très lettrée et fort méritoire, me déclarait qu'elle jouerait de malheur si ses robes n'allaient pas aux dames du voisinage. Elle avait pris pour patron les proportions exactes de la Vénus de Médicis; que pouvait-elle faire de mieux? Une autre me priait d'écrire quelque chose sur le mont Auburn (le magnifique cimetière près de Boston). Je lui demandai quelle espèce de composition elle désirait; elle me dit qu'elle souhaiterait que le mont Auburn fût considéré sous trois points de vue : tel qu'il était au jour de la création, tel qu'il est maintenant et tel qu'il sera au jour de la résurrection. L'idée me plut si fort, qu'au lieu de traiter ce sujet pour elle je l'engageai à le traiter pour moi.

Quant aux formes particulières du langage, j'en suis fort mauvais juge; je ne les aurais pas même remarquées si l'on n'avait pas, à l'avance, appelé sur ce point mon attention. Je remarquai que le mot *femme* est banni du langage et que le mot *dame* lui

(1) C'est sous ce nom qu'on désigne, en Angleterre, les femmes qui s'occupent de sciences et de littérature. C'est aux femmes seules que cette dénomination s'applique. (*Note du Traducteur.*)

a été substitué. Cela produit quelquefois un singulier effet. Dans la prison de Nashville (Tennessée), après avoir vu le préau des hommes, je demandai au concierge de me montrer celui des femmes. « Nous n'avons pas de dames ici pour le moment, madame, » me répondit-il; « nous n'avons jamais eu que deux dames condamnées pour avoir volé un aloyau ; mais, comme on a reconnu qu'elles étaient abandonnées par leurs maris et dans le besoin, elles furent graciées. » Un professeur, dans un cours public, parlant des traits caractéristiques de la femme, s'exprima, dit-on, ainsi : « Qui furent les dernières à la croix? des dames. Qui furent les premières au sépulcre? des dames. »

J'ai été quelquefois surprise de certaines expressions : j'ai souvent entendu dire qu'il faisait un temps terriblement beau. Dans la Virginie, ces expressions superlatives sont fort à la mode. Un homme très malade et en proie à d'affreuses souffrances envoya chercher un ami. A l'arrivée de celui-ci, la douleur avait diminué, mais le malade se sentait très faible. « Comment vous trouvez-vous? » lui dit son ami. — « Je suis puissamment faible, mais cruellement soulagé. »

Les gasconnades des Kentuckyens sont connues : elles sont ingénieuses et parfois très amusantes, mais absurdes dans la bouche d'une personne bornée. Un Kentuckyen, non content de me faire admirer la beauté des forêts, ajoutait que le tissu des feuilles était plus fin et plus riche dans le Kentucky que partout ailleurs. Je préfère encore l'air dégagé de cet autre qui, me parlant de la fécondité du sol, ajoutait : « Si vous plantez un clou le soir, le lendemain matin il aura poussé une pique. »

Les voyageurs se plaignent beaucoup de la froideur avec laquelle on est traité dans les hôtels et dans les auberges d'Amérique; peut-être est-ce un

peu la faute des étrangers ; avec un air engageant, on fait cesser cette froideur, mais elle n'en est pas moins très désagréable au premier abord. On nous a toujours parfaitement traités ; la réserve du premier accueil se dissipait dès que nous nous montrions sociables et disposés à nous servir nous-mêmes. Aussitôt que la réserve était attaquée, elle cédait, mais je ne suis pas surprise que des étrangers, peu disposés à faire des concessions, et surtout des messieurs qui voyagent d'un hôtel à l'autre, trouvent cette contrainte extrêmement pénible. On ne devrait jamais oublier qu'excepté dans les villes, c'est toujours par nécessité ou par complaisance, rarement par goût, que la femme ou les filles de citoyens américains servent les voyageurs. Cette interruption de leur repos domestique, cette obligation de paraître en présence de personnes inconnues, doivent leur être pénibles et faire excuser en elles une absence apparente de cordialité. Quelques voyageurs américains, charmés de l'empressement des garçons d'hôtel en Europe, déclarent qu'ils paient aussi volontiers la civilité que leur dîner. J'avoue que je suis d'un goût différent. J'aime mieux l'indifférence qu'une civilité fondée sur la carte à payer ; mais je préfère à l'une et à l'autre la cordialité qui se manifeste quand vous offrez de faire votre lit, d'arranger votre feu ; la cordialité qui fait que votre hôtesse entre dans votre parloir, prend une chaise, lie la conversation, non seulement en vous demandant où vous allez, mais en vous disant tout ce qui l'intéresse dans son voisinage. Une servante, dans un hôtel de Meadville, en Pensylvanie, nous pria de changer de route, afin d'avoir l'occasion de visiter quelques uns de ses amis ; « un beau célibataire qui venait récemment de perdre sa femme et son superbe fils ; » auprès de qui elle offrit de nous donner une lettre d'introduction. A Maysville, Ken-

tucky, la maîtresse de la maison envoya plusieurs fois s'excuser de ce qu'elle ne venait pas elle-même nous servir, sa présence étant nécessaire au chevet de son enfant malade. Comme nous exprimions notre regret de ce que, dans de telles circonstances, elle s'occupât de nous, la personne qui la remplaçait nous dit que nous ne ressemblions point à la généralité des voyageurs : les dames se tenaient habituellement pour offensées si la maîtresse de la maison ne venait pas les servir elle-même. Elles n'auraient pas voulu ouvrir ou fermer une fenêtre; mais elles sonnaient pour que la maîtresse de la maison vînt le faire pour elles. Ces personnes ont probablement été accoutumées à être servies par des esclaves, ou même à ne pas l'être du tout; en sorte qu'elles aiment à profiter de l'occasion. A Nashville, Tennessée, notre hôtesse nous traita extrêmement bien, et, à notre départ, elle embrassa toutes les dames de la société.

J'eus de bonne heure l'occasion d'établir une distinction entre la froideur et l'hospitalité : notre société composée de six personnes traversait l'État de New-York. Un matin, aux premiers rayons du jour, nous quittâmes Syracuse, nous proposant de déjeûner à Skaneatles; mais, ayant éprouvé des retards sur la route, lorsque nous atteignîmes Elbridge, la faim ne nous permit pas d'aller plus loin. Un jeune et impétueux Carolinien, qui était avec nous, sortit le premier de la voiture et revint bientôt sur ses pas en nous disant que nous ferions mieux de poursuivre notre route, que la maison et les gens avaient un tel air de froideur, que nous ne pourrions jamais obtenir un repas confortable; mais, comme il nous fallait, à tout prix, manger, nous persistâmes à nous arrêter en cet endroit. La première pièce dans laquelle on nous fit entrer était humide, et il n'y avait pas de feu allumé; or, nous étions déjà grelottants de froid. Je crus m'apercevoir que la famille évacuait

la pièce voisine : on nous l'offrit, et d'immenses bûches furent entassées dans la cheminée. Deux des demoiselles de la maison, en robes de cotonnade, les cheveux tressés et relevés, suivirent leur mère dans la cuisine, d'un air grave et d'un pas tranquille; deux autres restèrent dans l'appartement, et après avoir arrangé leurs cheveux devant la glace, en notre présence, elles se mirent à préparer la table, tout en tricotant dans les intervalles. L'une ou l'autre était presque toujours assise avec nous, s'occupant à tricoter et répondant à nos questions avec une simplicité grave. Bientôt on nous apporta un des meilleurs déjeûners que nous eussions eus en Amérique : un plat chargé de tartines de beurre, des biscuits tout chauds, des beefsteaks, de la sauce aux pommes, des pommes de terre chaudes, du fromage, du beurre et deux plats d'œufs. Nous fûmes servis avec beaucoup de soin par les quatre demoiselles tricotant et leur mère, et l'on prit poliment congé de nous. La carte ne se monta qu'à deux dollars et un quart pour nous tous. « Avez-vous jamais vu des filles comme celles-là ? » s'écria le jeune Carolinien, fraîchement débarqué d'Europe ; « à leur port et à leur démarche, on les prendrait pour quatre princesses captives ! » Nous nous écriâmes tous que nous ne souffririons pas qu'on médît de ces jeunes personnes. Elles nous avaient traités avec l'attention la plus affectueuse, et nul ne pouvait dire si leur réserve était plus grande que ne le comportaient leur situation et leur position de fortune.

Tant de voyageurs ayant eu plus fréquemment l'occasion d'observer les manières américaines dans les voitures publiques et dans les bateaux à vapeur que dans les maisons particulières, tout a été dit sur ce sujet; seulement j'atteste que je ne crois pas que les Américains ne mangent pas plus vite que d'autres : la célérité aux tables d'hôte est remar-

quable; mais il en est de même en Angleterre, où l'on n'accorde aux voyageurs que dix minutes ou un quart d'heure par repas; dans les maisons particulières, je ne me rappelle pas avoir jamais été pressée. En voyage, la civilité empressée et non interrompue de tous les messieurs a quelque chose de frappant pour un étranger : le degré d'attention accordé aux femmes est plus grand, selon moi, qu'il n'est utile et agréable à ceux qui le témoignent et à celles qui en sont l'objet; mais les manières dans une diligence américaine peuvent offrir une leçon et un exemple à beaucoup d'Européens qui ont une haute idée de leur civilisation. Je ne dirai pas précisément que tous les messieurs, vieux ou jeunes, malades ou bien portants, fatigués ou non, cèdent de droit aux dames les meilleures places de la voiture, ni que, en Virginie, par une journée de juillet, cinq messieurs prennent place, pendant plusieurs lieues, sur l'impériale de la diligence, où il n'y a rien pour se retenir et pour appuyer ses pieds, pour qu'une jeune personne, d'une santé délicate, ait de la place pour étendre ses pieds et changer de position. Il est évident que si elle n'avait pas la force de voyager, comme tout le monde, en diligence, sa famille aurait dû voyager en voiture particulière ou rester à la maison, plutôt que d'exposer cinq personnes à risquer leur santé et sacrifier leurs aises dans l'intérêt d'une seule. Quelques bons effets moraux que cette abnégation puisse avoir sur le caractère des messieurs, ce n'en est pas moins une habitude fort préjudiciable aux dames; leurs manières en voyage ne sont rien moins qu'aimables. Des femmes qui sont charmantes chez elles sont, en voyage, de vraies enfants gâtées; il n'est pas rare de les voir trembler de peur et jeter de grands cris à la moindre apparence de danger; mais il y a quelque chose de pire encore dans le froid égoïsme avec lequel elles accep-

tent ce qu'il y a de meilleur en tout, sans s'inquiéter si elles imposent des sacrifices aux autres, et même, dans le sud et à l'ouest, sans accorder un mot ou un coup d'œil de remercîment. On les prendrait véritablement pour des enfants gâtées, quand les messieurs ne sont pas là pour leur être sacrifiés. Dans la salle des voyageurs, en attendant les repas ou la voiture, et dans la cabine d'un bateau à vapeur, je n'ai jamais vu des manières plus repoussantes que celles de certaines Américaines; elles ont l'air de croire que vous voulez les maltraiter, jusqu'à ce que vous leur ayez prouvé le contraire; leur regard est oblique et soupçonneux, ou bien elles vous regardent en face; elles vous observent d'un air froid et immobile; si vous vous approchez, elles se mettent, à l'instant même, sur la défensive, vous repoussent froidement pour prendre les meilleures places; dans tout ce qu'elles disent et font, pas la moindre trace de franchise ou de bonne humeur : voilà les conséquences désagréables qui résultent pour les dames de l'habitude d'être gâtées. Les dames de la Nouvelle-Angleterre, qui, par suite de la supériorité de leur nombre, sont obligées de compter beaucoup moins sur les soins des autres, sont des compagnes de voyage bien plus agréables que celles du reste du pays; on en pourait conclure que c'est chez ces dernières un défaut dont il leur serait facile de se corriger. J'ai toujours éprouvé que, lorsque je pouvais me contenir et montrer que je n'avais pas de mauvaise intention, l'apathie commençait à se fondre, les jolies dames s'humanisaient et se montraient comme je pense qu'elles sont chez elles au milieu de leur ménage. Si ces dames voulaient bien se demander de quoi elles ont peur, et pourquoi on serait moins gai, moins obligeant, moins agréable dans la société fortuite de cinquante personnes, dont l'agrément dépend principalement de leurs bons offices mu-

tuels, que chez soi, au milieu d'une demi-douzaine de voisins, elles effaceraient une tache désagréable dans les manières nationales, et aux charmes déjà si nombreux de leur patrie ajouteraient un attrait de plus.

J'aurais beaucoup à dire des mœurs de la campagne en Amérique; mais le tableau qu'en a fait miss Sedgwick dans ses ouvrages est si beau et si frappant de vérité, qu'il serait inutile de m'y arrêter. Ces tableaux sont également intéressants pour le lecteur anglais et pour les Américains à cause de la pureté et de la fidélité de l'esprit démocratique qu'ils respirent. La femme qui sut si bien apprécier le bonheur de vivre dans la société qu'elle a décrite méritait l'honneur d'être la première à la présenter aux affections de l'humanité.

Les manières des classes riches dépendent nécessairement de la nature des objets et des intérêts qui les occupent; mais elles ne sont pas, en général, aussi agréables que celles de leurs voisins moins opulents. L'ostentation inquiète de ceux qui vivent pour le faste et l'étalage a, comme je l'ai dit, quelque chose de vulgaire; c'est la seule vulgarité qu'on trouve dans le pays. C'est principalement aux eaux qu'il faut la voir se déployer : à Rockaway, dans le Long-Island, pendant que la compagnie attendait le dîner, je vis un jour, dans une vaste salle, un certain nombre de groupes dont le croquis aurait fait la fortune d'un caricaturiste habile. Si une dame ayant de bons yeux et un ingénieux pinceau voulait esquisser les phénomènes d'affectation qu'on peut voir en un jour dans la piazza et la salon de Rockaway, elle pourrait devenir un utile censeur; mais ce serait une tâche trop pénible et trop honteuse pour quiconque possède un esprit vraiment républicain; pour moi, en pareille compagnie, je ne pouvais revenir de mon étonnement; j'étais comme

si l'on m'avait placée sur une sorte de terrain équivoque, entre la société complètement imaginaire des romans soi-disant maritimes publiés depuis quelques années, et les larges esquisses de la vie américaine par Mr Darblay. Cela ne ressemblait à rien de réel, quand je voyais les jeunes demoiselles, resplendissantes de parure, se promener avec affectation, tenant à la main un mouchoir de batiste, de soixante-dix dollars, et s'arrêter en extase en voyant entrer un petit enfant; les mères aussi, pleines d'une affectation d'une autre espèce, et les frères errer çà et là, tantôt avec gravité, tantôt avec nonchalance; et, au milieu de tout cela, pas une physionomie, pas un mouvement, pas un ton naturel qui viennent vous dédommager. J'évoquais alors, comme contrastes, les scènes de village dont j'avais été témoin : la noce joyeuse, les promenades en chariot, les offrandes de fleurs sauvages à l'étranger, la politesse mutuelle et simple, et je pouvais à peine croire que des scènes si opposées existassent dans la même république.

Les manières du genre de celles que je vis à Rockaway sont, dans le pays, considérées comme vulgaires : cela doit être, car celles de la majorité leur sont bien supérieures. Elles ne méritent d'être remarquées que parce qu'elles sont absolument anti-républicaines dans leur principe et leur expression : or, le moraliste doit signaler, dans chaque classe, tout ce qui s'éloigne du principe républicain et imprimer le cachet du mépris à des manières vicieuses ou fausses dans une société basée sur des principes constitués. Le mépris, ainsi infligé, sera peut-être un moyen d'épargner ce ridicule à ceux qui seraient tentés de se le donner. L'ostentation, en Amérique, peut être diminuée par le ridicule et le dédain, comme l'a été le suicide en France. Il vaut mieux détourner les esprits faibles et vains d'entrer dans la carrière de la vanité

que de les signaler alors qu'il est trop tard; d'ailleurs, n'est-il pas préférable, dans l'intérêt des esprits lucides et forts, de n'avoir à mépriser que des choses et non des personnes; s'il est utile, s'il est nécessaire en effet de stigmatiser un vice abstrait, il n'est pas également nécessaire de le personnifier dans les individus qui en sont atteints.

En considérant les manières des riches, on fait naturellement abstraction de la meilleure sorte de riches, de ceux dont les principes et l'esprit sont démocratiques, les désirs modérés, les occupations rationnelles. Leur richesse devient, à leur égard, une circonstance peu importante. Ils font plus de bien que d'autres, soutiennent un plus grand nombre d'institutions utiles; ils possèdent des maisons et des bibliothèques admirables; mais ces choses ne sont point associées à eux dans l'esprit de leurs amis aussi longtemps qu'elles ne le sont point dans le leur. Ils rentrent dans la classe des hommes honorables et indépendants, véritable gloire du pays, tous justes comme s'ils n'étaient pas riches. Vient ensuite une autre classe de gens riches : ce sont ceux qui font un usage utile de leur temps et de leur argent, mais qui n'ont pas le bonheur de posséder la véritable foi démocratique; ceux-ci ont des manières infiniment meilleures que celles de Rockaway, mais moins bonnes cependant que celles des républicains plus purs : ils sont supérieurs à la vanité de l'étalage et aux luttes de la mode, mais ils redoutent l'ascendant de l'ignorance et se défient des classes qu'ils ne connaissent pas. Ils lisent; leur imagination habite l'Ancien-Monde et ils ont insensiblement adopté l'un de ses préjugés, à savoir que le peuple ne peut être qu'ignorant, passionné et avide. Leur conversation trahit une présomption et leur personne un malaise qui ne peuvent être que défavorables aux bonnes manières. Cette classe, peu nombreuse, est, en géné-

ral, si respectable et quelquefois si utile pour des objets importants, qu'il est bien à désirer qu'elle se reporte perpétuellement aux principes démocratiques qui calmeront ses inquiétudes et donneront à ses manières cette sérénité, apanage des républicains sincères qui ont tout à espérer et peu à craindre.

L'un des spectacles le plus curieux du pays est la réception du président. Rien de plus facile que d'en rire, car il n'est peut-être pas de réunion d'hommes qui n'ait son côté risible. La réception du président prête, sous plus d'un rapport, au ridicule; les hommes y vont en manteaux de voyage, en ceintures de cuir; on y voit des perruques de toutes les dimensions, et une immense variété de saluts adressés au premier magistrat. Les femmes s'y rendent en chapeaux et en châles, causent, montent sur les chaises pour mieux voir, et, de là, promènent leurs regards sur les vastes salles. On raconte que deux jeunes filles, ainsi costumées, furent installées par leurs cavaliers sur le manteau de la cheminée, où elles tenaient la place de deux candelabres, et d'où elles pouvaient parfaitement voir entrer le monde. Rien d'amusant comme le spectacle que cette foule mêlée aux ambassadeurs étrangers et à leur suite présente d'observer les rapports qui existent entre toutes ces classes et tous ces gens réunis sur le pied de l'égalité. Mais, s'il y a là quelque chose qui prête à rire, ce n'en est pas moins un coup d'œil imposant. Si les habitants de Washington désirent l'abolition de cette coutume, il faut qu'ils ignorent la dignité qui y préside et frappe les yeux de l'étranger, malgré tous les inconvénients qui peuvent s'y mêler; je suis fâchée qu'elle ne se renouvelle plus annuellement. Je suis fâchée qu'on n'y distribue plus de rafraîchissements, quoique ce soit une chose qui offre moins d'importance et plus d'inconvénients. L'abandon de cette

coutume sera une preuve incontestable de mauvais goût. Il doit y avoir une époque et un lieu où le premier magistrat et le peuple se réunissent pour échanger leurs respects, toute autre affaire cessante, et j'aimerais à voir cette réunion redevenir annuelle.

Je n'ai point vu de mauvaises manières à la réception du président, si ce n'est de la part d'un Anglais sot et fanfaron. Tout était calme et paisible, et je remarquai un air de gaîté qui me surprit. Le beau monde s'amusait de l'aspect de l'assemblée, et le vulgaire du spectacle nouveau qu'il avait sous les yeux. Nous partîmes à huit heures. Quand nous descendîmes de voiture, je vis un certain nombre de femmes, fort bien accompagnées, monter les escaliers, dans le deuil le plus simple. Dans la salle étaient des groupes de jeunes gens se promenant de long en large, en déployant leurs graces, tandis que des dames ôtaient leur châle et laissaient voir des parures resplendissantes. Le président, ayant, à sa droite et à sa gauche, quelques membres de son cabinet, se tenait au milieu de la première pièce, se préparant à saluer toutes les dames et à donner des poignées de main à tous les hommes qui se présenteraient. La compagnie s'approcha alors de la cheminée où étaient les dames de la famille du président, accompagnées du vice-président et du secrétaire du Trésor; de là les visiteurs se dispersèrent dans les diverses pièces, causant par groupes dans la salle Bleue, ou se joignant à l'immense quantité de promeneurs dans la grande salle de l'Ouest. Après y avoir fait deux tours, je retournai à la salle de réception, le point le plus intéressant pour un observateur. Je vis entrer successivement les ambassadeurs avec leur suite, les juges de la Cour suprême, la majorité des membres des deux Chambres, et, au milieu de tout cela, de simples cultivateurs, des boutiquiers, des

artisans avec leurs épouses patriarcales et leurs filles naïves. Les unes avaient l'air gai, d'autres l'air occupé, aucune l'air humble. Je crois qu'il pouvait y avoir trois mille personnes présentes; une seule chose y manquait, et c'était, selon moi, une lacune importante : il ne s'y trouvait aucune personne de couleur. Les individus ou les classes sont libres de choisir leur société comme il leur convient et en vertu de règles qu'ils ont faites; mais ici il ne doit pas y avoir de distinction. Je sais l'excuse qu'on allègue : la circonstance que la réception a lieu dans un pays à esclaves, la présence des planteurs du sud, et beaucoup d'autres; mais de tels motifs disparaissent devant ce fait bien simple, que la réception du président a été instituée afin que tous les citoyens des États-Unis, sans distinction, se réunissent à certaines époques pour présenter leurs respects à leur premier magistrat; tout homme de couleur qui est citoyen des États-Unis a droit d'y être admis aussi bien que tout autre. Leur présence ajouterait encore à la dignité de White-House. Il est honteux qu'il y ait un lieu aux États-Unis où la population soit plus libre que là de se réunir sur un pied d'égalité : ce lieu est la cathédrale catholique de la Nouvelle-Orléans. J'ai vu des personnes de toutes les nuances de couleur s'agenouiller sur la pierre, sans séparations ni distinctions. Il m'eût été doux de trouver aussi quelque édifice séculier où, d'un consentement général, tous les hommes pussent se réunir en frères; mais, même dans l'Amérique républicaine, on chercherait en vain un pareil édifice.

Les Américains, pour l'enseignement des manières, possèdent un avantage qu'ils n'apprécient point assez : ils ont sous les yeux, dans celles de la race de couleur, une perpétuelle caricature de leurs propres folies, un miroir dans lequel ils ne peuvent s'empêcher de se voir reproduits. Les nègres

ont, par dessus tout, le caractère imitatif. Dans leur condition dégradée actuelle, avec peu de principes, peu de lumières, peu d'indépendance, ils copient avec le plus grand succès leurs supérieurs. Ils portent l'imitation beaucoup plus loin que ne le font en Europe les domestiques des riches. Les valets noirs des États-Unis ont les graces sémillantes, la cravate apprêtée et les manières prétentieuses des valets de Londres; mais l'imitation s'étend à des matières plus importantes. Les esclaves du sud ne se bornent pas à prendre les noms et les titres militaires de leurs maîtres, ils les reproduisent en quelque sorte dans les formes de leur politesse et dans les détails de leurs réunions. J'ai en ma possession un billet d'invitation à un bal (1), écrit sur papier rose, doré sur tranche. Quand la dame invitée vint trouver sa maîtresse afin qu'elle lui donnât le cachet nécessaire pour l'autoriser à être dehors après neuf heures du soir, elle portait une robe de satin, par dessus laquelle était une robe de mousseline, elle avait des souliers de satin et des gants blancs; mais le satin était fané, la mousseline déchirée; les souliers grimaçaient sur des pieds cagneux, et les gants blancs tombaient en lambeaux de ses doigts noirs. Au lieu d'une belle dame, c'était une caricature.

Jusque dans la dernière des courtoisies, la politesse funéraire, la race de couleur imite les blancs. L'épitaphe d'un petit enfant noir à Savannat commence ainsi : « Lis charmant, flétri dans sa fleur, etc. » Ils ont des coutumes qui leur sont particulières : l'une consiste à refuser de manger en présence des blancs. Quand nous faisions de longues expéditions, emportant avec nous des vivres

(1) « Monsieur Richard Masey prie mistress Mikens et la société de miss Arthur de vouloir bien l'honorer de leur compagnie, dimanche soir, à sept heures, dans le grand magasin aux tuiles du docteur Smith. »
(*Note de l'Auteur.*)

ou nous en procurant sur la route, les esclaves se retiraient toujours, avec leur part, derrière les arbres ou tout autre abri.

Les Américains peuvent être assurés de conserver intactes les bonnes manières tant que l'intelligence sera respectée parmi eux comme elle l'est, et continuera à constituer le premier titre à la considération. Quelles que soient les folies et les frivolités des classes prétendues fashionables, elles ne parviendront pas à effacer les coutumes nationales ou à marquer les classes les plus importantes de la république. L'intelligence a partout le pas dans les relations sociales, et il continuera d'en être ainsi dans les principes. Une chose me frappa, c'est que, dans les campagnes, on peut fréquenter les membres les plus éclairés d'une famille et non les autres. On peut les inviter à une réunion choisie et réserver les autres pour une occasion plus ordinaire. Quant aux villes, Washington, avec sa population mélangée à l'époque des sessions, est une exception à toutes les règles. Là j'ai fréquemment vu certaines gens fort peu sensés devenir temporairement l'objet de plus d'attentions que les gens les plus sages ; mais, dans les autres villes, je ne me souviens pas d'avoir vu une grande influence à des personnes n'ayant pas une somme suffisante de mérite intellectuel. Une beauté de Washington me racontait la mort d'un jeune homme qui, au milieu de la nuit, endormi dans un petit bateau, était tombé dans le Potomac. Elle me dit où l'on avait retrouvé son corps, à quelle famille il appartenait, et termina en ajoutant : « On le regrettera beaucoup dans les soirées. » Washington est un lieu où un jeune homme peut être regretté de cette manière ; ailleurs on eût donné une meilleure raison ou l'on n'en eût pas donné du tout. Dans les capitales des États, les hommes prennent rang selon le mérite intellectuel qu'on leur suppose. Sans doute, il

entre dans cette évaluation bien des méprises, et, ce qu'il y a de pire, on pardonne bien des défectuosités morales en faveur de la supériorité intellectuelle; toutefois les motifs de préférence sont d'une nature plus élevée; la gradation est établie d'une manière plus rationnelle qu'ailleurs, et, là où il en est ainsi, les conditions essentielles des bonnes manières ne sauraient manquer. On est heureux de voir dans les campagnes les hommages rendus à l'auteur et à l'homme d'État, comme à ce qu'il y a de plus élevé dans l'échelle des êtres. Quel que soit l'auteur ou l'homme d'État auquel ils s'adressent, ces hommages sont honorables pour ceux qui les offrent. Il n'est pas moins satisfaisant de voir, dans les villes, les fats les plus élégants et les capitalistes les plus opulents céder le pas à des hommes et à des femmes distingués seulement par leur intelligence. Les manières les plus défectueuses, celles qui s'écartent le plus de la nature et font le plus de violence aux affections sont celles qui proviennent d'une estime exagérée des choses extérieures et mensongères, comme les meilleures sont celles qui manifestent l'amour des choses invisibles et réelles. Les Américains ont cet avantage, qu'ils portent plus de considération à l'intelligence qu'à la richesse et à l'élégance. Il leur reste à élargir leurs idées, à étendre leur intelligence jusqu'à ce qu'elle s'identifie à leurs yeux avec la morale. Des manières nationales, une hiérarchie nationale, graduées en conformité avec un tel principe, ne seraient pas matière à controverse, mais commanderaient l'admiration et formeraient progressivement le goût du reste du monde. Je crois que ce changement commence à se faire sentir dans les relations sociales des Américains qui ont rejeté la fausse idée de l'honneur aujourd'hui prédominante, et dans le généreux dévouement qui rend témoignage aux vérités impopulaires. La franchise, la

douceur, l'affectueux empressement de ces hommes ont une grace qu'aucune éducation conventionnelle ne saurait donner. Un habitant du sud se rendant de New-York à Philadelphie, à bord d'un bateau à vapeur, lia conversation avec deux inconnus, et bientôt la question de l'esclavage fut abordée. Il était propriétaire d'esclaves, et ils étaient abolitionnistes. Il y en eut un surtout dont la conversation lui plut beaucoup, et ils discutèrent longtemps ensemble. A la fin, il dit, en s'adressant à l'autre abolitionniste : « Comme il est agréable de discuter cette matière avec un homme comme votre ami ! Si vous autres abolitionnistes, vous étiez tous comme lui, nous ne tarderions pas à nous entendre; mais vous êtes habituellement si intraitables et si violents ! Vous ressemblez tous à Garison. Veuillez me dire, je vous prie, le nom de votre ami.

— Vous venez de le dire : c'est M. Garison.

— Impossible ! ce monsieur est si doux, si poli !

— Demandez au capitaine si ce n'est pas M. Garison. »

C'était un point important; on interrogea le capitaine. Ce monsieur si doux, si courtois, si simple, si agréable, c'était Garison.

CHAPITRE II.

LA FEMME.

La vallée signale la colline. Il y a peu d'amitié dans le monde, et surtout entre égaux, quoi qu'on ait pu dire. S'il en existe, c'est entre supérieurs et inférieurs, la destinée de l'un étant comprise dans celle de l'autre.

BACON.

Parmi les moyens de juger de la civilisation d'un peuple, il n'en est pas de plus sûr que d'examiner la condition de cette moitié du genre humain que l'autre moitié tient sous sa puissance, en vertu du droit du plus fort. Jugée à ce point de vue, la civilisation américaine paraît d'un ordre inférieur à ce qu'auraient pu faire espérer quelques autres symptômes de son état social. Dans le traitement de la femme, non seulement les Américains ont méconnu leurs principes démocratiques, mais ils ne sont pas même à la hauteur de quelques contrées de l'Ancien-Monde.

Ce qui prouve suffisamment le degré inférieur de civilisation sous ce point de vue important, c'est que les deux parties ignorent toute la gravité des griefs de la femme contre ceux qui ont en main le pouvoir. Tandis que l'intelligence de la femme est comprimée, sa moralité écrasée, sa santé ruinée, ses faiblesses encouragées et sa force punie, on lui dit qu'elle habite le paradis des femmes, et il n'est pas de pays au monde où l'on fasse plus d'étalage du traitement *chevaleresque* dont elle est l'objet. Voici en quoi ce traitement consiste : elle a la meilleure place dans les voitures publiques; quand il n'y a pas assez de chaises pour tout le monde, les mes-

sieurs se tiennent debout; dans les cérémonies publiques, elle entend les déclamations oratoires sur les femmes et le foyer domestique, et des apostrophes à la femme; son mari sent ses cheveux se dresser sur sa tête à la seule pensée de la voir travailler, et il n'est pas de fatigues qu'il ne s'impose pour lui fournir de l'argent. Elle est libre de se troubler le cerveau à force d'exaltation religieuse, afin de distraire son attention de la morale, de la politique et de la philosophie. On a grand soin surtout de conserver intacte sa moralité, en observant en sa présence les convenances les plus strictes; en un mot, on lui donne des jouissances pour lui tenir lieu de justice. Sa position ne diffère en principe de celle de l'esclave qu'en ce sens, que la somme de jouissances qu'on lui accorde est large et universelle, au lieu d'être étroite et arbitraire. Dans les deux cas, il y a déni de justice sans autre motif que le droit du plus fort; l'assentiment du grand nombre et le mécontentement profond du petit nombre, c'est à dire des opprimés, attestent, le premier, la dégradation actuelle de la classe, et l'autre son aptitude à jouir des droits humains.

L'intelligence de la femme est comprimée; j'en vis une preuve évidente. A peine étais-je débarquée depuis dix jours, que je rencontrai, parmi les femmes, d'insupportables pédantes; dans mes excursions dans le pays, j'ai trouvé un plus grand nombre et une plus grande variété de femmes pédantes que l'expérience de toute une vie n'en ferait découvrir en Europe. Je pourrais remplir de portraits le reste de ce volume, mais je m'en abstiens par respect même pour ce pédantisme. Partout où l'intelligence a la carrière libre, le pédantisme n'existe ni chez les hommes, ni chez les femmes : il est le résultat d'une intelligence qui ne peut rester entièrement passive, mais qui, se sentant le besoin de déployer

quelque force, le fait par l'intermédiaire d'une moralité étroite. Le pédantisme indique le premier effort de l'intelligence pour rompre ses entraves; c'est donc un symptôme encourageant.

L'intelligence de la femme est comprimée par une injustifiable restriction des deux moyens d'éducation : l'enseignement positif et la discipline des circonstances. La première de ces restrictions, quoiqu'elle précède l'autre dans la chronologie de l'individu, en est une conséquence directe pour la totalité du sexe; et comme, d'ailleurs, les femmes n'ont dans la vie aucun but qui exige une éducation large, cette éducation ne leur est pas donnée. L'éducation des femmes, en Amérique, est à peu près ce qu'elle est en Angleterre. On leur enseigne certaines choses qui sont jugées nécessaires parce que tout le monde les apprend, dont l'utilité se borne à remplir le temps, à occuper innocemment l'attention, à perfectionner la conversation, à mettre les femmes à même de tenir compagnie à leurs maris et d'enseigner quelque chose à leurs enfants; mais ce qu'on leur communique ainsi est, en général, reçu passivement, et ce qu'elles apprennent est dû surtout à la mémoire. Il est rare qu'on les entoure d'une combinaison d'influences propres à développer une saine activité intellectuelle; cette activité même est réprimée, quand elle dépasse ce qui est nécessaire pour rendre facile la besogne du maître. Cela sera logique aussi longtemps que les femmes seront exclues des objets pour lesquels les hommes sont élevés. Tant qu'il y aura des droits naturels dont l'usage est interdit aux femmes, des réclamations justes qui ne doivent pas être écoutées, des matières importantes qu'elles ne doivent pas aborder même par l'imagination, l'activité intellectuelle leur sera dangereuse, et pourra paraître inconvenante. En conséquence, le mariage est le seul but laissé en perspective à la

femme. Elle ne peut cultiver la philosophie que par caprice et sous peine du ridicule; la science, que comme un passe-temps et à la même condition. L'art leur est, dit-on, laissé ouvert; mais on leur refuse l'instruction nécessaire et surtout l'indispensable expérience de la réalité. La littérature leur est aussi permise, dit-on; mais sous quelles peines et avec quelles restrictions? Pour montrer jusqu'où va l'insolence à laquelle est exposée, en Amérique, l'intelligence des femmes, il me suffirait de citer les trois dernières pages d'un article de la *Revue de l'Amérique du nord*, sur le dernier roman de miss Sedgwick. Je sais que beaucoup en ont rougi et ont exprimé hautement leur désapprobation; mais le fait seul qu'il a pu se trouver dans le pays un homme pour l'écrire, un éditeur pour le répandre, que d'aussi intolérables outrages aient pu se produire en public, un tel fait est une preuve suffisante de la dégradation du sexe. Ainsi, il ne reste aux femmes que le mariage. Je me trompe; on prétend qu'elles ont encore la religion. La religion est un état de l'esprit, non un but : c'est l'atmosphère morale dans laquelle les êtres humains doivent vivre et se mouvoir. On ne vit pas pour respirer, on respire pour vivre. Une Allemande douée de talents et de facultés extraordinaires me faisait observer, avec surprise, que toutes les connaissances des Américaines étaient basées sur la théologie. Elle me disait que, dans son pays, la théologie était cultivée avec les autres sciences, mais que l'Amérique était le seul pays où elle constituait la base de toutes les connaissances. Cette dame, même en se plaignant ainsi, présentait la chose sous un aspect trop favorable. Les femmes américaines ne réunissent pas les conditions requises pour l'étude de la théologie; la différence entre la théologie et la religion, la science et le caractère est encore à peine connue parmi elles. C'est la re-

ligion qu'elles cultivent comme occupation; de là ses faibles influences sur la conduite aussi bien que sur l'intelligence. Les femmes se rejettent sur le mariage comme sur le seul but qu'on leur ait posé dans la vie; car la somme et la substance de l'éducation des femmes, en Amérique comme en Angleterre, ont pour but de les accoutumer à considérer le mariage comme la condition unique de leur existence, sans qu'elles puissent en ambitionner une autre.

La moralité des femmes est écrasée. S'il est quelque chose dans le monde d'une universalité absolue, c'est la découverte et l'adoption du principe et de la loi du devoir. Comme tout individu, homme ou femme, a une raison et une conscience, c'est une tâche que chacun est autorisé à accomplir par lui-même. Mais non seulement cela est interdit aux êtres qui, comme les Américaines, n'ont, pour ainsi dire, aucun but en perspective dans la vie, mais toute la force de l'opinion est dirigée avec amertume contre celles d'entre elles qui font un libre usage de leur intelligence, en décidant en quoi consiste le devoir et quels sont les moyens de l'accomplir. Il n'y a rien d'extraordinaire, aux yeux de l'observateur désintéressé, dans l'intérêt profond qu'inspire à des femmes la situation des esclaves, de ces mères, de ces épouses, de ces hommes découragés et avilis par l'esclavage; il est naturel qu'elles cherchent à leur venir en aide, il est naturel qu'elles rougissent de la lâcheté de ces esclaves blancs du nord, que l'intimidation empêche d'user du droit de la parole et de la presse en faveur d'une race opprimée; il est naturel qu'elles prennent la résolution de ne pas suivre cet exemple; il n'y a rien que de justifiable en elles à user de leur liberté morale, chacune pour son compte et en bravant les menaces de châtiment; et, toutefois, que d'efforts n'a-t-on

pas faits pour comprimer l'action des femmes qui consacraient ainsi leurs facultés humaines à la question de l'abolition, et pour étouffer les convictions de celles qui seraient tentées de lever les yeux et de se laisser entraîner par l'admirable exemple qu'elles voyaient. On se rappellera que des femmes firent les premières prévaloir le droit d'association et de discussion, le jour où Garison fut saisi par la populace des gens comme il faut de Boston. En cette occasion, des affiches placardées dans la ville accusaient ces femmes de fouler aux pieds les bienséances et de compromettre la délicatesse de leur sexe. Les journaux, qui louent l'intervention des dames dans toutes les autres questions de charité et de bienfaisance, pour lesquelles elles ont coutume de se réunir et de conférer, étaient remplis des reproches les plus vils et des insinuations les plus offensantes; tous les pamphlets publiés sur cette question censurèrent l'acte de devoir que les femmes avaient accompli en décidant elles-mêmes ce qu'elles avaient à faire. Une dame haut placée par ses talents et son caractère, dont on recherchait les ouvrages avant qu'elle eût fait quelque chose de mieux que le meilleur livre, en obéissant aux inspirations du devoir et en devenant abolitionniste, a été presque excommuniée depuis. Une famille de dames que leurs talents et leur loyauté recommandaient à l'estime de la société, et qui jouissaient d'une honorable réputation dans l'enseignement, a perdu toutes ses élèves depuis qu'elle a fait connaître ses opinions abolitionnistes. Le reproche qu'on fait aux femmes dans tous les cas de cette nature, ce n'est pas d'avoir des opinions abolitionnistes, mais bien d'y conformer leurs actes. Le bruit qu'on fait, en parlant de la modestie du sexe, ne prouve qu'une chose : c'est que la fidélité à la conscience est incompatible avec cette modestie. S'il en est ainsi, que la modestie succombe. C'est

une fausse modestie qui est ainsi en danger. Sans doute, il y eut, à Rome, des hommes scandalisés de l'audace inconvenante des femmes chrétiennes venant dans l'amphithéâtre se faire mettre en pièces pour leur religion; sans doute, il y eut, dans l'armée anglaise, plus d'un officier trouvant incompatible avec la modestie de leur sexe l'action des femmes et des filles des héros révolutionnaires transformées en héroïnes révolutionnaires; mais l'évènement a une puissance merveilleuse pour modifier la sentence définitive. Les chrétiennes intrépides, les braves Américaines d'il y a cinquante ans sont maintenant honorées, pendant que les courageuses abolitionnistes de nos jours, dignes de leurs aïeules, sont les confesseurs et les martyrs de notre âge.

Je pourrais citer un grand nombre de conversations et de faits pour prouver à quel point la moralité des femmes est écrasée; mais je me bornerai à un seul exemple : une dame qui passe pour avoir un cœur sain et une tête lucide, quand des questions épineuses ne sont pas sur le tapis, louait, un jour, devant moi l'ouvrage du docteur Channing sur l'esclavage. « Mais, » ajouta-t-elle, « ne trouvez-vous pas que ce soit grand dommage qu'on parle tant de l'esclavage en ce moment?

— » Non; je crois que cela est nécessaire et naturel.

— » Mais ceux qui professent les opinions du docteur Channing sur une vie future ne voient pas que l'état des esclaves soit si fort à déplorer; si la vie présente n'est qu'un moment en comparaison de l'éternité à venir, il importe peu comment on la passe.

— » Penseriez-vous ainsi à l'égard de vos enfants? Prendriez-vous votre parti de les voir esclaves par la raison qu'ils ne pourraient l'être au delà de soixante-dix ans?

— » Oh! non; mais la vie est si courte!

— » Et que pensez-vous de leur condition au terme de leur existence? Croyez-vous qu'ils ont rempli le but de la vie humaine?

— » Les esclaves ne seront pas punis pour l'état où ils sont, puisque cela n'est pas leur faute : la responsabilité en retombera sur leurs maîtres.

— » Placez la responsabilité où vous voudrez; d'après vos propres idées, croyez-vous qu'il soit indifférent qu'un homme entre dans la vie future, complètement ignorant et sensuel, ou semblable au docteur Channing tel que tout à l'heure vous le représentiez?

— » Non, certes, cela n'est pas indifférent; mais, du reste, ce n'est pas notre affaire, du moins, à nous autres femmes.

— » Je croyais que vous vous considériez comme chrétienne?

— » Sans doute; vous me direz peut-être que des chrétiennes doivent secourir ceux qui souffrent, quels qu'ils soient et en tous lieux; mais dans tous les cas, cela ne saurait être un devoir pour les femmes.

— » Où trouvez-vous dans la religion une pareille distinction établie? »

La dame se contenta de répondre qu'elle croyait que l'action des femmes devait se renfermer dans leur cercle domestique. Lui ayant demandé ce que sa charité chrétienne la porterait à faire si elle voyait un grand garçon en battre un petit dans la rue, elle me répondit :

« Oh! j'en ai séparé deux l'autre jour; il eût été mal à moi de ne pas intervenir.

— » Eh bien! s'il y a dans le sud mille hommes forts qui battent dix mille esclaves faibles, et si, en déclarant votre opinion, vous pouvez l'empêcher, que vous soyez homme ou femme, votre devoir chrétien ne vous oblige-t-il pas à faire cette déclaration?

Qu'a de commun avec cela votre qualité de femme? »

Ce qui prouve combien la moralité de la femme est écrasée, c'est la persuasion prédominante qu'il est des vertus masculines et d'autres plus spécialement féminines. Il est surprenant qu'une société qui professe hautement le christianisme entretienne, presque universellement, une opinion aussi erronée et ne voie pas que, dans cette hypothèse, le caractère du Christ n'aurait pu être le centre de toutes les vertus; qu'il aurait fallu nécessairement un Évangile séparé pour les femmes et des agents distincts pour la propagation de cet Évangile. Il ne s'agit pas seulement ici de la différence très convenable établie entre les occupations de l'homme et celles de la femme; personne au monde, je pense, n'a contesté ce point; mais on prétend positivement que ce qu'on nomme les vertus fortes est plus approprié aux hommes, et les vertus douces aux femmes. Comme toutes les vertus sont nourries l'une par l'autre et ne peuvent l'être que de cette manière, il résulte, de l'admission de ce sophisme, que les hommes ne sont pas, à beaucoup près, aussi graves qu'ils le devraient être, ni les femmes aussi douces que les hommes voudraient qu'elles le fussent. Qu'est-ce que le courage mâle, sans mansuétude? Le mot de magnanimité ne peut lui être applicable que lorsqu'il est devenu doux à l'exemple du Christ. Que peut être ou que peut faire une femme sans courage? n'a-t-elle pas à lutter contre les fatigues et les difficultés qui accompagnent la simple possession de l'intelligence? ne doit-elle pas braver la douleur physique et morale, les dangers physiques et moraux? est-il un jour dans sa vie où elle ne soit pas livrée à des combats où nul ne peut venir à son secours, où elle trouvera plutôt de nouveaux ennemis que des défenseurs? Elle reste isolée dans l'exercice de la vie morale, seule à lutter contre des émotions, des penchants. L'honneur

peut défendre la femme contre les attaques de la violence, mais il ne peut la garantir de la souffrance, de la douleur, empêcher le sol de la vie de trembler sous ses pieds à chaque pas, ni cacher à ses regards l'abîme qui est au dessous d'elle, ni l'empêcher, à la fin, d'y tomber seule. Puisqu'il en est ainsi, puisque la femme est un être humain, les hommes devraient se garder de la priver d'aucune partie de la force qui lui est nécessaire pour soutenir la lutte et le fardeau de l'humanité. Qu'ils se gardent de la laisser désarmée et sans défense en l'abusant par des promesses qu'ils ne pourront remplir; promesses d'une protection qui ne peut venir que d'elle-même, d'un support qui ne peut dériver que de l'action morale la plus libre, de la foi en soi-même qui ne peut provenir d'aucune protection extérieure.

Mais, dira-t-on : Comment marche la société? que fait-elle autre chose? n'agit-elle pas d'après la supposition qu'il est des vertus particulières aux hommes et d'autres qui sont propres aux femmes?

Cela est vrai, et les conséquences en sont telles qu'on devait les attendre. Les hommes sont durs, tyranniques; ils abusent du droit du plus fort, de quelques concessions qu'ils voilent cet abus. Ils n'ont pas la magnanimité de discerner les droits humains de la femme, et ils compriment sa moralité au lieu de lui en permettre l'usage. Les femmes sont, comme on devait s'y attendre, faibles, ignorantes et soumises, en tant qu'elles échangent l'appui qui est en elles contre un appui étranger. Celles qui refusent de se soumettre à cette suspension de leurs fonctions morales (car l'œuvre du perfectionnement de la femme par la femme doit s'effectuer tôt ou tard) ont à expier la fidélité à leurs devoirs. Elles ont tout autant besoin de courage que les hommes héroïques, qui revendiquent les droits les plus précieux de la femme, ont besoin de douceur pour se défendre des

empiètements auxquels conduisent incessamment le pouvoir, la coutume et l'éducation.

Il est, aux États-Unis, de ces femmes courageuses et de ces hommes justes disséminés dans la multitude qu'une fausse intelligence des droits conduit à un complet abandon des devoirs. Leur nombre est assez grand pour faire pénétrer l'intelligence et la pratique véritable, dans les cœurs simples et fidèles, sous le témoignage desquels le vrai principe doit se propager et fleurir. Sans la prospérité extérieure du pays, la moitié opprimée de la société y obtiendrait plus facilement justice que dans aucune contrée de l'Europe; et pourtant, la prospérité même de l'Amérique est une circonstance défavorable aux Américaines. Il s'écoulera bien du temps avant qu'elles aient l'occasion de prouver ce qu'elles seraient capables de penser et de faire; épreuve à laquelle des milliers d'Anglaises ont été mises par l'adversité et dont le résultat a été une remarquable amélioration de leur condition sociale dans le court intervalle de dix ans. La persécution pour cause d'opinion, les châtiments pour toute manifestation de force intellectuelle et morale sont encore le partage des femmes qui ont des opinions et font preuve de force; mais des choses sont faciles et beaucoup sont possibles à des femmes douées seulement de facultés ordinaires, dont l'accomplissement, il y a quelques années, eût exigé du génie.

SECTION I.

MARIAGE.

S'il est un pays au monde où la carrière de l'amour véritable doive être heureuse et douce, c'est l'Amérique : c'est un pays où tous peuvent se marier de bonne heure, où l'on n'a pas besoin de s'inquiéter des moyens d'existence, et où les soucis

nés des considérations conventionnelles de la hiérarchie et des familles ne sauraient exister. Il est difficile, au premier abord, à un étranger, de comprendre pourquoi tous n'aimeraient pas et ne se marieraient pas naturellement et librement, de manière à empêcher le vice hors du mariage et prévenir les causes ordinaires du malheur qui s'attache aux unions conjugales. Toutefois l'attente de l'étranger n'est pas remplie, et elle ne le sera jamais tant qu'un sexe dominera l'autre. Le mariage est, en Amérique, plus universel, plus sûr, plus tranquille, plus heureux qu'en Angleterre; mais il est encore sujet aux maux qui naissent de l'inégalité des parties dans leurs idées et leurs occupations. Il est plus universel par suite de la complète prospérité du pays; il est plus sûr, parce que la faculté du divorce est plus grande, ce qui empêche l'indigne spéculation des mariages d'argent. Il est plus tranquille et plus heureux, parce que les vœux du mariage sont absolument réciproques, que les lois sur la propriété sont, généralement, beaucoup plus favorables à la femme qu'en Angleterre, et qu'elle n'est pas, comme en Angleterre, rendue en tout et pour tout la propriété du mari. Les conditions extérieures du bonheur sont presque complètes, et l'institution est purifiée des plus grossiers scandales qui la dégradent dans l'Ancien-Monde; mais cette institution est encore imparfaite, comme elle le sera tant que la femme continuera à être mal élevée, passive et soumise, ou bien élevée, vigoureuse et libre seulement par tolérance.

L'institution du mariage présente un aspect différent dans les divers États de l'Amérique. J'ai parlé des mariages précoces dans le sud et l'ouest, où, grâce à la disproportion dans le nombre des individus des deux sexes, une femme est mariée avant d'avoir pu connaître ce qu'il y a de sérieux dans

la vie humaine. La loi lui accorde un avantage dont bien peu de femmes jouissent ailleurs : elle a l'administration entière de ses biens. Ce serait dans tout autre pays un sujet d'étonnement que de voir une femme de vingt et un ans, dans son second veuvage, diriger elle-même sa ferme ou sa plantation, et le faire avec intelligence, parce que, durant son mariage, elle les avait déjà administrées. Dans la Louisiane et dans le Missouri (et probablement dans d'autres États encore), une femme non seulement a droit à la moitié de la propriété de son mari après sa mort, mais encore à la moitié de ses bénéfices pendant sa vie, ayant, en tout temps, la faculté d'en léguer le montant. Dans le sud, le mari intervient beaucoup moins dans l'administration des biens de sa femme, même de son consentement volontaire, qu'on ne le voit communément dans les contrées où la loi reconnait aux femmes le droit de posséder, même en état de mariage. Dans les journaux du sud, on lit souvent des annonces qui commencent ainsi : « Mistriss A, femme de M. A, disposera de.... » Dans l'émeute dirigée, à la Nouvelle-Orléans, contre madame Lalaurie, on respecta son mari et ses propriétés, attendu que M. Lalaurie n'était pas responsable de la manière dont sa femme administrait sa propriété humaine. En général, les femmes les plus faibles et les plus ignorantes abandonnent leurs propriétés à leur mari, les maris de ces femmes étant précisément les hommes les plus disposés à accepter cet abandon; les femmes les plus fermes et les plus consciencieuses sont celles, au contraire, qui gardent leurs propriétés et usent de leurs droits, les maris de ces femmes étant précisément ceux qui se refusent à priver leurs femmes de l'exercice de leurs devoirs et de leurs priviléges sociaux.

Si cette condition du mariage semblait étrange à

quelques Anglais, il est bon qu'ils sachent que c'est la loi anglaise qui est étrange et non celle de la Louisiane. Les Anglais seuls s'éloignent de l'ancienne loi saxonne, qui veut que la femme possède la moitié au moins des gains de son mari. C'est ce que la loi consacre en Espagne, en France, en Italie et probablement aussi en Allemagne. Le Massachusetts a imité, sous ce rapport, ce qu'il y a de vicieux dans la loi anglaise; tous les hommes de loi et autres citoyens, avec qui j'ai eu occasion de m'entretenir à ce sujet, ont flétri d'une égale réprobation la barbarie d'une législation en vertu de laquelle les propriétés d'une femme passent avec elle-même au pouvoir de son mari. Un avoué de Boston, à vues libérales, me disait qu'il conseillait toujours au testateur de laisser à la veuve la part la plus large possible, à la condition que cette part retournerait aux enfants; mais qu'il ne pouvait voir, sans rougir, les femmes devoir à ses avis ce que la loi devrait leur assurer comme un droit. J'ai entendu souvent exprimer une vive indignation de ce que la femme, l'amie et la compagne de tant d'années, ne reçût pour sa part qu'un simple legs, comme une domestique salariée, au lieu de voir les affaires de son mari passer légalement entre ses mains comme cela devrait être. Dans le Rhode-Island, la veuve a droit à un tiers de la propriété de son mari, et, dans le cas où, du vivant de ce dernier, une portion quelconque de ses domaines est vendue, elle est légalement consultée, en l'absence du mari, sur sa volonté relativement à la partie qui lui revient. Dans ce pays, il existe pour la femme des moyens d'indépendance. Il sera curieux de voir l'usage qui en sera fait quand les entraves de l'éducation et de l'opinion auxquelles les femmes sont sujettes ne s'opposeront plus à l'exercice de leur liberté morale.

Le divorce, ai-je dit, s'obtient plus facilement aux États-Unis qu'en Angleterre. La législation du mariage est, en Angleterre, on ne peut plus inique, et les relations conjugales y sont, par cela même, entachées de vices. Quoi qu'on puisse penser des principes qui doivent présider à la loi de divorce, soit qu'on réduise les motifs de divorce à un seul, comme le voudraient d'étroits commentateurs du Nouveau-Testament, ou à deux comme en Angleterre; soit qu'on en admette plusieurs, comme aux États-Unis et dans plusieurs contrées du continent, nul, je pense, ne saurait approuver les dispositions en vertu desquelles, en Angleterre, le divorce ne peut être obtenu que par les particuliers les plus riches. Faire un privilége de la richesse, d'une chose qui n'a aucun rapport avec l'argent et à laquelle toutes les personnes mariées ont un égal intérêt, c'est une absurdité trop choquante pour que nous ayons besoin de la faire ressortir. On voit, au premier coup d'œil, comment un pareil arrangement tend à vicier le mariage, comment il offre l'impunité aux aventuriers et des encouragements de toute espèce aux mariages mercenaires ; quelle oppression absolue il inflige à la personne lésée, et comment il produit et aggrave la licence dans une proportion incalculable. A l'Angleterre seule appartient la honte d'une pareille législation ; et quoique, nulle part, elle ne soit satisfaisante, c'est, sans contredit, dans la Grande-Bretagne qu'elle est le plus vicieuse.

De tous les États américains, celui de New-York se rapproche le plus de l'Angleterre dans la législation relative au divorce, sans être tout à fait aussi rigide, en ce sens qu'une plus grande latitude a été donnée au mot *cruauté*. La loi suppose la cruauté de la femme à l'égard du mari, comme du mari à l'égard de la femme. Une ligne de démarcation n'a pas été tracée entre les riches et les pauvres, en

rendant coûteuse l'obtention du divorce, et après une réconciliation des parties, la cause peut être facilement reprise. Dans le Massachusetts, le terme cruauté reçoit une si grande latitude, et les motifs admissibles ont été si sagement réglés, que les divorces s'obtiennent avec une facilité remarquable. Il en est résulté ce qu'on devait naturellement attendre : c'est que là on n'entend jamais parler d'un divorce, etc. Un légiste éminent de Boston, exerçant sa profession depuis longues années, m'a affirmé qu'il n'en avait jamais vu qu'un exemple. Il en est ainsi partout où la loi présente un remède facile, et, toutes choses égales, en raison même de ses facilités, par la raison évidente qu'il résulte de la protection offerte par la loi à la partie lésée que les mariages se contractent avec plus de sécurité et qu'une égalité plus grande préside aux relations conjugales. On sait que la violation des devoirs conjugaux ne restera pas impunie. Pendant mon séjour dans la Caroline du nord, la femme d'un joueur obtint le divorce sans la plus légère difficulté. Quand elle eut prouvé les dangers pécuniaires et moraux résultant pour elle-même et ses enfants de la passion de son mari pour le jeu, la loi passa à l'unanimité dans les deux Chambres.

Bien évidemment la législation ne doit intervenir dans le mariage que pour les arrangements relatifs à la propriété ; sa mission se borne à veiller aux droits réciproques de la communauté et des enfants issus du mariage. Là, doit s'arrêter sa compétence. Un progrès vers la reconnaissance du vrai principe de l'intervention législative, en matière de mariage, a été fait, en Angleterre, dans la nouvelle loi qui fait du mariage un contrat civil, laissant l'obligation religieuse à la conscience et à la convenance des parties. On finira probablement par reconnaître que, lorsque l'obligation civile est rem-

plie, lorsque les parties, sans l'assistance de la législation, ont assuré d'une manière satisfaisante les intérêts des enfants issus du mariage, la loi n'a plus en principe rien à y voir. Ce principe a été mis en pratique à Zurich, et il en est résulté les meilleurs effets pour la moralité des relations conjugales. Là, les époux ont le droit de divorcer d'eux-mêmes, en se soumettant aux prescriptions de la loi, c'est à dire en prouvant qu'ils ont légalement pourvu aux intérêts des enfants issus du mariage. Dans les commencements, on redoutait les effets moraux de l'absence de restrictions légales; mais l'événement a justifié la confiance de ceux qui avaient la conviction que les lois de l'affection humaine, quand on les laisse à elles-mêmes, sont plus sacrées et plus obligatoires que lorsqu'elles sont l'œuvre des législateurs. Il y eut d'abord un peu de légèreté dans l'application, surtout de la part de ceux qui souffraient de l'ancien état de choses; mais la moralité de la société devint bientôt et est restée depuis éminemment pure.

On prétend, en Amérique, particulièrement dans la Nouvelle-Angleterre, que la morale de la société y est d'une extrême pureté. J'en doute tout en regrettant d'en douter. Aucune comparaison ne doit être permise entre des pays placés dans des circonstances différentes, et il n'entre dans la pensée de personne d'en établir une. Le vice profond, la corruption universelle de la société européenne ne peuvent trouver, en Amérique, aucun terme de comparaison; mais il n'en est pas moins vrai qu'il n'est pas de prospérité extérieure, de combinaison, de circonstances capables de maintenir la pureté d'une société lorsqu'il y a corruption dans son organisation fondamentale et dans le mobile des actions individuelles; même en Amérique, où un jeune homme peut se marier, s'il le veut, à vingt et un ans, et se

procurer tout le bien-être de la vie domestique, même là, il y a vice. Les hommes ne veulent pas se marier de bonne heure, parce qu'ils ont appris à regarder d'autres choses comme plus importantes que le bien-être de la vie domestique. Un habitant du Massachusetts, ayant acquis une longue expérience de la vie, me parlait, avec une profonde inquiétude, de l'altération des mœurs, de l'accroissement des célibataires, des mariages mercenaires, et des conséquences funestes qui peuvent en résulter. Le temps n'est pas encore venu où l'Amérique pourra suivre les errements de l'Ancien-Monde. Dans ce vieux monde, la nécessité de penser aux moyens d'existence, avant de penser à se marier, oblige à avoir un certain état de fortune avant de prendre une femme, et ensuite, hélas ! à prendre une femme pour s'assurer un certain état de fortune. Cette espèce de corruption commence déjà, sans nul doute, à se propager dans le Nouveau-Monde, surtout dans les villes où se rassemblent ceux qui visent à la fortune ou vivent sous l'empire de l'opinion.

Dans la Nouvelle-Angleterre, je fus frappée du grand nombre de femmes mariées à des hommes assez âgés pour être leur père. Quelque temps après mon arrivée, je fus témoin d'un fait qui me surprit beaucoup et dont on ne me donna pas une explication satisfaisante. Une jeune fille avait été promise à un jeune homme auquel elle était attachée; la mère rompit l'engagement et la maria à un riche vieillard. Cette aventure produisit sur moi une impression douloureuse; car je m'étais persuadée qu'en Amérique, du moins, on pouvait échapper au dégoûtant spectacle du mariage mercenaire; par la suite, je n'en ai vu que trop d'exemples. On me dit que cela provenait d'un fait dont j'ai eu plusieurs fois l'occasion de parler : de ce qu'un grand nombre de jeunes gens émigraient dans l'ouest, laissant celles qui auraient

dû être leurs femmes épouser des veufs ayant le double de leur âge. L'histoire du vieux Robin Gray est un drame qui se joue souvent dans ce pays; or, un des symptômes qui m'ont le plus douloureusement affectée, c'est que, dans les cas de cette nature, on faisait habituellement un appel à ma sympathie. Je n'ai point de sympathie pour celles qui, sous l'empire de circonstances quelconques, sacrifient les affections de leur cœur à une prostitution légale, et tous les prestiges de la beauté et du sentiment ne sauraient dépouiller cet acte de ce qu'il a de coupable à mes yeux. Je puis moins encore sympathiser avec des femmes qui donnent l'exemple des mariages d'argent, dans un pays nouveau où, plus que partout ailleurs, le lien conjugal devrait conserver sa pureté native.

L'inévitable conséquence de ces sortes d'union est l'altération, pour ne pas dire profanation, de la sainteté du mariage; c'est un appel au vice. Quand on voit des hommes et des femmes s'épouser sans s'aimer, on peut tout au moins craindre que les uns et les autres aiment ceux qu'ils n'ont pas épousés. Cette vérité est attestée, çà et là, dans les campagnes par des faits douloureux, et plus encore dans les villes, dans une classe de la société où ces choses sont rares en Angleterre. Je crois que la vie conjugale est infiniment plus pure en Amérique qu'en Angleterre; mais je ne crois pas que, sous les autres rapports, l'Amérique puisse, en cette matière, se vanter d'une grande supériorité. Ce que je puis dire, c'est que, dans un seul État, j'ai entendu parler d'un plus grand nombre de fautes commises dans des familles distinguées qu'il n'en est jamais venu à ma connaissance en Angleterre, et j'ajouterai qu'elles étaient l'objet d'une réprobation plus passagère et plus superficielle qu'elle ne l'aurait été dans ma patrie. Je sais qu'en Europe, par un calcul d'é-

goïsme, les victimes sont choisies de préférence dans une classe qui ne peut faire connaître ses périls et ses griefs, tandis qu'en Amérique il n'existe pas heureusement de telles classes. Je sais que cette circonstance rend toute comparaison impossible; mais il n'en est pas moins certain que la moralité de la société américaine est moins pure qu'on ne le prétend. Si l'on veut parler de la population agricole, à la bonne heure; mais que, du moins, une gratitude pieuse ou un patriotique orgueil empêche les classes aristocratiques des villes d'élever cette prétention, elles qui, en introduisant l'habitude des mariages mercenaires, se sont rendues responsables de toutes les conséquences qui peuvent en résulter.

Un étranger examinant la moralité de la société américaine en vient à cette conclusion, que la nature humaine est à peu près partout la même, et que ce n'est pas dans l'amélioration des fortunes, mais dans la justice rendue à la nature humaine, qu'il faut placer l'espoir de temps meilleurs. Les lois et les coutumes engendrent des causes de vices et doivent, par conséquent, être perpétuellement surveillées et corrigées; mais les lois et les coutumes ne sauraient non plus créer la vertu : elles peuvent l'encourager, la fortifier, mais elles ne peuvent la produire. Aujourd'hui, il faut agrandir les objets d'existence et fortifier la discipline individuelle dans la société tout entière, afin que chacun perfectionne sa nature et compte, pour cela, sur ses propres efforts plutôt que sur des combinaisons incertaines que feront naître, peut-être, des circonstances sociales et extérieures. Surtout il faudra laisser aux femmes l'usage et le bénéfice de toute la somme de force naturelle que le Créateur a jugé à propos de leur donner. Il est essentiel à la vertu de la société qu'il leur soit accordé une liberté d'action morale non entravée par l'ignorance, non intimidée

par l'autorité; en effet, n'est-il pas vrai que, si les femmes n'étaient pas faibles, les hommes ne pourraient être pervers; que, si les femmes étaient courageusement pures, l'infâme tyrannie de la licence aurait un terme?

SECTION II.

OCCUPATIONS.

Les occupations de la plupart des Américaines sont la direction des affaires domestiques, le soin du ménage et des devoirs maternels. En l'absence de ces occupations, la femme n'a que deux ressources pour *tuer le temps* : l'exagération des pratiques religieuses et l'excès de la dissipation. Hors de là, une femme américaine n'a rien à voir et rien à faire. Aux États-Unis, comme ailleurs, il y a des femmes aussi impropres à être épouses et mères qu'à être hommes d'État et généraux, aussi incapables d'une responsabilité quelconque que d'une plus grande responsabilité. Il n'est pas nécessaire de les signaler; on peut les voir partout; je n'en parle que pour rappeler que beaucoup de femmes, appartenant à cette catégorie, parviennent à se soustraire à quelques unes des occupations de leur sexe, en se réfugiant dans les pensions bourgeoises. C'est une circonstance très défavorable à la moralité de quelques Américaines, que la vie de pension ait été rendue nécessaire par la rareté de la main-d'œuvre, la difficulté de se procurer le service domestique. Plus j'ai examiné la vie de pension bourgeoise, plus j'en ai conçu une opinion défavorable, quoique je n'aie vu, en ce genre, que ce qu'il y avait de mieux. Effectivement, le degré de mérite de ces établissements n'entre que pour peu de chose dans la considération du mal résultant de leur existence même. Dans les maisons de ce genre les mieux tenues, c'est quelque chose

que d'avoir une compagnie bien composée, une bonne table, une hôtesse bien élevée et polie, et toutes ses aises dans un appartement séparé; mais les vices du système rejettent toutes ces considérations sur le dernier plan.

Commençons par les enfants. Il est impossible de leur faire observer, dans leur nourriture, le régime convenable. Comment veut-on qu'ils mangent comme l'exigerait leur âge à une table de cinquante personnes, entourés d'une douzaine de valets obséquieux, et ayant sous les yeux une foule de mets qui les tentent? Il est à craindre que l'enfant n'ose pas manger ou mange trop. Ensuite, il est triste de voir des jeunes filles de douze ans se rapprocher de leurs mères, et rougir péniblement au moindre regard que peut jeter sur elles l'un des cinquante étrangers, ou regarder effrontément tout ce qui se passe et se servir elles-mêmes, comme de petites femmes du monde. Après le thé, la coutume est de conduire les jeunes demoiselles au piano, pour y jouer un air et chanter pour une société composée, en grande partie, d'hommes, et à la composition de laquelle n'a présidé d'autre considération que celle de l'aisance. Puis, vient le danger pour les jeunes femmes mariées, qui, dans les pensions bourgeoises, forment la classe la plus nombreuse. L'incertitude du service domestique est si grande, l'économie de la vie de pension est si séduisante pour ceux qui ne se sont pas pourvus de maison et de mobilier, qu'il ne faut pas s'étonner que beaucoup de jeunes couples s'accommodent de ce genre de vie. Mais nul époux raisonnable, sachant d'avance les dangers de ce mode d'existence, n'exposera volontairement à de pareils risques la paix de son ménage. J'en ai vu assez quand les dames, en parure élégante, descendaient dans le salon commun après le déjeuner, et le départ de leur mari pour leur bureau. Là, ces

dames passent des heures entières, sans autre occupation que de causer avec le premier venu, avec des visiteurs ou des messieurs de la maison n'ayant rien à faire. Il est vrai que les dames raisonnables peuvent se retirer dans leur appartement pendant la matinée; mais elles se plaignent de ne pouvoir s'y livrer à une occupation régulière aussi commodément que si elles étaient chez elles. Tantôt elles ne sont là que momentanément, tantôt elles n'ont pas de place pour leurs livres, ou bien elles sont interrompues par les visites de leurs connaissances dans la maison. Enfin, on s'accorde unanimement à dire qu'on ne peut faire que bien peu de choses dans les pensions bourgeoises; et, s'il en est ainsi pour les personnes raisonnables, cela sera encore bien pis pour les personnes légères et habituées à une complète oisiveté. Elles trouvent, parmi les pensionnaires, une ou deux chères amies à qui elles confient les secrets de leurs maris. Une femme capable de faire cela une fois le fera deux fois, ou aussi souvent qu'elle changera de pension et trouvera une chère amie nouvelle. On m'a assuré que des hommes ont souvent éprouvé des difficultés nombreuses et graves dans leurs affaires commerciales et domestiques, par suite de l'indiscrétion et de la légèreté de leurs jeunes femmes, au milieu de la vie oisive et frivole des pensions bourgeoises. Quant aux maris, ils sont véritablement à plaindre. Des repas pris en public, une maison bruyante, l'inconvénient de n'avoir qu'une ou deux chambres particulières, la privation d'une foule d'objets de convenance et de goût, tout cela est un bien triste délassement pour l'homme occupé, après les fatigues et les soucis de la journée. Si à cela on ajoute les piéges auxquels leurs femmes sont exposées, on devra conclure qu'un homme délicat et de sens supportera tous les inconvénients résultant de l'incertitude et de la mauvaise qualité du service domestique plu-

tôt que de renoncer à vivre dans son ménage. Mieux vaudrait pour lui dîner avec du pain et du fromage, allumer lui-même son feu et laisser sa femme épousseter les meubles, quelques jours dans l'année, que de renoncer aux avantages et à la sécurité du chez-soi. Je pense qu'en général les maris sont de cet avis, et que, s'ils cessent de tenir maison et se mettent en pension bourgeoise, c'est pour complaire à leurs femmes qui, si elles étaient sages, en manifesteraient moins souvent le désir.

L'étude de l'économie du service domestique était, pour moi, un amusement continuel. Ce que j'ai vu à cet égard remplirait un volume. Un grand nombre de familles sont et ont été depuis longtemps aussi bien pourvues de domestiques qu'on peut l'être en Angleterre, et je dois dire que, parmi les personnes qui se plaignaient le plus haut, il y en avait beaucoup qui, par leur défaut de jugement ou de caractère, méritaient les embarras où elles se trouvaient. Cela est vrai, surtout des dames anglaises établies en Amérique. Elles apportent des habitudes de commandement et, veulent être obéies, et, quand elles voient qu'elles ont complètement échoué sous ce rapport, elles commencent à avoir peur de leurs domestiques. Lors même qu'elles savent que le service domestique est un contrat, un échange de service contre une rémunération, l'autorité du maître ne pouvant exiger autre chose que l'accomplissement du service promis, quand les dames ont appris à acquiescer verbalement à cela, elles n'en sont pas moins portées à se formaliser de choses qui ne les regardent pas. Si une domestique veut servir à table, en lunettes et sans un bonnet qui couvre sa rare chevelure; si une autre va, le dimanche matin, à l'église, habillée exactement comme sa maîtresse, la dame n'est aucunement responsable du mauvais goût de ses serviteurs. Mais ce sont

des choses que les Anglaises ne peuvent pas comprendre; elles ne veulent pas laisser leurs domestiques faire leur ouvrage à leur manière, ou distribuer leur temps comme il leur plaît, entre l'ouvrage de leur maîtresse et le leur. Il en résulte qu'elles se trouvent bientôt dans l'impossibilité d'avoir des domestiques américains, et qu'elles sont réduites à la nécessité de prendre des Irlandais; or, tout le monde sait ce que c'est habituellement que ces domestiques-là. Quelques uns sont des meilleurs qu'on puisse trouver en Amérique : ce sont ceux qui savent apprécier une maison respectable, un revenu fixe et suffisant, l'honneur d'inspirer la confiance et l'avantage d'avoir, pour le reste de leur vie, des amis précieux; mais un trop grand nombre est changeant, insouciant, malpropre; quelques uns manquent de probité et d'autres de tempérance.

J'ai toujours trouvé que les maîtresses de maison les plus heureuses étaient celles qui se conformaient le plus exactement à des principes de justice et de bonté. Celles-là ont soin que, dès l'abord, les conditions mutuelles soient complètement expliquées, afin qu'il n'y ait jamais matière à contestation. Le candidat est non seulement informé avec précision de la nature de l'ouvrage; non seulement on le met au fait de tout dans la maison, mais encore on s'entend d'avance avec lui sur les cas où les convenances des deux parties contractantes pourraient être en opposition : par exemple, la maîtresse stipule que sa domestique, avant de sortir, la préviendra quelques heures d'avance, et que ces sorties ne pourront avoir lieu quand il y aura de la société. En retour, elle accorde tout ce qu'il lui est possible d'accorder au domestique pour les délassements, les visites de sa famille, etc. Quand on s'est bien entendu, il y a probabilité que les clauses du contrat seront fidèlement exécutées et libéralement interprétées de part et

d'autre. J'ai vu des exemples de domestiques ayant passé cinq, sept, onze et même quatorze ans dans la même maison, satisfaits et en bonne intelligence avec leurs maîtres. J'ai vu d'autres familles qui, sans qu'il y eût de leur faute, ont changé trois fois de domestiques en quinze jours. J'en ai connu aussi qui ne seront jamais satisfaits sous ce rapport, à moins qu'ils n'apprennent les premiers principes de la démocratie.

Beaucoup de dames, surtout à la campagne, prennent des petites filles qu'elles forment au service, après leur avoir fait contracter un engagement. On choisit ordinairement une petite fille de l'âge de onze ans, et elle est tenue de rester jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Sa maîtresse s'engage à la vêtir, à l'envoyer à l'école le dimanche et certains jours de la semaine, et à lui donner, au terme de son engagement, excepté en cas de mauvaise conduite, une somme de 50 dollars ou une vache, ou quelque chose d'une valeur égale. Sous une bonne maîtresse, c'est un excellent marché pour la petite fille; mais les maîtresses se plaignent de ce qu'aussitôt que ces domestiques deviennent véritablement utiles, à l'âge de quatorze ou quinze ans, elles commencent à se montrer mécontentes, ne manquant pas de bons amis pour leur dire quels excellents gages elles gagneraient si elles étaient libres (1).

Dans plusieurs localités où j'ai résidé plus ou moins longtemps, tout marchait, dans la maison, d'une manière aussi facile et aussi agréable qu'on eût pu le désirer même en Angleterre. Ailleurs, les détails d'embarras domestiques étaient tout à la fois instructifs et amusants : d'abord, on me parlait peu

(1) Les gages des domestiques varient selon les circonstances. Dans les villes de l'est, un bon valet de pied reçoit vingt-cinq dollars par mois; une cuisinière, deux dollars par semaine; et une femme de chambre, un dollar et demi. *(Note de l'Auteur.)*

de ces choses-là, car on croit généralement, en Amérique, que les Anglaises s'occupent à peine des affaires du ménage. Les Anglaises doivent l'erreur où l'on est sur ce point, ainsi que sur beaucoup d'autres, aux romans fashionables qui inondent le pays depuis New-York jusque par delà le Mississipi. Quoique les Américains répètent et croient que ces livres n'offrent qu'un tableau erroné de la vie anglaise, ils ne peuvent se défendre tout à fait des impressions qu'ils y puisent. Un trop grand nombre d'entre eux se figurent involontairement les dames d'Angleterre semblables aux duchesses et comtesses de ces livres de bas étages, et sont fort éloignés de croire que les femmes des négociants, des manufacturiers, des boutiquiers et de la majeure partie des hommes appartenant aux professions libérales achètent elles-mêmes leurs provisions, tiennent leurs livres de dépense, surveillent les travaux d'aiguille, la cuisson, les conserves, etc., et préparent même quelquefois, de leurs propres mains, un mets affectionné par leur mari. Lorsque l'on eut appris de moi que les Anglaises et les Américaines avaient, après tout, à peu près les mêmes choses à faire, je fus initiée à l'état réel de l'économie intérieure.

Toutes les Américaines doivent savoir empeser, repasser, tenir l'argenterie et la vaisselle, apprêter des mets choisis ; et si, en outre, elles savent faire le pain et la soupe, c'est pour elles un avantage de plus. Les messieurs se chargent habituellement d'aller au marché, ce qui ne me paraît pas convenable. Une dame fort instruite me disait qu'il lui était arrivé récemment de se trouver sans domestique dans un village où elle ne pouvait espérer d'en trouver promptement. Pendant six semaines, elle et sa fille firent le pain et tinrent à elles seules la maison qui, pour la propreté, le luxe, l'abondance, pouvait ri-

valiser avec celles des plus grands seigneurs. Il en était résulté que, depuis cette époque, elle ne pouvait plus endurer le mauvais pain ; elle m'affirma qu'il était toujours possible d'en faire d'excellent, malgré les changements de temps et tous les motifs habituellement allégués. Je fus frappée d'un fait que me raconta cette dame : quand il lui fallait quelque domestique de surcroît, elle avait l'habitude d'employer, pour les travaux de la cuisine, une pauvre femme de couleur. Ses domestiques avaient toujours paru en bonne intelligence avec cette femme ; mais, un jour qu'on devait avoir du monde le soir, la principale domestique refusa de servir la compagnie, alléguant pour raison qu'elle ne pouvait, sans se compromettre, s'asseoir à la même table que la femme de couleur. Sa maîtresse la réprimanda avec douceur de sa fierté mal placée et ajouta : « Si vous regardez comme au dessous de vous de servir les personnes de ma société, ma famille se chargera de ce soin ; vous verrez ma fille porter le plateau au thé, et ma nièce les gâteaux. » La fille se repentit et supplia qu'on la laissât servir ; mais on n'accepta point son offre, sur quoi elle pleura à chaudes larmes. Le lendemain, elle était fort humble, et sa maîtresse la raisonna avec un succès complet. La dame fit en silence une concession : au lieu de faire venir la femme de couleur avant le dîner, elle la fit venir après.

Une autre dame qui habitait la campagne fit trente milles pour se rendre dans une ville où elle savait que devaient arriver des Irlandais venus du Canada, dans l'espoir de se fournir parmi eux de domestiques. Elle s'engagea, s'ils voulaient entrer à son service, à les laisser, deux fois par an, aller à confesse, à une distance de trente milles. Une autre dame encore me dit que sa famille avait manqué d'eau parce que le domestique refusait d'en apporter ;

il fallait que les femmes allassent la chercher : le domestique était intraitable sur ce point. Elle ne put se résoudre à le renvoyer pour ce motif, tant il faisait bien son service, quoiqu'il ne pût pas conduire la voiture, attendu qu'il n'avait qu'un œil, et quoiqu'il s'enivrât dès que son ouvrage était fini. Cette dame avait une maison assez bien tenue, mais il fallait qu'elle surveillât tout elle-même. Un jour, voulant faire mettre du papier à ses chambres, elle crut devoir confier cette tâche à son domestique, qui s'en chargea volontiers. La besogne terminée, elle fut invitée à venir admirer la manière dont il avait fait ressortir les *raccords*; il avait mis toute son attention à faire en sorte qu'il n'y eût pas deux lés dont le dessin ne se raccordât.

La mère d'une jeune mariée de ma connaissance se flattait d'avoir, durant le voyage matrimonial des époux, doté la maison de sa fille de deux domestiques-modèles : la veille du retour de la mariée, avant que les domestiques eussent vu leur maître et leur maîtresse, ils avertirent qu'ils allaient partir sur-le-champ, parce qu'ils venaient de recevoir des nouvelles de leur famille qui avaient changé leurs plans : on obtint d'eux qu'ils resteraient une semaine; ce temps écoulé, ils persistèrent à vouloir s'en aller, bien qu'on n'eût pu encore les remplacer, et que leur jeune maîtresse dût, le lendemain, recevoir du monde. Ce qu'il y avait de pire, c'est que la maîtresse de la maison n'entendait rien au ménage; elle leur fit cuire toute la quantité de comestibles qui pouvaient se garder pour être mangés froids, et, lorsqu'ils l'eurent quittée, elle s'assit et pleura pendant une heure entière. J'ai oublié comment elle se tira d'affaire; mais elle était fort gaie quand elle me raconta cette histoire.

On rapporte de plaisantes anecdotes sur les jeunes gens des deux sexes qui viennent, des parties les

plus reculées du pays, prendre du service à Boston : Une fille de la campagne obéit exactement à ses instructions en plaçant le dîner sur la table et en allant avertir la famille; on tarda quelques minutes pour je ne sais quelle cause; et, lorsque les convives entrèrent dans la salle à manger, ils trouvèrent la domestique assise et mangeant; elle s'était servi une cuisse de volaille, pensant que « les gens étant si lents à venir, c'était dommage de laisser de bonnes choses se refroidir. » Un jeune homme de Vermont fut engagé par une famille qui avait un besoin extrême d'un valet de pied : c'était un fort pacifique personnage, de bonne volonté et sans gêne; mais il n'avait acquis la connaissance du monde que dans l'enceinte d'une petite ferme. Un ou deux jours après son arrivée, il y eut nombreuse compagnie à la maison; sa maîtresse s'appliqua à lui faire comprendre qu'à l'heure du thé, tout ce qu'il y avait à faire était de suivre, avec le sucre et la crème, le domestique qui portait le thé, et d'avoir soin que chacun eût de la crème et du sucre; il exécuta son rôle avec une gravité extrême, allant attentivement d'un convive à l'autre. Après avoir achevé le tour et gagné la porte, tout à coup il lui vint un doute; il ne se rappelait plus si un groupe, placé dans la partie la plus reculée du salon, avait profité de ses attentions : « Je le demanderai, » se dit-il à part lui; puis, se levant sur la pointe du pied, de manière à dominer toute la compagnie, il s'écria d'une voix de Stentor : « Dites donc, comment êtes-vous sucrés, vous autres, là bas dans le coin? »

Assurément, ces exemples sont fort ridicules; mais il faut se rappeler que ce sont des cas exceptionnels. Pour ma part, j'aimerais mieux me soumettre à quelques inconvénients, avoir à m'occuper parfois dans les chambres et à la cuisine, et voir déranger quelques uns de mes projets hospitaliers, que

d'être témoin de la soumission dans laquelle la classe des domestiques est tenue en Europe. En Angleterre, les domestiques ont été si longtemps accoutumés à cette soumission, il est tellement reçu que c'est à leurs maîtresses à régler leurs manières, leurs vêtements, leurs relations avec leurs amis, et beaucoup d'autres choses qui devraient être laissées à leur libre arbitre, qu'il est devenu difficile de les traiter mieux. Les maîtresses de maison qui s'écartent de ces règles ne tardent pas à reconnaître qu'elles gâtent leurs domestiques, et les chefs de famille, qui veulent se faire des amis, les trouvent peu disposés à les payer de retour. En Amérique, il en est autrement, et puisse-t-il en être toujours ainsi ! A l'exception des gens qui recherchent leur satisfaction personnelle plus que le bien-être de ceux qui les entourent, tout le monde doit être charmé d'avoir, dans ses domestiques, des amis intelligents et désintéressés, dont on peut s'assurer l'affection, dût-on avoir d'abord quelque peine à les conserver, et être obligé de prendre son parti sur quelques singularités de manières et de costumes.

On éprouve une grande satisfaction en voyageant dans un pays démocratique, c'est de ne point voir de livrée. Aux États-Unis, on ne rencontre nulle part ce signe de servitude, si ce n'est à Washington, chez les ambassadeurs étrangers. L'exemple suivant montrera combien les domestiques américains l'emportent, en dignité morale, sur ceux qui souffrent qu'on les affuble d'un costume spécial. Je passai une soirée chez le président de l'Université d'Harward. La compagnie était servie, au thé, par un domestique du président qui est, en même temps, major de cavalerie dans la milice. Les jours de revue, lorsqu'il y a un banquet du régiment, le major, en grand uniforme, préside à table, ayant le président à sa droite. Il fait les honneurs, comme

s'il n'existait pas entre eux d'autres relations. Quand tous les toasts ont été portés, il rentre à la maison, quitte son uniforme et va, à l'heure du thé, servir les convives du président.

Quant aux occupations par lesquelles les Américaines remplissent leurs loisirs, ce qu'on a déjà vu indique qu'elles ne sauraient avoir beaucoup d'importance ou de diversité. La plupart s'occupent d'actes de bienfaisance, faisant du bien ou du mal, selon le plus ou le moins de lumières. Dans la Nouvelle-Angleterre, les Américaines emploient beaucoup de temps à écouter des prédications, et dans d'autres réunions religieuses, ou à visiter, dans un but religieux, les pauvres et les affligés. Les résultats de ces pratiques sont les mêmes que partout où ces choses ont lieu. Cette pratique est bonne en tant qu'elle stimule la sympathie et qu'elle établit des relations entre les diverses classes de la société; mais elle est mauvaise en ce qu'elle exalte l'esprit, encourage un faux-goût pour les citations religieuses, conduit, d'une part, à l'hypocrisie, de l'autre aux empiètements sur le domaine de la conscience, aigrit ou tyrannise ceux à qui ces secours sont le moins nécessaires, tout en aliénant ceux qui en auraient le plus besoin. Je suis portée à croire qu'il y a beaucoup de bien et beaucoup de mal d'accomplis, et que toutes les fois que les femmes ont des affaires plus indispensables, il vaut mieux pour elles faire le bien et communiquer des consolations religieuses, quand l'occasion s'en présente, que de s'en faire une occupation permanente; on accomplira plus de bien que maintenant, et on évitera le mal.

Toutes les dames américaines ont plus ou moins de littérature, et il en est à qui ce genre de connaissances sert à combler le vide du temps. Celles qui lisent sont nombreuses, celles qui pensent sont rares.

Leur esprit est d'un caractère extrêmement passif; il s'ensuit que les langues sont beaucoup cultivées. Quand on me signalait une femme comme distinguée par ses connaissances, j'étais sûre d'avance que c'était une linguiste. J'ai rencontré un grand nombre de dames qui lisaient le latin, d'autres savaient le grec, d'autres l'hébreu, d'autres l'allemand. A l'exception de cette dernière langue, leur instruction ne me parut pas utile, si ce n'est pour fournir à leur esprit un exercice innocent. J'ai trouvé plus d'activité intellectuelle, plus de faculté puissante dans le grand nombre des dames qui donnaient peu de temps à la lecture que parmi celles qui se distinguent par leur instruction littéraire. Je n'ai pas rencontré, parmi les dames des États-Unis, un seul bon artiste. Il ne m'est arrivé qu'une seule fois de voir un dessin passable, et deux fois d'entendre de bonne musique. Cette inaptitude au dessin est un problème pour moi. Ce n'est pas faute d'essayer; mais les résultats sont au dessous de la critique. Les sciences physiques ne sont pas non plus cultivées par les femmes; elles ont quelques prétentions à la philosophie morale; mais le moins qu'on dira sur ce chapitre sera le mieux.

C'est un triste état de choses. On me demandera peut-être : « Que sont donc les Américaines? » Elles sont mieux instruites par la Providence que par les hommes. Le lot de l'humanité est le leur; elles ont travail, épreuves, joies et douleurs. Elles sont bonnes épouses, et, sous la direction de la nature, bonnes mères. Elles ont, dans le cercle de leur activité, le bon sens, le bon caractère et les bonnes manières. Leur beauté est très remarquable, et, je pense aussi, leur esprit. Leur charité sans bornes, n'aurait besoin que d'être plus éclairée. Elles semblent ne pouvoir exister sans religion : la religion surabonde, mais elle n'est pas toujours d'un caractère sain. Il

est dur, peut-être, de dire cela; mais n'est-il pas vrai que la religion émane de la nature, de l'état moral de l'individu?

Une conséquence douloureuse et funeste de l'esprit chevaleresque d'un pays à l'égard des femmes, c'est qu'il leur est difficile, quand cela ne leur est pas impossible, de pourvoir à leur existence. Là où l'on vante avec orgueil que les femmes ne travaillent pas, il n'est assigné à leur travail ni encouragement ni rétribution. Dans quelques parties du pays, il y a maintenant un si grand nombre de femmes qui ont besoin de travailler pour leur subsistance, que le mal disparaîtra devant la force des circonstances.

En attendant, le sort des femmes pauvres est triste. Avant l'établissement des manufactures, elles n'avaient que trois ressources: enseigner, travailler à l'aiguille et tenir des pensions bourgeoises. Maintenant il y a des filatures; dans les imprimeries, les femmes sont employées comme compositeurs, ployeuses et brocheuses.

C'est à peine si j'ose effleurer ce sujet, tant il serait inutile de s'y arrêter; car le mal réside dans le système en vertu duquel les femmes sont comprimées, et le plus grand nombre des objets d'occupation placés hors de leur portée, plutôt que dans des combinaisons de détail qui pourraient être rectifiées par le signalement d'inconvénients particuliers. Je demanderai seulement aux philanthropes de tous les pays de s'enquérir des médecins quel est l'état de santé des couturières, et de juger s'il n'est pas incompatible avec les sentiments d'humanité que les femmes ne puissent gagner leur subsistance que dans cette occupation. Qu'ils s'informent comment cette espèce de travail est rétribuée, et qu'ensuite ils s'étonnent que les plaisirs des libertins soient principalement alimentés par cette classe. Qu'ils honorent la vertu de celles qui se maintiennent pures,

alors que le travail, qui abrège lentement et infailliblement leur existence, suffit à peine à leur donner du pain, tandis que le luxe et l'oisiveté sont le partage de l'inconduite. Dans l'intervalle, entre l'époque féodale actuelle et l'époque à venir, où la carrière de la vie sera pleinement ouverte aux femmes comme aux hommes, la condition de la classe ouvrière parmi les femmes est telle que, si l'on faisait connaître ses souffrances, des émotions d'horreur et de honte feraient tressaillir la société tout entière.

Pour les femmes qui reculent devant la condition de couturière, presque également redoutable depuis la marchande de modes fashionable jusqu'à l'humble ravaudeuse, pour celles qui y répugnent par un motif de fierté, ou dans l'intérêt de leur santé, ou par la crainte de la pauvreté ou de la tentation, il n'existe guère d'autres ressources que la prétention à enseigner. Quelle fonction entraîne une responsabilité plus grande, exige plus de qualités et devrait par conséquent être plus honorée que celle de l'enseignement? Quelle profession demande plus impérieusement une vocation décidée et un génie à part?

Cependant, en Amérique comme ailleurs, les gouvernantes se recrutent parmi celles qui enseignent, parce qu'elles manquent du nécessaire, et que, sans ce motif, elles n'enseigneraient certainement pas.

L'enseignement et l'éducation des enfants, malgré les fatigues et les peines qui y sont attachées, sont, pour un bien petit nombre, une tâche agréable; mais, excepté pour ce petit nombre, c'est une tâche pénible, et, quand la pauvreté et l'humiliation l'accompagnent, elle est intolérable. Que les philanthropes s'enquièrent de la proportion des gouvernantes dans les hospices des aliénés. La réponse à cette question sera tout à la fois instructive et affligeante. Quelle doit être la condition du sexe quand on pense que cette profession est assiégée de candidats compé-

tents ou non? Qu'espérer de la génération d'enfants confiés aux soins d'une classe, consciencieuse peut-être, mais fatiguée, rebutée, découragée?

Aux États-Unis, les gouvernantes les plus accomplies peuvent obtenir un traitement de six cents dollars, dans les familles de planteurs du sud, pourvu qu'elles promettent de tout enseigner. Dans le nord, elles sont moins payées, et, dans l'un ni dans l'autre cas, il n'y a possibilité pour elles d'économiser pour les maladies et la vieillesse. Les dames qui méritent réellement la confiance publique peuvent, dans le nord, réaliser une certaine aisance en quelques années, en tenant école; mais, en général, la faible rétribution du travail des femmes, en Amérique, continue à justifier le reproche des philanthropes. J'espère qu'ils persévéreront à signaler le mal, bien que des remèdes spéciaux ne puissent le guérir. Sa racine est profonde, elle est dans la subordination du sexe, et, sur ce point, les réclamations et les remontrances des philanthropes finiront par fixer l'attention de la société, particulièrement des femmes. Le progrès ou l'émancipation d'une classe s'effectue habituellement, sinon toujours, par les efforts des individus de cette classe, et il en sera nécessairement ainsi dans la question qui nous occupe. Toutes les femmes doivent s'enquérir de la condition de leur sexe et de leur propre position. Il en résultera infailliblement que les plus capables d'entre elles déploieront, tôt ou tard, une puissance morale qui détruira l'hypocrisie, et qu'elles briseront les chaînes (de soie pour les unes, de fer pour les autres) que les préjugés et les usages féodaux leur ont imposées.

SECTION III.

SANTÉ.

En Amérique, des écrivains populaires ont récemment traité ce sujet au grand avantage de la société dans laquelle ils vivent. *Les principes de physiologie* du docteur Combe ont eu plusieurs éditions, et je sais qu'il en est résulté une amélioration dans le besoin du grand air, et une consommation d'eau et de savon plus considérable ; mais il reste encore beaucoup à faire. Dans les maisons particulières, les bains sont rares. Sur les bateaux à vapeur, les facilités pour les ablutions sont extrêmement limitées, et, dans tous les hôtels, à l'exception de ceux de première classe, le principe de la propreté personnelle n'est certainement pas compris. Les créoles de la Louisiane sont ceux dont les demeures offrent les dispositions les plus satisfaisantes sous ce rapport; il faut y joindre un petit nombre de personnes disséminées dans les autres parties de l'Union. Dans la maison d'un créole, on a, nuit et jour, dans un coin de sa chambre, une grande terrine d'eau fraîche avec du savon et des serviettes. Sous un climat comme celui de la Nouvelle-Orléans, la santé et le bien-être exigent une ablution complète deux fois par jour. A bord des bateaux à vapeur qui n'ont pas de chambres séparées, il n'y a aucun moyen suffisant pour la conservation de la propreté et de la santé. Comment les dames de la cabine peuvent-elles s'attendre à jouir d'un degré quelconque de vigueur et de bien-être pendant un voyage de quatre ou cinq jours, pendant lequel elles se lavent seulement la figure et les mains; c'est ce que je ne saurais comprendre. Il faut espérer que bientôt on exigera qu'il y ait des cabinets de toilette, dans tous les bateaux à vapeur dont les voyages dureront plus de vingt-quatre heures.

L'excuse qu'on donne habituellement pour justifier la privation du grand air et le manque d'activité, c'est le climat; mais cette excuse ne saurait être admise, alors que des dames conservent leur santé, en faisant des promenades à pied et à cheval, et en aérant complétement leur maison. Quiconque connaît Stockbridge, et a vu ses jeunes filles gracieuses et fraîches, ses femmes alertes et bien portantes, n'admettra pas cette prétendue difficulté de se procurer de l'air et de l'exercice. C'est l'un des inconvénients d'un pays nouveau, que les environs des villes n'invitent que fort peu à la promenade. On doit avouer qu'il faut quelque résolution pour aller se promener dans des lieux aussi peu attrayants que l'avenue Pensylvanie à Washington, Broadway à New-York, les rues de Philadelphie, ou même le joli cours de Boston; pour avoir des lieux de promenade agréables, il faut d'abord désirer d'en avoir. Quand toutes les Américaines aimeront autant l'exercice que les dames de Stockbridge, les facilités nécessaires viendront bien vite. En attendant, si l'on en excepte trois ou quatre grandes villes, la population a partout de jolies promenades à sa portée. Boston est mal partagé sous ce rapport, en ce qu'il occupe un promontoire qui ne communique avec la terre ferme que par des parcs d'une grande longueur. Par un vent froid, ou sous un soleil brûlant, on ne tente ce passage que lorsqu'il y a nécessité; mais ceux qui ont des voitures peuvent aisément braver cet inconvénient, et pour ceux qui n'en ont pas il y a le Cours et le Neck.

Tout le monde, je le crois, tient à jouir d'une bonne santé; or, il n'est pas pour cela de moyen plus efficace que d'imiter les résidents de l'Inde accoutumés à faire une promenade matinale. Pendant les mois chauds, les matinées sont délicieuses; et, tant qu'ils durent, on n'est pas excusable de né-

gliger cet exercice. Dans les États du Nord, la meilleure saison de l'année est l'automne, alors que les teintes et les brises du Paradis sont répandues dans la campagne. Pendant la plus grande partie de l'hiver, l'exercice est possible : la bise est trop piquante pour qu'on s'y expose; mais les jours de gelée calmes et purs peuvent s'employer beaucoup mieux à marcher qu'à aller en traîneau. Tout ce qu'on peut dire en faveur du traîneau ne me le fera pas aimer : je n'en puis souffrir le mouvement, et au bout de quelque temps le tintement des clochettes m'importune. Mais ma raison principale est le danger auquel on est exposé. De jeunes demoiselles, qui dessèchent leur constitution à la chaleur d'un feu de charbon, qui ne respirent l'air extérieur que pour aller à l'église, et lorsqu'elles montent en voiture et en descendent en allant en soirée, se donnant de temps en temps le plaisir d'une excursion en traîneau, assises immobiles au grand air, avec des briques chauffées sous les pieds, et la figure exposée à être gelée; s'il y a du plaisir dans de tels amusements, il est trop chèrement acheté par le péril. Si les troupes de jeunes filles qui déploreraient l'abolition du traîneau essayaient seulement de la délicieuse jouissance d'un exercice actif et journalier au grand air, elles gagneraient à ce changement, même sous le point de vue du plaisir.

Les dames prétendent que le soin de leur ménage leur donne beaucoup d'exercice chez elles. Si j'en excepte les occupations qui consistent à faire les lits, frotter les tables et jouer avec les enfants, je ne connais pas de soins de ménage qui entraînent beaucoup d'exercice. La fatigue occasionnée par quelques uns des travaux est d'une nature que soulagerait la promenade. D'ailleurs ces occupations ne donnent point la jouissance du grand air, dont on ne saurait avoir une quantité suffisante sans sortir, excepté dans

quelques résidences à la campagne. Je ne pouvais voir sans douleur des enfants renfermés pendant l'hiver dans des maisons chauffées au charbon-anthracite à une température de vingt-cinq degrés; je m'affligeais de voir ces pauvres petits êtres pâles et desséchés longtemps avant qu'ils eussent la perspective d'être délivrés de leur emprisonnement. Ceux d'entre eux qu'on laissait sortir dans les beaux jours ne manquaient presque jamais d'attraper un rhume; ceux-là seulement se portaient bien, qu'on tenait dans des pièces modérément échauffées, et à qui on faisait faire un exercice vigoureux au grand air, toutes les fois que le temps le permettait. L'usage du charbon-anthracite m'affectait désagréablement, excepté lorsqu'il y avait dans la chambre une vaporisation d'eau. Je soupçonne que c'est à cela qu'il faut attribuer quelques unes des maladies du pays.

Une preuve de ce qu'il y a de funeste dans l'absence de l'exercice, c'est la distorsion de l'épine dorsale, encore plus commune chez les femmes en Amérique que chez les hommes. Les médecins qui se sont spécialement occupés de ce symptôme disaient qu'on trouverait difficilement dans les pensions une épine dorsale parfaitement droite; et quand l'époque de la croissance est terminée, dans un grand nombre de sujets il reste toujours à cette partie une certaine faiblesse. On connaît l'appareil orthopédique des États-Unis; il faut qu'il y ait une cause à une tendance aussi générale : celle qu'on assigne est la langueur produite par le climat. Les dames, ne pouvant user de la même liberté que les hommes, se débarrassent, comme elles peuvent, de leur langueur; mais elles n'emploient pas toujours pour cela les meilleurs moyens. Au lieu de rester chez elles pendant toute la durée des froids et des chaleurs, elles feraient mieux de prendre de l'exercice durant une partie de la journée, et de se

coucher aux heures où la chaleur est la plus grande; et, dans l'hiver, profiter de toutes les occasions d'exercice. Si elles en agissaient ainsi, il est à croire que la génération suivante ne se ferait pas remarquer, comme la génération actuelle, par la maigreur du corps et la pâleur du teint.

Je ne pouvais m'expliquer cette apathie, au sujet de la santé, qu'en supposant que le sentiment d'une santé vigoureuse est presque inconnu dans ce pays. Les malades ne se plaignent ni ne s'alarment, et on leur parle *d'une poitrine faible, de poumons délicats,* aussi peu sérieusement qu'on parlerait à des Anglais d'un rhume ordinaire. Les ecclésiastiques quittant leur troupeau, les professeurs leur chaire, les jeunes gens des deux sexes leur pays, en quête de la santé, m'affligeaient quelquefois, pendant que leurs amis et leurs voisins prenaient leur parti tranquillement et comme la chose la plus ordinaire. Comme j'ai la conviction que des mesures plus judicieuses remédieraient à cet état de choses, je trouve cette résignation d'une nature singulièrement fataliste; ce que j'ai vu de plus remarquable sous ce rapport, c'est une dame qui déclarait, avec une satisfaction évidente, qu'elle ne pouvait marcher un mille; elle avouait que le défaut d'exercice, dans les Américaines, abrégeait leur vie de quelques années, mais que celles-ci ne s'en apercevaient pas, et qu'elle-même n'y ajoutait qu'une faible importance.

J'aimerais à voir une réforme radicale dans le régime alimentaire, comme moyen d'amélioration de la santé générale : je voudrais voir bannir les gâteaux et le pain chauds, une diminution dans la quantité des conserves, et je voudrais voir manger moins de viande; je désirerais que l'on simplifiât le régime des enfants. Un objet de cette importance vaut bien la peine que l'on essaie quelques innovations. On ne peut considérer sans effroi ce que deviendront les

générations suivantes, si on ne parvient pas à améliorer la moyenne de la santé publique : je n'ai vu régner une santé vigoureuse que dans les parties élevées de la chaîne des Alleghanys, dans l'État du Michigan, et, peut-être, je pourrais ajouter parmi les dames de Charleston, qui passent les trois quarts de l'année au grand air dans leur piazza (1).

Tous ces moyens pour améliorer la santé, quoique probablement nécessaires, seront insuffisants si on n'en ajoute d'autres. Il faut qu'il y ait moins d'anxiété d'esprit parmi les hommes et moins de vide parmi les femmes. En donnant à leur cerveau un exercice abondant mais égal, en calmant leurs nerfs, les Américains, à l'aide des moyens dont nous venons de parler, arriveraient probablement à défier les variations atmosphériques de leur climat ; mais l'amélioration de l'état du cerveau et des nerfs est indispensable. Il est à remarquer que cette anxiété domine surtout dans les parties du pays qui font le plus hautement profession de religion. La foi et l'espérance religieuses devraient naturellement accroître la santé et le calme, en enseignant à l'intelligence à s'appuyer sur des principes immuables et sur des lois éternelles, en débarrassant l'esprit des inquiétudes mondaines et en donnant du repos aux ames affligées de souffrances. Si la religion ne calme pas et n'allège pas l'esprit, elle manque son but ; si elle dérange l'économie intellectuelle et corporelle, son action est pervertie : il serait bien d'y regarder. Les plus modérés d'entre les religionnistes montrent les tombes des jeunes gens des deux sexes qui ont succombé victimes de l'exaltation religieuse. Qu'ils fassent un retour sur eux-mêmes, qu'ils se demandent

(1) Je tiens d'un médecin renommé qu'il se rappelle une époque où les goîtres étaient très communs à Pittsbourg : on en guérissait en allant habiter la plaine de l'autre côté de la montagne. Depuis que les forêts ont été abattues et que la ville a été aérée, la maladie a complètement disparu. (*Note de l'Auteur.*)

si nulle concurrence spirituelle, nulle mysticité ascétique ne dérange l'équilibre de leur constitution, cet équilibre qui maintient les forces dans une action vigoureuse et allègre, sans aucune exagération.

On ne saurait douter que cette anxiété qui mine l'homme ne soit la cause principale de l'usage excessif du tabac aux Etats-Unis; on comprend le charme qu'il peut avoir pour des hommes qui ne peuvent opposer à la fatigue et aux soucis l'élasticité de la santé et de la gaîté naturelles : espérons que l'emploi du stimulant naturel et parfait fera renoncer à l'usage du stimulant artificiel et pernicieux.

C'est au vide de l'esprit, dans un grand nombre de femmes, qu'il faut, je pense, attribuer un vice qu'il m'est pénible de mentionner; mais je ne puis le passer sous silence, dans l'intérêt de la moralité et de la santé des Américaines. Ce n'est point un secret, dans le pays, que l'habitude de l'intempérance se rencontre assez fréquemment parmi les femmes que leur éducation devrait surtout en garantir; j'en ai vu quelques exemples, et un plus grand nombre encore est venu à ma connaissance. Il ne m'a pas semblé que ce vice excitât la douloureuse surprise qu'il devait naturellement faire naître. Aux étrangers, une nouveauté si horrible, un spectacle si funeste suggère d'amples et profonds sujets d'investigation. Si, dans un pays que je prétends plus religieux que tout autre, des femmes, vivant dans le calme extérieur le plus profond, entourées de prospérité et honorées d'une manière plus éclatante que dans aucune autre contrée, si ces femmes peuvent en venir à fouler aux pieds tout respect d'elles-mêmes, toute honte, toute affection domestique et jusqu'aux idées que l'éducation a le plus profondément enracinées en elles, au point de se plonger dans l'enfer vivant de l'intempérance, il faut qu'il y ait dans leur position quelque chose

de bien vicieux et de bien faux. Un homme intempérant peut, du moins, s'excuser sur la force de la tentation; il a commencé par la convivialité, et l'intempérance solitaire est, chez lui, le dernier point de la dégradation; une femme, au contraire, s'abandonne à ce vice dans la solitude et le secret, aussi longtemps que le secret est possible; elle sait qu'elle n'a ni excuse, ni consolation, ni espérance; elle n'a devant elle que le désespoir; or, la seule chose qui puisse expliquer sa conduite, est-ce le désespoir qui accompagne le vide de l'esprit. Je crois que, dans certains cas, ce vice provient de l'habitude qu'ont les médecins de prescrire des cordiaux aux jeunes filles au moment de leur croissance, et de la difficulté qu'elles éprouvent ensuite à renoncer à l'usage de stimulants agréables : quelquefois c'est un vice héréditaire. Pour la plupart de ces cas, la seule explication qu'on puisse donner, et celle-là est suffisante, c'est le vide de l'esprit. On aurait tort de croire que cette habitude est générale : je déclare donc que je n'ai eu occasion de connaître que sept ou huit exemples de cette nature, dans la haute société d'une seule ville : ce nombre n'est pas élevé; toutefois l'existence d'un seul fait semblable serait suffisant pour que la société tout entière le prît à cœur et s'en occupât de toute la force de son intelligence.

CHAPITRE III.

ENFANTS.

—

C'est dans l'écolier un douloureux indice de maigreur et de croissance tardive.

COWPER.

Il faudrait un ouvrage entier pour discuter le sujet de l'éducation dans un pays quelconque. Je me bornerai à indiquer ici deux particularités qui frappent l'étranger dans la discipline des enfants, en Amérique, dans les États du nord ; car on doit comprendre sans peine que ceux qui sont élevés au milieu des esclaves n'ont pas les meilleures chances possibles de moralité et de sagesse.

Les Américains, surtout ceux de la Nouvelle-Angleterre, regardent avec une juste fierté le système général d'éducation appliqué à la population tout entière (1). Il y a des écoles pour tous les individus, dès l'âge le plus tendre ; des colléges pour recevoir l'élite des écoles ; et des lycées et autres institutions semblables pour l'instruction ultérieure des classes ouvrières. Les écoles sont établies en nombre suffisant pour tous les besoins du pays, en sorte qu'un citoyen qui voit jouer un enfant pendant les heures d'étude peut lui demander pourquoi il n'est pas à sa classe, et s'il ne lui donne pas une bonne raison, le conduire à l'école du district. Le principe est que dans une démocratie où la carrière de la vie et de la société est également ouverte à tous, et où tous

(1) Voir l'appendix D.

sont convenus d'exiger les uns des autres une certaine somme d'aptitude intellectuelle et morale, quand les moyens en sont fournis, le devoir de tous est de veiller à ce qu'il en soit fait usage ; cet usage est une condition indispensablement attachée aux priviléges du citoyen. Nul contrôle n'est exercé sur le mode d'éducation, ni sur le lieu où elle se donne: le père peut envoyer son fils à une école publique ou particulière, ou le faire instruire chez lui ; mais, dans le cas où l'insuffisance de son instruction serait constatée, il est loisible à tout citoyen de lui procurer le bénéfice des moyens d'éducation fournis par la société.

L'instruction donnée n'est pas assez bonne pour la jeunesse d'un pays dont les enfants seront appelés un jour à exécuter une tâche aussi importante que la mise en action de la première organisation démocratique que le monde ait vue fonctionner. L'instruction est tout à la fois étroite et superficielle. On n'a pas même songé à établir systématiquement l'enseignement de la morale politique ; lacune immense dans une république. Mais il faut se rappeler combien est jeune la société, combien elle a déjà dépassé la plupart des autres contrées, et combien grande est la certitude que la majorité qui finit toujours par être dans le droit agrandira graduellement le caractère de l'instruction qu'elle a déjà eu la sagesse d'établir. Il faut aussi se rappeler que, dans une démocratie, la même espèce et le même degré d'instruction conduisent à des résultats bien plus importants qu'ailleurs. L'alphabet lui-même n'est que de peu d'utilité à l'esclave ; mais c'est un inestimable trésor pour l'intelligence du jeune républicain. Il suffit de jeter les yeux sur une école de charité en Angleterre, et sur une école gratuite dans le Massachusetts, pour voir combien la lecture et l'écriture constituent une ac-

quisition différente pour les enfants qui, si leurs yeux se portent dans l'avenir, n'y aperçoivent qu'une vie de travail mécanique, et pour les jeunes citoyens qui savent qu'ils auront à accomplir leur part de l'œuvre du gouvernement du peuple par le peuple. Les vieillards d'Amérique peuvent sourire, et les étrangers de tout âge plaisanter, en voyant à quel point sont satisfaits d'eux-mêmes les jeunes gens qui viennent, pour la première fois, d'exercer le droit de suffrage ; mais l'assurance de sa dignité, la certitude d'être pleinement et efficacement représenté, la responsabilité d'arriver tôt ou tard à remplir quelque charge politique responsable, ce sont là des stimulants qui suppléent, jusqu'à un certain point, à ce qui manque à l'instruction acquise. Il serait à désirer que ce stimulant fût aussi fort et aussi vertueux, dans un ou deux colléges dont les élèves sont sur le point d'exercer leur droit politique, que dans quelques unes des écoles primaires. L'atmosphère aristocratique de l'université d'Harward, par exemple, ne pourrait que gagner à être purifiée par le souffle de l'inspiration démocratique qui s'exhale des écoles de certains districts agricoles.

Quelques personnes prétendent que l'enseignement des principes de la politique est moins urgent que l'amélioration de quelques autres objets de l'instruction, les enfants apprenant chaque jour la politique par ce qu'ils entendent chez eux et partout où ils vont ; mais ce qu'ils entendent, en fait de principes, est bien peu de chose. Ils n'entendent discuter que le mérite de tel ou tel homme, de telle ou telle mesure récente ou projetée. Plus il y a certitude qu'ils apprendront ailleurs les détails, plus il est nécessaire de les familiariser avec la connaissance des principes d'après lesquels les détails doivent être jugés et rendus profitables. Ils sortent des écoles

la tête encombrée de préjugés et la mémoire de mots, alors que la mission des écoles devrait être d'y établir la vérité et la clarté, en substituant aux préjugés des principes et en attachant des idées aux mots.

Un maître d'école demandait à un enfant : « Qui tua Abel? — Le général Jackson. » Un autre demandait à un écolier : « En quel état le genre humain fut-il laissé, après la chute du premier homme? — Dans l'État de Vermont. »

La confiance républicaine et précoce dont j'ai parlé, et la place importante que les enfants occupent dans une société dont la population est faible encore proportionnellement à ses ressources, sont les deux circonstances qui produisent, dans les enfants, cette liberté de manières dont les observateurs se sont si souvent plaints, et qui a été l'objet de tant de remontrances inutiles; je dis *inutiles*, parce que les remontrances ne servent de rien contre un fait nécessaire. Tant que les États-Unis n'auront pas cessé d'être républicains, et que leur vaste territoire ne sera pas complètement peuplé, les enfants continueront à avoir la liberté de manières et à montrer la même importance qu'aujourd'hui. Pour ma part, j'aime à la folie les enfants américains, ceux surtout qui ne sont pas trop surchargés d'instruction religieuse. Comme partout ailleurs, on trouve en Amérique des enfants gâtés, impertinents et égoïstes; là, comme ailleurs, il y a des cœurs paternels qui saignent. Mais l'indépendance et la hardiesse des enfants me charmaient toujours, car je ne sais rien de plus intéressant que de voir naître et se développer les idées de ces jeunes esprits, quand ils pensent d'après eux et disent naturellement tous ce qu'ils pensent. J'eus occasion d'en observer d'admirables exemples à un bal d'enfants à Baltimore. Je n'aurais pas pu en voir autant, en Angleterre, en une année; si, en effet, je m'y

étais trouvée au milieu d'une centaine d'enfants de huit à seize ans, je n'aurais guère pu en tirer autre chose qu'un *oui, madame,* ou un *non, madame*. A Baltimore, une douzaine de petits garçons et de petites filles m'entouraient, questionnant, discutant, conjecturant, babillant d'une manière dont j'étais enchantée. Dans les maisons particulières, les observations faites à table par les enfants étaient souvent la partie la plus remarquable et, en général, la plus amusante de la conversation. Ils disent tout ce qu'ils ont sur le cœur. Souvent ces confidences sont dignes d'attention en ce qu'elles indiquent la valeur relative des choses aux yeux des enfants. Une affectueuse petite sœur de moins de quatre ans stimulait son frère William, qui en avait cinq, en lui disant que, s'il était bien bon, on l'appellerait un jour William Webster, et qu'alors il pourrait devenir aussi bon que Jésus-Christ. Trois enfants s'entretenaient au sujet de la fête de l'un d'eux âgé de dix ans, et sur la manière dont ils aimeraient à la célébrer. Ils conclurent en disant que les personnes qu'ils préféreraient pour passer la journée avec eux étaient miss Sedgwick, M. Bryant et moi. Ils ne prirent pas la liberté de nous inviter, et leur intention n'était pas que leur désir nous fût connu.

Un jour, causant avec une mère véritablement éclairée, je parlais du changement de relations qui a lieu quand les enfants supérieurs de parents ordinaires deviennent les guides et les protecteurs de ceux qui ont comprimé leur enfance sous une autorité rigide. Nous parlions des difficultés de la transition en pareille circonstance (la partie la plus critique du devoir filial), et nous nous demandions ce qui arriverait après la mort, en supposant que les deux générations se reconnussent dans une nouvelle vie de progression. Mon amie observa que la seule chose qu'il y eût à faire était d'éviter, avec le plus grand

soin, l'exercice de son autorité, et qu'il fallait commencer par se faire aimer de ses enfants. Elle et beaucoup d'autres parents en avaient agi ainsi avec le plus heureux succès. En agissant ainsi, les parents américains ne compromettent point leurs principes démocratiques, quoiqu'ils aient entre les mains un pouvoir presque illimité. Ils surveillent et gardent, ils écartent les pierres d'achoppement, ils manifestent leur approbation et leur désapprobation, ils expriment des désirs, mais, en même temps, ils prennent en considération les désirs de leurs enfants; ils laissent, autant que possible, le naturel se montrer, n'imposent aucune opinion, n'en réprouvent aucune, en un mot ils exercent la plus tendre affection, sans jamais s'en prévaloir. Qu'en résulte-t-il? J'eus le plaisir d'entendre dire à mon amie : « Il n'y a rien de si facile au monde que de diriger des enfants, de leur faire faire tout ce que l'on veut. » J'ajoutai à part moi : « Quand on apporte à cette œuvre un cœur et un esprit comme ceux des parents américains. » Un des motifs du plaisir que j'éprouvais à suivre le développement de la liberté chez les enfants, c'est que j'y voyais un signe que l'une des souffrances les plus effroyables de la vie humaine est probablement diminuée dans ce pays, si même elle n'a pas complétement disparu; je veux parler du supplice de renfermer en soi-même ses doutes et ses craintes, et d'avoir le cœur gros de chagrins solitaires, ce supplice qui fait, des premières années d'un enfant timide, un effroyable purgatoire, quoique ce supplice ne purge d'aucun défaut, et en engendre beaucoup. Je suis fortement portée à croire que les défauts de caractère, si universellement répandus aux lieux où l'autorité paternelle est forte et où l'existence des enfants est rendue aussi insignifiante que possible, et l'excellence de caractère qu'on remarque en Amérique, doivent s'attribuer à la différence de

direction donnée aux enfants, sous le point de vue de la liberté. Nul doute que beaucoup d'enfants ne soient irréparablement déprimés et énervés, faute de savoir que quelqu'un leur porte intérêt. Ils nourrissent des doutes, des craintes et des soupçons, portent en eux des préjugés et des erreurs, faute de songer à faire des questions; et lors même qu'ils se corrigeraient de ces défauts et de ces erreurs, il en resterait toujours quelque trace. On jette, en travers de leur devoir filial, des obstacles inexpliqués et inexplicables que l'organisation la plus forte ne surmonterait pas; la vigueur du caractère est paralysée, ou se change en opiniâtreté; le calme du respect de soi-même est perdu, ainsi que la sécurité d'une confiance affectueuse en autrui; enfin le naturel est détruit et la vie faussée; et tout cela, parce que, dès l'origine, les parents ne se sont pas fait des amis de leurs enfants. Nul ne supposera que je veuille représenter cette erreur comme générale dans un pays quelconque; mais j'ai acquis la conviction qu'elle est très commune en Angleterre, et que, selon toute probabilité, elle ne peut jamais devenir très répandue en Amérique. J'en ai vu un ou deux exemples douloureux, et un petit nombre de cas où des parents essayaient injustement de régler les actes de leurs fils et de leurs filles, que leur âge plaçait en dehors d'un tel contrôle, non par des commandements exprès, mais par des avis qui, venus d'un père ou d'une mère, sont plus irrésistibles même que des commandements; mais c'étaient là des exceptions remarquables et remarquées. Je vis un contraste frappant entre deux jeunes filles du même voisinage, élevées, l'une, selon le principe de l'amour, l'autre d'après celui de la crainte; ces deux filles offraient en elles le meilleur enseignement de philosophie morale que j'aie jamais rencontré. Sous le point de vue de la naissance, de l'organisation, de l'éducation, elles étaient à peu près égales.

Toutes deux avaient reçu le don de beauté et d'intelligence. L'une est pâle, indolente ; quoique ayant la réputation d'être instruite, elle est dépourvue de goût, timide, triste, ne manifestant rien, si ce n'est, de temps à autre, un profond égoïsme et une pruderie qui passe toute croyance. L'éducation de cette fille a été l'unique objet de la sollicitude de ses parents depuis le jour de sa naissance : ils n'ont oublié qu'une chose, c'est de lui faire connaître et sentir que quelqu'un l'aimait. L'autre, l'enfant chérie d'une famille nombreuse, rencontrait l'amour dans tous les regards, la tendresse dans toutes les voix, belle comme Hébé, belle de liberté et de joie, si bien que sa présence est comme un rayon du soleil entre deux nuages. Elle sait qu'elle est belle et accomplie, mais, autant que j'en ai pu juger, elle n'en tire pas la moindre vanité. On lui a dit mille et mille fois qu'on la regardait comme un génie : elle contredit silencieusement cette assertion ; ce qu'elle sait, c'est qu'elle peut tout acquérir, mais rien créer. Elle étudie de toute la puissance de son être, comme si elle devait, dans un an, embrasser une profession savante ; elle danse comme si la salle de bal était pour elle le monde entier ; elle va et vient par la pluie ou le beau temps, à pied, à cheval, en voiture, se chargeant de petits messages d'obligeance, et, au milieu des éclats de sa joie ou dans les profondeurs de ses méditations studieuses, les plus petits intérêts de ses amis lui sont toujours présents. A d'ennuyeuses soirées, elle s'assied sous la lumière de la lampe (se doutant peu combien elle est belle en ce moment), s'amusant tranquillement à regarder des gravures, sans avoir besoin qu'on s'occupe d'elle : elle exprimera sa pensée et ses sentiments, devant un cercle d'admirateurs, avec autant de simplicité et de gravité que si elle parlait à sa mère. J'ai vu des gens secouer la tête et exprimer la crainte qu'elle ne fût

gâtée; mais j'ai la conviction que cette jeune créature est ingâtable. Elle obtient tous les éloges et toute l'admiration qu'on peut prodiguer : la vigilance de ses parents ne peut les empêcher d'arriver jusqu'à elle; elle n'a pas besoin d'éloges et d'admiration, elle a d'autres objets en vue et d'autres désirs, et je crois fermement que si, demain, elle restait seule, la dernière de sa famille, elle n'aurait rien à craindre; elle serait occupée et, un jour, heureuse comme elle l'est maintenant sous la garde de leur tendresse. Elle offre le plus complet exemple que j'aie jamais vu d'un être grandissant à la lumière et à la chaleur d'une parfaite liberté d'amour; elle m'a laissée très peu disposée à tolérer l'autorité en matière d'éducation comme en toute autre matière.

On m'a souvent fait une question qui indique la différence qui existe entre l'Angleterre et l'Amérique, relativement aux relations intérieures de la famille : on me demandait s'il était possible que la famille des Bennet agît comme on la représente dans *Orgueil et préjugé*; si une mère déraisonnable, qui a des filles grandes et formées, pourrait gâter deux filles plus jeunes sans que les autres intervinssent. Il est certain qu'en Amérique les esprits supérieurs de la famille prendraient la direction, tandis qu'en Angleterre, bien que les affaires domestiques finissent graduellement par s'arranger, l'idée ne viendrait à personne de mettre en question l'autorité de la mère. La différence la plus remarquable est qu'en Angleterre les parents regardent l'autorité comme un droit, quelque douceur qu'ils puissent mettre dans l'usage qu'ils en font; en Amérique, les parents la désapprouvent sous le point de vue de la raison ; et, s'ils agissaient rationnellement, ils feraient mieux de l'abdiquer. De petits incidents excitaient tout à la fois mon étonnement et mon intérêt, et me révé-

laient journellement l'état des choses ; les moindres circonstances y contribuaient : par exemple, une dame, me parlant un jour du mariage de sa fille aînée, me disait que deux ou trois de ses enfants n'étaient pas présents à la cérémonie. Pourquoi? ils éprouvèrent un tel chagrin de se voir enlever leur sœur, qu'ils ne voulurent se montrer que lorsque leur beau-frère eut quitté la maison avec sa fiancée : quels enfants, en Angleterre, eussent pu concevoir l'idée de s'absenter pour un pareil motif?

Il est amusant d'observer l'instinct de conservation personnelle que montrent les enfants dans un pays où les bonnes d'enfants sont rares. Dans les commencements, j'étais effrayée de voir des petits enfants jouer sur des ponts en bois tout délabrés, où, à travers de larges trous, on voyait bouillonner l'eau mugissante; des petits garçons grimpant à des arbres suspendus sur des rochers, ou s'aventurant dans un canot sur une rivière rapide; mais j'ai reconnu qu'il arrive rarement des accidents aux enfants. Il résulte évidemment, de ces premières habitudes, une dextérité, une intrépidité, une présence d'esprit et une aptitude aux exercices du corps qui leur sont, par la suite, d'une grande utilité.

J'ai vu avec peine, dans quelques villes et surtout à Boston, que les parents semblaient ne pas comprendre combien, dans l'œuvre de l'éducation, la discipline des circonstances l'emporte sur celle de l'enseignement positif. Nul sans doute ne contestera que la meilleure éducation est celle qui exerce tout l'être de l'enfant : toutefois une méthode d'éducation est maintenant à la mode à Boston, qui doit détruire de bonne heure ses victimes et faire un mal irréparable, moralement et physiquement, à celles qui auront été épargnées. Les Bostoniens, ou plutôt cette partie de la société qui prétend constituer la ville, sont plus susceptibles d'enthousiasme

que de logique. Quand Spurzheim était à Boston, le cerveau était tout, et ses sages et bienveillantes remontrances sur la négligence ou l'abus des facultés physiques étaient accueillies avec une grande bonne foi et beaucoup de conviction apparente. Très peu de temps après, un grand nombre de ses disciples embrassa une doctrine tout opposée, et leur spiritualisme n'eut plus de bornes. Ceux-ci basent leur théorie et leur pratique sur ce principe que tous les êtres humains ont, dans un corps enfant, une intelligence parfaite; d'autres vont encore plus loin et enseignent dogmatiquement, à de pauvres petits êtres qui n'en peuvent mais, que c'est l'esprit qui fait le corps, et que le corps est le résultat des efforts de l'esprit pour se manifester. On pourrait abandonner au ridicule d'aussi pitoyables absurdités sans les conséquences pratiques qui en dérivent : lorsque je quittai Boston, il y avait dans cette ville une école nombreuse dirigée d'après ce principe. Le maître présuppose dans ses petits élèves la possession de toute vérité philosophique et morale; il croit que sa mission consiste à en provoquer le développement, à aider la vie extérieure à se conformer à la lumière intérieure, et, surtout, à baisser humblement pavillon devant la supériorité des lumières de ces petits prodiges. Rien ne serait plus aisé que de démontrer tout le mal qu'un pareil homme fait à ses élèves, en affaiblissant leur corps, caressant leur imagination, stimulant à l'excès la conscience des uns et endurcissant celle des autres, et par la direction fausse qu'il leur imprime, les induisant de toute manière au mensonge et à l'hypocrisie; mais un système aussi méprisable ne mérite vraiment pas que l'on s'en occupe sérieusement. A coup sûr, s'il pouvait garder assez longtemps les mêmes élèves pour appliquer complètement sur eux sa méthode, ceux d'entre eux qui survivraient à

l'absence des exercices du corps, à la surexcitation du cerveau seraient les premiers à rejeter toutes ces stupidités, en s'apercevant à la fin que leur guide moral a employé leurs premières années à poursuivre des ombres et à mépriser des réalités. Toutefois il n'est pas à craindre que cette expérience complète se fasse jamais; il suffit de quelques semaines pour convaincre les parents raisonnables de la tendance destructive d'un tel système; c'est un caprice qui passera à Boston comme tant d'autres, et bientôt on n'en entendra plus parler.

Cependant le principe fondamental exerce ses ravages dans d'autres directions. Malheureusement il affecte le bien-être des aveugles, et plus encore celui des sourds et muets, que la société a pris sous sa protection bienfaisante. Aussi longtemps qu'un grand nombre des membres les plus distingués de la communauté croiront que l'être intérieur de ces malheureux est dans un état parfait, les moyens de manifestation étant seuls imparfaits; que leur éducation doit être basée sur la supposition qu'ils possèdent une provision complète d'intentions intellectuelles et morales; qu'ils ont sur les autres hommes un avantage dans l'exclusion d'associations fausses et vulgaires : aussi longtemps, dis-je, que cette croyance prévaudra, les élèves n'auront guère à espérer d'autre avantage que la protection et le bien-être qui leur sont assurés dans leurs institutions respectives. Dans la conversation de ceux qui les plaignaient tout haut, je reconnus fréquemment la persuasion intime que les sourds et muets étaient mieux partagés que ceux qui ont le don de l'ouïe et de la parole : en admirant les compositions allégoriques des élèves, bien peu s'apercevaient que ce n'était guère qu'une réunion d'images absolument dépourvues de la vérité abstraite qu'elles étaient supposées contenir. J'avais déjà vu ailleurs cette er-

reur déplorable introduite dans l'enseignement des sourds et muets, mais je m'attendais peu à la retrouver encore. Quoi qu'il en soit, dans l'école dont j'ai parlé plus haut, l'erreur fleurit au milieu d'élèves en possession de leurs cinq sens et du don de la parole.

Abstraction faite de ces exemples d'excentricité, les enfants d'Amérique ont l'avantage d'être élevés de bonne heure sous l'influence de la meilleure des disciplines, celle de l'activité et de la confiance en leurs propres forces ; le grand défaut ne vient qu'ultérieurement. L'éducation n'est point appropriée à la vocation des sujets; tous, quelle que doive être la destination de leur vie, sont élevés à peu près de la même manière jusqu'à l'âge de dix-neuf ans. C'est là une absurdité empruntée à l'Ancien-Monde, mais tout à fait indigne du bon sens du Nouveau. Elle sera rectifiée quand la vie des riches aura un but aussi bien arrêté que celle des citoyens qui ont leur chemin à faire. Les jeunes gens qui ont de la fortune et une prédisposition à la science ou à la littérature ne s'y livrent pas, parce qu'il « n'existe encore aucune classe scientifique ou littéraire à laquelle ils puissent se réunir. » Où est pour eux la nécessité de se joindre à une telle classe? Et en admettant cette nécessité, comment cette classe pourra-t-elle jamais exister si personne ne commence à en former les éléments? Toutefois la chose se fera à mesure que la puissance intellectuelle se dégagera des liens qui l'enchaînent encore. La passion pour la vérité, le désir de la science finissent toujours, à la longue, par briser l'obstacle que le conventionalisme leur oppose. Un génie s'élèvera tantôt ici, tantôt là, qui placera la société en dehors de ses règles et de ses précédents. Quand l'Amérique possédera aujourd'hui un philosophe, demain un poète qui, semblable au véritable artiste de Schiller, « levera les

yeux sur sa dignité et sa mission, au lieu de les abaisser vers son bonheur et ses besoins, » la société élargira sa discipline et deviendra une grande école préparatoire à la jouissance de tout ce que la main de l'homme trouve à faire, son intelligence à explorer, ou son imagination à révéler.

CHAPITRE IV.

LE MALHEUR.

L'un des sentiments universels que le christianisme a profondément enracinés dans le cœur humain est celui de l'*égalité naturelle des hommes*.... Nous lui devons un spectacle que je crois particulier à l'époque chrétienne, celui d'une classe venant en aide à une autre, des heureux travaillant en faveur des malheureux, de l'homme libre revendiquant les droits de l'opprimé. Parmi tous les nobles exemples d'affection désintéressée et de patriotisme que nous présente l'histoire ancienne, je ne me rappelle rien qui approche de cette *compassion en gros*, de cette action générale d'une classe de la société sur une autre, de ce système d'*agitation bienfaisante* en faveur de la faiblesse et de la souffrance oubliées, qui caractérisent l'histoire des temps modernes.

(*Recherches religieuses et rationnelles.*)

Un philanthrope me disait un jour : « quoi qu'on puisse dire des Américains, il est certain que, dans le traitement des classes les moins heureuses de la société, ils sont arrivés à des principes de justice et d'humanité qui peuvent nous servir de leçon utile; vous devriez aller voir cela par vous-même. » Je le fis. Ainsi me vint la première idée de mon voyage en Amérique; les résultats de mes investigations n'ont pas été réservés pour ce court chapitre, ils sont disséminés dans tout mon ouvrage. Les principes démocratiques fondamentaux qui servent de base à l'organisation de la société américaine sont les « principes de justice et d'humanité, » par lesquels le coupable, l'ignorant, l'indigent et l'infirme sont sauvés et bénis. La charité d'une société démocratique est un spectacle qui réjouit le cœur;

car on est assuré que, tandis que la charité relève une centaine d'individus dans une direction, nulle oppression générale n'en abaisse un million dans une autre. Pour de certains hommes, il n'existe de malheur que celui qu'ils en voient; si la société n'est pas encore parvenue au point où devront arriver un jour toutes les sociétés, c'est à dire, à comprendre que le crime est une infirmité, et à prévenir le châtiment, l'ignorance et le besoin, les Américains sont plus heureux que d'autres peuples en ce sens qu'ils ont beaucoup moins de malheurs créés que les autres sociétés, et qu'ils emploient des méthodes plus sages pour en alléger successivement le poids. Dans un pays où l'égalité sociale est le grand principe universel, et où, par conséquent, la règle fondamentale est applicable à tous les rapports de l'homme à l'homme, la négligence du malheur est presque autant hors de question que l'oppression qui en est, en grande partie, la source.

Dans le traitement des coupables, l'Amérique marche en avant du reste du monde. J'ai reçu les confidences d'un grand nombre de prisonniers dans le pénitencier de Philadelphie, où l'on a adopté pour principe de châtiment l'isolement absolu. Chacun de ces prisonniers, ignorant qu'il en existât d'autres, me disait qu'il était reconnaissant, envers ceux à qui sa garde était confiée, de ce qu'ils le traitaient *avec respect*. Je fus frappée de voir que c'était là l'expression dont tous se servaient. Quelques uns faisaient ressortir devant moi le contraste entre ce mode de punition et l'emprisonnement dans les anciennes geoles sur le modèle de celles de l'Europe, où les criminels sont confondus indistinctement, et sont loin d'être traités en hommes et en citoyens. D'autres disaient que, bien qu'ils fussent coupables et que leur détention fût juste, nul autre châtiment

additionnel ne devait leur être infligé, et que le pire des châtiments c'était de ne pas être traité avec le respect dû à l'homme. Dans une société où les criminels sentent et parlent ainsi, le respect des droits de l'homme doit se manifester dans l'infliction du châtiment comme dans tout le reste.

Sans doute il reste encore beaucoup à faire; mais dans une société où la condamnation à des souffrances humaines, comme la peine de l'emprisonnement, est encore pratiquée, la prison solitaire est presque une œuvre d'humanité. Des méthodes plus douces et plus justes pour le traitement des infirmités morales seront employées quand les hommes auront appris à en prévenir la plus grande partie possible. En attendant, j'ai la conviction que c'est le meilleur mode de châtiment qui ait jamais été essayé, quoique plusieurs prisonniers se soient plaints d'une solitude dont l'ennui n'est charmé que par leur travail et les visites fortuites des surveillants officiels; toutefois ils préfèrent cette solitude à la communauté de la prison. Les motifs de cette préférence sont, d'abord la possibilité qu'ils ont de conserver le respect d'eux-mêmes; ensuite, l'avenir qui les attend dans la société à l'époque de leur libération. Ils quittent la prison, emportant le produit de leur travail additionnel, et sans craindre de tomber dans les piéges d'anciens compagnons de crimes ou poursuivis d'emploi en emploi par ceux qui ont intérêt à les priver des moyens de reconquérir l'estime publique. Jusqu'à présent, rien ne prouve que l'emprisonnement solitaire, *avec travail*, soit plus funeste à la santé que toute autre condition accompagnée d'anxiétés intellectuelles. Les prisonniers de Philadelphie m'ont paru mieux portants que ceux d'Auburn ou de toute autre prison que j'aie visitée.

Il existe encore une lacune dans l'administration religieuse de ces prisons. Il suffira, je pense, de faire

connaître ce fait pour qu'il y soit porté remède. Parmi les ecclésiastiques de toutes les communions qui sont à Philadelphie, il en est assurément un grand nombre qui offriraient volontiers leurs services s'ils savaient combien ils sont nécessaires. Je ne sais point d'acte de charité plus utile que de visiter le prisonnier dans sa solitude. Toutefois, je ne pense pas qu'il soit désirable que les visites aux prisonniers n'aient que la religion pour objet, sans aucun autre but d'instruction et de commisération. Le grand objet qu'il faut se proposer est d'occuper l'esprit du prisonnier des choses qui l'intéressent le plus, de nourrir ses sympathies et ses affections humaines, et, surtout, de donner à son esprit l'activité et le contentement. Sa situation est telle, il est si exclusivement réduit à ses propres ressources, qu'on pourrait craindre qu'il n'acceptât la religion comme un soulagement temporaire, ne la séparât en idée de la vie active, et ne recherchât que ce qu'elle a de plus exalté; en sorte que, lorsqu'il rentrera dans le monde, il la rejettera comme une chose utile dans son existence de prisonnier, mais qui ne lui est plus nécessaire. Si, ayant ceci en vue, un petit nombre d'hommes et de femmes estimables de Philadelphie allaient, de temps à autre, passer une heure avec un prisonnier, se conformant avec scrupule au réglement, n'apprenant au prisonnier aucune nouvelle, mais causant amicalement avec lui de ses affaires, de son travail, de sa famille, de ce qu'il se propose de faire en sortant de prison, des livres qu'il lit, etc.; s'ils lui portaient des livres utiles et amusants, et, dans le cas où ce seraient des livres religieux, ceux-là seulement qui ont un caractère modéré et consolant (et ceux-là ne sont pas faciles à trouver), ces visiteurs affectueux ne sauraient manquer de rétablir, plus ou moins complétement, la santé morale des objets de leur bienveillance. Il faut l'avoir essayé pour se figurer avec

quelle facilité des hommes placés dans cette situation sont influencés en l'absence de tout ce qui est pernicieux et dans la dépendance absolue où ils sont de la sympathie de ceux qui leur témoignent de l'affection. Si une attention vigilante s'unissait à la prudence et à la bonté, je crois qu'après une détention de cinq ans, il arriverait rarement que le prisonnier rentrât dans la société sans être capable d'y remplir ses devoirs. On doit se rappeler que les criminels des États-Unis sont rarement de ces créatures dépravées, abruties, qui remplissent les prisons de l'Ancien-Monde. Même dans l'Ancien-Monde, je ne doute pas que quiconque a visité les prisons, après un premier entretien particulier avec un criminel, n'ait été surpris de le trouver si humain; mais, en Amérique, les criminels sont encore plus semblables aux autres hommes. Je leur dis que le motif de ma visite était de m'enquérir des causes du crime dans un pays où il y a une absence presque totale de ce besoin qui occasionne, en Angleterre, le plus grand nombre des délits sociaux. Tous finirent par me raconter tout au long leur histoire, et je vis que toujours quelque malheur domestique avait empoisonné leur vie : la dureté d'une belle-mère, l'infidélité d'une épouse, la coquetterie d'une maîtresse, l'intempérance d'un fils ou d'un père, voilà les douleurs domestiques qui leur avaient fait quitter leurs foyers pour aller boire; la boisson avait amené le meurtre ou produit quelques besoins vicieux auxquels il avait fallu fournir par le vol. Ces histoires, variées à l'infini dans leurs détails, amènent toutes pour conclusion à la même moralité.

Je n'aime pas le principe sur lequel on a établi la prison d'Auburn, et j'ai la certitude qu'il n'en résultera jamais que bien peu de réformation effective. C'est un grand inconvénient pour les prisonniers que d'être exposés à se voir partout signalés après

leur libération; mais il en est d'autres tout aussi sérieux dans l'intérieur de la prison. Le système d'espionnage est intolérable, sous quelque point de vue qu'on le considère. C'est la plus grave des insultes, et s'il est une circonstance où l'insulte doit être évitée, c'est lorsqu'il s'agit de réformation. Le grand point à obtenir, c'est la régénération du criminel; cette régénération exige qu'il ait ce respect de lui-même, que l'homme vertueux serait exposé à perdre sous le regard de l'espionnage; mais l'homme moralement infirme ne saurait jamais l'acquérir ainsi. Des dispositions doivent être prises pour rendre son évasion impossible et obtenir que sa conduite soit extérieurement inoffensive; ces points obtenus, le prisonnier doit être laissé à lui-même. Quelle est l'utilité de l'espionnage, de ces ouvertures pratiquées pour voir sans être vu, de ces chaussures à l'aide desquelles on amortit le bruit des pas? On veut s'assurer qu'il ne parle pas, et s'il parle, lui faire expier ce délit par le fouet! Parler est un acte innocent; et, pour des hommes séparés du monde et de leur famille, et de tout ce qui les a intéressés jusqu'à ce jour, c'est une chose indispensable. Il faut que les prisonniers parlent, et ils le feront en dépit des espions, du gouverneur et du fouet. Ils apprennent à murmurer intelligiblement entre leurs dents, sans remuer les lèvres, et, pour cela, ils profitent du premier moment où le surveillant a tourné le dos. Je m'étonne qu'on attende une réforme complète de la part d'hommes coupables des crimes les plus graves, et à qui on présente la défense de parler comme le caractère distinctif de leur existence pendant une durée de cinq, sept ou dix ans : l'importance qu'ils y attachent en fait la circonstance principale de leur vie. Comment! l'être malade peut être rappelé à la santé; comment! la conscience abattue peut être relevée, pendant qu'un acte innocent et

nécessaire est érigé en délit? Je laisse cette question à décider à ceux qui sont plus versés que moi dans les appréciations morales; mais je crois que, sous une telle discipline, une réformation radicale est impossible, si ce n'est dans un petit nombre de cas.

La volonté de la majorité n'a pas encore réussi à obtenir l'application convenable de principes excellents, dans deux cas relatifs au traitement du criminel; en attendant, il en résulte des maux graves. Il est très difficile, dans quelques parties des États-Unis, et relativement à certains délits spéciaux, de faire exécuter les lois contre les coupables. Dans la partie du territoire où l'opinion sanctionne les conflits personnels, les délits contre la personne demeurent trop souvent impunis; ailleurs l'émeute passe inaperçue; et, dans quelques localités, les crimes les plus abominables sont à peu près sûrs de rester impunis. L'impunité des émeutes provient de la confiance de la société, dans la moralité de l'universalité des citoyens; confiance fort honorable en elle-même, mais récemment reconnue insuffisante dans une crise aussi grave que celle de la question de l'abolition. Il est honorable au peuple d'être resté pur et vertueux sous l'autorité des principes, pendant ce long sommeil des lois, qui rend maintenant difficile leur mise en vigueur; mais aujourd'hui qu'est venu le conflit des classes et des opinions, le temps est aussi venu où la loi doit être vigilante et inexorable. La fréquente impunité des crimes les plus graves provient de la répugnance croissante de l'opinion pour la peine de mort. On ne saurait douter que bientôt cette peine ne soit abolie dans les États du nord; et si cela doit être, le plus tôt sera le mieux; car c'est un mal effrayant que l'impunité actuelle.

En passant avec une de mes amies devant la municipalité d'une ville du nord, je demandai ce que signifiait la foule assemblée aux portes et se pressant jusque

sur les croisées de l'édifice. Mon amie me dit qu'on interrogeait un jeune homme accusé d'un meurtre de la nature la plus grave, qu'on m'avait rapporté la veille. Je remarquai que sa culpabilité ne semblait douteuse à personne. Elle me répondit qu'il y avait, à cet égard, évidence complète, mais que le coupable serait acquitté : l'interrogatoire et le jugement n'étaient que pour la forme, et le dénouement était prévu d'avance. Le peuple ne voulait plus voir pendre, et jusqu'au moment où la loi serait modifiée de manière à permettre l'application d'une autre peine, il serait impossible d'obtenir aucune condamnation pour crime capital. Je demandai quel moyen serait employé pour tirer d'affaire ce jeune homme, si les preuves qui s'élevaient contre lui étaient aussi évidentes qu'on le disait. On me répondit qu'on trouverait quelqu'un qui déposerait en faveur d'un alibi : le jeune homme serait à tout jamais déshonoré, et il est probable qu'il partirait pour l'ouest le lendemain de son acquittement. Je suivis la marche de cette affaire, dont les débats durèrent longtemps. On ne pouvait douter qu'on eût supprimé une grande partie des dépositions à sa charge. Un alibi fut établi sur le témoignage d'un marchand : le jeune homme fut acquitté, et, le lendemain matin, il était en route pour l'ouest.

Sous prétexte que le châtiment doit être réformatoire, le pardon des criminels a été poussé trop loin et souvent sans que la réformation du sujet ait été suffisamment prouvée. Ce résultat est on ne peut plus funeste. Une condamnation à vie veut dire généralement une détention pour un temps plus court que si un terme de dix ou seulement de sept ans avait été spécifié. Tous les prisonniers avec qui je me suis entretenue attendaient impatiemment leur grâce. J'ai discuté la question avec ceux qui étaient emprisonnés pour cinq ans, et à qui je savais qu'il ne serait point ac-

cordé de pardon; je vis que la conviction où ils étaient que tous les autres prisonniers avaient la même perspective qu'eux faisait dans leur esprit une impression profonde. Au milieu de leur douloureux désappointement, il me fut facile de leur faire entendre raison; mais je déplorai vivement que ce fût en prison, et non au sein de la société, que cette conviction leur était donnée.

Quand l'abolition de la peine de mort aura lieu, il sera essentiel, à la sécurité de la vertu et de la société, qu'il soit bien entendu que, sauf des cas extrêmement rares et déterminés d'avance, le droit de grâce devra cesser, et que la certitude du châtiment sera proportionnée à sa justice.

Aux yeux d'un étranger, le paupérisme n'existe pas aux États-Unis; pour les résidents, c'est une occasion d'exercer leur charité toujours empressée. Il est limité aux ports de mer, aux émigrants qui reviennent dans leur pays, aux familles d'hommes intempérants ou réduits à une complète incapacité de travail, ou aux femmes sans famille et sans appui. La somme totale est loin d'être égale à la charité de la société, et il faut espérer que, du moins en ce qui concerne les pauvres valides, le fléau d'une charité légale sera épargné à un pays où ce remède ne saurait de longtemps devenir nécessaire. C'est avec douleur que j'ai vu, près de Philadelphie, le magnifique asile des pauvres destiné à pourvoir magnifiquement aux besoins de douze cents personnes, surtout lorsqu'on m'en eut expliqué les divers statuts, en vertu desquels les habitants de cet asile jouissent de beaucoup plus de bien-être que l'ouvrier ne peut s'en procurer chez lui, à force de travail et d'économie. Il y a dans Philadelphie un si grand nombre de personnes qui voient ce qu'il y a de mauvais dans ce principe, et qui blâment cette institution, qu'il est à espérer que l'établissement

sera surveillé de près, et que son enceinte sera tenue le moins peuplée possible. A Boston, on a mieux compris et mieux appliqué les principes de la charité. Là un grand nombre d'ecclésiastiques, entre autres, le père Taylor, l'ami du matelot, instruits par le douloureux exemple de l'Angleterre, sauront, sans nul doute, épargner à leur ville le fléau d'un paupérisme avilissant dans une classe quelconque de ses habitants. Je ne connais aucune ville considérable où il y ait autant de secours mutuels, où l'on s'occupe avec plus de dévouement du bien-être de toutes les classes; j'en conçois l'espoir qu'il en résultera pour le monde la leçon la plus instructive qui ait encore été offerte sur les devoirs du riche envers le pauvre. Si les agents de la bienfaisance du riche veillent avec soin à éviter ces empiètements intellectuels et cette intervention morale, qui ont trop souvent rendu la charité inefficace; s'ils continuent à déployer le dévouement du philanthrope, dégagé de l'inquisition impérieuse du prêtre, ils mériteront la reconnaissance de la société entière et l'attachement de ceux auxquels ils se dévouent.

A Boston, on a adopté un plan excellent pour empêcher la fraude de la part des pauvres, et pour que les agents de la charité publique puissent s'éclairer mutuellement. Chaque semaine, il se tient une réunion des délégués de toutes les sociétés occupées du soulagement des pauvres. Là, les délégués comparent les listes des individus soulagés, de manière à s'assurer que nul ne reçoit frauduleusement des secours de plusieurs sociétés. Ils discutent et examinent les cas douteux, accordent des distributions additionnelles dans certains cas graves, et enfin s'assurent tous les avantages de la coopération. Peut-être n'y a-t-il en Angleterre aucune ville, à l'exception de Londres, qui soit trop étendue pour com-

porter une organisation semblable, et où son adoption serait un acte de grande sagesse.

Dans le sud, je ne pouvais entendre sérieusement vanter le peu d'importance du paupérisme. De même que la peste écarte toutes les maladies moins graves, de même l'esclavage obvie au paupérisme. Dans une société divisée en deux classes, dont l'une ne se compose que de capitalistes, et dont l'autre constitue une propriété, le paupérisme n'est possible que par suite du vice ou de l'incapacité accidentelle d'individus appartenant à la première classe; mais je songeais avec inquiétude au sort des esclaves invalides. Sans doute les maîtres sont tenus de prendre soin de leurs esclaves pendant toute leur vie; sans doute un grand nombre de maîtres veillent au bien-être de leurs nègres avec d'autant plus de soin, que la destinée de ces pauvres créatures est placée entièrement à leur merci; mais il est peu d'hommes capables d'exercer convenablement un pouvoir absolu, et, s'il en est beaucoup qui abusent de leur autorité sur des esclaves valides, on frémit à penser quel doit être le sort de ceux qui sont pour eux un fardeau. J'ai remarqué un petit nombre d'esclaves idiots; ceux que j'ai vus étaient traités avec indulgence et douceur. Ce sont les seuls exemples d'infirmités naturelles dont j'aie été témoin parmi les nègres, et l'absence des autres m'a singulièrement frappée. A Colombie, Caroline du sud, un médecin, plein d'humanité, me fit voir l'hospice des aliénés qu'on peut considérer comme son ouvrage, tant il a mis d'activité à obtenir de la législature les allocations nécessaires; il a organisé, avec humanité et sagesse, le plan de cet établissement. Pendant que, du sommet de l'édifice, j'examinais les malades dans leur préau, j'observai qu'il n'y avait parmi eux aucun individu de couleur. Lui ayant demandé si les nègres n'étaient pas, autant

que les blancs, sujets à l'aliénation mentale, il me dit qu'il le croyait, mais que, à sa connaissance, on n'avait pris aucune mesure pour s'assurer du fait. A en juger par la violence de leurs passions, on ne saurait douter, en effet, que la folie existe parmi eux. Où a-t-on vu ces nègres aliénés? Aucune des personnes présentes n'en avait jamais vu. Il s'écoula quelque temps avant que je pusse obtenir une réponse satisfaisante à cette question; mais mon ami le médecin me dit, à la fin, qu'il ne doutait pas que ces aliénés ne fussent tenus enchaînés dans des hangars, pour les empêcher de se faire du mal. Nul membre de la société n'est chargé de constater les cas de maladie et de souffrance parmi les esclaves qui ne peuvent eux-mêmes faire connaître leur état; ils sont totalement à la merci de leurs maîtres. Le médecin me dit que, maintenant qu'il avait réalisé son projet d'un hospice d'aliénés pour les blancs, son intention était de s'occuper, avec une égale persévérance, à en obtenir un pour les noirs. Probablement il ne rencontrera pas de grands obstacles dans cette tâche; car l'intérêt des maîtres, aussi bien que leur humanité, est intéressé à ce qu'il soit établi, par l'État, un asile destiné à recevoir leurs nègres inutiles ou nuisibles.

Les hospices d'aliénés des États-Unis font honneur au pays, si j'en juge par ceux que j'ai vus. L'hospice de Pensylvanie, à Philadelphie, devrait être transporté dans un local plus éclairé et plus gai, le travail fourni plus abondamment aux aliénés, et il faudrait les encourager davantage à s'y livrer. J'ai été moins satisfaite de leur condition que de celle des autres aliénés que j'ai eu occasion de voir. L'institution de Worcester, Massachusetts, est admirablement dirigée par le docteur Wodward. J'en dirai autant de celle de Charleston, près de Boston, placée sous la direction du docteur Lee,

jeune médecin, mort depuis, pleuré par ses malades reconnaissants, et par tous ceux qui avaient à cœur leur bien-être. L'établissement de Bloomingdale, près New-York, doit être également cité pour son excellence. Le seul défaut que j'y trouve, c'est l'absence d'un travail suffisant : ce défaut est commun à la plupart des hospices d'aliénés, et il ne dépend pas de ceux qui les dirigent qu'il en soit autrement. On met à la disposition des aliénés une grande variété d'amusements, et on les encourage dans toutes les petites occupations qu'ils se créent; mais l'absence d'un travail important et régulier ne se fait pas moins sentir. Il faut espérer que, dans l'établissement d'institutions semblables, l'une des premières considérations sera de disposer en leur faveur d'une quantité suffisante de terrain. Une bonté vigilante et ingénieuse peut beaucoup pour alléger le malheur des aliénés; mais, si c'est leur guérison qu'on se propose, les personnes compétentes conviennent toutes qu'un travail régulier, ayant un but raisonnable, est d'une indispensable nécessité.

L'hospice des Aveugles, à Philadelphie, était une institution naissante quand je la vis; mais j'en fus plus satisfaite que d'aucun de ceux que j'avais vus, sans excepter celui de Boston, qui est plus considérable et dont la direction fait honneur à ceux qui en sont chargés. Ce qui me détermine à donner la préférence à celui de Philadelphie, c'est que les élèves y sont plus occupés et plus gais que ceux de Boston. La gaîté des pensionnaires est la meilleure preuve de la bonté d'une institution pour les aveugles. En général, le défaut de ces sortes d'établissements, c'est que la gaîté n'y est pas assez entretenue, et que la religion l'est trop exclusivement. Le travail de l'imprimerie, pour les aveugles, a obtenu un succès prodigieux dans les institutions américaines. Je voudrais le voir employé à mettre à la portée

des aveugles les ouvrages les plus amusants qu'on pourrait trouver; je voudrais que des personnes bienfaisantes se fissent un devoir d'aller, de temps à autre, dérider le front des élèves en leur lisant des livres plaisants et en leur contant d'amusantes histoires; les aveugles-nés ont surtout besoin qu'on écarte d'eux la tristesse, qu'on les arrache à leurs abstractions et qu'on exerce leur intelligence sur la plus grande variété possible d'objets et d'événements familiers. Il ne faut jamais leur faire entendre des paroles de condoléance; leurs amis doivent renfermer leur douleur sympathique en eux-mêmes et leur expliquer gaîment et complètement les allusions aux objets visuels qui se rencontrent dans toute lecture et toute conversation. Je souffre à entendre les hymnes et autres compositions qu'on met dans la bouche des élèves aveugles, toutes pleines de lamentations et de résignations sur ce qu'ils ne voient pas les étoiles et la face de la nature. Cette douleur convient à ceux qui s'apitoient sur leur sort, ou à ceux qui ont perdu la vue, non à ceux qui ne l'ont jamais possédée. Dans leur bouche, ce n'est qu'un charlatanisme menteur. Quand un capitaine au long cours raconte à ses enfants la magnificence des paysages de l'Orient qu'ils ne verront jamais, leur apprend-il à gémir et à tâcher de se soumettre patiemment à la destinée de rester chez eux? ne leur fait-il pas plutôt prendre plaisir à écouter gaîment et à retenir ce ce qu'il leur raconte? La face de la nature est une terre étrangère pour les aveugles-nés. Qu'on leur apprenne tout ce qui peut arriver à leur intelligence, et de la manière la plus gaie qu'on pourra. C'est dans l'hospice de Philadelphie que j'ai vu approcher le plus de la réalisation de ce principe dans l'enseignement des aveugles. C'était un spectacle à égayer un misanthrope que celui d'un petit Allemand, ramassé dans les rues, triste, négligé et

abattu; mais, quelques mois après, debout, au milieu d'un groupe de musiciens, jouant du violon et frappant du pied de toute sa force pour marquer la mesure, et prêt à obéir à la moindre instigation à rire. Il faut féliciter le directeur, M. Friedlander, de tout ce qu'il a déjà fait.

Il est bon de remarquer ici que, tandis que quelques uns des penseurs d'Amérique, comme beaucoup d'individus de la même classe en Angleterre, déplorent l'état peu avancé de la philosophie dans l'étude et les notions des connaissances utiles, les étudiants adoptent alternativement les systèmes de Kant, de Fichte, de Spurzheim, de l'école écossaise, ravalant ou exaltant Locke, demandant ce que c'était qu'Hartley, ou se composant un arc-en-ciel de transcendentalisme, devant comprendre tout ce qui est à la portée de la vision humaine, mais exposés à s'évanouir en vapeurs sombres au premier souffle de la réalité; les étudiants s'effraient ainsi de fonder un système de philosophie mentale sur toute autre base que la méthode expérimentale, tandis qu'ils ont en eux et autour d'eux les matériaux recueillis par l'expérience. Si, comme cela est ordinaire, ils objectent la difficulté d'expérimenter sur eux-mêmes, ils ont la pathologie mentale de leurs écoles d'aveugles et de leurs institutions des sourds et muets. Je sais qu'ils écartent le phénomène de l'insanie comme peu concluant; mais les mêmes objections ne s'appliquent pas aux deux autres classes. Que les méditations du cabinet soient suivies avec vigueur; mais si l'on y joignait une étude sérieuse et infatigable du phénomène de l'intelligence d'individus privés d'un sens et surtout de l'usage de la parole, le monde pourrait espérer, dans la science philosophique, un progrès égal à celui que la science médicale doit à la pathologie. Sans doute, on n'oserait se promettre un résultat complet, pas plus

que la médecine et l'anatomie ne peuventdécouvrir le principe vital; mais il pourra du moins nous fournir un guide au milieu de ce chaos d'idées spéculatives dans lequel nous sommes ballottés, tandis que c'est à peine si un petit nombre de penseurs s'accordent sur les matières qu'on appelle de conscience universelle. J'aimerais à voir quelques philosophes s'occuper à découvrir et à enregistrer, pendant un certain nombre d'années, les manifestations de quelques intelligences progressives, dans des individus affligés d'infirmités spéciales. Si des Américains dignes d'entreprendre cette tâche, ayant assez de force pour écarter la théorie et les préjugés et ne constater que ce qui se manifeste réellement à eux, étaient disposés à faire ce que je viens d'indiquer, j'espère qu'ils n'attendront pas qu'il y ait une classe philosophique à laquelle ils puissent se réunir.

On me dit, à Washington, avec un sourire moitié d'ironie, moitié de satisfaction, que « les gens de la Nouvelle-Angleterre font le bien par manie. » J'eus donc soin d'étudier les symptômes de cette méthode de second ou de troisième ordre, de pratiquer la bienfaisance. Il en est résulté pour moi la conviction que les habitants de la Nouvelle-Angleterre et du pays tout entier font le bien de toutes les manières, les uns mieux, les autres plus médiocrement, selon leurs lumières. J'ai vu des dames pieuses qui faisaient des vêtements pour les pauvres, mais qui retiraient l'ouvrage (son seul moyen d'existence) des mains d'une couturière ayant trois enfants, parce que son mari était en prison. Elles me disaient que ce serait encourager le vice que d'avoir le moindre rapport avec les familles d'individus coupables de délits; et, lorsque je demandais comment des coupables réformés pouvaient mettre leur réformation en pratique, on me répondait que, si je donnais de l'occupation à un individu quelconque ayant

été en prison, je mériterais la censure de la société. Il en résulta que la couturière (jeune femme estimable) fut obligée de se retirer chez son père. J'en ai vu d'autres, tant hommes que femmes, qui consacrent leur vie, ou les loisirs que leur laissent des devoirs encore plus pressants, à rechercher les coupables et à leur prodiguer non les menaces, le mépris ou les reproches, mais la sympathie et les secours: tant la lumière varie dans le demi-jour de notre âge; tant l'exemple de Jésus parle éloquemment à quelques uns, tandis que pour d'autres c'est pour ainsi dire une langue inconnue. Quant à certaines méthodes de charité, rien ne saurait excéder l'intelligence, la perspicacité, la prévoyance et la fermeté qui président à leur direction : relativement à d'autres, je me rappelais la manie dont j'avais entendu parler.

Le nom des sociétés de tempérance me revenait perpétuellement à la pensée. Comment, en effet, le vice de l'intempérance a-t-il pu atteindre à un pareil degré dans ces pays où il n'a pour excuse ni le besoin, ni les habitudes de convivialité? On a quelquefois essayé de me l'expliquer, mais jamais on n'a pu me satisfaire sur ce point. C'est une question qui mériterait de graves considérations, mais elles ne sauraient trouver place ici. Tout ce que je puis dire, c'est que le vice de l'intempérance était aussi répandu en Amérique que le sont, à Paris ou à Vienne, des excès d'une autre nature. Ceux qui doutaient de l'efficacité du principe d'association pour combattre ce mal moral se laissèrent entraîner en cette occasion, en voyant qu'aucun autre moyen ne se présentait. On ne se laissa point effrayer par les obstacles, on prévit ce qui est arrivé : qu'il y aurait une grande quantité de parjures, de promesses fausses ou inconsidérées, de rechutes, d'excès de boisson secrets et solitaires; que, si l'on sauvait quelques indi-

vidus douteux, d'autres ajouteraient l'hypocrisie à leur intempérance, que l'ignorance des bigots ferait naître des schismes qui causeraient à la moralité autant de mal que l'intempérance elle-même; et qu'enfin, ce qu'il y avait de pire, c'est que cette méthode ouvrirait la porte à de nouveaux périls pour la liberté de conscience. Malgré ces prévisions fondées, bien peu eurent la force de résister au mouvement. A ceux qui refusèrent leur coopération, on adressait le même reproche qu'on adresse maintenant à ceux qui adhèrent au principe des premiers fondateurs.

Quoi qu'il en soit, l'intempérance a prodigieusement diminué, autant peut-être qu'avaient pu l'espérer les premiers auteurs du mouvement. Les boutiques de spiritueux ont été fermées par centaines. Quelques ivrognes ont été réformés, un grand nombre de jeunes gens qui semblaient en danger de devenir un fléau pour la société sont maintenant des citoyens sobres. La question est de savoir si les causes de l'intempérance antérieure ont été découvertes et déracinées. Dans le cas contraire, on a tout lieu de croire que le contrôle de l'opinion sur elle ne sera que temporaire, et que l'amélioration actuelle fera place à un état de choses tout aussi funeste qu'auparavant.

A présent, l'effet de l'exemple diminue de jour en jour. Ceux-là seuls qui n'ont point pris d'engagement exercent, par leur conduite, une influence morale; on sait que tous les autres sont liés. La vertu, enchaînée par un vœu, n'a aucune force spirituelle; les plus raisonnables ont expressément limité leur promesse à s'abstenir des liqueurs distillées; mais ils ont beaucoup de peine à se maintenir contre les attaques des bigots, qui les accusent de ne point en faire assez et qui excommunient quiconque n'imite pas leur exemple; pour eux, ils bannissent

même le vin et interdisent, dans les tavernes et les maisons particulières, l'usage de la bière et même du café. La superstition, l'importance donnée à la forme, à l'exclusion de l'esprit, se révélèrent étrangement à cette occasion. Un homme, ayant été amené ivre-mort dans un corps de garde, soutint, le lendemain matin, devant le magistrat, qu'il était impossible qu'il fût ivre, alléguant pour motif qu'il était membre d'une Société de tempérance. La soumission de la conscience à un contrôle étranger est également une conséquence nécessaire de cet état de choses. Par exemple, une femme était dangereusement malade; on lui prescrivit de l'eau de vie; le mari courut chez son ministre pour obtenir la permission de lui en procurer. Il est vrai que ce sont là des cas exceptionnels; mais l'effet de ces sortes d'institutions sur les esprits faibles doit être étudié, précisément parce que c'est pour les esprits faibles qu'elles sont créées.

Ma conviction personnelle est que les institutions, excellentes pour des objets positifs, ne sont pas des instruments convenables pour atteindre un but moral; que rien ne prouve encore que le principe de l'empire sur soi-même ait été augmenté et fortifié aux Etats-Unis par les Sociétés de tempérance, tandis qu'il est constant que la déférence déjà trop grande pour l'opinion et la soumission aux empiètements intellectuels ont été beaucoup augmentées; qu'en conséquence, quelque grands que puissent être les résultats visibles de cette institution, on reconnaîtra, peut-être un jour, qu'ils ont été trop chèrement achetés. J'ai tout lieu de croire que cette opinion est partagée par un grand nombre de personnes aux Etats-Unis, spécialement par des médecins éclairés, les meilleurs juges en cette matière. Ce qui semble encore confirmer ce fait, c'est que, de jour en jour, il se manifeste une répugnance évidente pour

les associations dont le but est moral, et un attachement toujours croissant pour celles qui ont un but positif. A ceux qui vivront alors la majorité fera voir un jour qui a tort et qui a raison.

Quoique cela soit à peine nécessaire, il est bon d'indiquer en quoi diffèrent, relativement à ce principe, les Sociétés de tempérance et les Sociétés d'abolition. Le lien des Sociétés de tempérance est un engagement ou un vœu relatif à la conduite personnelle de celui qui s'engage. Le lien des abolitionnistes est la reconnaissance d'un principe qui doit être mis en action par des moyens positifs, des cours, des publications, des souscriptions dans un but de bienfaisance. Nul n'est lié dans sa pensée, ses paroles ou ses actes. Quelques Sociétés de tempérance n'ont point voulu contraindre à prendre des engagements et ont restreint leurs efforts à répandre des lumières sur la pathologie de l'intempérance, et sur les effets qui en résultent pour la moralité sociale et individuelle. Des associations renfermées dans ces limites non seulement sont inoffensives, mais elles peuvent même être d'une utilité très grande.

CHAPITRE V.

LITTÉRATURE.

Un pays sans littérature nationale, ou dont la littérature est trop insignifiante, doit toujours être, pour ses voisins, du moins sous les rapports intellectuels les plus intéressants, un pays inconnu et mal apprécié. Ses villes peuvent figurer sur nos cartes ; ses revenus, sa population, ses manufactures, ses relations politiques peuvent être consignés dans les ouvrages de statistique : mais le caractère du peuple n'a ni symbole ni organe, nous ne pouvons les connaître par la parole, mais seulement par la vue et l'observation extérieure de leurs mœurs et de leurs actes. Or, si la vue et la parole réunies, si les récits des voyageurs et la littérature indigène sont inefficaces sous ce rapport, qu'est-ce donc, à plus forte raison, quand on est réduit au premier de ces moyens !

(*Revue d'Édimbourg*, vol. XLVI, p. 309)

Une nation n'a qu'un moyen pour exprimer son esprit général : c'est sa littérature. Les livres populaires sont les idées du peuple, qu'un individu a revêtues des formes du langage. Pour un peuple qui se gouverne lui-même, un autre moyen existe encore : la législation ; elle est, tout aussi bien que la littérature, l'expression de l'esprit général.

Si l'on juge de l'esprit général de l'Amérique par sa législation, il est d'un ordre très élevé ; et, en effet, les premiers principes de la morale y sont plus respectés que dans aucune autre combinaison sociale connue jusqu'ici ; mais si on jugeait de la nation américaine par sa littérature, on en pourrait conclure qu'elle n'a pas d'esprit général ; toutefois ces deux contradictions peuvent se concilier. L'esprit d'une nation grandit comme celui d'un individu, et sa

croissance suit à peu près la même marche. Il peut y avoir, dans l'une et dans l'autre, un esprit vigoureux et plein d'avenir, infaillible dans la reconnaissance des vrais principes, mais sujet à l'erreur dans leur application; ardent dans son admiration de toute expression fidèle et brillante de l'intelligence, par les autres, mais ne sachant pas encore s'exprimer lui-même. Le jeune philosophe ou le jeune poète est habituellement métaphysicien, avant de laisser voir ce qu'il sera définitivement. A l'âge où l'on sent vivement, à vingt ans, l'invisible et impalpable monde de la réalité se découvre à lui brillant d'un éclat qui lui fait plus tard jeter presqu'un regard d'envie sur ses jeunes années. Dans ce monde lumineux, autant d'objets spirituels se révèlent aux yeux de son intelligence que d'objets matériels aux yeux du corps : sur le premier plan, les principes; puis une longue perspective de certitudes transformées imperceptiblement en probabilités, et allant se perdre dans les brouillards du possible, éclairées par le soleil éclatant de la foi. Mais de tout cela, il ne peut d'abord rien exprimer; il est brûlant de convictions, mais il ne peut les manifester aux autres qu'en reconnaissant l'expression que d'autres ont créée; que, s'il essaie de le faire, il est ou inintelligible ou vulgaire.

Tel me paraît être le degré auquel l'esprit de l'Amérique est arrivé. Le caractère de grandeur de la législation du pays est dû à cette heureuse circonstance (conforme aux voies de la Providence, qui a voulu que de grands instruments surgissent quand une grande œuvre doit être enfantée), que des individus accomplis se trouvaient tout prêts à venir en aide au peuple dans l'expression de ses premières convictions. Les premières convictions d'une nation dans de telles circonstances ont pour objet ses droits généraux et fondamentaux, dont la législation doit être l'expression. Cette tâche a été si bien remplie

par les Américains, qu'il y a toute raison de croire qu'ils ne s'arrêteront pas en route, car les principes se tiennent tellement, qu'il est impossible d'en saisir un sans en toucher un autre. En conséquence, quoique la philosophie de l'ame n'ait encore rien produit en Amérique, beaucoup de penseurs en recherchent les principes au milieu des éléments accumulés par l'Ancien-Monde; et, sans que la presse américaine ait encore jeté aucune lumière sur les principes de la politique, d'un bout à l'autre du pays on entend les Américains citer Burke, ne manquant jamais de séparer les inspirations démocratiques de son génie des perversions aristocratiques de son caractère et de son éducation. Quoique l'Amérique n'ait rien créé encore dans la littérature ou les arts, et ne puisse même distinguer une création d'une combinaison, d'une imitation ou d'un calque, néanmoins la puissance d'admiration qu'elle fait voir en accueillant ce qui est bien inférieur à ses besoins, la vigueur avec laquelle, après de perpétuels mécomptes, elle s'applique aux produits de la presse, pour trouver l'impérissable dans ce qui est tout aussi passager que ce qui a précédé; tout cela prophétise la venue d'un génie créateur. La conviction que l'Amérique doit posséder un artiste éminent est universelle, et une telle conviction est une garantie suffisante de l'événement. Dans chaque romancier, dramaturge, faiseur d'odes ou de sonnets, on a cru voir tour à tour le messie littéraire; mais il n'est pas encore sorti de son obscurité, et il est probable qu'il n'est pas encore prêt à en percer le voile. Comme nous l'avons dit, toute œuvre de génie est un mystère, jusqu'au moment de son apparition. Ce que seront ses principes et son élaboration, il n'est qu'un homme au monde qui puisse le dire, son auteur; mais on peut assurer que cette œuvre ne sera ni une copie plus ou moins

exacte de rien de ce qui existe aujourd'hui, ni un simple calque non illuminé et non vivifié par la lumière et le mouvement des principes, dont les formes ne sont que les manifestations extérieures : ce ne sera pas non plus le tableau des relations mutuelles du conventionalisme, quelque délicate qu'en soit la perception, quelque habile qu'en soit l'exposition. Au delà de cette limite, la littérature américaine n'a encore rien produit.

Outre les raisons que j'ai données, il en est une encore qui ne permet pas sans injustice de prétendre que, dans le cœur et le cerveau de la nation, il n'y a rien de plus que ce qui s'est manifesté jusqu'à ce jour. La nation américaine se compose d'éléments extraits de presque toutes les autres nations civilisées, et, bien que les vérités premières émanées de Dieu et les traits généraux de l'homme soient communs à tous ses habitants, néanmoins il faut que des diversités infinies se fondent dans l'unité, avant qu'un caractère national puisse exister, avant qu'un même esprit national inspire la masse entière de la société. Selon toute probabilité, la première œuvre du génie américain contribuera puissamment à réaliser cette grande fusion; mais l'apparition d'une telle œuvre est sans doute retardée, en proportion des obstacles apportés à la sympathie sociale, par la diversité des influences auxquelles la société obéit. Le prélude du concert a commencé; quelques auditeurs difficiles blâment tous ces bruits discordants; quelques amateurs inexpérimentés prennent pour de la musique, les uns une note prolongée, les autres un coup d'archet brillant; mais l'heure du concert n'a pas sonné, le chef d'orchestre n'a pas encore pris place pour toucher la fibre d'où sortira l'harmonie destinée à retentir aux oreilles du monde.

J'ai vu la maison bâtie par Berkeley, dans Rhode-Island, sur un emplacement choisi tout exprès par

lui, afin de passer, dans ses promenades, sur la colline située entre sa demeure et Newport, et de charmer ses regards du magnifique aspect que présente une mer tranquille, la baie et les dunes qu'on découvre simultanément de la crête de la montagne. J'ai vu le groupe de rochers où l'on prétend qu'il médita et composa son *Philosophe Investigateur*. Au premier abord, il est douloureux de visiter cette retraite, et de voir combien le pays est vide encore de la philosophie tant aimée de celui qui l'habita. Mais, plus l'examine le peuple et moins il lit ses livres, plus l'étranger sent croître son espoir. Déjà plusieurs auteurs font porter leurs observations sur l'homme intérieur; les uns dogmatisent, d'autres attendent une révélation, tous semblent oublier l'existence de la méthode expérimentale; néanmoins on est en quête de la philosophie de l'ame. Qui le croirait? dans l'Université d'Harward, la chaire de philosophie est vacante depuis huit ans. Autrefois on endoctrinait les étudiants avec un certain nombre de chapitres de Locke; aujourd'hui nul n'a le courage de s'acquitter ainsi de sa tâche, et la voie ne paraît pas encore suffisamment libre à ceux qui seraient tentés d'ouvrir le champ de cette philosophie et de laisser les étudiants y glaner au gré de leur intelligence. Ces obstacles n'existent pas hors de l'enceinte de l'Université, et beaucoup de jeunes esprits sont à l'œuvre sans suivre aucun guide inutile ou trompeur. Si les cours professés à de jeunes demoiselles, à qui on donne assidument des notions fausses, tirées de Reid et de Stewart; si les panégyriques du docteur Brown, hasardés sans la moindre compréhension de la nature et de l'étendue de sa pensée, sont faits pour désespérer l'observateur; s'il s'étonne de voir une coterie discuter les principes définitifs perçus par la raison, sans trouver en soi-même une preuve

suffisante de l'existence de cette raison, et a la conviction que, si elle existait universellement, ces principes définitifs n'admettraient aucun doute; toutefois il se console en voyant l'empressement à étudier les idées philosophiques des autres, et en découvrant les traces d'une certaine originalité apportée à des recherches spéculatives. Il existe un petit ouvrage écrit par un Swedenborgien, intitulé: « *la Croissance de l'ame*, » que je considère comme une œuvre fort originale. Son originalité, la beauté de quelques unes de ses images, et plus encore son exposition de certains rapports, en font un livre réellement intéressant, bien qu'il ne commande pas l'admiration qui naît à la lecture de certaines œuvres philosophiques. Le genre humain peut douter encore, pendant des siècles, que la terre soit ronde et se meuve dans l'espace; mais, lorsque c'est à la conscience intime que l'on s'adresse, comme dans la philosophie de l'ame, un ouvrage qui ne commande pas l'assentiment à ses propositions fondamentales manque son but, quels que soient son mérite et ses qualités.

Les meilleures productions de la littérature américaine sont, à mon avis, les Nouvelles et les Esquisses, dans lesquelles les habitudes et les manières de la population des campagnes sont décrites avec exactitude et impartialité, et sans prétendre au pittoresque : telles sont les Nouvelles du juge Hall de Cincinnati; telles sont aussi les Nouvelles de l'auteur de *Swallow Barn*, où l'on remarque toutefois plus de raillerie que de vérité. Les Nouvelles de miss Sedgwick sont d'un ordre plus élevé, par la beauté morale qu'elles respirent: cette beauté morale est d'une nature plus attrayante que la bonhomie, qui fait le charme des peintures de mœurs de Washington Irwing. Ses Nouvelles ne sont pas sans analogie avec la manière de Washington Irwing, quand elle

observe sans malice, quand sa plaisanterie est calme et de bonne compagnie. Les romans de miss Sedgwick sont en même temps empreints d'une grande beauté morale, attribut de tout ce qui sort de sa plume; mais, comme œuvres d'art, ils ont de grands et irréparables défauts. C'est dans les Nouvelles qu'elle excelle; et, dans cette carrière, quiconque a observé ses progrès ne peut assigner la limite où elle s'arrêtera.

Parmi la foule de Nouvelles qui paraissent sans noms d'auteurs, il en est trois qui m'ont frappée, comme excellentes dans leur genre : *Allen Prescott:* c'est l'histoire d'un jeune enfant de la Nouvelle-Angleterre, peint d'après nature, et dans un charmant esprit d'impartialité; la *Ménagère de la Nouvelle-Angleterre* : c'est un tableau très gai du ménage d'un jeune avocat avec ses premières joies et ses perplexités plaisantes; et, enfin, les *Mémoires d'un chantre de village de la Nouvelle-Angleterre*, esquisse d'un genre plus relevé encore.

Les écrits de Washington Irwing ont reçu toute l'approbation qu'ils méritaient. Il a vécu dans une atmosphère de gloire, pendant un grand nombre d'années, dans la douce conviction d'avoir été le bienfaiteur de la génération actuelle, en servant à combler tant de lacunes dans des existences ennuyées, et en offrant des distractions à d'autres existences pénibles et occupées. Il est probable que ses espérances sont satisfaites, et tout semble annoncer qu'il n'ira pas plus loin. Si l'un de ses ouvrages parvient à la postérité, ce sera son *Christophe Colomb;* ses dernières productions seront les premières oubliées.

Les romans de Cooper ont une vitalité bien chétive : quelques descriptions de lieux, quelques aventures isolées ont sans doute beaucoup de mérite; mais ce n'est pas la vie humaine qu'il nous présente, ses

caractères de femmes n'ont rien de vrai, et dans le choix qu'il fait des chances de l'existence mortelle, il choisit habituellement les moins probables. Il a une vigueur de perception et de conception qui, avec de l'étude et du travail, aurait pu en faire un grand écrivain; tel qu'il est, c'est un beau talent avorté.

Les Américains ont un poète : Bryant n'a point donné encore la mesure de ce qu'il peut faire et de ce qu'il fera, il faut l'espérer, mais il a déjà produit des choses qui vivront. Ceux de ses poèmes les plus connus et les plus avantageusement cités sont de faciles, douces et fidèles descriptions de la nature, du genre de celles où se complaît son imagination. On a de lui un poème délicieux, la *Brise du soir*; mais d'autres compositions, telles que *le Passé* et *Thanatopsis*, indiquent un talent plus élevé et d'un autre genre; s'il cultive les dons qu'il a reçus en partage, s'il consacre à la poésie le reste de ses jours, en *levant les yeux*, comme le véritable artiste, *vers la dignité de sa mission*, sa renommée s'étendra dans l'avenir, comme elle a déjà franchi l'Océan.

Les Américains possèdent aussi un historien de mérite : *l'Histoire des États-Unis*, par M. Bancroft, est à peine commencée encore; mais ce commencement est empreint d'un esprit d'impartialité et de bienveillance, et l'on y reconnaît la fidélité de l'auteur aux principes démocratiques; or, ce sont là deux conditions essentielles dans un historien de la république. Mener cette œuvre à sa fin sera une tâche ardue et difficile; mais, si l'ouvrage réalise les espérances qu'il a fait concevoir, ce sera un important service rendu à la société tout entière.

La littérature périodique des États-Unis est d'un ordre très inférieur. Je ne connais pas une seule revue où l'on trouve quelque chose qui ressemble à de l'impartialité ou à de la critique éclairée. *La Re-*

vue américaine du nord jouissait autrefois d'une certaine réputation en Angleterre; mais cette réputation a baissé considérablement, en Amérique et à l'étranger, par l'absence de principes plus encore que de talent. Cette Revue semble avoir maintenant pour tout principe de louer tous les livres dont elle parle et de caresser, aussi adroitement que possible, les préjugés populaires. *La Revue trimestrielle américaine*, publiée à Philadelphie, est rédigée avec talent; mais elle est sans intérêt par sa morale surannée et son extrême disette de pensées.

La *Revue du sud*, publiée à Charleston, interrompue il y a quelque temps, mais reprise, je crois, récemment, est ce qu'il y a de mieux dans la littérature périodique du pays. Sauf les larges déductions rendues nécessaires par les défauts du caractère du sud, cette Revue se maintient au premier rang et sa supériorité est incontestable.

Il m'est arrivé de trouver un joyau de littérature américaine là où je m'attendais le moins à le rencontrer, dans le *Knickerbooker*, revue mensuelle de New-York. Le printemps dernier, une série d'articles commença à paraître dans cette Revue, intitulés : *Lettres écrites de Palmyre* (1). Six de ces lettres avaient déjà paru quand je quittai le pays. Je n'ai pu encore me procurer les autres ; mais, si elles répondent aux premières, je ne doute pas qu'elles ne soient bientôt, dans les deux pays, entre les mains de tout le monde.

Ces lettres, que j'ai lues plusieurs fois, sont restées dans ma mémoire comme un fragment de beauté sublime et tendre. Zénobie, Longin et une nombreuse suite de personnages y vivent et se meuvent

(1) *Lettres écrites de Palmyre, par Lucius M. Piso, à son ami Marcus Curtius, à Rome.* Elles présentent le tableau de l'état de l'Orient sous le règne d'Aurélien, et seront terminées, je pense, par la chute de Palmyre. (*Note de l'Auteur.*)

dans une majesté naturelle ; et les beautés de description et de sentiment me paraissent aussi remarquables que la conception hardie des caractères et la peinture de l'époque. Si ce fragment anonyme n'est pas l'œuvre d'un véritable artiste ; si l'ouvrage, quand il sera complété, n'est pas d'un ordre bien plus élevé que tout ce qu'a produit la presse américaine, ses premiers admirateurs éprouveront encore plus de surprise que de regrets.

On répète continuellement, et avec beaucoup de vérité, des deux côtés de l'Atlantique, que c'est au mauvais état de la législation sur la propriété littéraire que doit être attribuée l'infériorité de la littérature américaine. Il est vrai que l'imperfection de cette législation décourage les auteurs américains, en même temps qu'elle cause un grave préjudice aux écrivains étrangers. Il est vrai que les libraires américains ne rétribueront pas les auteurs indigènes, tant qu'ils pourront s'approprier les œuvres des écrivains anglais, et que le public américain est plus disposé à prêter l'oreille à la voix des Anglais qu'à celle des prophètes de son propre pays ; il est vrai qu'en Amérique, où chacun doit se créer des moyens d'existence, la carrière littéraire manque d'encouragement, en ce sens, qu'à peu d'exceptions près, il est impossible à un auteur de vivre de sa plume ; mais tout cela n'explique pas la non-existence de la littérature en Amérique. La législation actuelle, en vertu de laquelle les œuvres des écrivains anglais sont contrefaites et mutilées, de manière à ne laisser aucune chance aux œuvres indigènes, est si évidemment vicieuse, que tout fait présumer que cet état de choses sera bientôt changé ; mais cet abus ne saurait imposer silence au génie, si le génie éprouve le besoin de se faire entendre. On doit comprendre aujourd'hui qu'aucun pouvoir sur la terre n'est capable de comprimer la force intellec-

tuelle quand elle est d'une nature grande et forte, d'étouffer la voix d'un génie véritablement inspiré : des libraires contrefacteurs et des lois défectueuses ne sauraient exercer cette puissance. Ce découragement est injuste, pénible, mais il ne peut être fatal. Si un génie indigène, d'un ordre plus élevé qu'aucun génie anglais, avait existé en Amérique dans les dix dernières années, il se serait déjà fait entendre, il se serait frayé un chemin dans les esprits et dans les cœurs de sa nation, en dépit d'une nuée de libraires sordides et d'une législation absurde; il l'aurait fait lors même qu'il lui eût fallu sacrifier son denier pour acheter du papier et vendre son lit pour payer l'imprimeur, expédient auquel il n'est pas croyable que jamais auteur soit réduit sur cette terre de prospérité. L'absence de protection pour la propriété littéraire étrangère est assez funeste sans qu'on la rende encore responsable de la nullité de la littérature indigène. Les causes de cette nullité viennent de plus loin, et leur action continuera encore longtemps après la réforme de la législation.

Pour donner quelque idée du goût littéraire du pays, je vais exposer le degré de popularité dont m'ont paru jouir, en Amérique, les écrivains vivants ou récents de l'Angleterre.

Le nom que j'ai entendu répéter le plus fréquemment est celui de mistriss Hannah More. Elle est beaucoup plus connue dans le pays que Shakspeare; cela indique les goûts religieux du peuple plutôt que ses goûts littéraires. Scott est idolâtré ainsi que miss Edgeworth; mais je pense que, de tous les auteurs, celui qu'on lit le plus est M. Bulwer. Je doute qu'il soit possible de passer quelques heures en société sans entendre prononcer son nom. Il n'est pas adoré avec la vénération absolue et implicite que l'on porte à miss Edgeworth; mais ses livres sont

dans toutes les maisons, ses sentiments démocratiques dans toutes les bouches, et la moralité de ses œuvres est un sujet constant de discussion dans toutes les classes, depuis les ecclésiastiques les plus graves jusqu'aux écoliers les plus insouciants. Après elle vient mistriss Jameson; elle est fort aimée, et elle le doit à ses *Traits caractéristiques de la femme*. A une distance considérable, on cite mistriss Hemans. C'est à peine si l'on entend parler de Byron. Words-Worth est dans le cœur du peuple, mais il est des noms qu'on prononce plus souvent que le sien, et je ne doute pas que son influence ne soit aussi puissante que l'influence d'aucun de ceux que j'ai mentionnés; moins étendue, cette influence est plus forte; si l'on ne trouve pas ses livres dans tous les magasins, ils gisent sous l'oreiller, sont ouverts sur la table à ouvrage ou sortent de la poche; ils sont couverts de notes et usés. Colleridge fait les délices d'un petit nombre. Il en est de même de Lamb, à qui, toutefois, on porte une affection plus tendre. J'ai rarement entendu prononcer le nom de M. Hallam, mais toujours avec un respect extraordinaire et de la bouche de ceux dont l'approbation a le plus de prix.

Aucun auteur n'exerce une influence aussi digne d'envie que M. Carlyle. Il est remarquable qu'une influence comme la sienne ait été acquise par des articles de revue disséminés dans une longue suite d'années et dans un grand nombre d'ouvrages périodiques. Les Américains ont sa *Vie de Schiller*; mais ce n'est pas à cet ouvrage qu'il doit sa réputation. Ses articles dans la *Revue d'Édimbourg* ont répondu aux besoins de plusieurs des meilleurs esprits de la Nouvelle-Angleterre; esprits fatigués des déclamations hypocrites de moralité machinale, et cherchant ailleurs un appui plus sûr. L'école qui s'est, sur-le-champ, formée fait honneur aux élèves

et au maître. L'ouvrage remarquable de Carlyle, intitulé *Sartor resartus,* publié par fragments dans le *Magazine de Fraser*, a été réimprimé en Amérique, et exerce une influence proportionnée à l'admiration sincère qu'il a excitée. C'est peut-être la première fois que les Américains ont adopté un ouvrage anglais sans nom d'auteur, dénué de toute recommandation et même complètement négligé en Angleterre. Ce livre agit sur eux avec une force étonnante. Il a déjà régénéré les prédications de plus d'un membre du clergé, et je crois pouvoir ajouter l'esprit et la conduite de beaucoup de laïques. C'est un bienfait qui a répondu à un pressant besoin, comme le témoignent ceux qui l'ont su apprécier, par la ferveur de leur reconnaissance.

Le meilleur moyen de mettre les Américains à même d'exprimer ce qu'il peut y avoir en eux sera bientôt mis à exécution, du moins, je le pense : il s'agirait de créer une publication dans laquelle s'établirait une discussion complète et libre de toutes les questions envisagées sous toutes leurs faces, en se renfermant dans une certaine branche d'investigations intellectuelles, la moralité sociale, par exemple. A présent, il est fort difficile d'offrir au public l'ensemble d'un sujet quelconque. Ces difficultés proviennent de la partialité immorale de la plupart des journaux, de la cauteleuse prudence des revues, de la déférence craintive des écrivains pour l'opinion, des obstacles opposés à la libre publication par l'État de la législation sur la propriété littéraire. Une publication, ayant pour objet de présenter avec impartialité tout ce qu'on peut dire sur un sujet quelconque, sous la seule condition de s'abstenir de personnalités à l'égard d'un adversaire, serait, dans les circonstances actuelles, le meilleur remède possible aux inconvénients dont on se plaint, le plus sûr stimulant à la recherche de la vérité, la meilleure éducation dans

l'art d'exprimer clairement et librement sa pensée. Une publication semblable, sous la direction d'un homme tel que le docteur Follen, plein d'instruction, de philosophie et de ce religieux amour de la vérité, qui est une garantie d'impartialité, serait un honneur pour le pays et un bon exemple pour des sociétés plus vieilles, du sein desquelles la peur de la liberté de discussion n'a pas encore disparu. Un éditeur, digne d'une pareille œuvre, déclinerait la responsabilité de retrancher une opinion quelconque, rentrant dans le cercle de la matière en discussion. Son rôle se bornerait à élaguer les personnalités, à nourrir l'esprit de justice et de charité, et, dans ce but, à fortifier le côté faible lorsqu'il le verrait insuffisamment défendu. On dira que des éditeurs capables de remplir ainsi leurs fonctions sont rares; cela est vrai; mais, à cette objection, le docteur Follen est une réponse vivante.

Je ne pense pas, comme certaines gens, qu'une publication de cette nature soit redoutée et serait repoussée par le public. Au premier abord, elle exciterait quelque surprise et quelque inquiétude : la partialité est tellement le caractère distinctif des journaux américains, qu'il s'écoulerait quelque temps avant qu'on s'accoutumât à l'idée d'une marche logique toute contraire; mais le public américain n'a donné aucune preuve de sa répugnance à connaître la vérité. Loin de là, je suis convaincue qu'en moins de deux ans, un ouvrage ainsi conçu serait entre les mains de tout ce qui, dans le pays, pense avec loyauté et agit moralement, et que, par son intermédiaire, des voix éloquentes se feraient entendre des points les plus éloignés, s'empressant de profiter de ce moyen de publicité, et prouvant que la disette de la littérature américaine n'est pas le résultat du vide de la pensée ou de l'absence du sentiment. Dans

tous les cas, cette tentative servirait à constater si ce sont les moyens d'expression ou la matière à exprimer qui manquent à la littérature en Amérique.

FIN DE LA TROISIÈME PARTIE.

QUATRIÈME PARTIE.

RELIGION.

Der Grund aller Démocratie : Die hochste Thatsache der Popularitat. NOVALIS.

La religion chrétienne est la racine de toute démocratie, le fait le plus élevé dans les droits de l'homme.

La religion plane au dessus de tout dans la pensée, dans les désirs et dans les droits de l'homme, en ce sens que la religion, tout en étant d'un intérêt universel, est en même temps, de tous les intérêts humains, celui qui est le plus exclusivement privé dans le ressort de toutes et de chacune des consciences. La religion est, dans son acception la plus large, « la tendance de la nature humaine à l'infini, » et son principe se manifeste dans la recherche de la perfection dans toutes les directions. C'est dans ce sens le plus large que quelques athées spéculatifs ont été des hommes religieux, dans leurs efforts pour se perfectionner eux-mêmes, bien qu'incapables de perfectionner leur conception de l'infini. Dans un sens moins étendu, la religion est la relation des sentiments les plus élevés de l'homme vers un être infiniment parfait.

L'idée de la religion ne saurait être restreinte dans des limites plus étroites que celles-là : toute définition qui renferme la religion dans les bornes

d'un système qui la rattache à un mode spécial de croyance, qui y mêle un espoir de récompense ou une crainte de châtiment est une définition avilissante et funeste qui ravale la religion à n'être plus que de la superstition.

La religion chrétienne est le plus haut-fait dans les droits de l'homme en ce qu'elle comprend, avec tout le reste, le principe de la religion naturelle, à savoir, que la religion est tout à la fois une affaire individuelle et universelle et que chacun y a un droit égal. On y trouve la sanction de tous les justes besoins de l'égalité politique et sociale; car elle fait entendre une voix tantôt douce et tantôt formidable; elle proclame, tantôt aux rayons d'un beau jour, tantôt à la lueur de la foudre, le fait de l'égalité naturelle des hommes. C'est là, en effet, sa doctrine fondamentale, et c'est en ce sens qu'elle est la racine de toute démocratie, le principe de cette maxime qui place, au nombre des droits inaliénables de tous les hommes, la vie, la liberté et la recherche du bonheur. La démocratie américaine est profondément implantée dans le sol de la religion chrétienne; tout ce qui existe de bon dans la religion naturelle, elle le vivifie, elle l'illumine sans l'altérer.

Comment l'état existant de la religion s'accorde-t-il avec les promesses de sa naissance? Dans un pays qui se vante d'assurer à chaque homme le droit de rechercher le bonheur à sa guise, quel est l'état de sa liberté dans le plus privé et le plus individuel de tous les intérêts? Jusqu'à quel point tous, hommes et femmes, peuvent-ils vivre libres de toute intervention, se livrer à leurs aspirations vers l'infini, réaliser leurs idées de perfection et harmoniser les fonctions de leur intelligence, aussi infiniment diverses que la configuration de leurs traits.

L'absence de cette diversité est le fait frappan

qui se présente d'abord à l'investigateur; s'il n'y avait point de contrainte, point de récompenses ou de punitions sociales, la presque uniformité de professions religieuses qu'on voit aux États-Unis n'existerait pas. Dans une société où les opinions religieuses seraient complètement libres, comme faisant partie des droits inaliénables de l'homme, il y aurait beaucoup d'athées spéculatifs (bien que probablement très peu d'athées pratiques), beaucoup n'adopteraient les principes de la religion naturelle que par l'intermédiaire du christianisme, et le christianisme lui-même serait adopté dans des modes aussi divers que les esprits sur lesquels il régnerait. Au lieu de cela que voyons-nous? des lois promulguées contre les athées spéculatifs; l'opprobre déversé sur ceux qui embrassent la religion chrétienne autrement que selon les formules et les rites du christianisme; et une oppression plus odieuse encore exercée par ceux qui voient le christianisme d'une manière, sur ceux qui l'envisagent sous un autre point de vue. Un jeune législateur chrétien et religieux fut, l'année dernière, plaint, blâmé et calomnié à Boston, par des ecclésiastiques, des gens de lois et des professeurs, pour avoir cherché à faire rapporter la loi, en vertu de laquelle le témoignage des athées spéculatifs n'est pas admis en justice. Des quakers, prenant entre eux le nom d'amis, s'excommunient mutuellement; des prêtres presbytériens prêchent la haine contre les catholiques; un couvent est brûlé et les religieuses sont bannies de la localité, et des prêtres épiscopaux se font un mérite d'admettre des unitaires à siéger dans des comités d'intérêt public! Comme on doit s'y attendre, au milieu d'une pareille infraction au principe qui garantit à tout homme le droit de rechercher le bonheur à sa guise, il n'y a pas, dans l'action des intelligences et dans les manifestations verbales, cette diversité infinie que réclament la na-

ture et la fidélité aux principes. La vérité est privée de l'irréfragable témoignage qui lui fournirait l'accord né au milieu de cette diversité; la religion est insultée et scandalisée par des adhésions nominales et des hommages hypocrites. Aux États-Unis, le christianisme est professé de bien des manières ; mais il est bien peu d'hommes penseurs ou irréfléchis, studieux ou ignorants, respectueux ou indifférents, sages ou dissipés, désintéressés ou mondains, qui ne professent pas convenablement le christianisme sous une forme ou sous une autre : cela n'est pas conforme à la nature de l'homme; la société ne réfléchit pas fidèlement l'aspect religieux de l'esprit humain.

On demandera si cela n'est pas également vrai de l'Ancien-Monde : sans doute, mais la société de l'Ancien-Monde n'a encore appliqué aucun principe démocratique fondamental ; la minorité qui gouverne la majorité n'a point encore compris que la religion est le germe de toute démocratie; elle est si loin d'en être venue là, qu'elle maintient encore une religion de l'État, ordre de choses en vertu duquel certains modes de croyance sont imposés à l'aide de récompenses et de punitions virtuelles. Les Américains se sont, depuis longtemps, placés sur un terrain meilleur : proscrivant toute religion d'État et proclamant la religion libre, il faut les juger par leurs propres principes, et non par l'exemple de sociétés dont ils ont réprouvé les erreurs par l'adoption du principe volontaire.

Cette circonstance, que la foi chrétienne est professée presque universellement en Amérique, et par beaucoup d'individus dont les habitudes intellectuelles et pratiques ne permettent pas de supposer que ce soit la religion de leur intelligence et de leurs affections individuelles, cette circonstance oblige à se demander quelle sorte de christianisme est pro-

fessée, et comment on arrive à la professer. On ne peut se soustraire à la conviction que la croyance ainsi embrassée par le tyran, le libertin, le mondain, le bigot, le lâche et l'esclave ne soit, en grande partie, une superstition monstrueuse, offrant peu d'obstacles à leurs vices, peu de moyens de rectification à leurs erreurs; véritable contrefaçon de ce divin christianisme qui est la racine de toute démocratie, le fait le plus élevé dans les droits de l'homme. Si tant d'hommes humbles, purs, désintéressés, libres et braves professent la même croyance, cela prouve seulement que ces hommes pénètrent jusqu'à la religion à travers la superstition, ou qu'à leur insu ils rejettent la superstition avec laquelle leurs esprits n'ont point d'affinité et acceptent les vérités que toute superstition doit contenir afin de pouvoir vivre.

Le seul moyen de distinguer la religion de la superstition, c'est de constater les choses avec lesquelles elles coexistent. « Vous les reconnaîtrez à leurs fruits. »

La communion des presbytériens est très nombreuse. Selon les minutes de l'assemblée générale pour 1834, le nombre total alors en communion était de 247,964. La Nouvelle-Angleterre en contient très peu; le sud et l'ouest en ont la plus grande partie. Quelques uns des plus vertueux abolitionnistes du nord sont presbytériens; et c'est de la bouche et de la plume des presbytériens du sud que viennent quelques unes des apologies de l'esclavage, manifestant ainsi la plus profonde dépravation de principes et de sentiments. C'est encore là une preuve à ajouter à un million d'autres que la religion naît de la moralité, selon l'expression d'un moraliste pur (1). « On dit habituellement que la mo-

(1) Sir James Mackintosh.

ralité dépend de la religion ; mais cela s'entend dans le sens vulgaire, selon lequel la conduite extérieure est regardée comme constituant la moralité. Dans le sens plus élevé dans lequel la moralité dénote le sentiment, il est plus exactement vrai de dire que la religion dépend de la moralité et qu'elle y prend sa source. La vertu n'est pas la conformité des actes extérieurs à une règle ; la religion n'est pas la crainte d'un châtiment ou l'espoir d'une récompense ; la vertu est l'état d'un esprit juste, prudent, bienveillant, ferme et tempéré ; la religion, c'est la totalité des sentiments qu'éprouve un tel esprit pour un être infiniment parfait. » Ceci explique la différence entre la moralité des presbytériens du sud et celle des presbytériens du nord qui prennent en main la défense des esclaves. Parmi les presbytériens, de même que parmi les ecclésiastiques du sud, se trouvent des planteurs, surveillant les travaux de leurs esclaves, faisant, pendant la semaine, des achats et des ventes au marché aux esclaves et prêchant, le dimanche, tout ce qu'ils peuvent trouver de moins contraire à leurs pratiques journalières. J'ai écouté avec attention les prédications du sud, celles de toutes les communions, pour voir quel parti on pouvait, dans une telle région, tirer du christianisme, le fait le plus élevé dans les droits de l'homme. Je trouvai les religionnistes les plus rigides prêchant des récompenses et des châtiments en raison du mode de croyance et de la haine contre les catholiques ; je trouvai les plus philosophes d'entre eux prêchant pour ou contre le matérialisme, et faisant des excursions dans le domaine de la phrénologie ; j'entendis les plus paisibles et les plus décents prêchant d'innocentes abstractions, les quatre saisons, les attributs de la Divinité, la prospérité et l'adversité, etc. J'ai vu un autre ecclésiastique, qui ne manque jamais de se retirer dès qu'il est question

de l'émancipation des noirs, ou qu'on en vient à flétrir l'esclavage, prêcher contre ceux qui suivent la foule et font le mal, parce que les autres le font. Je n'ai entendu tenir un langage véritablement religieux que par le révérend Joël Parker, prêtre presbytérien de la Nouvelle-Orléans; c'est la seule occasion où j'ai pu recueillir une allusion utile aux grandes vérités de la religion ou aux principes de la morale. Les grands principes relatifs aux trois rapports de l'homme, à Dieu, à ses semblables et à lui-même, en recherchant la perfection, la justice et la charité mutuelle et la liberté chrétienne, n'étaient jamais traités. En même temps le clergé prétendait trouver dans la Bible des sanctions expresses de l'esclavage, et mettait des arguments, à cet effet, dans la bouche d'hommes publics qui, sur toute autre matière, paraissent se souvenir assez peu de l'existence de la Bible. Dans les assemblées publiques, des ecclésiastiques se félicitaient qu'il n'y eût pas un seul journal, au sud du Potomac, qui ne prît parti pour l'esclavage; quelques uns même établissaient une revue dont le principe fondamental était « que l'homme doit être la propriété de l'homme. » Les membres du clergé, envoyés comme délégués à l'assemblée générale, avaient pour instruction de sortir de la salle s'il était question de l'esclavage, et de proposer l'abolition de la coutume de prier pour les esclaves. A la même époque, l'épouse d'un ecclésiastique voulait me faire admirer les soins bienveillants d'une amie qui avait acheté quatre mille livres pesant de porc pour la nourriture de ses esclaves; et une autre dame, d'un caractère bon et religieux, me détaillait les peines qu'elle se donnait tous les dimanches matin pour enseigner verbalement à ses esclaves autant de christianisme qu'il leur en fallait. Quand je la pressais de me dire pourquoi on leur donnait du christianisme et on

leur refusait l'alphabet, et en vertu de quel droit elle leur interdisait la science que Dieu a destinée à tous comme l'air et la lumière du soleil, la nouveauté de cette idée parut la surprendre : dans tout ce qu'elle avait entendu à l'église, dans tout ce que lui avaient dit les chrétiens au milieu desquels elle avait vécu, rien n'avait éveillé en elle le soupçon qu'elle dépouillait ses frères de leur droit héréditaire. La religion du sud s'accorde rigoureusement avec la moralité du nord; on y trouve beaucoup de qualités douces, miséricordieuses et généreuses; dans la classe opprimée des femmes, on rencontre la patience, l'héroïsme, l'humble résignation; et c'est parmi ces victimes que sont la foi, l'espérance et la charité! Mais, dans cette région, le christianisme est dépouillé de ses principes radicaux de justice et de liberté, et il faudra le rejeter comme une branche desséchée.

Un ecclésiastique du sud me disait un jour, avec une répugnance et une douleur visibles, que, bien qu'il fût aussi heureusement partagé qu'un ministre pouvait l'être, traité avec affection et générosité par ses ouailles, de manière à montrer qu'on était content de lui, néanmoins il avait un sujet d'affliction. Pendant tout le cours de son ministère, aucun signe ne lui avait fait connaître qu'il eût agi le moins du monde sur leurs esprits. Tous les dimanches, ils se rendaient à l'église régulièrement et avec décence; ils s'en retournaient tranquillement, et c'était tout; mais il n'avait jamais vu un sermon les affecter plus qu'un autre, et jamais il n'avait eu l'occasion de remarquer parmi eux la moindre émotion religieuse. Un autre, ministre unitaire du sud, déplorait l'apparition de l'ouvrage du docteur Channing. « La cause marchait si bien auparavant! — La cause marchait! » s'écria un autre ministre unitaire du nord. « A quoi sert que le vaisseau marche

quand on a jeté à la mer le capitaine et la cargaison? »

Les presbytériens du sud ont lieu de s'apercevoir que les principes de la liberté chrétienne ne sont pas pleinement embrassés par leurs frères du nord, quoique pratiqués par quelques uns avec un héroïsme désintéressé, en ce qui concerne l'abolition. Ceux qui veulent exclure de la sainte table les propriétaires d'esclaves usurpent une autorité que les principes de leur religion interdisent. La haine contre les catholiques a, dans son caractère religieux, une trop grande ressemblance avec l'oppression des nègres. Ceux qui déplorent le plus la persécution dont les catholiques sont actuellement l'objet aux États-Unis prétendent qu'il existe une ignorance générale à l'égard de la religion catholique, et que d'effroyables calomnies, propagées par quelques hommes pervers, égarent un grand nombre d'individus faibles. Cela est incontestable; mais quelle que soit l'ignorance, il y a, dans la véritable religion chrétienne, quelque chose qui devrait empêcher la haine et donner un démenti à ces calomnies, en l'absence de toute preuve évidente de leur fausseté. Le véritable christianisme porte en lui une sérénité qui tempère l'imagination, calme les appréhensions mensongères et inspire la conviction que, de même que le cœur répond au cœur, aucune nombreuse réunion d'hommes ne peut jamais s'engager, au nom de Jésus, à devenir tout ce qu'il y a de plus opposé à la sainteté, à la douceur, à la pureté. La question : « Où est ta foi? » pouvait raisonnablement s'adresser au prêtre presbytérien qui avait prêché, à Boston, trois longues accusations contre les catholiques, le dimanche qui précéda l'incendie du couvent de Charleston, ainsi qu'aux parents qui mettent entre les mains de leurs enfants, comme livres religieux, les infames libelles qu'on fait circuler dans le pays contre les catholiques. Dans l'ouest, il m'arriva un jour de trouver dans la chambre d'une

jeune demoiselle, fille unique d'une famille riche et influente, un de ces livres que l'épithète de dégoûtant peut seule qualifier. Ce livre était auprès de sa Bible et de son livre de prières. Puisque la religion naît de la moralité, ceux qui mettent ce livre entre les mains de cette jeune fille seront responsables, un jour, si sa religion ressemble aussi peu que la leur à ce qui est « pur d'abord, puis pacifique. »

Plusieurs personnes, dans le sud et dans l'ouest, m'affirmèrent très sérieusement que le pape, de concert avec l'empereur d'Autriche et les Irlandais, se servait des catholiques d'Amérique pour dissoudre l'Union. La propagation vaste et rapide de la foi catholique aux États-Unis, en éveillant l'attention, avait donné naissance à ce bruit. La vérité est que le pape désire que les catholiques d'Amérique continuent à former une église coloniale, tandis que les catholiques du pays se regardent maintenant comme suffisamment nombreux pour constituer une église catholique américaine. Cette circonstance a donné au prosélytisme un grand stimulant; c'est ce qui a suscité des craintes et fait naître des persécutions qui n'ont fait que favoriser l'accroissement de la secte. Pendant que les presbytériens prêchent une religion dure, ascétique et persécutrice, les catholiques en dispensent une douce et indulgente, et le prodigieux accroissement de leur nombre est une conséquence nécessaire de cette différence. Le besoin de prêtres est devenu si grand, que le terme de l'éducation cléricale a été abrégé de deux ans. Les observateurs, familiarisés avec les modes dans lesquels les institutions même du caractère le plus positif, le plus défini, s'adaptent aux besoins de l'époque, ne s'inquiètent pas de voir se propager, chez un peuple intelligent comme les Américains, une religion aussi flexible dans ses formes que la religion catholique. Le corps des catholiques est démocra-

tique dans sa politique et se compose des professions les plus indépendantes. Le catholicisme est modifié, en Amérique, par l'esprit du temps, et ceux qui le professent ne sont pas gens à se laisser aveuglément dominer par leurs prêtres. Si on les laisse tranquilles et qu'on les traite conformément au vrai principe républicain, ils pourront nous montrer comment, dans quelque vieille forme religieuse que ce soit, le vrai peut être séparé du faux, si bien que la vue étant éclaircie, le corps entier sera plein de lumières. S'ils ne peuvent y parvenir, leur forme religieuse dépérira ou, du moins, restera inoffensive; car il est assurément trop tard pour revenir aux siècles d'ignorance. En tout cas, les principes démocratiques que tout Américain professe exigent de lui qu'il ne s'ingère dans la religion de personne; il peut faire, à l'égard de la religion, ce que bon lui semble; étudier, controverser, adopter, rejeter, parler, écrire ou prêcher, à propos de tout ce qu'il voit ou pense de ses doctrines et de ses abus. Mais il n'a rien à faire vis à vis de ceux qui le professent, si ce n'est d'observer religieusement les rapports fraternels qui le lient à eux, et jamais une dissidence d'opinions ne doit l'entraîner à porter atteinte à sa fraternité républicaine et chrétienne, à laquelle il est obligé.

Ce ne sont pas là les seuls fruits de la superstition qui remplit la société, en comprenant, sous la désignation de chrétiens, beaucoup de gens qui connaissent fort peu la doctrine du christianisme et sont très loin de se conduire selon son esprit. Le traitement infligé à quiconque ne croit pas est un de ses fruits les plus déplorables.

A cet égard, on voit dans le nord une fâcheuse infraction aux droits de l'homme; néanmoins un meilleur esprit commence à se manifester; il en est qui s'habituent à voir combien il est contraire à tous les principes chrétiens et démocratiques de pu-

nir un homme des opinions qu'il professe. J'en ai assez vu pour savoir combien cette infraction est peu favorable au christianisme. Je sais que beaucoup de gens éprouvent une répugnance secrète pour des dogmes et des pratiques qui leur ont été imposés depuis leur enfance, et combien cette répugnance s'accroît en raison même des rigueurs dont l'opinion punit l'incrédulité. Je sais qu'il est, dans la Nouvelle-Angleterre comme partout ailleurs, des esprits qui, par la nature de leur organisation, doivent nécessairement passer par un état de scepticisme avant d'arriver à un état de conviction immuable; que ceux-ci sont entourés de piéges qu'aucun homme ne doit tendre à son frère; qu'on les pousse à l'hypocrisie, à l'insouciance, au désespoir, à l'abdication des priviléges de leur raison et de leur conscience. Je connais des femmes, chez lesquelles les fondements de la croyance ont été creusés par l'autorité, aller tous les dimanches à l'église avec contrainte pour entendre ce qu'elles ne croient pas, se coucher le soir en se reprochant un manque de piété qu'elles regrettent de ne pouvoir atteindre, et se lever le matin découragées, ne voyant d'autre perspective que le supplice de cacher le secret qui les oppresse à des parents, à un époux, à des sœurs, à des amies. Je sais que beaucoup de jeunes gens ont été poussés dans la carrière du vice pour n'avoir pas eu d'autre alternative que l'orthodoxie ou l'opprobre, se trouvant dans l'impossibilité de croire ce qu'on leur présente; sentant qu'il n'y a pas de crime à ne pas croire, mais voyant que l'incrédulité est imputée à crime, et qu'en étant aussi soupçonnés, ils perdent toute confiance en autrui et en eux-mêmes et finissent par tomber. Je sais que tout cela existe et bien d'autres choses encore. De l'air mystérieux dont on m'eut annoncé que telle personne était atteinte d'aliénation mentale, ou intempérante, ou insolvable, on me disait à l'oreille qu'un

tel était soupçonné d'être incrédule. J'étais toujours tentée de répondre : « Et vous aussi, vous l'êtes en mille choses auxquelles l'individu en question ne fait qu'en ajouter une. » Un homme âgé, généralement rationnel et bienveillant, me témoignait le regret qu'il n'y eût pas de lois en vertu desquelles les déistes seraient exclus des emplois et les hommes moraux seuls admis. Heureusement, la société n'est pas arrivée à ce point de tyrannie et de folie qu'elle puisse adopter une idée semblable; mais ce doit être une société bien superstitieuse que celle où une pareille idée a pu être exprimée de sang-froid par un homme sensé.

Une circonstance me frappa dans le pays. Aussitôt qu'une conversation intime et animée s'engageait entre moi et une autre personne sur des matières religieuses, on supposait que j'étais une convertie. Il en était de même dans d'autres circonstances : toutes les fois que je manifestais un vif intérêt pour une des sectes de la religion chrétienne, on me supposait affiliée à une de ces sectes. Ce fait en dit beaucoup.

De salutaires influences agissent pour éclairer et élargir l'esprit de la société ; l'une des plus puissantes est l'union d'hommes et de femmes de toutes les religions dans un but d'intérêt commun, spécialement dans la cause de l'abolition. Des personnes, qui naguère étaient prêtes à s'excommunier les unes les autres, sont maintenant liées d'une mutuelle affection pour obéir aux plus hautes prescriptions de la loi chrétienne. Les églises de Boston et même les autres édifices publics étant gardés par le dragon du bigotisme, en sorte que l'entrée en est interdite à la foi, à l'espérance et à la charité, on va ériger un vaste édifice à l'usage de tous ceux, y compris les déistes, qui désireront se réunir pour

se livrer à une discussion libre. C'est là du moins un progrès.

Une personne grave, éminemment religieuse, me parlait un jour des influences par lesquelles l'esprit humain est le plus habituellement et le plus énergiquement éveillé à une sensibilité religieuse, vive et permanente. Nous attribuâmes tour à tour cette influence aux impressions fortes produites par le spectacle de la beauté et de la grandeur de la nature, à la douleur, à la joie et à beaucoup d'autres causes. Mon amie conclut qu'il fallait surtout l'attribuer au spectacle de la beauté morale dans un individu. Je n'en doute pas; et, s'il en est ainsi, quel irréparable dommage doit être infligé aux facultés les plus hautes de la nature humaine, par l'immorale tyrannie du monde religieux dans la république! Par cette tyrannie même, on déclare combien on juge la croyance essentielle non seulement au salut, mais à l'existence. Tout esprit vit par la croyance comme le corps par l'air atmosphérique; mais les objets et les modes de croyance doivent varier, et c'est de la méconnaissance de cette vérité que naît la superstition. S'il faut absolument que les hommes exercent la vigilance mutuelle à laquelle les portent leurs affections humaines, ils feraient bien, dans leur intérêt comme dans celui de la religion, de noter ce que leurs frères croient plutôt que ce qu'ils ne croient pas : on s'apercevrait bientôt que l'immensité de la somme réduit presqu'à rien le déficit. Si l'on en agissait ainsi, la religion n'aurait rien à craindre; les sectes particulières et les excentricités individuelles disparaîtraient en présence de la foi universelle et vivante. On m'a parlé d'un enfant se tenant debout sur un tertre, dans une attitude extatique, écoutant « s'il n'entendrait point les pas de Dieu là haut sur ce grand parquet

bleu. » Qu'importe à quelle secte chrétienne appartenait cet enfant? qu'importe même qu'il n'appartînt à aucune? On m'a parlé d'un père et d'une mère sauvages que la mort de leur unique enfant avait plongés dans l'affliction la plus profonde. Le père ne tarda pas à succomber à sa douleur. Dès qu'il fut mort, la veuve solitaire reprit sa gaîté. On lui demanda pourquoi. « J'étais malheureuse, » dit-elle, » en songeant que mon enfant serait sans appui dans le monde des esprits. Maintenant son père est avec lui, et il sera heureux. » Qui s'aviserait de demander la croyance de ce modèle d'amour tout ensemble maternel et divin? Une jeune fille fut emmenée de la campagne à la ville par son séducteur qui refusa de l'épouser comme il le lui avait promis, et la mit à la porte au moment où elle était attaquée du choléra. Elle fut ramassée sur le seuil d'une maison et transportée à l'hôpital. Dans l'agonie de la mort, elle refusa opiniâtrément de révéler le nom de son séducteur, et mourut en emportant son secret. Avec un pareil témoignage que l'esprit même de l'Évangile était dans cette humble créature, ceux-là seuls qui auraient eu le courage de la repousser, à cause de sa chute, s'inquiéteront de savoir en quelle forme l'esprit de l'Évangile lui avait été communiqué. La religion n'a rien à craindre, et personne n'en douterait si nous voulions seulement remarquer combien sont universelles un petit nombre des convictions de l'homme et la totalité de ses affections. Tant que les hommes éprouveront le sentiment de l'admiration, et que l'univers sera un spectacle merveilleux; tant que les hommes aimeront la gloire naturelle et que les cieux et la terre en seront resplendissants; tant que les hommes révéreront ce qui est saint, et que la beauté de ce qui est saint brillera aux yeux des moins clairvoyants, la religion n'a rien à crain-

dre. Par la même raison, le christianisme n'aurait rien à redouter, si sa beauté sainte n'était jamais obscurcie par les souillures de la passion humaine à l'aide desquelles on le déshonore, et l'on peut assurer que tous les hommes seraient chrétiens.

Ceux qui ont la certitude que le christianisme n'a rien à craindre (et ceux-là sont nombreux), ceux qui, en conséquence, se gardent d'empiéter sur la liberté de conscience de leurs frères, ceux-là se montreront les républicains les plus moraux, dans la ferme croyance où ils sont que le christianisme est la source de toute démocratie, le fait le plus élevé dans les droits de l'homme.

CHAPITRE PREMIER.

SCIENCE DE LA RELIGION.

C'est pourquoi la doctrine de l'un (le Christ) n'a jamais eu peur des universités, et n'a pas cherché, comme l'autre (celle de Mahomet), à bannir la science. Les païens ont attaqué Moïse; ils ont contesté la partie philosophique de son histoire de la création. Toutefois nul païen raisonnable qui n'admire les préceptes justes et rationnels du Christ, dont la vie fut conforme à sa doctrine, et dont la doctrine, conforme elle-même aux lois de la plus haute raison, doit nécessairement fleurir dans les progrès de la science et dans le perfectionnement des facultés le plus capables de le comprendre.

Sir THOMAS BROWNE.

Ce qui a le plus nui à la religion dans toute l'étendue de la chrétienté, c'est le mélange de la théologie à l'esprit et à la pratique religieuse. L'esprit et la pratique de la religion naissent de sa morale; mais la théologie ou la science des choses religieuses se fonde aussi sur l'histoire, sur la chronologie, la philologie et autres branches des connaissances humaines. L'esprit et la pratique de la religion sont destinés à tous, puisque tous sont dans les mêmes relations avec leur créateur et leur race, et sont doués de raison et d'affection. Mais, à présent du moins, la haute science de la religion est, comme toute autre science, destinée au petit nombre. Le temps viendra peut-être où tous auront l'intelligence et la portée d'esprit nécessaires pour nous livrer à des investigations dans les régions spirituelles, suivre le principe religieux à travers ses symboles et ses manifestations extérieures tant dans les individus qu'au sein des sociétés, étudier ses documents dans un grand nombre

de langues et apprécier les interprétations qui en ont été faites de siècle en siècle. Un temps viendra peut-être où les connaissances théologiques pourront être communes à tous; mais cette époque n'est pas encore arrivée : et peut-être est-elle encore si éloignée, que la plus grande partie de la société chrétienne semble ignorer ce qui distingue la science théologique de la pratique de la religion. L'étude scientifique et l'administration populaire de la religion ont non seulement été confiées aux mêmes personnes, mais encore ont été mêlées et confondues dans les idées et les actes de ces personnes. Contrairement à tous les principes et à tout ce qui se fait dans les autres enseignements, l'étudiant, en abordant cette science, est prévenu d'avance des conclusions auxquelles il doit arriver. Les résultats lui sont donnés préalablement à toutes investigations, sanctionnés par des récompenses et des châtiments. Le premier dommage est infligé à l'étudiant, sous une méthode d'enseignement aussi barbare qu'aucune de celles qui, dans les siècles passés, ont retardé les progrès de la science. L'étudiant devient administrateur, puis, à son tour, il nuit à son troupeau en mêlant au sentiment religieux des fragments de sa science scolastique. Il enseigne dogmatiquement ce qui ne se rapporte ni aux devoirs ni aux affections; commandant l'assentiment là où, en l'absence des connaissances nécessaires, un assentiment vrai est impossible; là il ne saurait y avoir qu'acceptation passive ou un rejet ignorant. Il en résulte cette corruption du christianisme, qui afflige ceux qui voient où et comment le poison est mêlé au pain de vie.

La mission de la science théologique fut longtemps de conserver, et consiste maintenant à recouvrer la simplicité primitive du christianisme. C'est une mission grande et noble que de rechercher et d'apprécier les opinions des siècles passés, afin de remonter à la

source des corruptions, et de les séparer des eaux pures de la vérité. C'est une grande et noble tâche, que de dominer les souvenirs des anciens temps et d'envisager l'Évangile éclairé de sa lumière primitive. C'est une grande et noble tâche que de dépouiller les mots et les idées du masque mensonger qui cache le véritable esprit de l'Évangile. Mais ces grands et nobles travaux ne sont que des moyens pour arriver à un but plus grand et plus noble encore. Ce qui constitue la dignité de la science théologique, c'est qu'elle est subordonnée à l'administration de la religion. Ce dernier rôle était celui que le Christ lui-même s'était attribué; rôle le plus sublime qui puisse être rempli par l'homme, et qui n'est si sublime que pour indiquer que, lorsque sa dignité sera pleinement comprise, il ne sera confié aux mains d'aucune classe d'hommes. Il est probable qu'il y aura toujours des théologiens, mais nul homme ne sera prêtre dans ces jours à venir, où chaque homme sera un adorateur consciencieux et persuadé.

Sous de certains rapports, il peut sembler désirable que les théologiens de notre époque en soient aussi le clergé : cela était à souhaiter par des raisons analogues à celles qui, alors, constituaient les prêtres qui furent d'abord les juges, puis les hommes d'État, puis les lettrés de la société. On a prétendu et l'on prétend encore que ceux qui avaient appris à purifier le christianisme de ses corruptions et à connaître son histoire étaient les plus propres à l'enseigner à l'intelligence du peuple. A-t-on eu raison?

Il a pu en être ainsi à une autre époque; mais ce temps est passé. La presse fournit les moyens de placer les résultats évidents des investigations théologiques entre les mains de ceux qu'elles intéressent. Il ne semble pas qu'il y ait, entre le théologien, en sa qualité de théologien, et l'adorateur, aucune relation qui le constitue l'organe de son adoration.

Les habitudes d'esprit les plus favorables au succès des études théologiques ne sauraient donner qualité pour une bonne administration des influences religieuses. Cela est prouvé par les faits, par l'efficacité restreinte de la prédication et par la fatale confusion qui résulte de l'habitude où est le clergé de faire entendre, du haut de la chaire, des fragments de ses études mêlés à des promesses et à des menaces. Ce n'est pas à dire que les administrateurs de la religion doivent être ignorants; seulement leur science ne doit pas être scolastique et technique. L'organe d'une assemblée religieuse doit posséder la connaissance des résultats distincts de l'étude théologique et une somme suffisante de science intellectuelle et morale pour pouvoir, si les sympathies sont assez chaleureuses, s'identifier avec l'esprit et le cœur de l'humanité. Il doit avoir des relations et des intérêts de l'homme dans la vie, pour être à même de se placer à son point de vue en regardant l'infini; il doit se rendre l'interprète des sentiments communs à tous, afin de faire un appel aux affections et aux désirs qui sont dans tous les cœurs. A cet effet, il doit prendre une part active à la discussion des grandes questions morales de son époque; y porter, avec toute la force de son expérience, les principes de la religion, et y puiser une nouvelle lumière pour éclairer ces principes, de nouveaux arguments en faveur du devoir, et de nouvelles forces pour animer à la pratique les convictions de ses co-adorateurs.

On connaît les fluctuations par lesquelles les méthodistes, en Amérique et ailleurs, ont passé pour arriver au vrai principe de la religion. D'abord, ils ont clairement reconnu la corruption de la doctrine chrétienne et l'inutilité du service religieux résultant de l'habitude d'arracher le théologien à ses études pour le faire monter en chaire; professant la croyance de l'inspiration immédiate et spéciale, ils abjurèrent

toute science humaine. Il est probable qu'il s'écoulera beaucoup de temps avant qu'ils puissent mettre en pratique la véritable méthode, celle qui consiste à séparer le rôle du théologien de celui du prédicateur. Toutes les communions aux États-Unis se plaignent de la disette de ministres du culte; le besoin en est si pressant, qu'en ce qui concerne les catholiques, comme nous l'avons vu, la durée des études a été abrégée de deux ans. Le temps est venu maintenant, et c'est à l'Amérique à en donner l'exemple, de se dispenser des formalités qui restreignent le culte religieux. Il y a plus d'un inconvénient grave à interrompre les études d'un jeune homme pour le faire prêcher avant qu'il ait pu acquérir les qualités nécessaires à la prédication. Il vaudrait beaucoup mieux admettre librement aux fonctions d'administrateur religieux quiconque sent et parle religieusement, de manière à se rendre l'interprète fidèle des pensées des autres. Lors même qu'il serait nécessaire de reconstituer les sociétés religieuses, de rendre les réunions destinées à l'instruction ecclésiastique moins nombreuses et d'en varier les exercices, il ne saurait en résulter d'inconvénients plus graves que l'interruption des études théologiques et la détérioration du culte public. Dans le sauvage ouest, où la population ne peut, pas plus qu'ailleurs, vivre sans religion, les voisins d'un fermier se rassemblent autour de lui de trente milles à la ronde; il lit, il parle, il prie, et leurs ames sont rafraîchies. Si le besoin national peut ainsi être naturellement alimenté au cœur de la forêt et de la prairie, pourquoi pas aussi dans les villes? Les villes ont l'avantage de posséder un plus grand nombre d'individus ayant qualité pour exprimer les désirs communs et répondre aux sympathies communes des adorateurs.

Des personnes éclairées et religieuses pensent qu'il serait avantageux à la religion de changer, en Amé-

rique, le système actuel des études théologiques. Cela serait possible, pourvu qu'on reconstituât ce système sur de meilleures bases, et que ce changement n'eût pas pour but de fournir à la chaire des hommes moins aptes encore à leurs fonctions qu'ils ne le sont maintenant. Mais, actuellement, rien n'annonce une modification de ce genre, non plus qu'une amélioration dans les principes de la science religieuse. Bien qu'il s'élève des dissidences en matière de croyance, bien qu'il y ait des schismes dans l'enceinte des églises et des colléges, des procès, pour hérésie, jugés par les synodes et les assemblées, toutes choses qui promettent un relâchement plus ou moins prompt des liens, des croyances et de la tyrannie du gouvernement clérical, rien ne promet encore que la science théologique soit promptement émancipée; rien n'annonce encore que le plus important de tous les objets soit abandonné aux lois de l'esprit humain; rien n'annonce qu'on laisse aux investigations produire leurs résultats, sans spécification préalable de ce que ces résultats doivent être; rien n'annonce que le clergé ait assez de foi dans la religion qu'il professe, pour l'abandonner à l'administration de celui qui nous l'a donnée, libre de la pernicieuse et arrogante protection des prêtres.

Si les autres sciences voyaient leurs résultats mêlés d'espérances et de craintes, leurs travaux surveillés par la tyrannie, la divergence des anciennes opinions punie par l'opprobre, le monde, au lieu d'être une immense galerie sonore, où les plus faibles accents de la science, à peine prononcés, sont entendus dans tous les pays civilisés, serait une tour de Babel, où toute parole serait une vociférération et la vie une interminable querelle; on verrait alors ce que gagnerait le genre humain à faire de la conviction un objet d'approbation ou de désapprobation morale. En l'état actuel des choses, à un petit nom-

bre d'exceptions près, le droit de libre investigation est pratiquement admis, et il n'est pas défendu d'arriver, dans les sciences naturelles, à des conclusions rigoureuses, d'où il résulte que, loin que les hommes soient emprisonnés pour leurs découvertes, et à faire amende honorable pour les bienfaits qu'ils ont conférés à la société, la science marche joyeusement et promptement sous la main d'ouvriers attentifs, s'aidant et s'encourageant l'un l'autre, pendant que la société accepte ses résultats avec reconnaissance et adopte la science à mesure qu'elle se déploie et se popularise régulièrement.

Quand la science morale sera commencée et la science religieuse émancipée, tels seront leurs progrès harmonieux, et la religion chrétienne sera révélée une seconde fois aux hommes. En attendant, le monde religieux est, sous un aspect, une inquisition, sous un autre, une tour de Babel. Je parle du monde religieux et non de toutes les personnes religieuses. Quelques uns des individus les plus religieux sont tout à fait en dehors du monde religieux: ils s'en éloignent volontairement afin de conserver leur respect, ou ils en sont repoussés pour être restés fidèles à des convictions qui ne leur sont prescrites que par Dieu, sans la sanction de l'homme.

Est-ce ainsi que la religion devrait être suivie et professée dans une république démocratique? Dispense-t-elle des principes démocratiques? rend-elle le despotisme légitime dans ce cas particulier? autorise-t-elle la négation de l'égalité humaine? sanctionne-t-elle l'autorité de l'homme sur la raison et la conscience? L'Amérique a laissé l'Ancien-Monde fortifier le christianisme par des religions d'État, et a montré glorieusement qu'on peut s'en rapporter aux instincts religieux pour subvenir à ses besoins religieux. Afin de pratiquer jusqu'au bout ses principes, elle doit laisser la carrière des spéculations

religieuses aussi libre que toute autre; elle doit se garder de faire de la science une occasion d'oppression et de léser, pour ce fait, un seul individu dans sa fortune, sa réputation ou son droit naturel à jouir de la liberté spirituelle.

CHAPITRE II.

ESPRIT DE LA RELIGION.

Car Dieu ne nous a pas donné l'esprit de crainte, mais de puissance et d'amour et d'une saine intelligence. PAUL, *l'Apôtre*.

Ici, par des travaux exécutés avec joie, des fatigues qui trouvent leur récompense en elles-mêmes, on fait beaucoup pour pouvoir faire davantage. Ici, nulle garde cruelle de soucis diligents qui tiennent éveillées les têtes couronnées, comme gens trop sages pour dormir; mais une respectueuse discipline, une religieuse crainte, une douce obéissance. Le silence, un saint repos, la paix, les joies pures, les douces affections s'y tiennent blottis. On y trouve suffisamment de place pour des monarques; mais nulle ambition ne dépasse les limites d'une cellule fortunée. L'ame, recueillie en elle-même, reprend avec joie son affinité avec le ciel; elle se détache des choses de la terre, et se prépare à prendre son immortel essor vers sa patrie, vers la source de la lumière, vers le jour intellectuel.

CRASHAW.

En Amérique, la société est dans un état de transition, au sujet de la religion, comme le sont la France et l'Angleterre, au sujet de la politique. En Amérique, la population est en avant du clergé comme les Anglais sont en avant de celles de leurs institutions politiques aujourd'hui en litige. Quelque décourageant que soit en Amérique, au premier coup d'œil, l'aspect des opinions religieuses, un peu d'attention convaincra l'observateur que tout ira bien; que la plus démocratique des nations est religieuse dans le cœur, et que ses superstitions et ses atteintes à l'esprit du christianisme sont dues à des influences passagères.

Afin de constater ce qui est véritablement, dans

le pays, l'esprit de religion, ce n'est pas d'après les journaux que nous devons juger. Les journaux religieux sont presque exclusivement entre les mains du clergé, qui n'est, dans aucun pays, le représentant vrai de la religion du peuple. D'après ce que j'en ai vu, ces journaux sont, presque sans exception, extrêmement mauvais. Il en est peu qui aient quelque mérite littéraire et scientifique; plusieurs propagent avec zèle certaines méthodes de charité, et nul doute qu'ils n'établissent une vaste et bienfaisante coopération de secours mutuels qui, sans eux, s'organiseraient beaucoup plus difficilement. Mais l'arrogance et le manque de charité, l'hypocrisie, l'esprit d'exclusion et une absence totale de sympathie avec les hommes rendent, en général, cette espèce de publication aussi déplaisante que les organes correspondants des corps religieux dans l'Ancien-Monde. Elles sont trop peu humaines dans leur caractère, depuis le livre de la société des écoles du dimanche jusqu'aux plus importantes revues religieuses, pour pouvoir être l'expression vraie de l'état spirituel de plusieurs millions d'individus. Pour trouver les seules manifestations véritables, il faut considérer les actes des laïques et surtout de ceux qui sont le moins sous l'influence du clergé.

Si la religion procède de la morale, la religion doit être répréhensible là où la morale est fautive. Le plus grand défaut dans la moralité américaine est une excessive déférence pour l'opinion. Voilà où il faut chercher la raison du manque de libéralité dont les incrédules et les croyants, nos orthodoxes, ont tant à se plaindre. Mais l'esprit de religion commence déjà à se faire jour à travers la restriction des sectes. Plus d'une voix puissante s'élève dans les églises et hors des églises, et même du haut de la chaire contre l'adoption et la pratique machinale de la religion, en faveur de l'individualité de la pensée, et conséquem-

ment de la spontanéité de la parole et de l'action. Beaucoup de chrétiens non douteux dénoncent avec une égale énergie et l'hypocrisie et ceux que l'hypocrisie a éloignés du christianisme. La répugnance pour les associations dans un but religieux fait de rapides progrès, et les peuples commencent à s'apercevoir qu'il ne saurait y avoir que peu de foi au fond de ce besoin d'approbation qui empêche des hommes et des femmes de remplir franchement leurs devoirs envers Dieu et leur prochain, si leur conduite n'est sanctionnée par la foule. Quelques membres du clergé ont renoncé, pour l'admission à leurs églises, aux formes regardées autrefois comme indispensables. Une réaction visible se manifeste dans une grande partie de la société en faveur de tout homme qui s'isole sur un point quelconque d'intérêts religieux, et quoique cet homme ait contre lui les églises les plus régulièrement disciplinées, il sent plus d'une main amie presser la sienne.

L'empressement à rechercher les vérités spéculatives se manifeste par la vente rapide des publications hérétiques de toute nature. Le clergé se plaint de l'énorme propagation des livres hardis, depuis la brochure incrédule jusqu'à la dernière discussion sur la question des miracles; il s'en plaint aussi douloureusement que les membres les plus libéraux de la société déplorent l'immense circulation de la fausse morale des traités religieux propagés par certaines sociétés. Ces plaintes se réunissent pour témoigner de l'intérêt que le peuple prend à la religion. L'amour de la vérité se montre aussi par l'explosion de l'hérésie dans toutes les directions. Des schismes éclatent parmi les corps religieux les plus rigides, et de nombreuses scissions ont lieu parmi ceux dont les formes sont le moins rigoureuses. Il est même des localités où les déistes peuvent venir, au milieu des chrétiens, adorer leur père

commun, sans craindre qu'on insulte à leurs sentiments et qu'on ridiculise leur conviction.

Je connais même un lieu, et je crois qu'il en est actuellement plusieurs, où les gens de couleur sont admis à prier avec les blancs entremêlés avec eux, au lieu d'être mis à part, dans une galerie spéciale. C'est la preuve la plus forte que les adorateurs blancs puissent donner de leur conviction en faveur de l'égalité humaine. Je crois que la marche, habituellement suivie en Amérique, cessera également en cette occasion. Une lutte de principes est soutenue longtemps et avec des chances diverses de succès : mais la victoire est bien près d'être obtenue une fois que le principe est mis en action. Aujourd'hui, dans plusieurs assemblées religieuses, les gens de couleur siègent avec les blancs, prouvant par là que le principe de fraternité humaine est pleinement admis. On peut espérer que cet exemple se propagera d'église en église, d'abord dans les districts ruraux du nord, puis dans les villes (1); si bien que le clergé ne tardera pas à se trouver dégagé de la nécessité de voiler ou de modifier la vérité la plus essentielle de l'Évangile, en considération des passions et des préjugés de la portion blanche de ses ouailles, motif sur lequel il s'appuie à présent pour s'excuser de ses concessions.

La noble bienfaisance de la société tout entière montre que l'esprit de l'Évangile est au milieu d'elle,

(1) Lorsque je visitai la maison de refuge de New-York, pour la réformation des jeunes criminels, un des employés me fit voir, avec satisfaction, que les enfants de couleur étaient assis parmi les blancs, dans les deux écoles de garçons et de filles. M'expliquant ensuite les arrangements de la chapelle, il me montra l'endroit où se plaçaient les élèves de couleur. « Vous les laissez se confondre en classe, et vous les séparez à l'église? » demandai-je. Il répondit, d'un ton un peu sec : « *Nous* ne sommes pas amalgamistes, madame. » Il y avait quelque chose de si absurde dans son irritation soudaine et dans cette distinction, faite uniquement à propos du culte, que toute notre société éclata d'un rire irrésistible. (*Note de l'Auteur.*)

en ce qui concerne la condition des pauvres, des ignorants et des affligés. La générosité des sociétés ne saurait être l'objet d'une question, et si elle était seulement accompagnée de la stricte justice qu'exigent les mêmes principes de charité chrétienne; s'il y avait une attention aussi zélée pour les droits de l'intelligence et de la conscience que pour le besoin et les souffrances des malheureux, on verrait la réalisation d'une haute moralité à un point que le monde n'a pas encore connu. J'ai vu des choses qui me persuadent que le principe de la charité s'est pratiqué dans toute son étendue, et j'ai remarqué avec plaisir les combinaisons adoptées dans l'intérêt de toutes les infortunes. C'a été pour moi un spectacle plus doux encore de voir des jeunes hommes et des jeunes femmes consacrant leurs soirées et leurs dimanches à communiquer, de la manière la plus bienveillante, une saine morale à la génération naissante. Mais rien ne m'a plus charmée que la parole que j'entendis, un jour, adresser par un jeune médecin à un jeune ecclésiastique, au moment où ils entraient dans un nouvel édifice destiné à servir, tout à la fois, de chapelle et d'école, et où la religion devait se développer librement parmi de jeunes et libres intelligences. « Maintenant, » dit le jeune médecin, « ces enfants vont dépendre de nous. Ne souillons jamais ce lieu par le plus petit acte de tyrannie spirituelle. Ayez l'œil sur moi et j'aurai l'œil sur vous, afin que nous ne fassions pas peser le poids d'un cheveu sur ces jeunes ames. Si nous leur imposons une seule opinion, notre œuvre est à jamais viciée. Que, dans ce lieu, les intelligences soient complètement libres. » Celui qui prononçait ces paroles peut être considéré, je crois, comme l'organe d'un grand nombre qui sait que la circonspection est indispensable pour rendre la charité utile et la prière efficace.

L'ascétisme qui règne en Amérique, dans une

grande partie de la société, atteste l'existence d'un profond intérêt pour les matières religieuses. Ses effets sont déplorables; mais ils ne font que manifester la perversion de ce qui, en soi, est un grand bien. L'ascétisme est, en Amérique, à peu près ce qu'il est ailleurs; il fait descendre la religion à un état de cérémonial, de contrainte, d'anxiété et la dépouille entièrement de son libre, généreux et bienveillant caractère; il nourrit dans les uns un égoïsme timide, et dans les autres une haine effrénée. Ses manifestations sont aussi remarquables à Boston que dans les villes d'Écosse les plus rigides. Il est naturel que les jeunes gens de Boston, après une semaine employée au travail, désirent, le dimanche, prendre de l'exercice, respirer un air pur et voir la campagne; mais, pour arriver à la campagne, il faut faire beaucoup de chemin et passer les ponts dont nous avons déjà parlé, et il faut nécessairement que ces jeunes gens montent à cheval : or, ils ont été élevés dans la croyance que c'est un péché de monter à cheval le dimanche. Une fois qu'ils ont cédé à la tentation, ils se sentent portés à commettre une faute qui n'en est pas une, et il est rare qu'ils en restent là (1). Ils se réunissent d'abord pour fumer, puis pour boire, et ainsi de suite. Si on les avait élevés à savoir que le dimanche, comme

(1) L'auteur de *la Famille* avait, dans son livre, réglé l'emploi du dimanche autrement que la coutume ne l'autorise. Elle représentait la famille dont elle offrait le tableau, après une semaine laborieuse, assistant, le dimanche matin, au service divin, et faisant, dans l'après-midi, une promenade sur l'eau. Du reste, la journée se passait en conversations religieuses. L'idée d'une promenade sur l'eau, le dimanche, choqua tellement, que l'éditeur demanda à l'auteur de modifier ce chapitre, et de retrancher ce qui était déjà imprimé. L'auteur, je suis fâchée de le dire, fit ce qu'on lui demandait. Si elle se convertit à la superstition populaire, ce qui n'est guère croyable, je n'ai rien à dire. Dans le cas contraire, c'était une question de principe sur laquelle elle ne devait pas céder. S'il faut que, pour éviter de choquer des préjugés religieux, des livres soient modifiés et les convictions d'un auteur falsifiées, il y a là un abandon non seulement des plus nobles prérogatives de l'auteur, mais de son devoir le plus impérieux. (*Note de l'Auteur.*)

tous les jours et toutes les saisons, a été fait pour l'homme et non l'homme pour le dimanche; que leur religion est dans l'état de leur esprit et non dans la distribution de leur journée, il est probable qu'ils eussent passé le dimanche aussi innocemment que tout autre jour, et le désir d'accroître leurs connaissances religieuses et de cultiver leurs sentiments de dévotion, bien loin d'en être affaibli, n'aurait fait que prendre une nouvelle force. Une chose me frappa : c'est que, dans l'Université de Jefferson, à Charlotteville, en Virginie, où il n'a été fait aucune distinction pour le culte, où l'on n'exerce pas la plus légère autorité sur les étudiants, à l'égard des observances religieuses, non seulement le service divin se fait de la manière la plus régulière, mais tout le monde y assiste. On sait combien, dans nos Universités anglaises, il résulte d'inconvénients des prières publiques auxquelles chacun est tenu d'assister. A Charlotteville, où on laisse chacun faire, à cet égard, ce qui lui convient, la présence au service divin est ponctuelle, paisible et absolument universelle.

La prescription ascétique des amusements s'étend au clergé, dans le pays entier, et comprend la totalité du monde religieux, dans la Nouvelle-Angleterre. En ce qui concerne le clergé, cette superstition ne saurait être de longue durée, tant elle est dépourvue de toute raison. A Philadelphie, je m'étais rendue à une soirée avec un ecclésiastique et d'autres amis ; bientôt la danse commença : une dame m'adressa une question qui impliquait le départ de notre ami l'ecclésiastique. « Le voici, » répondis-je. — « Oh ! je pensais qu'il était parti aussitôt que la danse a commencé, » dit la dame d'un ton qui donnait à entendre que, dans son opinion, il aurait dû partir. On disait, de cet ecclésiastique, que ce ne devait pas être un homme

fort religieux, parce qu'on le voyait trop souvent en société. Nul ecclésiastique ne met le pied au théâtre ou ne touche une carte; il est même convenu qu'ils doivent se retirer quand les cartes paraissent, comme lorsque la danse commence. L'exclusion du théâtre est peu importante; car on peut avoir des doutes raisonnables sur l'utilité d'encourager un amusement qui semble vicieux en Amérique, au suprême degré. Les Américains ont peu le goût dramatique, et l'esprit de puritanisme élève contre le théâtre une opposition si énergique, qu'il n'y a pas lieu d'espérer que ce grand moyen d'exercice intellectuel produise dans la société le bien moral qu'on pourrait en attendre. Du reste, la race proscrite des artistes dramatiques est, sous le point de vue du talent et de la moralité, ce que doit être naturellement toute classe proscrite et déprimée. Le directeur du théâtre de Boston a fait de grands efforts pour relever leur condition et leur art; il a impitoyablement purifié son établissement, et en a exclu tout ce qui pourrait blesser la pruderie de Boston; mais tout a été inutile; l'incompatibilité est trop grande, et ceux qui font le plus de cas des plaisirs dramatiques seront les premiers à demander la clôture des théâtres américains. Je sais plusieurs familles qui n'ont pas de liaison avec le clergé, et qui ne se donnent pas pour strictement religieuses, où Shakspeare est caché par des raisons de pruderie; je n'ai pas besoin d'ajouter que, chez ces gens-là, il n'y a pas la plus légère intelligence de ce que c'est que le drame. Si l'on rencontre par ci par là un lecteur de Shakspeare, on ne tarde pas à découvrir qu'il ne voit dans les chefs-d'œuvre de son théâtre qu'un recueil de passages descriptiques, didactiques, etc. En cet état de choses, il ne faut s'étonner ni regretter que le clergé s'abstienne du théâtre. Quant à la danse, ou cet amusement est innocent, ou il ne l'est pas :

s'il ne l'est pas, personne ne doit danser; s'il est innocent, les ecclésiastiques doivent danser comme les autres, car ils ont, comme nous, un corps à animer et un esprit à égayer. Si vous établissez cette distinction en raison de leurs fonctions, vous ne devez pas en rester là, il faut aller jusqu'au célibat du clergé, et jusqu'à ses lugubres spéculations qui ont contristé le génie naturel et libre du christianisme.

La coutume ascétique de s'occuper de la moralité d'autrui a été poussée, à Boston, au point d'exciter fréquemment la satire de quelques uns de ses citoyens les plus sages. C'est une preuve que cette habitude ne tardera pas à tomber en désuétude. Lorsqu'on parlait d'ouvrir un théâtre italien, quelqu'un fit observer que cela n'était pas possible, attendu que le nom seul de théâtre suffirait pour effrayer. « Eh bien, » dit un autre, « appelez-le Cours de musique avec accompagnement d'exemples, et tout le monde y viendra. »

Les cours abondent à Boston, et j'en suis charmée, du moins, jusqu'à l'ouverture des amusements publics qui, tôt ou tard, seront nécessaires. Ces cours ne sont pas d'une grande utilité pour l'instruction scientifique et littéraire, ces sortes d'établissements n'ayant, en général, d'autre résultat que d'activer les études particulières; mais, à Boston, il est probable qu'ils remplacent des réunions pleines d'exaltation religieuse, beaucoup plus nuisibles que les cours ne sont utiles. Les dissipations spirituelles auxquelles se livre le monde religieux, partout où règne l'ascétisme, sont plus préjudiciables à une morale saine que ne l'ont jamais été les amusements publics en usage dans les temps modernes. On peut douter que la licence même ne soit pas également encouragée par l'excitation résultant des émotions religieuses passionnées, séparées de l'action, et il est certain

que les vices spirituels les plus dangereux, l'orgueil, l'égoïsme, la tyrannie et la superstition, fleurissent abondamment dans les serres chaudes des réunions religieuses. L'horreur qu'inspirent les transgressions sensuelles fait perdre de vue ce qu'ont d'odieux les vices spirituels. Si, toutefois, une pure intelligence avait à décider entre les uns et les autres, elle comprendrait que les vices qui naissent de la fragilité de la nature humaine sont moins incurables et moins révoltants que ceux qui sont, en grande partie, factices et qui proviennent de la perversion des plus hautes facultés de l'homme. Il est difficile de décider quelle nature de vices (si toutefois il est possible de tracer entre eux une ligne de démarcation) produit le plus de maux et consomme, le plus complètement, la ruine de l'homme; mais il est certain que la sympathie des ames naïves s'attache plus volontiers aux publicains et aux pécheurs qu'aux pharisiens de la société : en cela ils ont raison.

Toutefois, l'ascétisme démontre l'existence d'un sentiment énergique du devoir religieux qui n'a besoin que d'être rendu plus large et plus éclairé. Un ecclésiastique à principes libéraux, un homme aussi démocratique dans sa religion, aussi sincère dans sa charité qu'aucun laïque du pays, me faisait remarquer un jour l'existence de cette extrême sensibilité religieuse dans les enfants des Pélerins et me demandait ce qu'il fallait faire pour la cultiver et l'entretenir; il partageait ma crainte de voir cette disposition d'esprit s'exaspérer par la superstition prédominante et qu'elle se transformât, dans la génération suivante, en quelque chose de bien différent de la société religieuse. Nous proposâmes de grands changements dans les habitudes domestiques et sociales; moins d'observance religieuse dans les familles et plus d'intérêt véritable dans la partie intellectuelle de la religion ; plus de soins rationnels

de la santé, en vivant conformément aux lois de la nature qui ordonnent l'exercice du corps et le délassement de l'esprit : nous demandâmes qu'on encourageât la promenade à pied, en voiture, en bateau, etc., et la jouissance du grand air et des paysages de la campagne; qu'on favorisât les amusements sociaux de toute espèce, et qu'on écartât toutes les entraves religieuses mises à la parole et aux actions; en un mot, qu'on respectât et qu'on approuvât sur toutes choses la spontanéité sous quelque forme qu'elle se produise. Nécessairement, cela ne peut être l'œuvre que de ceux qui approuvent et respectent la spontanéité; mais j'ai la certitude qu'ils sont assez nombreux, au centre même de la société américaine la plus ascétique, pour faire espérer qu'ils ne tarderont pas à s'affranchir du joug des prêtres et des dévots.

Des symptômes de l'apparition du véritable esprit de liberté venaient continuellement me charmer. Un ecclésiastique unitaire, se plaignant de la superstition de ses confrères, qui se vantaient perpétuellement de leur liberté relative, me disait : « Nous nous occupons tellement de nous tenir fermes sur le terrain de notre liberté, que nous n'avançons pas. » Un autre me disait, en entendant louer quelqu'un comme homme et comme chrétien : « Comme si être chrétien, c'était le *nec plus ultra* de la perfection! comme si être homme n'était pas beaucoup plus qu'être chrétien! »

La manière dont les femmes se font une occupation de la religion témoigne non seulement du vide qui existe quand l'on tombe dans une telle méprise, mais de la vigueur avec laquelle le sentiment religieux se reporterait vers les grandes choses et les occupations importantes de la vie, si cela était permis. J'étais frappée de cette vérité en voyant des femmes braver l'ouragan, la gelée, la neige,

pour se rendre d'un prêche à un autre, et employer leur journée à visiter les pauvres et les malades; en leur voyant faire, dans leur Nouveau-Testament, une lecture quotidienne qui leur était trop familière pour laisser dans l'esprit une impression durable. J'ai vu des ecclésiastiques et des dames tomber dans les erreurs les plus grossières sur des faits importants de l'histoire de l'Évangile, dont ils lisaient un passage tous les jours. Il n'est pas étonnant que cette manière de lire s'oppose à la compréhension complète de ce qu'on lit; mais je m'étonne que ceux qui ne sauraient l'ignorer ne changent pas de méthode et ne se mettent pas, une bonne fois, à apprendre ce qu'ils ont vainement cru savoir toute leur vie.

La femme d'un membre du congrès, personne consciencieuse et religieuse, s'est fait une règle unique pour juger tous les individus; elle se demande, avant tout, s'ils sont pieux. Je n'ai jamais pu comprendre ce qu'elle entendait par là. Elle désirait, disait-elle, que son mari quittât le congrès, attendu que, n'étant plus jeune, il était temps qu'il songeât au salut de son ame. Après une longue conversation sur ce sujet, elle ne put arriver à comprendre que la religion n'est pas une occupation, mais une affaire de principes et de caractère, et que, comme il n'est pas de plus important devoir que celui qu'accomplit un membre du congrès, il n'est pas de situation dans laquelle un homme puisse atteindre à une plus grande élévation religieuse, si l'esprit de religion est en lui.

La moralité et la religion du peuple des États-Unis ont beaucoup souffert de cette circonstance, que, surtout dans la Nouvelle-Angleterre, la société y est ostensiblement religieuse. A mesure que cette société vieillira, la religion y sera plus naturelle et moins affectée dans ses dehors : on com-

mence à s'y apercevoir que ce qui rend religieux les individus et les sociétés, c'est l'esprit plus que la forme. Tout ce qu'ils ont à faire, c'est de revendiquer leur droit héréditaire de liberté ; c'est d'être libres et naturels sans craindre ni la licence ni l'irréligion. L'esprit de leurs pères vit fortement en eux, et, d'ailleurs, ils ont en eux l'esprit d'humanité, qui est le saint des saints de la religion. L'idée juste ou fausse du devoir leur est présente pendant toute leur vie, et l'amour de leur prochain est dans leurs cœurs : avec cela, comment n'auraient-ils pas la certitude d'être toujours religieux? Ce à quoi ils doivent viser, c'est que leur religion soit libre et pure.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION DE LA RELIGION.

Que feront-ils alors, sinon de faire violence à l'esprit de grâce lui-même et d'enchaîner la liberté, son épouse; sinon de détruire les temples vivants érigés par la foi, leur propre foi et non celle d'un autre? MILTON.

La vérité surgira de la terre, et la justice regardera d'en haut. *Psaume* 85.

Les investigations, relativement à la mise en pratique du système volontaire, en Amérique, le seul pays où il soit en vigueur, sans avoir à côté de lui une religion d'État, doivent se porter dans deux directions. On demande d'abord si la religion est administrée au peuple en quantité suffisante, et, secondement, quel est le caractère du clergé.

Il est facile de répondre à la première de ces questions. Le besoin d'instruction religieuse et les moyens du culte social sont si grands, qu'il est partout fourni des fonds et des édifices à cet effet. Quoique le nombre des ecclésiastiques soit plus grand, proportionnellement à celui de toute autre classe de citoyens, qu'il ne l'est partout ailleurs, si ce n'est, peut-être, dans la péninsule espagnole, il ne l'est pas encore assez pour les besoins religieux de la population. Les prêtres manquent; mais les églises et les fonds ne manquent pas. Selon l'état général des communions religieuses (1), fait en 1835,

(1) Cet état n'est pas complet, mais c'est le plus approximatif qu'il soit possible d'obtenir. Les méthodistes épiscopaux forment la secte la plus nombreuse; après eux viennent les catholiques, les anabaptistes calvinistes, les presbytériens, les congrégationnalistes, les chrétiens, les

le nombre des églises ou congrégations s'élevait à 15,477; la population était, non compris les esclaves, de quinze à seize millions, sans compter un nombre très considérable de colons dispersés à des distances trop grandes pour former des sociétés régulières, ayant des ministres à résidence fixe. Pour ces 15,477 églises, il n'y avait que 12,130 ministres. Si, à ce clergé régulier, on ajoute les licenciés et candidats de l'église presbytérienne, les prédicateurs locaux des méthodes, les étudiants en théologie et les administrateurs quakers, on trouvera que le nombre des membres de l'enseignement religieux est dans une proportion considérable avec la population, et, toutefois, la secte des anabaptistes annonce un déficit de trois mille ministres. Aucune peine n'a été épargnée pour fournir aux besoins religieux de la population; la Société américaine d'éducation a largement contribué à fournir de jeunes ministres; les Sociétés des missions bibliques ont obtenu d'importants résultats; en un mot, la société, aux États-Unis, offre l'incontestable preuve qu'on peut s'en reposer sur l'instinct religieux du peuple, du soin de fournir à ses besoins religieux. Ce n'est que depuis quatre ou cinq ans que cette vérité est devenue incontestable, même dans l'État de Massachusetts. Jusqu'en 1834, tout citoyen de cet État était obligé de contribuer, dans une proportion quelconque, à soutenir une secte ou une église. L'incompatibilité de cette obligation avec le vrai principe démocratique fut alors pleinement reconnue, et la religion fut abandonnée à l'appui volontaire. Il est inutile de dire que l'événement a justifié et au delà la confiance de ceux qui ont assez de foi dans le christianisme pour voir qu'il n'a

épiscopaux et les quakers. Viennent ensuite les autres communions, jusqu'aux non-résistants et aux trembleurs, qui sont les moins nombreux. (*Note de l'Auteur.*)

aucun besoin de la protection de l'État, et n'en est que plus recommandable aux affections de l'homme.

Quant à l'autre point à examiner, le caractère du clergé, il y a plus à dire.

Il est évident que, sous l'empire du système volontaire, la plupart des abus les plus fâcheux qui ont déshonoré tous les clergés chrétiens ne sauraient exister. En Amérique, le clergé ne peut aspirer au pouvoir politique; il ne peut jouer à la loterie des bénéfices ecclésiastiques; il ne peut étaler ni luxe ni pompe mondaine. Ces vices sont impossibles sous le système volontaire, au sein d'une république. Nous voyons, au contraire, le clergé protestant faire presque toujours cause commune avec le parti fédéral, toutes les fois qu'il lui arrive d'exprimer une opinion politique. Mais, comme on peut le croire, le clergé appartient au parti de la crainte; et à l'exception des gens d'église, hommes d'État de l'Ancien-Monde, il arrive, presque partout, que ceux dont la foi peut soulever des montagnes, qui enseignent que l'on ne doit pas craindre « ceux qui tuent le corps et ne peuvent rien faire de plus, » composent la classe la plus timide de la société, la dernière à prendre part aux grands conflits des principes. Ils sont toujours restés cachés dans leur tente pendant que se livrait la lutte entre la moralité et les abus. Comme corps, ils ont toujours appartenu au parti de l'aristocratie et de la crainte. Il en est ainsi en Amérique où le parti de la crainte est déprimé, comme partout où le parti aristocratique a eu le dessus. En Amérique, le clergé, pris en masse, ne convoite pas la richesse : elle est si généralement hors de sa portée, que l'adoption de la profession cléricale est, d'ordinaire, un témoignage non équivoque de désintéressement. Je dis d'*ordinaire*, parce qu'il y a des exceptions. Une consi-

dération si grande s'attache à cette profession, qu'elle l'élève au niveau des plus riches. Il arrive fréquemment que de jeunes ecclésiastiques, appartenant presque toujours à des familles pauvres, épousent des femmes riches, et lorsqu'il y a plusieurs filles dans une famille opulente, il est à peu près convenu que l'une d'elles devra épouser un ecclésiastique. Auprès des bons effets que produit cette habitude, on doit signaler aussi un mal funeste qui n'est pas spécial à l'Amérique : c'est que cela amène des aventuriers dans la profession ecclésiastique. Plus d'un planteur du sud a commencé par être ecclésiastique pauvre, et a dû à son mariage les moyens de devenir planteur. Bien des pasteurs du nord ont plus d'élégance mondaine que de sainteté, et font tranquillement, tous les dimanches, leurs deux sermons, comme pour acquitter le prix du loisir de la semaine; mais tant que les traitements du clergé seront aussi modérés qu'ils le sont maintenant, le plus grand nombre des ecclésiastiques embrassera sa profession en vue d'une existence laborieuse peu rétribuée. Je pense qu'on ne saurait douter que la vocation ne soit déterminée par les motifs les plus purs, et que les dangers auxquels le clergé succombe plus tard ne proviennent du désavantage de sa position.

Il serait à désirer que l'on fît quelques changements dans le mode de rémunération affecté au clergé. A présent, les traitements sont faibles et les cadeaux considérables. Rien de plus naturel que de voir des ouailles reconnaissantes témoigner leur respect pour leur pasteur en ajoutant à son bien-être; mais, si l'on en calculait toutes les conséquences, on s'abstiendrait de cet usage et l'on augmenterait le traitement. Dans l'état actuel de la moralité, il est rare qu'un individu ait des obligations pécuniaires envers un autre, sans qu'il en résulte un dommage pour l'un ou pour l'au-

tre, quelquefois pour tous les deux. La sympathie, les services peuvent se prodiguer avec un avantage mutuel très grand; mais il est rare qu'on puisse en dire autant des cadeaux soit en argent, soit en nature (1) : cela provient des idées fausses qu'on a attachées à la richesse, en l'identifiant d'une manière trop étendue avec l'indépendance intellectuelle et morale. Je le demande à toute personne de bonne foi; lui est-il possible d'être avec un individu, auquel elle a des obligations pécuniaires, sur le même pied de liberté que s'il n'existait entre eux aucun rapport de ce genre? Si cela est vrai de personnes ayant des vues, un but et des intérêts de même nature, combien le danger moral est plus grand encore quand la personne obligée est chargée d'exercer une influence spirituelle. Je ne vois de parti à prendre, pour un pasteur qui se respecte, que de s'abstenir strictement d'accepter un don quelconque. Cela exigerait quelque abnégation de la part de ses amis; mais ils doivent savoir que les cadeaux sont le moyen le plus bas et le plus grossier de témoigner son respect et son affection. Plusieurs voies leur sont ouvertes : d'abord, en ayant soin d'assurer à leur pasteur un traitement annuel fixe, capable de lui ôter toute inquiétude sur l'avenir de sa famille; puis en lui accordant cette loyale amitié, cette franche sympathie, indépendantes de toute considération religieuse, qui l'encourageront dans ses études et le soutiendront dans les travaux de son ministère.

Le clergé américain étant ainsi absous du reproche d'ambition et de cupidité, reste à savoir s'il est également pur de celui d'une déférence

(1) C'est une vérité humiliante que, dans quelque rang de la société que ce soit, il est rare que deux hommes soient assez vertueux pour que, l'un ayant des obligations pécuniaires à l'autre, la moralité de l'un ou de tous deux n'en souffre pas; cependant il en est ainsi.
(*Revue d'Edimbourg*, XLVIII, p. 303.)

aveugle pour l'opinion. Il embrasse son état, en général, dans des vues pieuses et bienveillantes; mais, dans l'exercice, y conserve-t-il toute son indépendance morale? Je ne puis faire à cette question une réponse favorable.

Les vices d'une classe quelconque ne doivent pas être reprochés avec trop de rigueur aux individus; d'après leur étendue même, ces vices doivent provenir de quelques influences toutes-puissantes; tout en condamnant ces influences, on n'en doit pas moins plaindre les individus de se trouver placés sous leur empire. Le clergé américain est la classe la plus arriérée et la plus timide de la société dans laquelle il vit : se tenant à l'écart des grandes questions morales de l'époque; dépourvu de connaissances réelles; sans force ni efficacité dans la pratique de la vertu; ignorant cette liberté chrétienne et républicaine qui est l'atmosphère natale de la piété et de la sainteté, et que son premier devoir est d'entretenir et de propager. Les causes immédiates de sa dégénération sous ce rapport ne sont pas difficiles à reconnaître.

Ce n'est pas seulement parce que l'existence du clergé dépend de l'opinion de ses ouailles; on peut excuser le commun des hommes de suivre en toutes choses la ligne de conduite qui assure la tranquillité, sans trop s'enquérir de la nature même de cette tranquillité; mais si une pareille tendance peut être excusée, elle ne doit pas être louée dans le commun des hommes, et il faut la blâmer dans tous les pasteurs qui croient posséder les principes les plus purs de la liberté évangélique.

Le premier inconvénient grave qui résulte de la répugnance du clergé à traiter devant leur troupeau des questions actuelles, c'est que le clergé lui-même arrive inévitablement à se faire des idées

fausses sur la nature de ses fonctions pastorales; j'en citerai un exemple frappant : le clergé n'a pas bougé encore au sujet de la question de l'abolition. Un petit nombre d'ecclésiastiques presbytériens ont courageusement tout risqué pour cette cause, quelques uns comme membres des sociétés abolitionnistes, d'autres comme professeurs, dans l'Institut d'Oberlin et dans ses succursales où toute distinction sur les hommes de couleur a totalement cessé. Mais la masse du clergé presbytérien est aussi hostile aux abolitionnistes que les propriétaires d'esclaves eux-mêmes. Je pense qu'ils ne récuseraient pas M. Breckinidge pour modèle. Quant au clergé épiscopal, il garde, en général, le silence au sujet des droits de l'homme ou fait servir son influence contre les abolitionnistes. Sans parcourir ici la liste de toutes les communions religieuses, il suffira de dire que les ministres, en général, sont opposés à l'abolition, si l'on en juge par leur silence dans la chaire, leur conversation en société et la conduite des hommes le plus immédiatement placés sous leur influence. Je passe aux unitaires, la communion religieuse que je connais le mieux, parce que je suis moi-même unitaire. Les membres de cette communion croient être affranchis de beaucoup de superstitions qui obstruent l'intelligence et les actes des autres religionnistes; ils professent une religion empreinte d'une liberté plus grande, et déclarent que le christianisme, tel qu'ils le considèrent, a une affinité avec tout ce qu'il y a de libre dans la nature, de hardi et de vrai dans l'esprit humain, et qu'il doit être mis en pratique dans toute combinaison sociale, tout exercice de la pensée, tout acte de la vie. Les ecclésiastiques qui prêchent ces dogmes vivent à une époque de crise et au milieu d'un effrayant conflit de principes. D'un côté, est l'oppresseur s'efforçant de retenir sa puissance pour

la conservation de son or; avec lui sont rangés le mercenaire, le perfide pusillanime, l'ambitieux et le faible. De l'autre côté, sont les amis des esclaves, et avec eux ceux qui, sans aucune chance de récompense, sacrifient leur réputation, leur fortune, leur repos et risquent leur vie pour le principe de la liberté. Que fait le clergé unitaire au milieu de cette guerre qui n'admet ni paix ni trêve, mais qui doit finir par la défaite du principe de la liberté ou de l'oppression?

M. May a eu, je crois, l'honneur d'être le premier pasteur unitaire qui ait embrassé la cause du bon droit. J'interpelle son ennemi le plus acharné; qu'il ose dire s'il a sacrifié à son intrépidité une seule grâce chrétienne, s'il a rien perdu du trésor de sa piété, de sa douceur et de sa charité, au milieu des épreuves qu'il a dû subir. Au lieu de cela, son dévouement à un devoir éminemment difficile a développé en lui une énergie de caractère, une force de raison que ses meilleurs amis ne lui soupçonnaient pas. Je n'ai pu, sans un sentiment de honte pour la faiblesse de certains hommes revêtus des fonctions les plus hautes, entendre l'insolente compassion avec laquelle quelques uns des ecclésiastiques ses confrères parlaient d'un homme qu'ils n'ont pas le courage éclairé de suivre sur le champ de bataille du devoir, et sur lequel ils déversent leur pitié dédaigneuse du haut de leur orgueil. Le docteur Follen l'a suivi de près; et il a tout fait, tout sacrifié pour s'identifier avec la cause de l'émancipation. Je l'ai entendu, à une époque périlleuse, prier à l'église pour « l'esclave malheureux, avili, insulté, chargé de chaînes de fer et de chaînes d'or. » Ce n'est pas ici le lieu de dire quels ont été les sacrifices; on connaît les services récents du docteur Channing.

Je connais encore deux ecclésiastiques unitaires

qui ont fait, en faveur de la bonne cause, une déclaration ouverte et périlleuse, et un ou deux qui, en leur particulier, ont refusé de prendre parti contre cette cause; mais c'est tout. Le clergé unitaire, pris en masse, quoique désapprouvant l'esclavage, peut être regardé comme hostile aux abolitionnistes. Quelques uns de ses membres ont prétendu près de moi que ce sujet leur répugnait; d'autres se contentent de voir les défauts individuels de quelques abolitionnistes; d'autres disent que leur chaire est la propriété de leurs ouailles, dont ils n'ont pas le droit de troubler la tranquillité par leurs prédications; d'autres allèguent que cette affaire ne les regarde pas; d'autres encore, qu'on les renverrait sur-le-champ de leur chaire, s'ils abordaient la question des droits de l'homme, pensant que le sujet n'est pas assez religieux; et d'autres, enfin, qui s'excusent en se fondant sur une doctrine qui, je le crois, est née des circonstances, à savoir: qu'il appartient au clergé de décider de la quantité de vérité que le peuple peut supporter, et de la lui administrer en conséquence. Ainsi, tandis que la société traverse la plus grande des révolutions morales, rejetant sa plus vicieuse anomalie, et appliquant son christianisme à sa politique et à sa conduite sociale, le clergé, et même le clergé unitaire, présente de nombreux exemples de ministres qui se plaignent ou ridiculisent les apôtres de la révolution, prêchent sur le spiritualisme, sur la science, sur des vérités spéculatives, propagent des objets d'amélioration de troisième ou quatrième ordre, et abandonnent aux laïques la tâche d'exécuter la première et la plus pressante réforme morale de l'époque. Ils méconnaissent leur noble mission, qui consiste à éclairer et à guider, dans les temps de crise, le sentiment moral de la société. Non seulement ils refusent de coopérer au triomphe de la cause par

leurs actes, leurs écrits ou leur parole, mais ils sont convenus d'éviter de parler en chaire des droits de l'homme, jusqu'à ce que la tourmente soit calmée; personne ne leur demande de torturer la sensibilité de leurs auditeurs par des sermons sur l'esclavage : ce qu'on leur demande, c'est de ne pas leur cacher les principes de foi et de liberté avec lesquels l'esclavage est inconciliable.

Après ce que j'ai vu, je ne puis m'empêcher de conclure qu'à présent la classe la plus coupable, relativement à la question de l'esclavage, n'est pas celle des planteurs, ni même des commerçants; c'est la classe des ecclésiastiques; ils sont les plus coupables, parce que non seulement ils ne sont pas aveuglés par l'habitude, les préjugés ou l'intérêt pécuniaire, mais font, au contraire, profession de passer leur vie dans l'étude des relations morales, et qu'ils ont pris l'engagement de proclamer la parole de Dieu tout entière. Que du moins, quand la cause juste aura triomphé, ils n'aient pas l'audace de se vanter de la gloire de leur pays, et puisque, dans cet âge du martyre, ils reculent devant le rôle de confesseurs, qu'on leur interdise le droit de marcher en triomphe avec la « glorieuse armée. » Néanmoins, si le clergé d'Amérique suit l'exemple des autres arrière-gardes de la société, il sera le premier à se glorifier d'une réforme que tous ses efforts auront tendu à retarder.

La méprise honteuse et funeste dans laquelle le clergé est tombé sur la véritable nature de ses fonctions, la supposition qu'elle consiste à subordonner la vérité à la portée d'esprit de ses auditeurs, ont déjà pour résultat d'éclaircir les rangs dans les églises et d'obliger le peuple à chercher une administration de la religion mieux adaptée à ses besoins. Tout ce qu'il y a de manque de foi dans autrui et dans les principes, et de foi surabondante en soi-même dans cette manière d'envisager le devoir pastoral qui a été soutenu en

particulier et prêché en public, est trop évident pour qu'il soit besoin de le faire ressortir davantage; pour indiquer ses conséquences, il suffit de renvoyer à l'histoire de tous les clergés.

Je fus frappée un jour de voir soutenir, par le clergé unitaire, des points qui, j'en avais la conviction, dépassaient les limites de leur croyance; on me dit que cela provenait de ce que l'esprit public l'exigeait. Une autre fois, je vis un ministre dans une chaire, qui n'était pas la sienne, accompagner ses paroles de gestes véhéments, inaccoutumés et tout à fait inconvenants. On m'assura que des gestes exagérés étaient nécessaires pour une certaine classe d'auditeurs, afin de faire impression sur elle; on me dit aussi que, quand des préjugés et des intérêts se sont agglomérés autour d'un point quelconque de morale, la vérité cesse d'être la vérité, et que le devoir du ministre est d'éviter d'aborder cette matière. Les conséquences sont faciles à prévoir. « Que pensez-vous que fera le peuple quand il s'apercevra combien son clergé est arriéré? » disait un ministre d'une secte à un ministre d'une autre communion. — « Je pense qu'il demandera bientôt qu'on lui donne un meilleur clergé, » répondit celui-ci. Le peuple demande un meilleur clergé. A Boston même, si arriérée que soit cette ville, un changement notable s'est déjà effectué. Un homme fort, doué des meilleures sympathies, a non seulement discerné les besoins de l'époque, mais il s'est mis en devoir de faire, pour y répondre, tout ce qui est possible à un homme isolé : il invite à venir prier ceux qui pensent et sentent, comme lui, sur ce que doit être la nature de leur communion avec le Père; il les appelle à soutenir leurs principes dans ces temps périlleux. On accourt en foule autour de lui, et ce sont principalement les intelligences actives de la ville et de l'époque, les individus dont les cœurs gonflés et les esprits fatigués

ne trouvent ni repos ni délassement dans les services abstraits et inefficaces que croient rendre les ministres, qui leur donnent la vérité telle qu'ils les jugent capables de la recevoir. La vérité tout entière peut seule satisfaire ceux qui vivent et meurent pour elle. L'apparition de cette nouvelle église dans Boston est un signe précurseur d'une haute éloquence (1).

Cette position du clergé relativement au peuple me fut, un jour, involontairement avoué par un ministre qui, de son propre aveu, évite systématiquement de prêcher sur les sujets qui l'intéressent le plus : il pense ne pouvoir mieux servir son troupeau qu'en traitant, du haut de la chaire, des sujets qui sont pour lui d'un intérêt secondaire. Cet ecclésiastique, apprenant quelque nouvel acte de tyrannie sociale sur la question de l'esclavage, s'écria : « Une telle révélation des dispositions du peuple serait suffisante pour autoriser un ecclésiastique à quitter sa chaire et à se mettre à l'œuvre pour réformer la société. » Comme ces paroles révèlent bien la nature des relations du clergé avec le peuple et avec l'époque! Toutes les fois qu'il est arrivé au clergé de porter la religion dans ce qu'il y a de plus important en pratique et, par cela même, de plus intéressant, on a pu voir l'effet qu'il a produit; malheureusement les occasions ont été trop rares. Lorsque, l'hiver dernier, le docteur Channing déclara, dans un sermon, que les législatures aussi bien que les individus étaient tenus de faire la volonté de Dieu, toutes les têtes se tournèrent, tous les regards se fixèrent sur lui. Une autre fois, un ministre ayant

(1) Voir, dans l'appendice E, le fragment d'un discours par Orestes A. Browson, sur les besoins de l'époque. Nous le donnons non comme un spécimen de ses compositions habituelles, mais tel que nous le lui avons entendu prononcer. Toutefois il est probable que les lecteurs feront comme les auditeurs et oublieront le style pour ne penser qu'aux choses. (*Note de l'Auteur.*)

prêché sur la nécessité d'être quelquefois seul contre l'opinion de tous, et ayant démontré que les plus nobles bienfaiteurs de la race humaine, les plus dévoués serviteurs de Dieu doivent quelquefois, en se frayant un chemin dans de nouvelles régions de pensées et d'actions, franchir le cercle des sympathies humaines et souffrir en conséquence, plus d'un cœur intrépide se sentit ému, et le sermon produisit sur les auditeurs une impression profonde.

Il me semble que ce qui manque surtout au clergé de toutes les communions, c'est la foi, cette foi qui le porterait d'abord à s'approprier, sans crainte et sans exception, toutes les vérités, puis à les dispenser aussi libéralement qu'il les aurait reçues. Il aime à citer l'autorité des apôtres. A quoi eût servi le ministère à saint Paul, s'il eût prêché sur toute autre matière que l'idolâtrie à Éphèse et la licence à Corinthe? Il y avait alors des gens dont la fortune, dont les préjugés, dont la moralité fausse étaient menacés. Il y avait des gens qui ignoraient la gravité de leurs transgressions, comme aujourd'hui les oppresseurs des nègres! Comment saint Paul eût-il rempli sa mission s'il avait craint de jeter la division dans la société en proclamant des principes vrais; si, craignant de troubler la paix mensongère du lucre fortuné, du vice triomphant, il s'était borné à des spéculations semblables à celles dont il avait charmé l'oreille des Athéniens, évitant avec soin, à Éphèse, de parler de Diane, à Corinthe, de parler de sagesse et de tempérance? Quelle espèce d'apôtre eût-il été? Il eût été ce qu'est aujourd'hui le clergé chrétien en Amérique.

Un grave inconvénient résulte encore de cette crainte de l'opinion, qui fait que le clergé évite d'aborder les questions ardentes de l'époque : c'est qu'il se prive de cette influence, la plus élevée de toutes, que les hommes exercent par leur caractère et leurs efforts individuels. Le caractère du clergé

est comparativement sans influence, parce qu'on le suppose exclusivement renfermé dans sa profession; ses convictions le sont également, parce qu'on les croit formées de matériaux imparfaits. Les opinions d'un ecclésiastique sur la politique et autres affaires de la vie active qui impliquent le plus la moralité n'ont de poids qu'en proportion de la régularité de ses habitudes et de ses occupations. Quelques années passées, un ministre ayant prêché sur l'escompte et sur l'élévation du prix en cas de disette de la marchandise, les négociants, ses ouailles, quittèrent l'église en riant, et le pasteur n'a jamais pu réparer cet échec; les négociants en parlent comme d'un homme très pieux et font grand cas de ses services pour maintenir, sous le joug de la religion, leurs femmes, leurs enfants et leurs domestiques; mais, depuis cette époque, en prêchant pour eux il a prêché dans le désert. Un père de famille, pieux et éclairé, me disait : « N'accueillez qu'avec précaution la parole superficielle des ecclésiastiques sur cette matière (il s'agissait d'un fait relatif à une question sociale); ils n'y connaissent rien et n'y peuvent rien connaître. — Pourquoi? — Parce qu'il n'y a personne qui les en instruise. Vous savez que tous les gens raisonnables considèrent le clergé comme tenant le milieu entre l'homme et la femme. » Dans une république où la politique fournit, à la moralité de chaque homme, un exercice et des moyens d'expression, le clergé se tient en dehors du mouvement des partis et même de tous les intérêts politiques. Quelques uns se bornent à voter; d'autres, n'osant pas même aller jusque-là, donnent, comme à l'ordinaire, pour excuse que l'opinion ne permet pas que le clergé, dans les affaires du monde, soit sur le même pied que les autres citoyens. Si cela est vrai, l'opinion publique n'a pas le droit de dicter leurs devoirs privés aux instructeurs moraux de la société, et le public mon-

tre par là qu'il a besoin des exemples du clergé, raison de plus pour le clergé de remplir fidèlement ses devoirs de citoyen. D'où viendrait la répugnance du public à voir le clergé s'acquitter de ses devoirs civiques, sinon de l'opinion populaire qu'il est inapte à les remplir? Si la démocratie voit que presque tout le clergé est fédéraliste; si les négociants et les avocats fédéralistes regardent le clergé comme impropre aux affaires ordinaires et le considèrent comme tenant le milieu entre l'homme et la femme, on comprend quelle répugnance on doit éprouver à le voir prendre part à la politique, si, toutefois, cette répugnance existe. Il ne faut pas s'en rapporter, à cet égard, à la parole du clergé seul; car il lui arrive souvent de croire le peuple incapable de supporter des choses dans lesquelles les ouailles ont déjà devancé leurs pasteurs.

Un troisième inconvénient très grave, résultant de l'isolement du clergé, c'est que, tout en privant les ecclésiastiques de l'espèce d'influence la plus élevée que l'homme ait reçue en partage, elle leur en donne une d'une espèce inférieure, influence aussi pernicieuse aux autres que dangereuse pour eux-mêmes; influence limitée aux membres les plus faibles de la société, aux femmes et aux hommes superstitieux. Ceux-ci les appellent *de fidèles gardiens*. Gardiens de quoi? Une personne bien portante peut garder un malade; un homme, sain d'intelligence, peut garder un aliéné; une grande personne peut garder un enfant, et, dans un but social, un surveillant peut garder un criminel. Mais comment un homme garderait-il son égal dans les matières spirituelles les plus absolument individuelles de toutes? comment un homme pourra-t-il s'interposer entre l'ame d'un autre et l'infini vers lequel elle tend? Si l'on dit qu'ils sont les gardiens de la vérité et non de la conscience, on peut leur demander d'exhiber leurs pouvoirs. Dieu

a donné la vérité pour tous ; chacun doit en prendre ce qu'il peut en recevoir, et celui-là se rend coupable qui confie à un autre la garde de ce qui lui a été donné pour lui-même. Quant à l'aptitude du clergé au rôle de gardien, il me suffira de dire ce que je sais : l'infidélité a pénétré dans l'enceinte de leurs églises, dans une proportion qu'ils ne soupçonnent même pas ; et il règne, parmi leurs ouailles, un dérèglement dont ils seront les derniers à être informés. Même dans les choses regardées comme étant de leur compétence spéciale, l'état de la foi et de la moralité, ils sont plus dans les ténèbres que les autres membres de la société. Quelques unes des personnes les plus religieuses et les plus morales se trouvent parmi celles qui n'entrent jamais dans leurs églises ; au contraire, parmi ceux qui forment l'auditoire du pasteur, pendant qu'il subtilise sur des abstractions, bâtit un édifice moral sur des principes imparfaits ou sur des impossibilités métaphysiques, il en est en qui la capacité même de croire fermement a été cruellement détruite ; il en est qui cachent une morale relâchée sous les dehors rigides de la religion ; d'autres, plus désespérés encore, sont arrivés au point de faire marcher simultanément et leur religion et leur déréglement. Cela ne ressemble-t-il pas à l'aveugle conduisant l'aveugle?

Sur ceux qui considèrent le clergé comme de fidèles gardiens, son influence est mauvaise en tant qu'elle se rattache à son ministère ; quant à celle qui est inspirée par l'amitié et les relations sociales, elle est bonne ou mauvaise, selon le caractère des individus. Je n'ai pas une haute opinion de l'utilité des visites du pasteur à ses ouailles, excepté à des personnes pauvres et affligées qui n'ont guère d'autre sympathie humaine à attendre. Je ne m'étendrai pas sur un sujet désagréable, le dévouement des dames au clergé. Je pense qu'il n'y a pas de ministre à vues li-

bérales qui ne voie et ne sente que trop vivement tout ce qu'il y a d'inconvénients à ce que les femmes n'aient de ressource contre l'ennui que dans la religion, et à ce qu'il y ait une profession spéciale chargée de l'administrer. J'ai entendu quelques unes des femmes âgées, les plus rationnelles et les plus pieuses que j'aie connues en Amérique, parler, avec le sentiment d'une conviction forte, des inconvénients qui résultent pour leur sexe des visites faites à leurs ouailles par des ecclésiastiques jeunes et pauvres. Il n'y a pas beaucoup de différence entre la confession auriculaire de l'Église catholique et la confiance spirituelle dans les ministres qui mettent le plus d'empressement à s'acquitter de ces sortes de visites. On peut voir, dans les journaux religieux de l'Amérique, les secours que les femmes donnent à de jeunes ministres par le moyen de travaux à l'aiguille ou de souscriptions. Si des jeunes gens ne peuvent gagner par eux-mêmes de quoi terminer leur éducation, pourvoir à leur nourriture et à leurs vêtements sans le secours des femmes, ils peuvent conclure en toute assurance que leur vocation est d'abord de gagner leur pain, sans préjudice de ce qu'elle pourra être plus tard (1). Mais cette dépendance n'est pas du tout nécessaire; il y a plus de ressources pour les ecclésiastiques qu'il n'y a d'ecclésiastiques pour en profiter.

Un jeune ecclésiastique se plaignit, un jour, à moi de l'affliction que lui causaient les visites qu'il faisait à ses ouailles : il venait de visiter et d'exhorter une mère qui avait eu la douleur de perdre son enfant; douleur contre laquelle avaient échoué ses consolations. La malheureuse mère était restée immobile, écoutant tout ce qu'il lui disait; mais il avait la conviction de n'avoir produit aucune impression sur elle, et qu'il était résulté de sa visite

(1) Voir l'appendice F.

plus de mal que de bien. Comment aurait-il pu en être autrement? Que savait-il de la douleur d'une mère pleurant la perte de son enfant? On l'avait envoyé chercher comme une sorte de magicien pour charmer la douleur du cœur, comme si une telle douleur pouvait être charmée. La sympathie est le seul moyen de la rendre supportable, et certainement il n'en avait aucune; il n'avait qu'une timide affliction qui venait aggraver encore l'affliction maternelle : il était donc tout simple qu'il ne pût produire aucun effet salutaire.

La religion n'est administrée avec avantage en Amérique que par le caractère personnel des membres les plus vertueux de la société en dehors de la profession théologique, et aussi par les actes et les prédications des membres du clergé qui mettent le plus de régularité dans leur conduite et dans leurs idées. Les ecclésiastiques dont le caractère est exclusivement clérical sont, après les ecclésiastiques vicieux, les plus dangereux ennemis du christianisme.

La cause n'en est pas dans le système volontaire, car le mal est également grand des deux côtés de l'Atlantique; et une religion de l'État, comme en Angleterre, ne fait qu'ajouter à ce mal; elle est dans le clergé supérieur, dans le scandale d'une classe insouciante, ambitieuse et mondaine, et, dans le clergé inférieur, elle naît du spectacle d'une classe négligée, mal rétribuée et portant à elle seule tout le poids du ministère (1).

Le mal réside dans une superstition qu'aucune religion de l'Etat ne peut détruire; dans celle qui consiste à croire que la religion puisse être dans quelque chose

(1) Rien d'amusant comme de voir le point de vue sous lequel nos institutions aristocratiques et ecclésiastiques sont envisagées par la simplicité républicaine : on m'a plusieurs fois demandé si les évêques anglais n'étaient pas une aristocratie intermédiaire entre les lords et les communes. (*Note de l'Auteur.*)

qui n'est pas la vertu. Il en résulte qu'il existe une profession ecclésiastique non pour l'étude de la science théologique, ce qui serait très raisonnable, mais pour la dispensation de la vertu : de là vient que la vertu ecclésiastique est séparée par la pratique de la vertu active personnelle et sociale ; de là vient encore que la classe agricole d'Amérique, continuellement en présence du grand-prêtre de Dieu, la nature, et hors du contact mondain d'une société égarée par la superstition, est toujours en avant du reste de la société sur la grande question morale de l'époque, tandis que le clergé est toujours en arrière.

Quel remède à cela ? un changement dans l'administration religieuse. Le peuple ayant été élevé à croire qu'il voyait le christianisme dans ses ministres, il est d'abord résulté de cette erreur qu'on s'est mépris et qu'on se méprend encore sur le véritable esprit du christianisme. Les conflits moraux dont nous sommes témoins servent à rectifier cette erreur, et le peuple commence à s'apercevoir que ce qu'on croyait un miroir fidèle n'est qu'un grossier réflecteur; ce qui l'amènera à regarder par ses propres yeux, sans aucun intermédiaire. La profession cléricale est trop difficile et trop périlleuse, trop peu justifiable en principes, trop opposée à l'esprit de l'Évangile, pour survivre longtemps aux investigations religieuses et individuelles auxquelles les fautes du clergé poussent chaque jour le peuple.

En attendant, à quoi devons-nous donc nous confier en matière de religion ? à l'administration de Dieu et au cœur de l'homme. Dieu n'a-t-il pas ses voix, différentes des nôtres, pour instruire l'homme alors qu'il s'égare ? Dans l'ouest sauvage, loin des églises et des prêtres, il est doux de voir la religion fleurir à l'ombre des forêts, au souffle des vents, à la lumière des étoiles. L'enfant sur la pelouse n'est pas seul à prêter l'oreille pour entendre les pas de

Dieu sur le parquet de sa création; nous sommes tous enfants et tous nous prêtons l'oreille. Des impulsions religieuses s'éveillent partout où il y a vie et religion; partout où il y a affections à nourrir, vieillesse et enfance à protéger. S'il est vrai que la sensibilité religieuse ne soit jamais mieux éveillée que par le spectacle de la beauté morale, l'existence de la religion est partout assurée; car la beauté morale n'est pas moins perceptible à l'intelligence humaine que la lumière du jour aux yeux humains. La religion vivra tant que vivra l'histoire de l'Évangile, tant la beauté morale y resplendit avec éclat : comment ceux qui la contemplent pourraient-ils ne pas comprendre que, si elle se dévoilait à l'esprit de l'homme, elle serait à l'instant adoptée par sa raison et par son amour. Du jour de sa naissance elle a réorganisé et vivifié la société et poursuit maintenant son œuvre dans le Nouveau-Monde. Comme je l'ai dit, les institutions de l'Amérique sont profondément implantées dans le christianisme; son esprit doit se frayer une route certaine au travers d'une société où il est, en quelque sorte, inné; le manque de confiance en ses propres forces ne peut arrêter pour toujours cet esprit dans sa sainte mission; il continuera à signaler les anomalies, à démasquer l'hypocrisie, à gourmander la mauvaise foi, à sympathiser avec le proscrit, et à chasser les passions sordides de ce temple de la société, le plus glorieux qui ait jamais été construit. La société sera infailliblement chrétienne comme la démocratie est évidemment chrétienne.

FIN DE LA QUATRIÈME PARTIE.

CONCLUSION.

Il faut terminer ce livre; mais je n'ai point de conclusion à présenter. Je n'ai pas la prétention d'avoir, à propos de la société américaine ou de son avenir, établi une théorie à laquelle il soit nécessaire, en terminant, de mettre la dernière main. La société américaine elle-même ne constitue que les premières pages d'un grand livre d'évènements, dans le progrès desquels nous ne pouvons porter qu'un regard incertain et borné. Il n'y a donc pas de conclusions possibles sur l'état actuel de cette grande nation.

En attendant, des faits prédominants ressortent de son histoire et de sa condition; et, tout en refusant de formuler un jugement sur sa vertu ou son bonheur positif ou relatif, il peut être utile de constater ces faits.

Par un heureux concours d'abondance extérieure et d'institutions libérales, l'Amérique voit moins de crimes, moins de pauvreté et redoute moins de dommages éventuels de toute espèce qu'aucune des sociétés qui l'ont précédée dans les voies de la civilisation. Ce n'est pas là seulement un bien présent, c'est encore le meilleur pronostic d'une fidélité persévérante aux vrais principes démocratiques.

Quoique, dans la pratique, les Américains soient restés en arrière des principes proclamés de leur association, ils ont réalisé beaucoup de choses pour lesquelles le reste du monde civilisé lutte encore, et que quelques nations commencent seulement à projeter. En tout et pour tout ils se gouvernent eux-mêmes. Ils n'ont à craindre ni une aristocratie hé-

réditaire, ni l'union de la religion avec l'État, ni des impôts vicieux ou excessifs, ni l'irresponsabilité d'aucune classe. Quels que soient les vices qui restent encore ou puissent naître, soit dans la législation, soit dans la puissance exécutive, les moyens d'y remédier sont entre les mains du peuple tout entier ; et ce peuple est en possession de la glorieuse certitude qu'avec du temps et des efforts tous les buts raisonnables seront infailliblement atteints. Les Américains ont une effroyable anomalie à rejeter, un péché mortel contre leurs propres principes à abjurer ; mais ils y travaillent avec une ardeur qui prouve que le cœur de la nation est resté sain. Les progrès que la question d'abolition a faits depuis trois ans dans la totalité des districts ruraux du nord témoignent en faveur de la vertu de la nation plus éloquemment que ne déposent contre elle les bruyantes clameurs d'une portion des planteurs du sud, de l'aristocratie commerciale du nord et le silence du clergé. Il ne faut pas juger de la nation par ceux de ses membres, dont les intérêts mondains sont liés au maintien de l'anomalie, ni même par les huit cents sociétés abolitionnistes qui fleurissent dans le nord, appuyées par les secours individuels d'un grand nombre de ses associés ; ce n'est d'après aucun de ces partis, c'est par l'aspect du conflit établi entre eux que la nation doit être jugée relativement à l'esclavage. S'il est vrai que les cinq abolitionnistes qui se réunirent pour la première fois, il y a cinq ans, dans une petite chambre, pour mesurer leurs forces morales contre cette énormité nationale, sont devenus une armée sous les assauts de laquelle l'institution vicieuse tremble jusque dans ses fondements, il est temps que l'esclavage cesse d'être pour la nation une tache déshonorante. L'Europe doit maintenant à l'Amérique la justice de la regarder comme la terre de l'abolitionnisme tout aussi bien que la patrie de l'esclavage.

La civilisation et la moralité des Américains sont loin d'être à la hauteur de leurs principes; c'est assez en dire; cela vaut mieux que de les mettre en regard de la moralité ou de la civilisation européenne, ce qui serait de toute inutilité, à moins qu'on ne veuille supposer, ce qui ne serait pas juste, que leur moralité et leur civilisation résultent de leur organisation politique; ils sont soumis à l'action de mille autres influences qui doivent nécessairement empêcher de conclure de la politique des Américains à leur moralité. Ces conclusions seront un peu moins téméraires dans deux siècles : en attendant, le devoir du monde, aussi bien que celui de l'Amérique, sera de surveiller la marche du républicanisme et de la moralité nationale, d'observer leur action mutuelle et de faire humblement leur profit des leçons qui doivent ressortir de cette nouvelle expérience. Au monde entier, de même qu'aux Américains, il importe de s'assurer si ce haut degré de respect et de bienveillance réciproque, qui distingue les Américains, doit être attribué à leur républicanisme, et, ensuite, jusqu'à quel point leur républicanisme est responsable de leur plus grand obstacle : l'absence d'indépendance morale.

Le trait le plus éminemment distinctif chez eux est le contentement national : si c'était le résultat de l'apathie, ce serait un sentiment méprisable; s'il n'existait pas conjointement avec un principe actif de progrès, il serait absurde. Tel qu'il est, je ne puis envisager cet attribut national qu'avec un sentiment de vénération : ayant peu de doutes sur le salut général de l'Union américaine, et n'en ayant aucun sur le progrès moral de ce peuple, il est évident pour moi que ce contentement national survivra à tous les mépris et même à toutes les admirations, et qu'on

finira par le regarder avec cette émotion naturelle et universelle qui permet de reconnaître dans un individu l'égalité d'ame inspirée par un respect rationnel de soi-même.

APPENDICE A.

DISCOURS DE M. ADAMS SUR LE TEXAS.

Il est une hypothèse plus redoutable, qui est certainement dans les limites du possible, et plût à Dieu qu'elle ne fût pas dans celles du probable! Vous avez été, si vous n'êtes pas maintenant, sur le point d'avoir la guerre avec le Mexique; et, je le dis avec douleur, cette guerre, si j'en crois le bruit public, a été provoquée de notre part, depuis le commencement de l'administration actuelle jusqu'à l'autorisation récente donnée au général Gaines d'envahir le territoire mexicain. On dit que l'un des premiers actes de cette administration, à l'époque où il existait, au Mexique, beaucoup de mauvaise humeur contre les États-Unis, a été de proposer à cet État de céder aux États-Unis une portion de son territoire assez considérable pour constituer neuf États d'une étendue égale au territoire de Kentucky. Il faut avouer qu'il était impossible de trouver un meilleur moyen de faire naître la jalousie, le soupçon, l'hostilité et la haine; on ajoute que cette ouverture, offensante par elle-même, a été faite précisément à l'époque où un essaim de colons venus des États-Unis couvrait la frontière mexicaine d'agiotage et d'esclaves introduits en violation des lois du Mexique qui ont aboli l'esclavage dans toute l'étendue de la république. La guerre qui se fait maintenant au Texas est une guerre civile mexicaine, une guerre

ayant pour but de rétablir l'esclavage aux lieux où il a été aboli ; ce n'est pas une guerre civile, mais bien une guerre entre l'esclavage et l'émancipation, et l'on s'est efforcé de nous y faire prendre part en appuyant la cause de l'esclavage.

Certes, c'est pour nous une circonstance heureuse que ce monstre de Santa-Ana ait été vaincu et fait prisonnier, et, toutefois, je ne partage pas la joie enthousiaste avec laquelle on nous a dit que quiconque avait du sang anglo-saxon dans les veines devrait se réjouir en apprenant que ce scélérat, devenu prisonnier de guerre, a été fusillé de sang-froid par le chef anglo-saxon de l'armée texienne victorieuse. Parmi les membres de cette Chambre, qui ne sont point d'origine anglo-saxonne, nul, sans doute, ne s'offensera qu'Anglo-Saxon moi-même, j'estime ce sang-là le meilleur qui ait jamais coulé dans des veines humaines. Certes, elle est loin de moi la pensée de ravaler la gloire de la race anglo-saxonne, bien qu'il y ait eu un temps où elle ait courbé la tête sous le joug et se soit soumise à l'ascendant de la race normande; mais une preuve manifeste de l'esprit qui nous pousse à cette guerre d'agression, de conquête et d'asservissement, c'est qu'on rallume tous les anciens brandons de haine nationale et héréditaire pour nous familiariser avec l'abominable idée de prisonniers massacrés de sang-froid. N'y a-t-il donc pas encore assez de haine entre les races qui composent votre population méridionale et la population du Mexique, sans qu'il soit nécessaire, pour stimuler l'hostilité des races, de remonter à huit cents ans et de recourir aux annales d'un autre hémisphère? Quels sont les sentiments qui animent les parties constitutives de notre population méridionale, les populations anglo-saxonne, normande, française et mauresque-espagnole de la Louisiane, du Mississipi, de l'Arkansas et du Missouri? Quels

sentiments existent entre elles et l'Indien sauvage, possesseur originaire du sol, et que déjà vous refoulez jusqu'au pied des montagnes Rocheuses? Quels sentiments existent entre elles toutes et le nègre, Américain de naissance, Africain d'origine, qu'ils retiennent dans un cruel esclavage? Sont-ce là des éléments d'harmonie, de concorde et de patriotisme entre les parties constitutives d'une nation qui va faire une guerre de conquête? Et quels sont les sentiments qui animent ce mélange bigarré de votre population méridionale contre le mélange, tout aussi hétérogène, de la population mexicaine? Toi, peuple anglo-saxon, propriétaire d'esclaves, exterminateur d'Indiens, ne hais-tu pas, du fond de ton ame, l'Indien hispano-mexicain, émancipateur des esclaves et aholisseur de l'esclavage? Et crois-tu que ta haine ne soit pas cordialement payée de retour? Va à Mexico, ou interroge ceux de tes compatriotes qui y ont été dans les trois ou quatre dernières années; ils te diront que c'est à peine si, en leur qualité d'Anglo-Américains, ils osent se montrer en public; sois sûr que, si tu détestes franchement le Mexicain, la haine qu'il t'a vouée n'est pas moins vive et moins profonde.

Et voilà la nation contre laquelle, à l'instigation de votre gouvernement exécutif, vous allez faire la guerre, une guerre de conquête que vos agressions ont provoquée, ayant pour but de rétablir l'esclavage en des lieux où il est aboli; car c'est avec le Mexique que vous aurez la guerre, avec une république composée de vingt-quatre États et dont la population s'élève à huit ou neuf millions d'ames. Il semblerait que cette victoire, remportée sur douze cents hommes, que la capture de leur chef, le président de la république mexicaine, ont déjà assuré la conquête de la république tout entière. Qu'elles aient consommé l'indépendance du Texas, la chose n'est pas impossible.

Mais le Texas est à la république mexicaine moins encore que l'État du Michigan n'est à la vôtre, cet État du Michigan dont la population vous somme vainement d'accomplir la promesse solennelle que vous lui avez faite de l'admettre, comme État, dans l'Union américaine; l'État du Michigan, qui aurait des motifs plus puissants à alléguer contre vous pour déclarer son indépendance, s'il était disposé à le faire, que la population du Texas n'en a jamais eu pour rompre son union avec la république du Mexique. Le Texas est une portion de l'extrême frontière de la république du Mexique : jusqu'à la révolution qui sépara le Mexique de l'Espagne, ce n'était encore qu'un désert habité seulement par des Indiens; lors de l'organisation de la confédération mexicaine, il n'était pas assez peuplé pour former un État à part, il fut en conséquence annexé au Coahuila où réside la plus grande partie de la population indigène. L'histoire de toutes les colonies hispano-américaines émancipées a été, depuis leur séparation de l'Espagne, une longue suite de guerres civiles, de révolutions résolues dans une seule bataille, souvent fort insignifiante, de chefs n'ayant d'autres titres au pouvoir que le meurtre de leurs prédécesseurs immédiats. Ils ont tous partagé le caractère de la première conquête du Mexique par Cortez, et du Pérou par Pizarre; et c'est là ce qui me fait frémir, à la pensée de lier, d'une manière indissoluble, notre destinée à la leur. Il est possible qu'une révolution nouvelle du Mexique suive la captivité ou la mort de son président; le bruit même a couru qu'une révolution de ce genre avait éclaté, même avant sa défaite; mais je ne vois pas comment la dépendance du Texas ou la capture et l'exécution militaire de Santa-Ana vous sauveront d'une guerre avec le Mexique. Santa-Ana n'était que l'un des individus de cette race dont l'Amérique espagnole a été,

depuis vingt-cinq ans, la mère féconde, de ces soldats de fortune qui se sont élevés, par le glaive ou la balle, au suprême pouvoir, et que la balle ou le glaive en a fait descendre. Cette race n'est pas éteinte; les dernières nouvelles, venues du Pérou, nous annoncent qu'un général vient d'y finir comme ont fini, au Mexique, Yturbide, Mina, Guerrero et Santa-Ana. Le sol qui les a produits peut encore en faire naître d'autres : ils se reproduisent d'eux-mêmes ; il n'y a de changés que le nom et l'homme. Ce sera une guerre de races que votre guerre ; une guerre de l'Américain-Anglo-Saxon contre l'Américain-Mexicain-Mauresque-Espagnol, une guerre entre le nord et le sud de l'Amérique septentrionale, de Passamaquoddy jusqu'à Panama. Êtes-vous préparés à une pareille lutte?

Je vous demanderai de nouveau quelle cause vous défendrez dans cette guerre? Sera-ce l'oppression, la conquête et le rétablissement de l'esclavage aux lieux où il est aboli? Dans cette guerre, le Mexique combattra sous les bannières de la liberté, et vos bannières à vous, je rougis de le dire, seront celles de l'esclavage.

Si je considère nos États-Unis et les États-Unis mexicains uniquement comme deux masses de puissance entrant en collision l'une contre l'autre, je ne doute pas que l'événement ne soit plus fatal au Mexique qu'à nous; la conquête de tout le Mexique ne serait même pas un résultat improbable du conflit, surtout si la guerre ne devait s'étendre qu'aux deux puissances combattantes. Mais se renfermera-t-elle dans cette limite. Le Mexique est évidemment la plus faible des deux puissances, mais non la moins préparée à agir. Le Mexique a de la guerre une expérience plus récente; il compte un plus grand nombre de vieux soldats, et, quoique son chef le plus important ait éprouvé une fatale et ignominieuse

défaite, toutefois cela est arrivé, avant lui, à des généraux trop confiants dans le succès, trop dédaigneux de leur ennemi. Aujourd'hui même, le Mexique est plus préparé à porter la guerre chez vous que vous ne l'êtes à la porter chez lui. Santa-Ana pourra trouver un successeur enflammé du désir de venger, non seulement son désastre, mais encore ce que sa nation et lui considéreront comme votre hostilité perfide : il pourra être appuyé par l'esprit national ; il pourra, non seulement changer en défaite la victoire des Texiens, mais encore les obliger à chercher un refuge chez vous et les poursuivre au centre de votre propre territoire. Êtes-vous en mesure de leur résister? Les succès obtenus dans votre dernière campagne, contre une misérable bande de cinq ou six cents Indiens séminoles, invisibles, campagne qui a nécessité l'emploi de votre armée entière, de tous vos vieux généraux, de toutes vos milices, de tous vos volontaires indisciplinés, ce succès est-il l'avant-coureur de l'énergie et de la vigueur que vous apporterez à cette guerre tout autrement compliquée et bien plus formidable? J'ai dit compliquée, et comment? Votre guerre contre les séminoles s'étend déjà aux Criks. Vos ennemis, dans leur marche calamiteuse, entraînent avec eux vos nègres esclaves, et leur mettent les armes à la main pour faire cause commune avec eux contre vous; et, jusqu'où s'étendra cet incendie si un général mexicain envahit votre territoire, portant, dans une main, le flambeau de la liberté, et dans l'autre son étendard ; annonçant à l'esclave l'émancipation, et la vengeance à l'Indien indigène? Quelle sera la condition de vos États de la Louisiane, du Mississipi, de l'Alabama, de l'Arkansas, du Missouri et de la Géorgie? Que deviendront vos nègres? Que deviendra cette masse combinée et concentrée de tribus indiennes que, par une inexplicable poli-

tique, vous avez chassées de leurs habitations au loin disséminées, pour les refouler dans le voisinage même du Mexique, comme pour fournir à cette nation des alliés naturels dans ses hostilités contre vous? Vous avez sur les bras une guerre contre le Mexique, une guerre contre les Indiens et une guerre contre les nègres, et vous vous y précipitez en aveugles; vous parlez de reconnaître l'indépendance de la république du Texas, et vous brûlez d'annexer à vos domaines, déjà trop vastes, non seulement le Texas, mais encore Coahuila, Tamaulipas et Santa-Fé, depuis la source jusqu'à l'embouchure du Rio-Bravo. Deux cent mille lieues carrées n'étancheraient pas aujourd'hui la soif d'agrandissement qui vous dévore.

Mais cette guerre, croyez-vous qu'elle sera restreinte au Mexique seul? Non, certes. La lutte une fois commencée, le Mexique, comme le plus faible, cherchera autour de lui des secours aussi bien parmi vos nègres que parmi vos Indiens. Ni la Grande-Bretagne, ni la France ne souffriront que vous fassiez cette conquête sur le Mexique; elles ne vous permettront même pas d'annexer, sans leur intervention, l'État indépendant du Texas à votre confédération. Ainsi votre guerre mexicaine sera compliquée d'une guerre anglo-saxonne. La Grande-Bretagne ne saurait avoir d'objection sérieuse contre l'indépendance du Texas; elle ne demanderait sans doute pas mieux que de prendre le nouvel État sous sa protection, comme une barrière élevée tout à la fois contre le Mexique et contre vous; mais elle ne souffrira pas que vous vous agrandissiez par son adjonction; surtout, elle ne vous permettra pas d'acquérir le Texas par voie de conquête et en rétablissant l'esclavage. Poussée par le torrent irrésistible de l'opinion publique, la Grande-Bretagne a récemment, au prix de 100,000,000 de dollars, que la nation anglaise a

payés avec joie, aboli l'esclavage dans toutes ses colonies des Indes-Occidentales. Après avoir donné un pareil exemple, elle ne restera pas spectatrice silencieuse du rétablissement de l'esclavage en des lieux où il était aboli depuis plusieurs années, et situés dans le voisinage immédiat de ses îles. Elle vous dira que, si vous voulez que le Texas fasse partie de votre confédération, ce doit être sans la tache et l'embarras de l'esclavage, et que, si vous faites la guerre pour enchaîner vos semblables, elle fera la guerre contre vous pour briser leurs chaînes. Quel rôle jouerez-vous, aux regards du monde, dans votre lutte acharnée contre la Grande-Bretagne : elle combattant pour l'émancipation et vous pour l'esclavage; elle la bienfaitrice et vous les oppresseurs de l'espèce humaine? Dans une telle guerre, l'enthousiasme de l'émancipation réveillerait chez elle la rivalité nationale et toute sa jalousie naturelle contre notre agrandissement. Rien ne serait plus populaire, en Angleterre, qu'une guerre contre l'esclavage, la traite et les Anglo-Saxons nés de ses entrailles.

Quant à l'adjonction du Texas à votre confédération, quelle peut en être l'utilité? N'avez-vous pas déjà assez de territoire; deux millions de milles carrés ne sont-ils pas une surface assez vaste pour l'insatiable rapacité de vos agioteurs? J'espère qu'il n'y en a pas un seul parmi ceux qui m'écoutent. N'avez-vous pas assez d'Indiens à chasser du pays où sont les tombeaux de leurs pères, assez de tribus sauvages à exterminer? Sous le point de vue militaire, quel bien vous reviendrait de l'adjonction du Texas? ce serait pour vous une source non de puissance, mais de faiblesse. Votre frontière du sud et du sud-ouest n'est-elle pas suffisamment étendue, suffisamment faible, suffisamment dégarnie? Pourquoi ajoutez-vous sans cesse de nouveaux régiments de dragons à votre armée permanente? pourquoi, par des

ordres discrets ou indiscrets, vous efforcez-vous d'élever cette armée, de moins de six mille, à un effectif réel de plus de vingt mille hommes? Votre général en chef, maintenant de retour de son excursion dans la Floride, vous recommande expressément d'élever votre armée à ce nombre. L'extension de votre frontière maritime, de la Sabine au Rio-Bravo, décuplerait votre faiblesse; car, maintenant, vous n'êtes faibles que relativement au Mexique. Vous seriez faibles alors contre la Grande-Bretagne, la France, peut-être même contre la Russie, contre toute puissance navale de l'Europe à qui il conviendrait de nous chercher querelle, dans le but d'établir une colonie; mais, surtout, nous serions faibles contre la Grande-Bretagne. Par sa puissance maritime et ses colonies américaines, elle tient les clefs du golfe du Mexique. Quel serait le sort de notre frontière, de l'embouchure du Mississipi à celle du Rio-del-Norte, dans l'hypothèse d'une guerre avec la Grande-Bretagne? M. Monroë avait trois raisons pour accepter la Sabine comme frontière: d'abord, il ne croyait pas que nos droits s'étendissent jusqu'au Rio-Bravo; secondement, il pensait que notre union en serait surchargée au point de se briser en éclats par son propre poids; troisièmement, il estimait que ce serait étendre une trop longue ligne de côtes maritimes qui, en cas de guerre avec la Grande-Bretagne, pourraient tomber en son pouvoir, et que nous ne pourrions ni défendre ni recouvrer. A cette époque, la question n'était pas compliquée de celle de l'esclavage ou de l'abolition. Ce territoire appartenait à l'Espagne; c'était un désert, et l'esclavage y était la loi du pays. Dans le triangle compris entre les embouchures et les sources du Mississipi et du Rio-Bravo, on n'avait pas encore le projet de créer neuf États à esclaves, devant occuper dix-huit siéges dans l'autre branche de notre législature. Mais sur quoi

établissions-nous notre droit? Nous prétendions que la Salle ayant découvert l'embouchure du Mississipi, et la France ayant fondé un établissement à la Nouvelle-Orléans, cette dernière puissance avait droit à une moitié de la côte maritime, depuis l'embouchure du Mississipi jusqu'à l'établissement espagnol le plus proche, qui était Vera-Cruz. L'embouchure du Rio-Bravo était, à peu près, à moitié chemin de Balize à Vera-Cruz. Comme héritiers des droits de la France, du chef de la Louisiane, nous réclamions tout le territoire jusqu'au Rio-del-Norte, bien qu'il y eût, à la source de ce fleuve, l'établissement espagnol de Santa-Fé. La France, de qui nous tenions la Louisiane, nia positivement avoir jamais élevé une pareille prétention. Néanmoins nous soutinmes, tant bien que mal, notre réclamation et finîmes par accepter, comme compensation, les Florides et la ligne frontière du 42e degré de latitude, depuis la source de l'Arkansas jusqu'à la mer du Sud. Telle était la nature de nos droits; et vous pouvez juger quelle confiance pouvait avoir M. Monroë à leur validité. Ce qu'on désirait avant tout dans ce pays, c'était l'obtention des Florides. C'était le désir du général Jackson, et, dans l'entretien dont j'ai parlé et que, dit-on, il ne se rappelle pas, il me déclara que, tant que les fleuves de la Floride ne seraient pas en notre possession, il ne pouvait y avoir de sécurité pour la partie méridionale de notre territoire.

Mais supposons que le Texas soit annexé aux États-Unis; il ne se passerait pas un an avant que vous n'ayez à faire la guerre pour conquérir l'île de Cuba. Et quelle est la condition de cette île? Elle est sous la protection nominale de l'Espagne. Et quelle est la condition de l'Espagne elle-même? Elle déchire ses propres entrailles dans une guerre civile pour la succession au trône. Croyez-vous, quelle que soit l'issue de cette guerre, qu'elle puisse conserver

la possession même nominale de Cuba? Maintenant que l'Espagne a perdu toutes ses colonies continentales en Amérique, Cuba sent le besoin d'une protection plus efficace, et surtout de la protection d'une puissance navale. Supposonsque cette puissance navale soit la Grande-Bretagne. Cuba est à vos portes; si vous vous étendez sur une côte déserte, depuis la Sabine jusqu'au Rio-Bravo, dans quelle position vous trouverez-vous à l'égard de la Grande Bretagne ayant dans ses mains, non seulement la Jamaïque, mais Cuba et Porto-Rico, et le mot abolition inscrit sur son étendard? Pensez-vous que ce soient là des suppositions fantastiques? Écoutez un fait historique qui ne remonte pas à une époque éloignée. Il n'y a pas un bien grand nombre d'années qu'une révolution intérieure, en Espagne, soumit, pendant quelque temps, ce pays et son roi au gouvernement passager des cortès. Cette révolution fut suivie d'une autre, par laquelle, sous les auspices d'une armée française commandée par le duc d'Angoulême, Ferdinand VII fut rétabli sur un trône despotique; Cuba avait suivi la fortune victorieuse des cortès: quand vint la contre-révolution, les habitants de cette île, ne pouvant prévoir quelle serait leur destinée, ne surent d'abord quel parti prendre. Deux partis considérables s'élevèrent dans l'île: l'un voulait la placer sous la protection de la Grande-Bretagne, et l'autre l'annexer à la confédération des États-Unis. J'ai toute raison de croire que des ouvertures furent faites, par l'un de ces partis, au gouvernement de la Grande-Bretagne, et *je sais* que des ouvertures furent faites par l'autre au gouvernement des États-Unis. Je sais encore que le président des États-Unis fut confidentiellement informé, par le gouvernement français, que le gouvernement anglais avait résolu de s'emparer de Cuba. Si des ouvertures semblables furent faites à la France

elle-même, c'est ce que je ne puis affirmer; mais je sais parfaitement que M. George Canning, alors ministre des affaires étrangères, en Angleterre, craignit un moment que, sous la tutelle du duc d'Angoulême, Ferdinand VII ne confiât au commandant d'une escadre française la garde du château Moro. Il arriva qu'à cette époque une escadre française considérable fut équipée et reçut l'ordre de faire voile pour les Indes-Occidentales, sans que le gouvernement britannique eût reçu communication formelle de ce fait; aussitôt qu'il en eut connaissance, il donna ordre à l'ambassadeur anglais, à Paris, de demander, de la manière la plus péremptoire, la destination de cette escadre, et une assurance positive qu'elle n'était pas destinée pour la Havane. Ce fut l'occasion d'explications mutuelles à la suite desquelles, non en la forme solennelle d'un traité, mais en se communiquant mutuellement leurs intentions formelles, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis convinrent que, dans la condition actuelle de Cuba, aucune d'entre elles n'en enleverait la possession à l'Espagne. Cet engagement fut fidèlement observé par toutes les parties contractantes; mais sans cet engagement, qui doute que, depuis cette époque, l'une des trois puissances ne se fût emparée de cette île et ne la possédât sans contrôle? Aujourd'hui les circonstances ont changé; des révolutions populaires en France et en Angleterre ont peut-être affaibli, en Angleterre, l'esprit de conquête, et il est probable que la France a bien assez à gouverner son royaume d'Alger. Mais l'Espagne est de nouveau en proie au fléau de la guerre civile, et toutes ses colonies d'Amérique sont irréparablement perdues pour elle. Il est impossible qu'elle retienne, longtemps encore, une ombre de domination sur les Indes de Cuba et de Porto-Rico; d'autre part, ces Indes, dans leur condition actuelle, ne peuvent for-

mer des nations indépendantes, capables de se protéger elles-mêmes. Elles resteront, longtemps encore, à la merci de la Grande-Bretagne ou des États-Unis; en ce moment même, la Grande-Bretagne est sur le point d'intervenir dans la guerre pour la succession espagnole. Si, par suite de la faiblesse inconcevable de la confédération mexicaine, cette révolte du Texas amenait sa séparation d'avec cette république et son adjonction aux États-Unis, je regarde comme impossible que la Grande-Bretagne prenne la chose avec indifférence. Elle comprendra que cet événement menace d'ébranler sa puissance coloniale sur le continent, dans le golfe du Mexique et dans la mer des Caraïbes; elle comprendra aussi qu'il met en péril l'abolition de l'esclavage dans ses propres colonies. Une guerre pour le rétablissement de l'esclavage, là où il a été aboli, si elle réussit au Texas, doit s'étendre sur tout le Mexique; et cet exemple pourra donner le signal d'une guerre entre la race blanche et la race noire dans les Indes-Occidentales. N'en doutez pas, l'Angleterre prendra possession de Cuba et de Porto-Rico, en vertu d'une cession de l'Espagne, ou à l'aide des batteries de ses murailles de bois; et, si vous lui demandez en vertu de quel droit elle agit, elle vous demandera, à votre tour, en vertu de quel droit vous avez prolongé votre côte maritime de la Sabine au Rio-Bravo. Elle vous fera une question plus embarrassante encore; elle vous demandera de quel droit, vous qui parlez de liberté, d'indépendance et de démocratie, vous faites une guerre d'extermination pour forger de nouvelles chaînes et de nouvelles entraves pour remplacer celles qui ont été brisées. Elle portera l'émancipation et l'abolition dans chacun des plis de son drapeau; tandis que vos étoiles, tout en croissant en nombre, seront obscurcies par les sombres vapeurs de l'oppression, et on n'apercevra de vos

bannières que les lanières sanglantes du piqueur des esclaves.

Êtes-vous préparés à toutes ces guerres : à une guerre avec le Mexique; à une guerre avec la Grande-Bretagne, sinon avec la France; à une guerre générale contre les Indiens; à une guerre servile; et, comme conséquence inévitable de toutes celles-là, à une guerre civile? car tout cela doit aboutir définitivement à une guerre entre les couleurs aussi bien qu'entre les races : et vous imaginez-vous que, tandis que vous allumez sciemment cette conflagration et vous y précipitez en aveugles; vous imaginez-vous que, tandis que, selon la nature même des choses, vos États du sud et du sud-ouest doivent être la Flandre de ces guerres compliquées, le champ de bataille où doit être livré le terrible et dernier combat entre l'esclavage et l'émancipation; vous imaginez-vous que le congrès sera sans autorité constitutionnelle pour intervenir, *de manière ou d'autre*, dans l'institution de l'esclavage, à l'égard des Etats de cette confédération? Soyez-en persuadés, le congrès devra intervenir, et il interviendra peut-être pour soutenir l'esclavage par la guerre, peut-être pour l'abolir par des traités de paix; et non seulement il aura le pouvoir constitutionnel d'intervenir, mais ce sera pour lui un devoir imposé par les clauses expresses de la constitution elle-même; car, du moment où vos États à esclaves deviendront le théâtre de la guerre civile, servile ou étrangère, dès lors les pouvoirs militaires du congrès interviendront dans l'institution de l'esclavage, de toutes les manières, depuis les réclamations d'indemnités pour esclaves pris ou détruits jusqu'à la cession à une puissance étrangère de l'État affligé du fléau de l'esclavage.

APPENDICE B.

FINANCES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL ET DES ÉTATS.

ÉTAT DES RECETTES DE TOUTE NATURE VERSÉES AU TRÉSOR PENDANT L'ANNÉE 1832.

			dollars.	cts.
Douanes			22,178,735	30
Terres publiques			2,623,381	03
Dividendes provenant des fonds déposés à la Banque des États-Unis			190,000	00
Ventes d'actions sur la banque des États-Unis			169,000	00
Arriéré de l'impôt direct	6,791	18		
Arriéré du revenu intérieur	11,680	65		
Droits perçus sur les lettres patentes	11,165	00		
Cents frappés à la monnaie	31,845	40		
Amendes	8,868	01		
Émoluments additionnels des employés des douanes	31,965	46		
Poste aux lettres	244	95		
Recettes consulaires	1,884	52		
Intérêts des sommes dues par les Banques aux États-Unis	150	00		
Intérêts des sommes dues à des personnes inconnues, touchés par les États-Unis	500	00		
Sommes obtenues du Trésor sur faux documents	115	00		
Sommes antérieures avancées pour enregistrement biennal	37	00		
Phare du Brandywine	1,000	00		
Phare du Mahon's ditch, Delaware	1,975	00		
Remboursement des sommes avancées au département de la guerre	15,679	24		
	119,832	29		
Déductions, etc.	1,889	50		
			117,946	89
			25,579,059	22

ÉTAT DES DÉPENSES DES ÉTATS-UNIS POUR L'ANNÉE 1832.

	dollars.	cts.
Gouvernement civil, relations étrangères et divers	4,577,141	35
Armée	7,982,877	03
Marine	3,956,370	29
	16,516,388	77

Telles ont été, en 1832, les dépenses du gouvernement fédéral des États-Unis, sans y comprendre la dette publique, au compte de laquelle près de trente-cinq millions de dollars avaient été payés cette année-là.

Voici, dans la même année, le tableau des recettes de l'État du Connecticut.

Intérêts en trois pour cent des États-Unis	1,382	00
Impôts sur les actionnaires des banques non résidents.	1,817	00
Produits de la prison de l'État	5,000	00
Dividendes sur les actions de la Banque, possédées par l'État	25,670	00
Amendes et recettes diverses	7,448	00
Impôts de l'État	37,984	00
	86,301	00

Voici quelles ont été les dépenses :

Dépenses ordinaires du Gouvernement	60,352	00
Édifices et établissements publics	10,774	00
	71,626	00

Population en 1830..... 297,665

Je vais donner aussi le tableau des recettes et des dépenses de l'un des États les plus étendus et les plus actifs, ayant, en 1830, une population de 1,348,233.

PENSYLVANIE, 1832 ET 1833.

RECETTES.

Terres et droits perçus pour frais d'administration.	48,379	62
Commissions et droits de vente	94,738	08
Dividendes sur diverses actions	171,765	20
A reporter	314,882	90

	dollars.	cts.
Report.....	314,882	90
Impôts sur les dividendes des Banques.....	45,404	91
Impôts sur les fonctionnaires.....	14,399	51
Impôts sur les contraintes, etc.....	24,771	00
Droits, bureau de la secrétairerie d'État.....	728	33
Patentes des tavernes.....	52,267	16
Droits sur les commerçants en marchandises étrangères.....	61,480	86
Cartes de l'État.....	131	30
Héritages collatéraux.....	160,626	26
Lois sur la presse.....	96	26
Amendes de la milice et des exemptions.....	1,693	00
Patentes des horlogers ambulants.....	2,461	93
Patentes des colporteurs.....	3,025	45
Surplus des taxes de comté.....	185,177	32
Impôts sur la propriété personnelle.....	43,685	37
Droits d'aubaine.....	1,846	99
Péages des canaux.....	151,419	69
Emprunts et primes sur les emprunts.....	2,875,633	72
Primes sur les priviléges de banque.....	102,297	90
Anciennes dettes et divers.....	5,119	74
	4,047,054	62

DÉPENSES.

Améliorations intérieures.....	2,588,879	13
Dépenses gouvernementales.....	212,940	95
Dépenses de la milice.....	20,776	99
Pensions et secours.....	29,303	21
Éducation.....	7,954	43
Maisons de refuge.....	5,000	00
Intérêts des emprunts.....	94,317	48
Réclamations en Pensylvanie.....	351	00
Cartes de l'État.....	187	30
Fonds d'amélioration intérieure.....	755,444	01
Pénitencier de Philadelphie.....	44,312	50
Pénitencier de Pittsbourg.....	23,047	75
Transport des condamnés.....	1,356	22
Transport des réfractaires.....	581	50
Dépenses diverses.....	12,187	97
Dépenses de l'État.....	100	00
	2,796,794	48

CAROLINE DU NORD.

Recettes pour 1832.....	188,819	67
Dépenses.....	138,867	46
Population en 1830..... 737,987		

APPENDICE C.

—

SOUVENIRS D'UNE DAME DU SUD.

—

CHAPITRE VI.

Mistriss Page. — Sir Hugh, mon mari dit que mon fils ne profite pas dans ses études. Je vous en prie, faites-lui donc quelques questions.
Evans. — Venez ici, Williams, levez la tête, voyons.

Après le départ de notre précepteur, M. Bates, papa résolut de faire notre éducation lui-même. Il fut décidé que nous nous leverions à la pointe du jour, afin qu'après déjeûner il pût faire, comme à l'ordinaire, sa promenade à cheval. On prépara et on régla de nouveaux cahiers, on tailla des plumes, nous apprîmes nos leçons avec soin, et nous nous assîmes avec un mélange de docilité et de curiosité, pour voir comment il remplirait son rôle de précepteur. Les trois premiers jours, nos leçons roulant sur un terrain battu, et nous-mêmes étant placés sous l'impulsion de sa nouveauté, nous fûmes très aimables et lui très paternel. Le quatrième jour, John fut mis à la porte, Richard fut déclaré un âne et moi j'allai toute sanglotante trouver maman; et cependant papa disait qu'il pourrait un jour être réduit à labourer un champ de riz, mais que de sa vie il ne reprendrait la tâche de précepteur.

Un léger nuage plana sur la famille pendant un ou deux jours, mais il se dissipa promptement, et

papa reprit son amabilité ordinaire. Pendant trois semaines, on nous laissa aussi libres que des faons, jusqu'au moment où mon teint brûlé du soleil et les habits déchirés de mon frère attirèrent l'attention de maman.

« Cela ne peut pas marcher comme cela, » dit-elle à papa. « Regardez le visage de Cornélie! il est aussi noir qu'un chincapin; Richard a tout abîmé sa veste neuve, et John s'est blessé à la jambe avec les outils du charpentier. J'ai presque envie de me faire, pour eux, maîtresse d'école. »

Papa fit entendre un petit sifflement qui semblait plutôt stimuler que réprimer sa résolution.

« Cornélie, » dit-elle, « allez avertir vos frères et préparez vos livres pour demain; c'est moi qui donnerai les leçons. »

Le tableau qu'on va lire n'est point chargé; je suis sûre de ne pas être démentie par plus d'une mère à qui il est arrivé de laisser le doigt si longtemps posé sur le même mot, que ses élèves, oubliant son rôle de maîtresse d'école, profitaient de la première interruption et terminaient la leçon par une gambade.

On pourrait croire que la solitude d'une plantation est le lieu le plus convenable pour qu'une mère instruise ses propres enfants; mais il n'en est point ainsi; car, au lieu d'un personnel limité, le nombre des individus auxquels elle a des ordres à donner constituerait presque la population d'un village. Elle est obligée d'entendre toutes les plaintes, sert de garde-malade, fait la répartition du linge et des vêtements; la seule distribution du fil et des aiguilles est une occupation importante. La femme d'un planteur peut paraître indolente, parce qu'elle est entourée d'un grand nombre de gens prêts à accomplir les services les plus minutieux; mais c'est pour elle une rude tâche que de maintenir dans l'ordre tout ce monde-là;

elle assume des devoirs et une responsabilité dont une dame du nord n'a pas même l'idée. Plus d'une jeune beauté, qui embellit de sa présence une salle de bal, ou s'étend nonchalamment dans un carrosse à livrée, passe la plus grande partie de son temps dans les magasins, à mesurer, avec l'exactitude d'un boutiquier, la nourriture de sa famille, à couper de la toile pendant des journées entières, pour les esclaves jeunes et vieux confiés à ses soins; pendant que des dames, qui n'hésiteront pas à sonner, pour qu'on leur ramasse leur mouchoir, rempliront les fonctions de chirurgien et de médecin avec une promptitude et une habileté qui feraient l'étonnement d'un étranger. Quelquefois les esclaves, comme les enfants, ne veulent prendre médecine que de la main de leurs supérieurs, et, dans ce cas, c'est à la femme ou à la fille du planteur que ce devoir est réservé.

Il est peu de maisons où tous les soins et toute la responsabilité soient dévolus au maître; mais, dans ce cas même, la surveillance d'un nombreux intérieur et les devoirs de l'hospitalité enlèvent, à la maîtresse de la maison, une si grande partie de son temps, qu'il ne lui en reste que bien peu pour s'occuper systématiquement de l'éducation de sa famille. Elle fait sagement alors de choisir un précepteur capable sans négliger toutefois aucune des occasions nombreuses, qui se présentent sans cesse sous le même toit, de perfectionner l'éducation morale et religieuse de ses enfants et de cultiver les sympathies qui élèvent ces êtres précieux de l'état d'enfant à celui d'ami.

La jeune mère consciencieuse, ardente, apprend cela par expérience : elle est d'abord jalouse de toute instruction qui s'interpose entre leurs jeunes intelligences et la sienne, et ce n'est qu'après une expérience répétée qu'elle finit par comprendre que,

dans ce pays du moins, la tenue d'une maison et l'enseignement ne peuvent marcher de front.

Mais reprenons notre récit. Dans la matinée qui suivit le jour où maman m'avait donné cet ordre, nous nous réunîmes à dix heures. Il y avait un peu d'hésitation dans ses manières, mais nous l'aimions trop pour lui déplaire en le remarquant. Son éducation avait été limitée aux éléments, et son bon sens l'engagea à se borner, dans nos leçons, à la lecture, l'écriture et l'orthographe.

Nous nous rangeâmes sur une ligne.

« Écrivez ARROSER, » dit-elle. En ce moment, le cocher entra, salua et dit: « Mussa m'envoie chercher la clef pour donner de l'avoine à son cheval bai. »

La clef fut donnée.

« Écrivez IMITER, » dit maman.

« Nous n'avons pas encore écrit *arroser*, » nous écriâmes-nous tous.

« C'est vrai, » dit-elle, « écrivez donc *arroser*. »

Quand les deux mots eurent été écrits, entra Chloé, la plus éduquée de toutes nos négresses.

« Madame veut-elle bien avoir la bonté de mesurer du calomel pour Syphax qui a la fièvre. »

Pendant la visite de maman à la pharmacie, nous renversâmes l'encrier sur la table d'acajou, et nous l'essuyâmes avec nos mouchoirs de poche. Il nous fallut quelque temps pour nous arranger et nous rapproprier. A peine nous étions-nous remis en place et commencions-nous à avancer dans notre voyage orthographique, Philis entra et dit, avec son ton traînant : « Petit massa avoir besoin de téter, madame. »

Pendant que cette opération avait lieu, nous nous rassemblâmes autour de maman pour jouer avec le petit enfant, si bien que maman en oublia presque notre leçon. A la fin, le petit marmot fut renvoyé,

ses lèvres vermeilles encore humides du blanc nectar, et nous nous reformâmes sur une ligne.

Après avoir écrit quelques mots sans encombre, une interruption nouvelle survint par la nécessité où se trouva maman d'intervenir entre la Fayette et Vénus, deux petits moricauds, qui exécutaient leur tâche journalière de frotter les meubles, ce qui, avec la fonction de chasser les mouches à table, est la première chose qu'apprennent à faire les domestiques de l'intérieur. Ces importants et classiques personnages exécutaient à peu près un frottement par minute sur chacun des côtés du buffet, roulant des yeux de possédé et se faisant la grimace. Au moment critique dont je parle, ils se disputaient un torchon; maman mit fin à la querelle en ordonnant à ma couturière Flora, qui cousait en ce moment pour moi, d'appliquer le poids de son dé sur la main des délinquants.

« Ecrivez *accentuer*, » dit maman, dont le doigt n'était déjà plus sur la colonne.

« Non, non, nous n'en sommes pas là, » nous écriâmes-nous en rectifiant sa méprise.

« Ecrivez *irriter*, » dit-elle avec un admirable sang-froid. Tout à coup, le fils du régisseur, petit garçon au teint jaunâtre, aux cheveux rouges, habillé en toile de lin bleue, le chapeau sur la tête, entra et dit, en frappant du pied par manière de salut : « Papa dit qu'il aurait besoin du cheval de M. Richard, pour aider à transporter des pommes de terre. »

Il fut fait droit à cette demande, non toutefois sans quelques observations de la part de mon frère Richard, et nous terminâmes notre colonne avant que nous nous fussions complétement remis à notre tâche. On appela maman dans la grande salle, pour voir un des nègres cultivateurs qui s'était blessé à la cheville avec une pioche. Papa et le régisseur n'é-

tant pas là dans ce moment, maman fut obligée de surveiller le pansement du blessé; nous la suivîmes tous, la Fayette et Vénus fermant la marche. Elle s'approcha du blessé, examina son grand pied couvert de sang et de sueur, ordonna un bain; puis, après avoir mis un tablier noir pour recouvrir une robe blanche, elle prépara une compresse et la posa de ses mains délicates sur la blessure. Elle n'hésita pas, ne détourna pas la tête, et, tandis qu'elle extrayait de la blessure quelques substances étrangères, son air était aussi résolu qu'affectueux et consolateur. Cet épisode fournit à Richard l'occasion de vider ses poches remplies de noisettes et de nous en régaler. Nous avions repris nos places devant nos cahiers, et nous écrivions nonchalamment cette phrase : « *Evitez la mauvaise compagnie,* » quand un petit chasseur de corbeaux, que ses fonctions avaient enroué, entra avec un panier d'œufs et dit :

« Maman Philis envoie à madame des œufs pour acheter; elle ne se porte pas très bien et désirerait du tabac. »

Il fallut quelque temps pour payer les œufs et envoyer chercher du tabac; nous profitâmes de l'occasion pour dessiner sur nos ardoises ; maman nous réprimanda, et déjà nous étions à notre besogne, quand le fils du cuisinier parut et dit :

« Madame Daddy, Ajax a cassé la hache, et m'a envoyé vous demander de lui prêter la hache neuve. »

Cette interruption était à peine finie, que la cloche du dîner sonna. Ce soir-là, il arriva de la ville une société nombreuse d'amis pour passer une semaine avec nous, et ce fut ainsi que se termina la tentative de maman dans la carrière de l'enseignement.

Nous avions coutume de passer l'été à Springland, où se rendaient, à cette époque de l'année, une ving-

taine de familles. Nous eûmes le bonheur d'y trouver une dame française, gouvernante dans une famille, et qui me donna des leçons de piano et de guitare. L'été s'écoula rapidement. Papa était enchanté de ma facilité à parler le français dont mes frères s'occupaient également, et, à notre retour à Roseland, nous nous estimâmes heureux de garder madame d'Anville.

Vers le milieu de novembre, on annonça à papa un étranger; un jeune homme, d'un extérieur avantageux, lui remit une lettre. Elle était de notre précepteur M. Bates, et était conçue en ces termes : « Mon cher monsieur, je prends la plume pour vous informer que je me porte bien, comme aussi ma sœur Nancy et tout le monde, à l'exception de tante Polly qui est assez mal, ayant des attaques de *rhumatisse* et la respiration courte. Je dois ajouter que mistriss Prudence Bates (qui, après la publication régulière des bans à la porte de l'église, pendant trois dimanches consécutifs, a été unie à moi dans les liens sacrés du mariage, par notre ministre, M. Ézéchiel Duncan) est en bonne santé pour le présent, bien que son oncle paternel ait été malade de la jaunisse, maladie qui le quitte et le reprend depuis un temps considérable. »

» Le porteur de cette épître est M. Charles Duncan, fils du ministre Duncan; c'est un jeune homme fort bien, mais d'une santé faible, et le docteur Hincks pense que le séjour de Charleston le remettra sur ses jambes. J'avouerai franchement que je le considère, sous certains rapports, comme un précepteur plus capable que votre humble serviteur, attendu qu'il a reçu, au collége, une éducation régulière.

» J'ai écrit une lettre beaucoup plus longue que je ne voulais; mais le souvenir de Roseland me rend bavard.

» Quoique les jeunes gens soient un peu difficiles à mener, présentez-leur néanmoins mes amitiés, ainsi qu'à miss Wilson et à toute la marmaille. N'oubliez pas non plus Daddy Jacques que, malgré sa couleur, je considère comme une personne fort respectable. Je n'en puis dire autant de Sim, qui était pour moi un tourment perpétuel par sa promptitude à faire des niches et sa lenteur à me servir. Je profite de cette occasion pour affirmer que, s'il avait été dans la Nouvelle-Angleterre, il y a longtemps qu'il aurait eu ce qu'il mérite ; mais vous autres, gens du sud, vous avez, avec vos nègres, une inconcevable patience, et j'espère qu'on tiendra la bride serrée à Sim, si M. Charles remplit mes fonctions dans votre famille. Quand je vivrais autant que Mathusalem, je ne pourrais jamais m'accoutumer à la manière tranquille et pacifique dont vous autres, gens du sud, vous traitez vos nègres. Je voudrais bien qu'ils vissent tante Polly se démener quand le *rhumatisse* l'a quittée.

» Excusez les fautes.

» A vous pour vous servir.

» Joseph Bates. »

Je surpris un sourire, moitié bienveillant, moitié malin sur les lèvres de M. Duncan, au moment où il leva sur papa ses yeux magnifiques, en remettant la lettre de M. Bates; mais bientôt il s'approcha de la fenêtre et me fit quelques questions sur la rose Chéroki (1) et autres objets nouveaux pour lui. Je vis sur-le-champ, à son ton et à ses manières, que c'était un homme comme il faut, et je m'aperçus que papa pensait comme moi, car il lui fit l'accueil le plus aimable.

(1) Bouton de rose du sud.

APPENDICE D.

—

ÉTATS LIBRES EN 1830.

Voici les renseignements que j'ai pu recueillir relativement aux sommes allouées aux États-Unis, pour l'éducation publique de 1830 à 1835.

Maine. — « Par une loi de l'État, toute ville, petite ou grande, est tenue de percevoir annuellement pour les écoles une somme égale au moins à *quarante cents* par individu, et de répartir cette somme parmi les diverses écoles, proportionnellement au nombre d'élèves que chacune contient. L'emploi de ce fonds est confié principalement à l'administration de la ville et à ses comités ou agents nommés à cet effet. En 1835, la législature exigea que chaque ville de l'État présentât un rapport sur la situation des écoles. » — *Almanach des États-Unis.*

A cette époque, le nombre des écoles dans dix comtés s'élevait à 2,499.

Le nombre des enfants et jeunes gens de 4 à 21 ans était de	137,931
Le nombre de ceux fréquentant les écoles était de.....	101,335

Somme devant être légalement dépensée	119,334 dollars.
Somme perçue par l'impôt.....	132,263
Somme provenant du revenu de fonds permanents.....	5,614
Dépense totale.....	137,878

Le nombre des pensions était de 31, dont quatre pour les demoiselles, coûtant annuellement chacune de 2,000 à 22,000 dollars.

New-Hampshire. — De 1808 à 1818, il a été légalement perçu, dans le New-Hampshire, 70,000 dollars par an, pour l'entretien des écoles primaires.

Cette somme provenait d'une taxe proportionnelle à l'impôt de l'État. Depuis 1818, la somme annuelle a été de 90,000 dollars : c'est la somme légalement exigible; mais un certain nombre de villes perçoivent des sommes plus fortes que celles auxquelles elles sont imposées. La législature n'exerce aucun contrôle sur la répartition, abandonnant ce soin à chaque ville.

Il y avait aussi, en 1830, un revenu annuel de 9,000 dollars et un fonds littéraire de 64,000 dollars, établis, au moyen d'une taxe d'un demi pour cent, sur le capital des banques à répartir, entre les villes, au prorata de l'impôt général.

Quelques cités avaient des fonds distincts pour cet objet.

La population blanche de New-Hampshire était, à cette époque, de	268,721
La population de couleur était de	607

Vermont. — En 1827, un acte fut promulgué, dont le but était de pourvoir à l'entretien des écoles primaires. Une somme d'environ 100,000 dollars fut perçue en 1830. A cette époque, on laissait accumuler un fonds destiné à établir une école primaire, dans chaque district de l'État, pendant deux mois de l'année.

Dans l'État, on comptait environ vingt pensions, où les jeunes gens étaient préparés pour le collége, et dont chacune contenait une moyenne de 40 élèves.

Massachusetts. — « Des rapports présentés à la législature par 151 villes, il résulte que la somme annuellement payée dans ces villes, pour l'entretien des écoles publiques, s'élève à 177,206 dollars.

Nombre des écoliers dans les écoles publiques	70,599
Nombre des élèves dans les écoles particulières	12,393
Dépense totale	170,342 dollars.

» Dans ces villes, le nombre des individus de 14 à 21 ans ne sachant ni lire ni écrire est de 58.

» Dans la ville d'Hancock, comté Berkshire, il n'y a que trois individus de 14 à 21 ans qui ne sachent ni lire ni écrire, et ces trois individus sont *muets*. » *Registre annuel américain.*

Rhode-Island. — « En janvier 1828, la législature vota une somme annuelle de 10,000 dollars pour l'entretien des écoles publiques, à répartir entre les diverses villes, proportionnellement à la population, avec autorisation, pour chacune d'elles, de percevoir une taxe annuelle double de sa quote part des 10,000 dollars.

» Il n'existe encore aucun état officiel du nombre des écoles rentrant dans les prévisions de cette loi; mais on peut évaluer ce nombre à 60, attendu que toutes les villes ont profité des dispositions de la loi. Le nombre total des écoles de l'État est probablement aujourd'hui de plus de 650. » — *Almanach américain.*

Population blanche en 1830	93,621
Population de couleur	3,578

Connecticut. — Le revenu provenant du fonds des écoles s'est élevé à 80,243 dollars. L'État compte 208 écoles contenant environ 84,899 enfants et jeunes gens de 4 à 16 ans.

Population blanche en 1830	289,603
Population de couleur	8,072

New-York. —

Nombre des écoles	8,609
Nombre des enfants et jeunes gens de 5 à 15 ans élevés dans les écoles	449,113
Nombre total des enfants et jeunes gens élevés dans les écoles	468,205

Ne sont pas compris les élèves instruits aux écoles de New-York et d'Albany.

Somme payée au district	232,443 dollars.
Sur quoi le trésor a payé	100,000
Perçu par l'impôt sur les villes	119,209
Somme provenant d'un fonds spécial	13,133
Impôt volontaire des villes	19,209

Pensylvanie.—Cet État était arriéré. Il n'y avait que 9,000 enfants élevés aux frais du public, et coûtant environ 16,000 dollars.

Population blanche en 1830	1,309,900
Population de couleur	38,333

New-Jersey.—Un fonds de 222,000 dollars ayant été réalisé, un système d'éducation primaire allait être organisé; à cet effet, une allocation annuelle de 20,000 dollars devait être répartie entre les villes.

Ohio. — A Cincinnati, le premier anniversaire des écoles gratuites a été célébré en 1830. Les écoles gratuites de cette ville contenaient 3,000 élèves. Le montant de l'impôt des écoles était d'environ 10,000 dollars.

Indiana. — La législature a chargé un comité de lui faire son rapport sur la question de savoir s'il convient d'adopter le système des écoles primaires.

Population blanche en 1830	339,399
Population de couleur	3,632

L'Illinois contenait, en 1830, une population de moins de 160,000 individus et n'avait pas d'écoles publiques.

ÉTATS A ESCLAVES EN 1830.

Maryland. — Il a été pourvu à l'établissement d'écoles primaires, dans toute l'étendue de l'État. En 1829, il en avait été ouvert une à Baltimore.

Il y avait de huit à dix pensions recevant annuellement chacune de 400 à 600 dollars du Trésor public.

Allocation à l'Université de Maryland	5,000 dollars
Allocations aux colléges, pensions et écoles	13,000

Delaware. — En 1829, il fut promulgué une loi établissant un système d'écoles primaires, et à cet

effet, en 1830, les comtés furent divisés en districts.

La Caroline du Nord avait un fonds littéraire de 70,000 dollars; mais rien encore n'avait été fait pour son emploi.

Virginie. — Point d'écoles gratuites.

Caroline du Sud. — « Il appert, d'un rapport du comité d'instruction publique, que le nombre des écoles publiques établies dans l'État était de 513, où 5,361 élèves étaient instruits aux frais annuels de 35,310 dollars.

» L'avantage résultant de cette allocation, dit le gouverneur, n'est que partiel; les commissaires en font la répartition d'une manière aveugle et arbitraire. Si cette somme était employée de manière à compléter l'éducation d'un certain nombre de jeunes gens, à la condition de consacrer à l'enseignement un temps limité, comme équivalent de l'instruction reçue, on verrait résulter de cette mesure les plus heureux effets. » — *Registre annuel américain.*

Population blanche en 1830	257,863
Population de couleur	323,332

Géorgie. — Les allocations pour les pensions de comtés se sont élevées à 14,302 dollars, et le fonds destiné aux écoles gratuites à 742 dollars.

Population blanche en 1830	296,806
Population de couleur	220,017

Alabama. — Point d'écoles.

Mississipi. — Point d'écoles.

Missouri. — Point d'écoles.

Louisiane. — Au lieu d'écoles, une loi punissant de l'emprisonnement quiconque enseigne à lire à un esclave.

Tennessée. — Il a été assigné un fonds qui doit s'accumuler à l'effet d'encourager plus tard les écoles, les colléges et les pensions.

KENTUCKY. — Un système d'écoles primaires a été organisé par une loi ; à cet effet, les comtés ont été divisés en districts, et afin de pourvoir aux frais, il a été établi une capitation et des taxes sur la propriété.

« *L'Annonciateur* de Louisville fait connaître l'établissement, dans cette ville, d'une école fondée à la charge publique; c'est la première qui ait été établie au sud de l'Ohio. Elle admet indistinctement les enfants de tous les citoyens. Le nombre des élèves inscrits est de 300. » — *Registre annuel américain.*

ÉTATS LIBRES EN 1833, 1834 ET 1835.

MAINE. — 1835.

Dépense annuelle des écoles gratuites...	156,000 dollars.	
Total approximatif des élèves.....		106,000
(Pensions, 12; colléges, 2.)		

NEW-HAMPSHIRE. — 1835. — Dépenses des écoles primaires, 101,000 dollars.

MASSACHUSETTS. — 1834. — Sur 261 localités, 44 n'ont point envoyé d'état.

Garçons de 4 à 16 ans fréquentant les écoles		67,499
Filles du même âge.....		63,728
Nombre des individus de 16 à 21 ans ne sachant ni lire ni écrire.....		158
Nombre des maîtres.....		1,967
Nombre des maîtresses.....		2,388
Somme légalement perçue pour les écoles	310,178 dollars.	
Somme perçue par contribution volontaire.....	15,141	
Nombre approximatif des élèves fréquentant les pensions et les écoles particulières.....		24,749
Frais approximatifs de l'enseignement dans les pensions et écoles particulières	276,575 dollars.	

RHODE-ISLAND. — 1835.

Taxe annuelle des écoles.....	10,000 dollars.	
Fonds permanent.....	50,000	
Somme additionnelle perçue par les villes.....	11,190	

Écoles publiques dans l'État (en 1832)	324
Nombre des élèves	17,114
Ecoles particulières	220
Nombre de leurs élèves	8,007
Dépense approximative des écoles particulières	81,375 dollars.

Connecticut. — Au 1er avril 1833, le capital du fonds des écoles s'élevait à 1,929,738 dollars, et le dividende, en 1834, était à raison de 1 dollar par enfant de 4 à 16 ans. Le nombre de ces enfants, suivant les états dressés, était de 83,912.

New-York. — 1835.

Écoles		9,580
Fonds publics alloués aux écoles	316,153	dollars.
Payé, en outre, aux maîtres	398,137	

Le nombre des enfants instruits dans les écoles publiques était de 534,002, ce qui est à la totalité de la population dans la proportion de 50 à 51.

Pensylvanie. — Quelques obstacles s'étaient opposés à l'exécution de la loi, et aucun état n'avait été envoyé en 1835.

Ohio. — « L'organisation de notre enseignement public n'a pas marché aussi rapidement qu'on l'espérait : elle a d'abord été impopulaire dans quelques parties de l'État, mais les préventions ont peu à peu disparu ; son utilité est maintenant reconnue. » — *Message du Gouverneur*, 6 décembre 1834.

Il n'a rien été fait de plus dans les États à esclaves.

ÉCOLES DU DIMANCHE.

Les rapports de la Société des écoles du dimanche jusqu'en mai 1835 donnent les chiffres suivants :

16,000 écoles. Dans ce nombre ne sont pas comprises les écoles qui ne relèvent pas de la Société.

115,000 maîtres.
799,000 élèves.

Colléges.

Nombre de colléges aux États-Unis	79

Le nombre des élèves varie, dans chaque collége, de 15 à 523.

Séminaires.

Le nombre des séminaires aux États-Unis est de..... 31
Le nombre des élèves varie de 1 à 152.

Écoles de médecine.

Leur nombre est de..... 23
ayant de 18 à 392 élèves.

Écoles de droit.

Leur nombre est de..... 9
ayant de 6 à 36 élèves.

APPENDICE E.

—

DISCOURS RELIGIEUX SUR LES BESOINS DE L'ÉPOQUE.

Le siècle, et surtout le pays dans lequel nous vivons, ont un caractère spécial : il leur faut donc une instruction également spéciale, et les vérités du christianisme doivent leur être dispensées dans un mode particulier; ils ne ressemblent à rien de ce qui nous a précédés. C'est un siècle et un pays nouveau qui, par conséquent, exigent ce que j'ai appelé une nouvelle dispensation du christianisme; une dispensation en harmonie parfaite avec le nouvel ordre de choses né de son existence.

Toutefois nous ne paraissons pas avoir été généralement convaincus de cette vérité. Le caractère de nos institutions religieuses, le style de nos prédications, les moyens sur lesquels nous comptons pour la propagation des vertus chrétiennes sont encore ce qu'ils étaient à des époques reculées, et adaptés à des besoins qui n'existent plus ou qui n'existent que sous une forme extrêmement modifiée.

C'est à ce fait que j'en attribue un autre dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, à savoir que nos églises sont loin d'être remplies; qu'une portion nombreuse et toujours croissante de la société prend très peu d'intérêt aux institutions religieuses et manifeste, pour l'instruction religieuse, la plus complète indifférence.

Si ces personnes s'éloignent de nos églises, ce n'est pas qu'elles n'éprouvent aucun besoin de religion, aucun désir de se rassembler et de communier dans le saint temple avec leurs semblables et avec l'esprit

grand et bon qui règne partout autour d'eux et avec eux; si elles ne viennent pas dans nos églises, ce n'est pas faute d'apprécier cette communion, mais c'est qu'elles ne la trouvent pas dans nos églises. Sous les formes de nos institutions et de nos instructions, elles ne peuvent trouver le Dieu paternel qu'elles pensent aimer et adorer, avec qui elles voudraient établir une communion douce et salutaire; elles ne peuvent trouver cette sympathie de l'homme pour l'homme qu'elles recherchent, obtenir ce retour aux chaleureuses affections du cœur qui leur rendrait agréable de se réunir et de s'incliner ensemble devant un autel commun.

Mais quand ces obstacles seraient levés, quand tous obtiendraient des places, et les obtiendraient de manière à n'impliquer pour personne une présomption de supériorité ou un aveu d'infériorité, les prédications les plus ordinaires seraient loin encore d'être satisfaisantes et ne répondraient pas aux besoins de l'époque. Je dis que les prédications les plus ordinaires sont loin d'être satisfaisantes; je ne les accuse point, pour cela, de manquer de vérité, je n'accuse aucun prédicateur de prêcher l'erreur. Je crois la vérité prêchée dans toutes les églises de toutes les dénominations, du moins jusqu'à un certain point; mais ce n'est pas la vérité qui convient, ce n'est pas celle qui devrait être présentée selon les exigences du siècle et les besoins du pays. Toute vérité est précieuse, mais toutes les vérités ne sont pas également précieuses, et tous les aspects des mêmes vérités ne sont pas, en tous temps et en tous lieux, également attrayants. Ce que je reproche aux prédications en général, c'est qu'elles ne roulent pas sur des sujets qui puissent intéresser les masses à cette époque et dans ce pays. Les sujets, habituellement traités, peuvent avoir eu autrefois la plus haute importance; ils peuvent même offrir un vif

intérêt au savant ou à l'étudiant dans son cabinet, mais ils laissent les auditeurs rassemblés dans la plus complète indifférence. Le grand nombre se soucie peu du sens d'une particule grecque ou de l'interprétation d'un passage douteux : peu lui importent des dogmes depuis longtemps privés de vie; les mœurs et les coutumes d'un peuple dont nous avons entendu parler, mais auquel nous ne prenons aucun intérêt spécial. Aux hommes, il ne suffit pas de présenter des descriptions de cérémonies juives, les menaces des prophètes d'Israël, des compositions poétiques, des périodes sonores sur quelques devoirs frivoles, quelque fruit théologique insignifiant; il leur faut un langage fort, des paroles qui pénètrent profondément dans l'intelligence universelle, et qui aillent toucher la corde qui vibre dans le cœur de tous. Ils veulent qu'on les fasse pénétrer profondément dans les choses de Dieu et de l'humanité, qu'on les éclaire et les échauffe sur des matières avec lesquelles ils sont, chaque jour, mis en contact et qui seraient un aliment éternel de pensées vivifiantes et de sentiments forts.

Ce qui prouve que nos institutions religieuses et notre mode de dispenser la vérité chrétienne ne sont pas en harmonie avec les besoins de l'époque, c'est le progrès de l'infidélité et le succès qu'obtiennent les infidèles à former des sociétés et à organiser l'opposition au christianisme. Il y a, dans cette vie, une société d'infidèles; ils se donnent, je crois, le nom d'investigateurs libres. Pourquoi cette société s'est-elle formée? ce n'est pas, j'en ai l'assurance, parce que son chef est un infidèle. On ne va pas l'entendre parce qu'il proclame des doctrines d'athéisme ou de panthéisme, parce qu'il nie le christianisme, rejette la Bible et déverse des sarcasmes sur quelques membres de la profession cléricale, mais parce qu'il se constitue en opposition avec l'aristocratie

de nos églises et revendique les droits de l'intelligence. Il réussit non parce qu'il est infidèle, mais parce qu'il s'est, jusqu'à ce jour, montré démocrate. Les hommes ne sont jamais infidèles pour le seul plaisir de l'être. L'infidélité, je n'emploie point ce terme dans une intention de reproche, n'a par elle-même aucun charme. Il n'y a rien d'attrayant à ne voir, dans nos semblables, que des plantes qui naissent le matin, se flétrissent et meurent avant la nuit : il n'y a rien d'attrayant à regarder le ciel, brillant de perles, de saphires et à ne pas voir l'intelligence qui y resplendit; à regarder la terre féconde et fleurie, et à ne pas voir l'esprit qui lui donne la fécondité; à jeter les yeux autour de soi sur un monde de matière muette et inerte, et à se sentir seul. Il n'y a rien d'attrayant à dépeupler le ciel, de Dieu, et la terre, d'hommes, et à nous sentir au centre d'un vide universel sans une ame que nous puissions aimer, sans une intelligence avec laquelle nous puissions entrer en communication. Je connais le sentiment de solitude qui pèse sur l'incrédule, la désolation des hommes qu'il oppresse; mais je ne tenterai pas de le décrire.

Je dis donc que ce n'est pas l'infidélité qui fait le succès du parti infidèle : c'est la défense de la liberté d'investigation et de la démocratie. En revendiquant le droit personnel qu'il avait de ne pas croire au christianisme, il a revendiqué le droit de l'intelligence, prouvé que tous ont droit de s'enquérir pleinement dans tous ses sujets et de s'en tenir aux loyales convictions de leur propre intelligence. En cela, le parti infidèle a répondu au besoin d'une portion considérable de la société et il y a répondu comme aucune église n'a pu encore le faire. Je ne dis pas qu'il soit lui-même un investigateur libre, mais il proclame la liberté d'investigation comme l'un des droits de l'homme, et il a proclamé ainsi ce que des mil-

liers d'hommes sentent, quoiqu'ils n'aient pas, en général, le courage de l'avouer. Le besoin de s'enquérir, de constater ce qu'est la vérité, ce que nous croyons et pourquoi nous croyons, devient de plus en plus urgent; nous pouvons le désavouer, l'excommunier, l'anathématiser, mais le supprimer, cela nous est impossible. Il est trop tard pour arrêter les progrès de la liberté d'investigation; les digues que nous élevons pour contenir ses flots ne sont que des points d'arrêt d'où elle s'échappera avec une force nouvelle et une furie redoublée. Le torrent coule, laissons-le couler; la vérité n'a rien à craindre.

Après le besoin d'investigation, de philosophie, le siècle se distingue par sa tendance à la démocratie, par ses désirs de réforme sociale. Que cela nous plaise ou nous déplaise, la société tend incontestablement à la démocratie; l'esprit démocratique triomphe, les missions s'éveillent; les masses entrent en scène, et chaque jour nous révèle de plus en plus

Quelle puissance dort dans le bras populaire.

La voix de millions d'hommes appelés à une importance nouvelle et inouie, et demandant à grands cris des institutions populaires, nous arrive apportée par toutes les brises et se mêlant à tous les sons. Sur toute l'étendue du monde chrétien une lutte se continue, non comme autrefois entre dix monarques et des nobles, mais entre le peuple et ses maîtres, entre le grand nombre et le petit nombre, les privilégiés et les non-privilégiés; et la victoire, bien que, çà et là, elle semble douteuse au premier coup d'œil, se prononce partout pour le parti du grand nombre. Les vieilles distinctions perdent de leur prix; les titres deviennent de moins en moins propres à conférer la dignité; la simplicité dans les goûts, dans les habitudes, dans les manières, devient à la mode; la dignité appartenant à l'homme est de plus en plus recher-

chée, et le simple nom d'homme est déjà devenu plus honorable que celui de gentilhomme.

Or, c'est à cet esprit démocratique que le chef du parti infidèle fait appel; c'est là qu'il trouve un puissant élément de succès. Les correspondants de son journal essaient même d'amalgamer l'athéisme avec la démocratie; moi-même, il fut un temps où je croyais fermement qu'un progrès social était impossible, que l'homme ne pourrait conquérir sa dignité véritable sans la destruction de la religion; je croyais que les institutions, les habitudes et les croyances religieuses formaient le plus grand, presque le seul obstacle au perfectionnement de l'homme : cette opinion, que naguère je professai loyalement, est aujourd'hui tout aussi loyalement professée par des milliers d'hommes qui veulent identifier les progrès de l'humanité avec les progrès de l'infidélité.

C'est, je l'avoue, un état de choses nouveau que l'infidélité se faisant démocrate. Hobbes, l'un des pères, sinon le créateur de l'infidélité moderne, n'avait aucune sympathie pour les mœurs; Hume et Gibbon ne songeaient guère aux progrès sociaux, ils ne manifestaient aucun désir de relever les humbles et de faire tomber les chaînes des opprimés. Avant Thomas Penn, je ne sache pas qu'aucun écrivain infidèle, dans notre langue, ait été démocrate ou ait pensé à donner à l'infidélité une tendance démocratique. Depuis lui, l'infidélité s'est plu à se qualifier de démocrate, et elle s'est presque toujours présentée comme ennemie des masses et favorable au progrès. Le parti infidèle travaille maintenant à prouver que l'Église est aristocratique, et qu'elle ne s'occupe aucunement d'améliorer l'existence terrestre de l'homme. Malheureusement plus il réussit, plus l'Église lui fournit de nouveaux éléments de succès; plus il semble identifier son infidélité avec l'esprit démocratique, plus l'Église désavoue cet esprit et le

déclare complètement opposé à la foi. Lorsque, il y a quelques années, la pensée me vint qu'il y avait dans la société des déviations à redresser, lorsque je songeai à me constituer réformateur social, tout ecclésiastique que j'étais, je trouvai mes adversaires les plus acharnés dans le clergé et dans les laïques les plus zélés pour la foi. Que je me sois trompé dans les conséquences que j'ai tirées de ce fait, comme les incrédules se trompent actuellement dans les leurs, je suis prêt à l'avouer ; mais il n'en résulte pas moins de ce fait que la religion et ses défenseurs sont hostiles, du moins en apparence, aux progrès sociaux.

Ce sont là les principaux motifs du succès qu'obtient l'infidélité ; ses partisans répondent à deux besoins : la liberté d'investigation et le progrès social ; besoins urgents à cette époque et dans ce pays. Les infidèles y répondent mieux qu'aucune de nos églises. Nous ne devons donc pas attribuer leur succès à une dépravation sociale du cœur, ni à un aveuglement particulier de l'intelligence : ils ont raison de revendiquer les droits de l'intelligence et de défendre la cause du progrès social ; seulement ils ont tort de supposer que la liberté d'investigations et le progrès social sont les éléments constitutifs de l'infidélité, tandis qu'ils n'en sont que des accidents. En réalité ils constituent deux importants éléments de religion ; comme tels je les reconnais, je les accepte et j'affirme à tous les hommes religieux qu'ils doivent les accepter en se résignant à voir quelque temps la religion complètement obscurcie et l'infidélité triomphante.

Les infidèles ont tort de prétendre que l'infidélité peut effectuer le progrès du genre humain. L'infidélité n'a aucun élément de progrès ; sa moralité la plus pure n'est que de l'égoïsme. Elle n'offre point à l'homme de mobile plus élevé que son intérêt personnel ; mais l'intérêt personnel ne saurait faire un ré-

formateur. Les grandes réformes ne se sont jamais effectuées sans sacrifice. En travaillant au bien des autres, nous sommes souvent obligés de nous oublier nous-mêmes, de nous exposer sans crainte et sans regret à perdre notre fortune, notre repos, notre réputation, et quelquefois même la vie. Celui qui ne consulte que son intérêt ne s'expose jamais à de pareils dangers. Quand bien même nous arriverions à convaincre les hommes qu'en travaillant pour la génération universelle on travaille pour le plus grand avantage ultérieur de chacun, l'expérience de chaque jour prouve que personne ne le fera, s'il faut renoncer au plus léger avantage immédiat. La moindre satisfaction actuelle, instantanée, l'emporte aux yeux de la plupart des hommes sur l'éventualité de la plus grande félicité future. L'amour est le seul principe de réforme sur lequel nous puissions compter; il nous faut aimer la race humaine, afin de pouvoir nous consacrer à son plus grand bien, tout faire et tout oser pour son progrès; mais comme nous ne pouvons aimer que ce qui nous paraît *aimable*, il nous est impossible d'aimer le genre humain, si nous ne voyons en lui quelque chose qui le rende digne d'être aimé. Mais l'infidélité dépouille l'homme de toutes les qualités que nous pouvons aimer; aux yeux de l'infidèle, l'homme n'est qu'un animal né pour propager son espèce et mourir. C'est la religion qui découvre la véritable dignité de l'homme, révèle l'ame, dévoile l'immortalité qui est en nous et présente dans chaque homme le Dieu incarné, devant lequel nous restons saisis d'un saint respect, et que nous pouvons aimer et adorer. L'infidélité ne peut donc effectuer ce que ses amis revendiquent pour elle; elle ne peut nous faire aimer les hommes; et ne pouvant nous les faire aimer, elle ne peut nous faire travailler à leur amélioration.

En parlant ainsi, mon intention n'est point d'ac-

cuser les infidèles; si donc je condamne l'infidélité parce que je dois la condamner, je n'ai point cessé de voir, dans l'infidèle, un homme, un égal, un frère pour qui Jésus est mort, et pour qui, s'il était nécessaire, je serais moi-même prêt à mourir. Je n'ai pas le droit d'accuser l'infidèle, ni d'incriminer ses opinions spéculatives; si ses opinions sont erronées, comme j'en ai la conviction, mon devoir est de les lui imputer à malheur, non à crime, et de faire mon possible pour l'aider à les rectifier. Nous sommes injustes envers notre frère quand nous lui refusons, pour ses opinions, la tolérance que nous exigerions de lui pour les nôtres. Nous méconnaissons le christianisme quand nous déversons la censure, le ridicule ou le dédain sur un homme, en raison de ses opinions consciencieuses, quelles qu'elles soient. Nous avons souvent fait violence à l'Évangile, dans notre manière de traiter ceux qui, selon nous, l'interprétaient mal ou le désavouaient. Nous n'avons pas toujours traité leurs opinions comme nous demandons qu'on traite les nôtres. Nous n'avons pas toujours mis assez de scrupule à accorder aux autres les droits que nous réclamons pour nous-mêmes. Nous avons été injustes, et comme cela arrive toujours, notre injustice a fait tort aux opinions que nous avouons et à la cause que nous professons. Il n'y a jamais eu, il n'y a pas nécessité d'être injuste ou incharitable envers les incrédules, et si nous croyons posséder la vérité, ne faisons pas à la vérité que nous défendons l'injure de croire qu'elle ne peut, sans danger, soutenir et repousser le choc du mensonge. Adoptons une règle uniforme pour juger tous les hommes, les infidèles comme les autres, non en raison de leurs opinions spéculatives, mais selon leur moralité réelle.

Je n'hésite point à descendre avec l'infidèle sur son propre terrain; j'accepte, sans difficulté, tout

ce que je crois vrai dans ses doctrines, et je combats avec la même liberté, tout ce qui me semble faux et nuisible. Je l'approuve de revendiquer la liberté des investigations et le progrès social, car je les accepte comme lui non pas comme éléments de l'infidélité, mais comme éléments du christianisme. Si maintenant l'on me demande, comme on l'a déjà fait, ce que j'entends par la nouvelle dispensation du christianisme, la nouvelle forme de religion dont j'ai souvent parlé ici et ailleurs, je réponds que j'entends des institutions religieuses, et un mode de dispenser les vérités et les influences religieuses, qui reconnaisse les droits de l'intelligence, et se propose le progrès social comme l'un des grands buts à atteindre. Dans cette nouvelle Eglise, dont j'ai quelquefois rêvé, et plus que rêvé j'espère, je voudrais que la liberté illimitée de l'intelligence fût clairement reconnue; dès lors nul interdit ne sera mis sur la pensée; raisonner sera l'acte d'un chrétien, non d'un infidèle. Les investigations de la pensée seront encouragées, non dans un cercle étroit et limité, mais de manière à permettre à l'homme de scruter le ciel, l'air, l'Océan, la terre, et de comprendre la nature et Dieu, s'il le peut. Quiconque recherche la vérité franchement, fidèlement, avec persévérance, de toute la puissance de ses facultés, fait tout ce qu'on peut exiger de lui; il obéit à la volonté de Dieu, et il doit lui être permis de s'en tenir à ses conclusions, sans avoir à redouter la désapprobation de Dieu ou des hommes.

En parlant ainsi, je ne fais que rappeler la Société au christianisme. Jésus reprochait aux Juifs de ne pas juger par eux-mêmes de ce qui est juste, reconnaissant ainsi en eux, et par conséquent, en nous, le droit et la faculté de juger par soi-même. « Si je ne fais pas les œuvres de bon père, » disait Jésus, « ne me croyez pas; » reconnaissant évidemment dans

l'homme le droit et la faculté de déterminer ce que sont et ce que ne sont pas les œuvres du Père; c'est à dire, en d'autres termes, ce qui est et ce qui n'est pas la vérité. Un apôtre nous recommande « de nous attacher fortement à la liberté que nous avons reçue du Christ, d'examiner toutes choses et de tenir fermement à ce qui est bien. » En effet, l'esprit même de l'Evangile est un esprit de liberté; on l'appelle une *loi de liberté;* et son but principal est d'affranchir l'ame de toute entrave, si ce n'est de l'obligation de faire le bien. Ils méconnaissent l'Evangile, ceux qui veulent restreindre la pensée et enchaîner l'investigation; ils mettent en doute ou nient sa vérité et sa puissance, ceux qui craignent de le soumettre à l'examen le plus sévère, aux investigations les plus rigoureuses; et si j'étais en veine d'accusation, j'accuserais d'infidélité quiconque ne veut pas ou n'ose pas s'enquérir, quiconque ne veut pas ou n'ose pas encourager l'investigation dans autrui.

J'ai dit que le progrès social devait entrer dans l'Eglise que je voudrais voir établir, comme l'un des buts à atteindre. Le progrès social tient une grande place dans les sentiments de notre époque; les infidèles s'en emparent et y trouvent l'un de leurs plus puissans éléments de succès : et moi aussi, je voudrais m'en emparer, lui donner une direction religieuse, et y trouver un élément du triomphe du christianisme. J'en ai le droit; comme chrétien, mon devoir est de retirer le progrès social ou, si vous voulez, l'esprit démocratique des mains de l'infidèle; lui, il n'y a aucun droit; il ne l'a usurpé que par la négligence de l'Eglise. L'esprit démocratique est l'esprit même du christianisme; Jésus était l'homme du peuple, l'instituteur des masses; ses apôtres étaient des pêcheurs de la dernière classe de ses compatriotes; c'était le commun du peuple qui entendait avec joie sa parole; ce furent les Pharisiens et les

Sadducéens, le grand-prêtre et les scribes, les hommes riches et éminents, en un mot l'aristocratie du temps, qui conspirèrent contre lui et le firent crucifier entre deux voleurs. Il se disait, lui-même, envoyé par Dieu pour prêcher l'Evangile aux pauvres, pour proclamer la liberté à ceux qui sont sous le joug, et délivrer le captif de sa chaîne. Il annonça à Jean qu'il prêchait l'Évangile aux pauvres, et que c'était la preuve la plus concluante de son droit au titre de Messie.

Eh! quel était cet Évangile que Jésus prêchait aux pauvres? était-ce un Évangile tel qu'il en faut aux despotes, un Évangile approprié aux vues de l'autocrate des Russies? Commandait-il aux pauvres, au nom de Dieu, de se soumettre à un ordre de choses dont ils sont les victimes, de se contenter de souffrir sans soulagement et de mourir de misère? Non, non : ce n'était pas cet Evangile de la tyrannie que prêchait Jésus. L'Evangile qu'il prêchait était l'Evangile de la fraternité humaine. Il prêchait l'Evangile, le saint Evangile, la bonne nouvelle aux pauvres, quand il les proclamait membres de la grande famille humaine, quand il enseignait que nous sommes tous frères, ayant tous le même père qui est dans le ciel; il prêchait l'Evangile aux pauvres, quand il déclarait, à ceux qui faisaient parade de leur religion, que les publicains et même les femmes de mauvaise vie entreraient plutôt qu'eux dans le royaume des cieux, quand il déclarait que la pauvre veuve qui, en prenant sur ses propres besoins, avait mis deux oboles dans le trésor du seigneur, y avait mis plus que tous les riches ensemble; et quiconque prêche la fraternité universelle de la race humaine prêche l'Evangile aux pauvres, alors même qu'il ne s'adresse qu'aux riches.

Quelle puissance dans cette grande doctrine de la fraternité universelle du genre humain! elle

donne d'immenses avantages au réformateur; elle prête à ses paroles une force presque capable de réveiller les morts : Arrête, oppresseur, lui permet-elle de dire, tu opprimes un frère! Cesse tes mépris, amer contempteur de la race humaine, tu calomnies ton frère! En passant hier avec indifférence devant cet enfant qui était dans la rue, et le laissant grandir dans l'ignorance et le vice, quoique Dieu t'ait donné la richesse pour l'élever dans les lumières et la vertu, tu as négligé l'enfant de ton frère. Oh! si nous comprenions que nous sommes tous frères et sœurs, enfants d'un même père, nous comprendrions que tout mal fait à un être humain est une violence faite à notre propre chair.

Je répète que Jésus était véritablement l'instructeur des masses, ou, si vous l'aimez mieux, le prophète des travailleurs, de tous ceux qui « travaillent et sont pesamment chargés. » Si je répétais ici ou ailleurs ses paroles en y attachant un sens, si je disais comme lui : « Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'il ne l'est à un homme riche d'entrer dans le royaume des cieux, » et si je le disais d'un ton qui indiquât que j'y attache un sens, vous m'appelleriez radical, niveleur, désorganisateur ou de quelque autre nom également barbare et horrible. Celui-là aurait besoin de courage qui voudrait, de nos jours, prendre en main la défense du peuple, comme le faisait Jésus, et il s'exposerait dans cette lutte à perdre sa réputation de bon sens et de moralité.

Je répète donc encore que Jésus était expressément l'instructeur des masses, le prophète du peuple; non qu'il s'adressât à une classe d'individus à l'exclusion des autres, non qu'il cherchât à faire du bien à une portion de la race humaine aux dépens d'une autre; car son caractère distinc-

tif était de s'élever au dessus des classifications factices de la société et de parler à l'homme universel, à l'intelligence universelle, aux sentiments universels. Je l'appelle le prophète du peuple, parce qu'il a reconnu des droits de l'humanité, parce qu'il a proclamé et scellé de son sang des principes qui, dans leurs conséquences légitimes, ne peuvent manquer de relever les humbles et les opprimés et de restituer au grand nombre qui, dans tous les temps et dans tous les pays, a été le jouet du petit nombre, le rang et l'importance sociale qui lui appartiennent; son esprit, considéré sous le point de vue politique, est ce que j'ai appelé l'esprit démocratique; au point de vue le plus général, c'est, dans l'individu et dans la race, l'esprit de progrès vers la perfection, vers l'union avec Dieu; c'est cet esprit qui, depuis dix-huit cents ans, fermente dans la société, comme le levain dans les trois mesures de froment, qui a fait disparaître l'esclavage de presque toute la chrétienté, qui a détruit l'aristocratie du glaive, presque effacé l'aristocratie de la naissance, lutte aujourd'hui contre l'aristocratie de la richesse, et finira, avant qu'il soit longtemps, par proclamer et établir la véritable aristocratie, celle du mérite.

Si maintenant on me demande, comme on l'a déjà fait, à quelle communion j'appartiens, je réponds que j'appartiens à cette communion qui a pour point de départ la liberté de l'investigation, reconnaît de bonne foi, et sans aucune restriction mentale, les droits de l'intelligence, et se propose l'amélioration de l'existence terrestre de l'homme comme l'un des buts principaux de ses travaux. Je ne pense pas qu'une telle communion existe, je ne connais pas de communion qui, *comme telle*, réponde pleinement aux besoins de l'époque. Toutefois, qu'on ne se méprenne pas sur mes intentions : je ne suis pas ici

pour accuser ou pour attaquer aucune communion existante; je ne suis en guerre contre aucune église; je n'ai de controverse à soutenir, ni avec mon frère le calviniste, ni avec mon frère l'Arménien, l'unitaire ou le trinitaire : chaque Église a son idée, sa vérité, et beaucoup plus de vérité, je le crois, qu'aucune Église n'est disposée à en reconnaître dans celles dont elle diffère. Pour moi, je suis charmé de trouver la vérité dans toutes les Églises, et je la reconnais partout où je la trouve; toutefois, je le déclare, je ne connais point d'Église qui avoue, pour sa vérité centrale, la grande vérité centrale du christianisme, vérité qui doit être maintenant retirée des ténèbres où elle a été ensevelie, et qu'il est plus que jamais nécessaire de rétablir dans ses droits.

Qu'il me soit donc permis de le dire : quoique ma présence ait ici un but qui, à ma connaissance, n'est le but spécial d'aucune Église, je ne veux faire encourir à aucune le plus léger dommage. Plût au ciel qu'elles eussent l'une pour l'autre le sentiment de fraternité que j'ai pour elles! Je n'ai affaire à aucune d'elles; je suis ici pour un objet spécial, mais si élevé, si vaste, qu'elles peuvent toutes coopérer à l'atteindre. Ma profession de foi est simple; son premier article est : investigation libre et illimitée, liberté complète de professer et d'exprimer des convictions loyales, et respect absolu pour l'investigateur libre et consciencieux, quelles que soient ses conclusions. Mon second article de foi est le progrès social : je voudrais que la société, dont j'appelle de mes vœux la réformation, travaillât à perfectionner toutes les institutions sociales, à donner à chaque homme une position sociale qui lui permît de développer librement et harmonieusement toutes ses facultés; je voudrais voir *perfectionner*, et non détruire, toutes les institutions

sociales. Je ne crois pas que Dieu m'ait donné une mission de destruction : je voudrais améliorer, conserver tout ce qui est bon, rectifier tout ce qui est défectueux, et réunir ainsi les deux fonctions de CONSERVATEUR et de RADICAL. Mon troisième article de foi est que tout homme doit travailler pour son ame de préférence à son corps; l'homme n'a pas seulement un corps, il a aussi une ame; il n'a pas seulement des besoins animaux; il a une ame qui est en relation avec l'absolu et l'infini, une ame toujours prête à s'élancer dans l'inconnu et à s'élever à travers un monde de ténèbres jusqu'à la source du bon et du beau; cette ame est immortelle; la perfectionner est le but le plus élevé que nous puissions nous proposer. Je voudrais encourager les investigations; je voudrais perfectionner la société, non comme but définitif, mais comme moyen de croissance et de maturité pour ce qu'il y a dans l'homme de plus élevé, son ame.

Telles sont mes vues, et je pense qu'elles répondent aux besoins de l'époque; elles ne sont hostiles à aucune secte chrétienne; elles ont été adoptées dans un esprit d'amour pour l'humanité, et ne peuvent être mises en pratique que dans un esprit de paix; elles ne sont hostiles qu'au péché : contre lui, en effet, elles nous appellent aux armes. Nous devons combattre toute injustice, toute perversité de haut et de bas étage, mais nos armes doivent être spirituelles et non matérielles; nous devons marcher au combat fortifiés par la foi et par l'amour, revendiquer les droits de l'intelligence, faire de la société le séjour de toutes les vertus et de toutes les graces, revêtir l'homme de sa dignité morale et le mettre à même, à l'exemple du Créateur, de promener ses regards sur un monde de beautés.

Tel est le but que je me propose : je ne suis pas

ici pour prêcher aux travailleurs ou aux non-travailleurs, dans l'intérêt de l'aristocratie ou de la démocratie; je suis ici dans l'intérêt de l'humanité; je plaide la cause de l'universalité des hommes; j'arbore la bannière de la croix sur une position nouvelle et plus haute, et j'appelle autour d'elle la race humaine. Je suis ici pour parler à tous ceux qui se sentent hommes, à tous ceux dont le cœur palpite au nom d'homme, à tous ceux qui brûlent de diminuer la somme de la misère humaine et d'augmenter celle du bonheur humain, à tous ceux qui ont la perception du beau et du bon, à tous ceux qui ont soif de se reposer dans l'infini, l'éternel et l'indestructible; c'est à eux que je fais appel : je leur recommande l'objet dont j'ai parlé et devant lequel je m'arrête pénétré d'un saint respect; je les adjure, par tout ce qu'il y a de bon dans leur nature, de saint dans la religion, de désirable dans la joie d'un monde régénéré, de s'unir et de marcher à la conquête de ce grand but, préparés à combattre en héros, à souffrir en saints ou à mourir en martyrs.

FIN DU TOME SECOND.

TABLE DES MATIÈRES.

TOME PREMIER.

Pages.

PRÉFACE DE L'ÉDITION FRANÇAISE. v

INTRODUCTION. xiii

PREMIÈRE PARTIE.

POLITIQUE. 1

CHAPITRE I.

LES PARTIS. 8

CHAPITRE II.

MÉCANISME DU GOUVERNEMENT. 33

SECTION I. Gouvernement général. 36

II. Le Pouvoir exécutif. 54

III. Gouvernement des Etats. 67

CHAPITRE III.

MORALE DE LA POLITIQUE. 86

SECTION I. Fonctions publiques. 86

II. Journaux. 114

III. Apathie dans l'exercice des droits politiques. 121

IV. Soumission à la loi. 126

V. Préjugés locaux. 142

VI. Droits civiques des gens de couleur. . 151

VII. Nullité politique des femmes. . . . 155

DEUXIÈME PARTIE.

Economie. 163

CHAPITRE I.

Agriculture. 309

TOME DEUXIEME.

CHAPITRE II.

Voies de communications et débouchés. 1
Section I. Améliorations intérieures. 29

CHAPITRE III.

Manufactures. 37
Section I. Le tarif. 46
II. Main-d'œuvre manufacturière. . . . 54

CHAPITRE IV.

Commerce. 65
Section I. Circulation. 78
II. Recettes et Dépenses. 90

CHAPITRE V.

Morale de l'économie. 94
Section I. Morale de l'esclavage. 108
II. Morale des manufactures. 139
III. Morale du commerce. 143

TROISIÈME PARTIE.

Civilisation. 153

CHAPITRE I.

Idée de l'honneur. 160
Section I. Esprit de caste. 174
II. Propriétés. 181
III. Relations sociales. 195

CHAPITRE II.

La femme. 232
Section I. Mariage. 242
II. Occupations. 252
III. Santé. 268

CHAPITRE III.

Enfants. 276

CHAPITRE IV.

Le malheur. 290

CHAPITRE V.

Littérature. 310

QUATRIÈME PARTIE.

Religion. 323

CHAPITRE I.

Science de la religion. 341

CHAPITRE II.

Esprit de la religion. 349

CHAPITRE III.

Administration de la religion. 362
Conclusion. 383
Appendices. . . . . 387, 401, 404, 412 et 420

FIN DE LA TABLE.